

**VICTOR
KAMGA**

**LE BANDITISME POLITIQUE
à l'ère du
RENOUVEAU CAMEROUNAIS**

UPC : Brève Histoire de l'Unification

— La Double Cloche —



LE BANDITISME POLITIQUE à l'ère du RENOUVEAU CAMEROUNAIS

UPC : Brève Histoire de L'Unification

Du même auteur

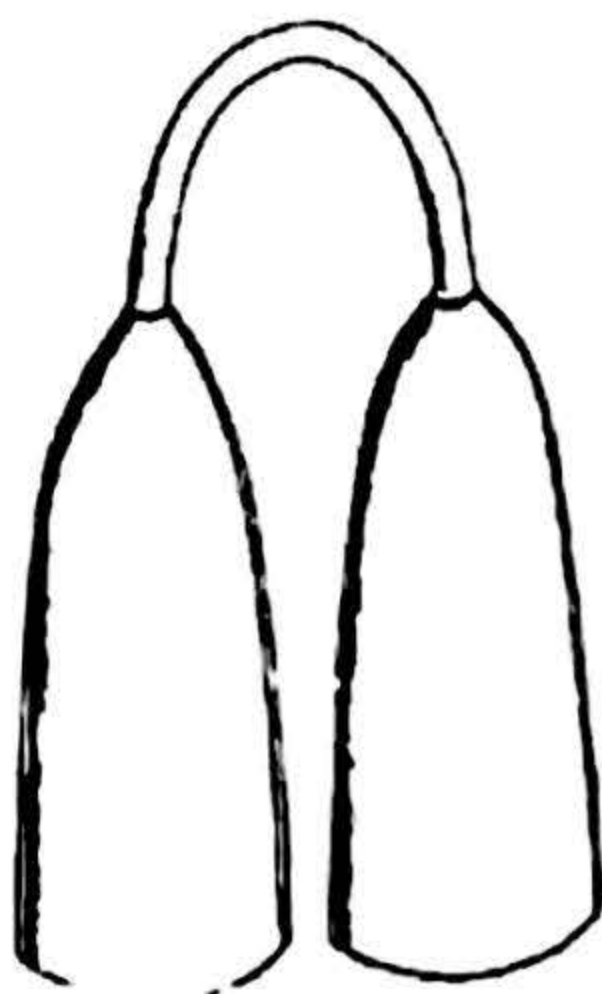
- **Cours de Philosophie pour Littéraires et scientifiques**
(Ceper, 1979, Yaoundé)
- **Duel Camerounais : Démocratie ou Barbarie**
(L'Harmattan, 1985, Paris)
- **A L'Ecole de la Démocratie**
(à paraître bientôt, éd. la Double Cloche)

Nous rappelons que toute reproduction partielle ou totale du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'auteur et de l'éditeur.

Victor KAMGA

**LE BANDITISME POLITIQUE
à l'ère du
RENOUVEAU CAMEROUNAIS**

UPC : Brève Histoire de L'Unification



———— Editions La Double Cloche ————

© 1999, Editions La Double Cloche
Meiringen SUISSE

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma reconnaissance

à tous ceux qui m'ont aidé à réaliser cet ouvrage.
Particulièrement,

Pour l'assistance logistique que j'ai eue auprès de lui :

Monsieur Hugues Ntomani Tiako.

Pour avoir pris la peine de traiter le texte intégral et m'avoir aidé de ses précieux conseils en composition :

Mlle Josiane Noubisiè Kamga

Ont contribué à cet ouvrage collectif :

**Mack- kit Samuel, Moukoko Priso, Bakang ba Tonjè,
Makek Maurice, Samo Robert.**

QUELQUES SIGLES ET ABREVIATIONS

ALNK	Armée de Libération Nationale du Kamerun
ARCAM	Assemblée Représentative du Cameroun
AT	Administration Territoriale
ATCAM	Assemblée Territoriale du Cameroun
BDC	Bloc Démocratique Camerounais
CD	Comité Directeur
CENA/CENI	Commission Electorale Nationale/Indépendante
CGT	Confédération Générale du Travail
CGKT	Confédération Générale Kamerunaise du Travail
CNO	Comité National d'Organisation
CRTV	Cameroon Radio TeleVision
CT	Cameroon Tribune
ESOCAM	Evolution Sociale du Cameroun
INDECAM	Indépendants du Cameroun
JDC	Jeunesse Démocratique du Cameroun
JEUCAFRA	Jeunesse Camerounaise Française
MANIDEM	Manifeste National pour l'Instauration de la Démocratie
MANIDEM	Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale
PM	Premier Ministère
RACAM	Rassemblement Camerounais
RDA	Rassemblement Démocratique Africain
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SDECE	Service de Documentation et de Contre Espionnage
SDF	Social Democratic Front
UDEFEC	Union Démocratique des Femmes Camerounaises
UDC	Union Démocratique du Cameroun
UNICAFRA	Union Camerounaise Française
UNC	Union Nationale Camerounaise
UNDP	Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès
UPC	Union des Populations du Cameroun

Sommaire

Avant-propos :

Les maux dans les mots.....	11
Culture morale et morale politique.....	20
Ruses et violence.....	26
La stratégie de l'union.....	44
L'observateur engagé.....	48
Un livre ad hoc.....	51

Faits et textes :

Texte 1 : L'UPC après son Congrès Unitaire.....	55
Texte 2 : Nécessité d'union et besoin de clarification.....	58
Texte 3 : Du bout des lèvres... et du ventre.....	61
Texte 4 : L'UPC et les élections législatives du temps de Ruben Um Nyobe.....	64
Texte 5 : Des élections sans électeurs.....	69
Texte 6 : Cinq garanties toujours actuelles que les électeurs camerounais doivent exiger des candidats aux législatives.....	71
Texte 7 : L'UPC dans l'actualité nationale.....	74
Texte 8 : On attend... On attend... Que faire ?.....	78
Texte 9 : Une certaine logique de la politique.....	81
Texte 10 : L'argent, l'oeuf de la politique.....	84
Texte 11 : Comment on gagne une élection.....	88
Texte 12 : Cinq leçons contradictoires pouvant servir de données d'expertise pour toute élection future en République du Cameroun.....	90
Texte 13 : La fin d'une certaine opposition au Renouveau.....	100
Texte 14 : Tentative de coup d'Etat au Bureau du Comité Directeur.....	110
Texte 15 : UPC-Ntumazah (UPC-N): Leçon d'un échec.....	128
Texte 16 : UPC-N : Qui est coupable de faux et usage de faux ?.....	133
Texte 17 : Nouveau danger de serpents !.....	146
Texte 18 : Déclaration liminaire de la Conférence du 18 septembre 1997.....	152
Texte 19 : L'UPC, la filouterie et l'élection présidentielle.....	157
Texte 20 : Qui t'a fait roi ?.....	165

Texte 21 : L'élection du 12 octobre et le mot d'ordre de boycott.....	171
Texte 22 : Election présidentielle du 12 octobre 1997.....	180
Texte 23 : Gouvernement d'Union Nationale ? Parlons-en.....	184
Texte 24 : Les Upécistes fidèles et le gouvernement d'union nationale.....	190
Texte 25 : Le Rassemblement des Conservateurs.....	196
Texte 26 : Quel gouvernement de quelle union nationale ?.....	201
Texte 27 : Un gouvernement de Combat.....	208
Texte 28 : UPC : Ame immortelle ? Oui ! Si... ..	213
Texte 29 : Les négociations RDPC/SDF et les leçons qu'elles donnent au pays.....	217

Pour ne pas Conclure

Texte 30 : 10 ans de Transition Démocratique et les Perspectives Actuelles.....	225
---	-----

Documents Annexes (DA)

DA.1	Scénario d'un méga-congrès unitaire historique.....	259
DA.2	Chronologie des travaux de la Sous-Commission des Statuts et Règlement intérieur.....	265
DA.3	Tableau des réunions du Bureau du Comité Directeur et des sessions du Comité Directeur.....	276
DA.4	Résolution portant sur la désignation d'un porte- parole des Upécistes de l'ouest auprès de la direction de l'UPC.....	284
DA.5	Sur le Guide-circulaire.....	288
DA.6	L'Episode de la candidature du Secrétaire Général de l'UPC aux législatives de mai 1997.....	291
DA.7	Liste (non exhaustive) des irrégularités et cas de fraudes les plus flagrants qui ont émaillé le Scrutin en Moungo Sud.....	297
DA.8	Hommage de l'UPC à la mémoire du Camarade Eugène Wonyu.....	308
DA.9	UPC. 1998 : Année du Cinquantenaire.....	312
DA.10	Historique de l'Unification de l'UPC à l'âge de la " démocratie avancée ".....	314

AVANT -PROPOS

I) LES MAUX DANS LES MOTS

Pour essayer de comprendre et de faire comprendre les réalités collectives-subjectives ou objectives - un arsenal de mots adéquats susceptibles de mieux saisir les êtres et les choses, est nécessaire. Mais point suffisant: le champ culturel - théâtre de nos opérations intellectuelles - importe plus. En utilisant la langue française (ou anglaise) pour dire le vécu de la culture politique des Camerounais à l'aube du XXI^e siècle, premier siècle du troisième millénaire, je me sens l'âme d'un écrivain de Cro-Magnon en situation originelle de carence. Faire émerger dans une langue de culture étrangère la vérité plurielle d'un réel culturel et politique autochtone diversifié, me paraît aléatoire. Faire partager les connaissances utiles aux premiers concernés, les miens qui n'ont pas atteint mon degré d'aliénation culturelle, est littéralement impossible. Je le sais. Mais que faire lorsque les maux qui minent ma société gisent dans les mots ? Tenter simplement de les dire quitte à les travestir.

Refoulée jusqu'aux tréfonds des consciences piétinées, la culture de mon peuple, peuple noir, peuple d'Afrique centrale, tente en vain, un retour en plein jour. Mais hélas, telle une flamme qui végète, elle ne cesse de s'engouffrer dans la nuit des temps. Homme ainsi humilié, je me refuse de me cacher le visage sous un masque blanc et de mêler ma voix rauque à l'éloge cacophonique de l'étrange exotisme universaliste.

Comment dès lors sonder l'esprit de mon peuple avec des outils de sens inappropriés ? Avec des mots bègues à béquilles, avec des mots obus par dérision. Tel est le

fardeau de mes maux de " civilisé " en mission d'éducateur d'une humanité rabaissée et bâillonnée. Tantôt les mots de mon peuple sont ravalés au rang des cris de l'esclave domestiqué (vernaculaire), tantôt au rang de baragouin des hordes barbares (patois). Et c'est cet infra-humain que mon peuple a toujours eu à intérioriser dans son contact cahoteux avec l'Autre, l'Occident.

Libérer les mots de mon peuple déboussolé, c'est un peu le guérir de ses maux de société. Car la voie royale d'accès au monde des peuples souverains est celle de la pensée, de la parole et de l'écriture en sa propre langue de culture. Je me suis résolu néanmoins - en quête d'une technique de survie à l'inculture ambiante - à traduire (sans trahir, je l'espère) les sentiments et les idées du plus grand nombre des miens pris au ras de leur pratique politique telle qu'elle s'exprime aujourd'hui dans notre état d'acculturation/aliénation avancé.

Commençons par la notion-mère de **politique**. Si l'on pose, dès le départ, que tout homme est essentiellement un être social, un animal politique; concevoir l'homme hors de la société serait un leurre. Dans la cité grecque antique, par exemple, *faire de la politique* revenait à apprendre à tenir sa place et à assumer sa fonction (sociale) déterminée par sa classe (de naissance ou de formation). Ainsi, sur la scène de la vaste comédie sociale, nous serions tous des personnages qui feraient de la politique sans être toujours conscients et sans en faire un métier.

Faire de la politique pour le commun des mortels, c'est intervenir d'une manière ou d'une autre dans les multiples réseaux de relations fonctionnelles de la Société. L'animal politique déjà engagé dans la société deviendra de plus en

plus humain en prenant conscience de sa dimension politique, c'est-à-dire multirelationnelle. Une infime catégorie de femmes et d'hommes font de la politique en professionnels; le métier de politicien ressortirait alors à une sphère relativement autonome: le politique.

En général, il y a d'un côté, un grand et robuste corps (social) avec ses multiples relations de savoir-faire, de faire-savoir et de pouvoirs ; d'un autre côté, juchée sur le grand corps, une petite tête de politiciens-politicards qui discutailent et bataillent constamment pour le contrôle du pouvoir politique, pouvoir de décision sur tout et sur tous, en dernière instance. Partout et toujours, cette petite tête sait faire une seule chose: commander en mangeant.

La tradition occidentale donne de la politique l'image de Janus, le dieu à double face. Réalité essentiellement ambivalente, la politique est à la fois *lutte* - pour les gens d'en-bas, les laissés-pour-compte - et *intégration* - pour les gens d'en haut, les privilégiés - De cette tradition sont issues deux pratiques politiques contradictoires : la politique des hommes intègres et sages soucieux de diriger pour le mieux les hommes ; et celle des politiciens habiles, occupés à tendre aux hommes des pièges. Le dosage entre la " **politique morale** " et le " **banditisme politique** " dépend des époques (historiques) et des régimes (politiques).

L'Etat du Renouveau camerounais né de l'alliance du roi Mensonge et de la reine Violence, a produit en quinze ans une conception sophiste et cynique de la politique. Après s'être emballée dans les fraudes et les turpitudes de toutes sortes, la " démocratie avancée " du Renouveau se veut aujourd'hui " apaisée ". Paix des cachots : à la fin de l'année

1997 -comme ce fut le cas au début de l'année 1991- les sbires du Renouveau embastillent un soldat intrépide de la liberté d'informer qui a eu le courage citoyen de s'interroger sur l'état de santé du prince.

Le prince du Renouveau métamorphosé en homme-lion est bel et bien rongé par le chancre du pouvoir; et toute sa cour est gravement atteinte de cette maladie naturelle du Renouveau au point qu'elle considère comme un crime de lèse-majesté toute allusion qui tendrait à troubler le goût de l'énorme pouvoir enivrant dont le système a abreuvé son chef à vie ... L'homme-lion a ainsi inauguré son nouveau septennat en forçant le peuple à s'accommoder avec l'inacceptable afin de manifester -comble de fourberie - sa magnanimité de magistrat suprême !

Le Renouveau se moque de l'Etat de droit et se fout de sa propre raison d'Etat. Les géniteurs démagogues du système clament à tue-tête ce qu'ils ne sont pas du tout prêts à faire, et font constamment ce qu'ils condamnent du bout des lèvres. Ils changent de points de vue à la tête de leurs interlocuteurs, au gré de leurs humeurs, et bien sûr en fonction de leurs envies mesquines qu'ils prennent pour l'intérêt général. Derniers convaincus de leurs simulacres d'arguments, ils n'ont en réalité qu'un seul argument: " *Nous sommes au pouvoir, et nous bouffons... après nous, le déluge !* ".

L'idéologie du Renouveau évanescent semble être l'idéologie dominante de la société camerounaise néocolonisée. Il serait intéressant de confronter cette illusion collective dangereuse aux idées balbutiées par le peuple profond. A titre d'illustration, les mots-éléments seront empruntés à une de nos langues de culture (le *Fe'fe'* bamileke du Haut-Nkam) et à une langue de contact (le **pidgin**).

La société précoloniale bamileke de l'Ouest du Cameroun apparaît à un observateur au regard astronomique, fortement hiérarchisée en opposition aux sociétés soi-disant acéphales, anarchiques ou sans Etat. De ces opinions incongrues que de malentendus sur ces rois bamileke que l'on s'évertue à ranger parmi les chefs despotes. Dans les formations socio-politiques traditionnelles bamileke, le roi-Fɛ - qui ne se targuait point d'essence divine ou de titre astral avait tous les attributs de la souveraineté dans les limites de son territoire (*Læ'*).

Il n'existait ni petit Fɛ ni grand Fɛ : seuls les rapports de force (lignager, militaire, économique...) déterminaient le poids relatif de chaque royauté.

Le Fɛ bamileke représente le Père - Héritier de l'Ancêtre fondateur du plus gros lignage du royaume. L'héritier étant " celui qui mange la maison " (*Nzoc nduoc*), le Fɛ est considéré comme l'homme-propriétaire du pays (*Ngoc loc'*) dont il a, en sa qualité suprême de grand magistrat, le devoir de gérer dans la justice (*Fɛ nsæ'lae'*). le roi bamileke est le Premier Notable parmi les Neuf Notables (*Nkamvu'*), compagnons de l'Ancêtre fondateur. Le conseil des Neuf Notables, institution antérieure aux neuf juges de la Cour Suprême des Etats-Unis, garantit la légitimité et la légalité du pouvoir ancestral. L'Exécutif est ici constitué par le Conseil des Neuf. Une fois " arrêté " et initié au *Læ'Nkam*, le nouveau roi inaugure son règne avec ses Neuf Notables. L'exercice du pouvoir politique restera constamment collégial. Le roi ne décide de rien sans se concerter avec les Neuf. En cas d'empêchement (maladie incurable, haute trahison), il revenait au conseil des Neuf de faire disparaître le roi en lui administrant un poison lent et mortel. On dit pourtant que le roi bamileke ne meurt pas pour signifier que

le gouvernement du peuple (*Nsæ'Ngwè*) ne peut souffrir de vacance.

Comment dans un gouvernement du peuple "ancestocratique", l'intérêt du plus grand nombre peut-il être sauvegardé ? En d'autres termes, comment le simple mortel bamileke faisait-il la politique ?

Chaque bamileke, homme ou femme, appartenait à plusieurs de ces multiples sociétés (*Kom*) dans la Société. Ces sociétés, secrètes pour les non initiés, avaient des objectifs déterminés (des sociétés de travail et d'entraide, des sociétés de sécurité (*Ku'nga*), des sociétés savantes et politiques (*Kom nzshi*) etc.). Tout individu était pris dans le réseau relationnel complexe auquel il marquait son identification en "mangeant" dans une ou plusieurs sociétés (*Nzoc Kom*). L'ensemble des réseaux de ces sociétés dans la Société convergeait vers le tronc du système où trônent le roi et son conseil des Neuf Notables.

Ce type de gouvernement du peuple pour le peuple et par les Pères-fondateurs sublimés ou leurs représentants ("ancestocratie") ne peut être l'apanage d'un seul ni de quelques uns, mais la chose de tous (*Nûngwe'*) sans pour autant devenir une affaire banale ou vulgaire. Chez les bamileke traditionnels, toute conquête d'une position de pouvoir requiert un apprentissage initiatique et un apport en mérite. Ainsi, pour s'asseoir sur une chaise de notable, le Bamileke cultivé déploie des efforts personnels inouïs. Il est significatif, à cet égard, de noter que la classe dirigeante est contrôlée en majorité par les grands serviteurs du royaume (*Nwa'la'*), et non par les fils du roi (*PôoF**) qui "mangent" dans les sociétés de prestige ayant peu de prise sur l'exercice réel du pouvoir. Il n'y a donc pas pire hérésie politique et

culturelle que de tenter d'inféoder un roi bamileke à un quelconque système de pouvoir étranger où l'identification citoyenne reste encore très lâche.

En fondant toute la pratique politique sur un processus (dialectique et consensuel) d'identification à des Ancêtres sublimés ou à leurs substituts, et en combinant le jeu mobilisateur des privilèges de naissance, des initiations de groupes, des compétences et des mérites individuels, la société bamileke a fonctionné comme une démocratie à définition rétrospective (" ancestocratie ") qui a horreur de l'entropie et qui s'est donnée pour idéal l'accroissement de la force existentielle de l'individu dans un groupe de plus en plus autonome et puissant. On comprend dès lors le rôle économique de la polygamie dans une société où les *Mafu* (les reines-mères) constituent une authentique aristocratie féminine.

Les vrais hommes de prestige et de pouvoir sont ici les maîtres de la parole, cette parole de vérité, propriété de l'Ancêtre fondateur, déposée chez l'héritier pour le Bien Commun. La parole du plus grand nombre (*Ghmbua'ndam*) ne peut être dite que par les ayant-droits culturels. Quelle est donc cette forme de démocratie située en un temps où les limites du royaume déterminent peu ou prou les bornes de l'humanité, où la parole de vérité et de puissance est conservée dans les cercles ésotériques, et où enfin la vision du futur semble obstruée d'illusions d'un passé mythique ?

En régime d'ancestocratie, le problème n°1 est celui de la bonne reproduction du système et non de sa refondation. Le système étant solidement enraciné, point n'est besoin de le subvertir. La société bamileke traditionnelle serait conservatrice par essence, ce qui ne veut

pas dire qu'elle a évacué toutes les contradictions internes pouvant conduire à un changement qualitatif.

Néanmoins, les contradictions aiguës sont masquées, adoucies par l'idéologie dominante de l'Ancêtre-Fondateur-Gestionnaire Permanent. Si nous nous considérons comme des frères et soeurs d'un même ventre, à quoi sert-il de vouloir changer le monde que nos Ancêtres communs nous ont si bien légué ? On comprend dès lors pourquoi les dictateurs de nos Etats néo-coloniaux se sont évertués à usurper le titre pompeux de " Père de la Nation ". Des pères bâtards des nations toujours au biberon.

En régime de démocratie au nom des Ancêtres, le dialogue comme épreuve de vérité pour un accord des esprits, est le véhicule par excellence pour le choix des **leaders**. Le dialogue commencé dans les " cases à palabres " institue la possibilité de produire en commun la vérité et de gérer ensemble le pouvoir. Dans la culture bamileke authentique, on est leader par rapport à un groupe qui définit le profil de l'homme ou de la femme, et la mission à lui confiée dans un temps déterminé. Le principe général de la compétition est connue de tous: la personne qu'il faut à la place qu'il faut au moment qu'il faut. Et s'il arrivait que l'on trichât sur le " meilleur choix ", ce serait une manière de frapper toute la collectivité de malédiction...

Le choix des leaders en " ancestocratie " est une affaire d'hommes mûrs initiés (*Mbæ'*); mais le Bamileke du Renouveau aura recours à un jeu d'enfants pour traduire le phénomène nouveau des élections (*Nto'nto'*). Ce jeu de dispute (*nto'*=disputer) vise à aiguïser le sens de la compétition chez les enfants d'une même classe d'âge. A un

groupe d'enfants, on peut lancer le défi suivant : ramasser le plus grand nombre de graines d'arachides et constituer le lot le plus important. Le vainqueur sera celui qui aura trouvé la meilleure stratégie en alliant force et intelligence. Cette traduction ludique des élections réduites en un jeu puéril d'accaparement d'objets disparates, est une critique radicale de la nouvelle pratique de choix des leaders introduite par le pouvoir colonial et édulcorée par ce même pouvoir.

En régime du Renouveau, ce jeu sérieux pour adultes que sont les élections, n'est régi que par la volonté absolue du prince toujours apte à bafouer les lois par lui promulguées. Cette perversion de sens des mots se retrouve dans la notion-mère de politique rendue en Fe'fe' par le néologisme Nkhankh~~u~~ qui littéralement signifie " corde-corde " et renvoie à la corde nouée, au chemin tortueux, à l'esprit roublard, aux histoires d'alcôve, au secret de polichinelle... Le profiteur de la nouvelle politique importée par le colonisateur, renouvelée par ses adeptes locaux, n'est ni le plus fort, ni le plus intelligent, ni celui qui est dans ses bons droits, mais celui-là qui, soumis à la conjoncture, sait tirer son épingle du jeu.

Est bon pour le fan du Renouveau, tout ce qui le maintient dans le cercle infernal du pouvoir nuisible; tout prétendant à ce pouvoir-là doit sacrifier à l'autel de l'opportunisme politique dont la recommandation N°1 semble d'aiguiser, en toutes occasions, son sens d'exploitation des opportunités. Sous le ciel du Renouveau, la grande opportunité est de jouer intelligemment les chiens de garde du système néo-colonial. Bah, drôles de savants politiciens !

Un premier ministre de la République du Renouveau ne s'est point embarrassé à assimiler leur politique au " *djangui* ", cette sorte de tontine où chaque membre cotise de l'argent en vue de disposer, quand vient son tour de " manger la tontine ", d'une coquette somme d'argent. A chacun son tour et selon sa mise. Le hic est que l'Etat du Renouveau cotise toujours en promesses, mais bouffe toujours le premier en espèces et en pouvoirs. Une tontine de dupes, donc. Le Renouveau sait gaver de promesses ceux qui ont perdu leur âme et vendu leur conscience pour fabriquer les victoires surréalistes d'un prince sans foi ni loi.

II) CULTURE MORALE ET MORALE POLITIQUE

Quinze ans de Régime de Renouveau ont transformé le slogan originel " Rigueur et Moralisation " en " Laxisme et Immoralité ". Ce renversement des valeurs est vécu par chaque Camerounais, au quotidien, comme une calamité nationale. En trahissant la morale, le Renouveau a précipité le Cameroun dans un Etat d'inculture qui hypothèque dangereusement l'avenir du plus grand nombre.

Le mot "culture" évoque d'abord la terre travaillée et mise en valeur. Cette culture de la terre (agriculture) rend possible la culture de l'esprit entendue comme un idéal de raffinement individuel élaboré à partir d'un certain nombre de connaissances et d'expériences assimilées; mais surtout, d'un ensemble de réactions particulières sanctionnées par une classe et une longue tradition. Cet idéal de culture, dans nos sociétés néo-colonisées, est caractérisé par l'appartenance (réelle ou symbolique) au système du pouvoir néo-colonial : l'homme néo-colonisé dit cultivé parle la langue de son

maître avec aisance, ce qui fait de lui un " affranchi-héritier " dont le pouvoir est fondé sur l'ignorance et la misère entretenues des masses exploitées.

Les théoriciens des " sciences de la culture " se sont attachés à étudier les processus complexes et dialectiques par lesquels la vie humaine s'élève au-dessus de ses conditions animales et par où elle se distingue de la vie des bêtes. Ainsi la culture humaine comporte deux versants: d'un côté, par le travail (matériel et spirituel) l'homme (individuel et collectif) acquiert un savoir et un pouvoir en maîtrisant les forces de la nature et en produisant les biens pour la satisfaction de ses besoins; de l'autre côté, l'homme exprime, à travers ses organisations et ses institutions, la nécessité de réglementer les relations entre les hommes, notamment le partage équitable des biens disponibles (matériels et spirituels).

Les philosophes, quant à eux, ont rendu la spécificité de l'ordre culturel par rapport à l'hypothétique état de nature en se référant au mythe du Bon Sauvage. J.J. Rousseau nous décrit un Bon sauvage vivant dans le " calme des passions et l'ignorance du vice " et ne pouvant, par conséquence, mal agir. Ce serait les acquis de la civilisation (développement de l'agriculture, invention de la métallurgie, naissance de la propriété privée) qui auraient perdu le genre humain.

Si Rousseau vivait en régime du Renouveau camerounais, il aurait certainement ajouté parmi les causes de la dégradation de l'homme, le désir (fou) d'accaparement du pouvoir (absolu) pour le goût du lucre. L'auteur du *Contrat Social* reconnaît qu'il s'est opéré dans l'homme cultivé un changement moral: la raison tend désormais à supplanter les instincts. L'homme gagne ainsi par le contrat

social la liberté morale qui le rend vraiment maître de soi, car " l'impulsion du seul appétit est esclavage, et l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté ".

En fin de compte, la sphère morale, celle de la raison pratique qui dicte ce qui doit être fait par la liberté, est l'étage supérieur de la culture. La culture morale nous libère progressivement de cet état, dont parlait T. Hobbes, de guerre de tous contre tous où l'homme est un loup pour l'homme.

Lorsque nous chantons -version originale de notre hymne national.

- " *Autrefois tu vécus dans la barbarie*

...

Peu à peu tu sors de ta sauvagerie ".

Nous affirmons justement que le respect de la loi requiert un long apprentissage. Sur ce plan, le Renouveau a opté pour l'école buissonnière en maintenant gommée dans le texte patriotique l'exigence nationale.

Dans un processus de culture morale, l'objet particulier qu'une volonté vise dans une action n'a de valeur qu'en référence à la règle qui guide la volonté de cet être de raison et de sensibilité. Pour qu'un acte soit considéré comme absolument bon, il faut que l'intention soit bonne. Et ce que veut ma volonté, doit être voulu par tout être raisonnable doué de volonté. Toute action morale se règle sur des lois nécessaires et universelles (formelles et rigoureuses). Cet effort d'identification formelle d'une volonté particulière à une loi universelle est le nerf de la formule du devoir. E. Kant avait raison de faire de l'homme moral un soldat du devoir.

En effet, l'homme moralement cultivé agit sur la base des principes qui gouvernent les " situations concrètes "; et toutes ces choses que nous désirons ardemment (santé, fortune, pouvoir, intelligence) ne sont bonnes que si elles sont activées par une bonne volonté qui ne se détermine point par le succès ou l'échec de l'acte final. Certes, la bonne volonté n'est pas cette bonne intention qui pave l'enfer, elle est bonne en soi. Même si en mettant tous ses moyens possibles, l'homme de bonne volonté n'aboutit pas aux résultats escomptés, il n'en reste pas moins que son acte brillera de tout son éclat.

Lorsque Ruben Um Nyobe et ses lieutenants s'engagèrent dans une lutte à mort contre l'occupant dominateur et exploiteur, ils étaient animés de bonne volonté bien qu'un demi siècle plus tard leur idéal de liberté et de développement pour tous les Camerounais n'eût pas abouti. Les vicissitudes de l'histoire et les ruses de la raison politique n'ont en rien entamé la valeur pratique (morale) de leur engagement patriotique. L'Union des Populations du Cameroun (UPC), *matrice du nationalisme révolutionnaire demeure " l'âme immortelle du peuple kamerunais ".**

* UPC : au départ, l'UPC est considérée comme un Mouvement de Libération Nationale. Aujourd'hui, l'UPC fidèle à elle-même tend à être un parti politique radicalement à gauche, malgré les fortes dérives opportunistes de divers groupes.

** Kamerun : orthographe voulue par les nationalistes de la première heure et conforme à la réalité effective (1911) de notre pays avant les partages colonialistes franco-anglais.

Y a-t-il plus noble engagement que le sacrifice de soi pour la cause du plus grand nombre ? Ruben Um Nyobe, le Mpodol* africain, ne s'est pas trompé.

Um Nyobé, Moumié, Ouandié, Kingué et des milliers d'anonymes ont élu domicile dans notre conscience collective en héros et martyrs. Malgré les sottes agitations de quelques fieffés opportunistes, cadavres politiques pour la plupart, à s'accaparer et à marchander une coquille dévoyée.

Si nos héros et martyrs méritent de siéger au panthéon de notre histoire, c'est parce qu'ils ont initié -à travers leur pratique de leaders politiques-, une culture morale de la politique. Ils ont entretenu un rapport moral avec le pouvoir et l'argent. Pour nos nationalistes révolutionnaires, il ne s'est jamais agi d'hériter du pouvoir du colonisateur, mais plutôt d'en découdre en instaurant un autre pouvoir, celui du peuple éduqué et mobilisé pour la défense de ses intérêts propres. A une culture de soumission à l'étranger devrait se substituer une culture de la résistance et de la démocratie.

La morale politique ressortit à la démocratie culturelle qui repose sur la participation la plus large de l'individu et de la société au processus de création des biens culturels et aux décisions qui concernent la vie culturelle, de même qu'à la diffusion et à la jouissance de la culture. Et c'est dès le foyer familial que la démocratie commence à nouer ses premiers rapports dialectiques avec la culture morale.

-*Mpodol : (en basa'a) porte -parole du peuple.

Malheureusement pour le Cameroun d'aujourd'hui, le régime du Renouveau a perverti à la racine l'intention morale du citoyen. Le fils du sous-préfet du Renouveau vit en direct comment son père manipule les urnes ; les rejetons du ministre du Renouveau ne s'offusquent plus que l'on surnomme leur géniteur "Monsieur 30%".

La jeunesse montante n'est pas en reste: la tricherie et la pratique des passe-droits sont monnaies courantes jusque dans les écoles primaires. Avec les encouragements d'un ministre de l'Education Nationale, vieux magistrat par surcroît, qui vous rebat les oreilles de ses "diplômes de souveraineté" ! Tous les moyens, apprend-on à l'école du Renouveau, sont bons pourvu qu'ils soient efficaces. Là où il faut réfléchir, là où le goût de l'effort et de la justice doit être suscité, le Renouveau baigne la conscience des jeunes dans un univers gavé de slogans et de réponses creuses à des questions oiseuses. L'adepte du Renouveau, homme de l'instant et de l'instinct, s'est déchargé de sa conscience (morale): qu'il ait les mains sales entachées de fange et de sang, lui importe peu. Pourvu qu'il gravite autour de la table de ceux qui sont, ici et maintenant, aux affaires. De cette table de prédateurs -espère t-il- forcément tomberont les miettes.

La nécessaire réconciliation de la politique et de la morale n'est vraiment possible que dans un système démocratique où la loi s'impose à tous. En Renouveau autocratique, les droits des gens n'ont point force de loi.

On comprend dès lors ce désir mille et une fois contrarié de tuer "l'âme immortelle du peuple kamerunais" ou simplement de constater d'un ton doctoral "la mort de l'UPC". Un peu de clairvoyance et d'humilité militantes, Monsieur le Professeur en contestation circonstanciée !

On comprend aussi ces crimes crapuleux restés impunis sous le Renouveau; enfin et surtout, on comprend ces crimes contre l'humanité frappés d'amnésie, à l'exemple du génocide en silence du peuple bamileke du début des années 1960.

III) RUSES ET VIOLENCE

Lorsqu'en 1939, le Gouverneur Richard Brunot conçut et organisa la Jeunesse Camerounaise Française (JEUCAFRA), il pensait offrir aux " sujets français " du Cameroun un instrument efficace de croisade anti hitlérienne et d'intégration du Cameroun dans l'empire colonial français. Tactiquement, il choisit comme têtes de file des " évolués " des " tribus - piliers " de l'époque: le duala Paul Soppo Priso, Président, l'éwondo André Fouda Omgba, vice-président ; le basa'a Louis Marie Pouka, Secrétaire et le bamileké Paul Monthé, Conseiller. Avec cette équipe indigène de choc, la victoire semblait assurée pour l'administration coloniale.

En effet, pendant les six années de guerre, la JEUCAFRA constituera le cadre unique et incontournable de réflexions libres et de débats ouverts. Mais très vite, la situation d'après - guerre devint explosive. La grève sanglante de Septembre 1945 à Douala contribua à renforcer le clivage des deux camps plus ou moins tranchés au sein de la JEUCAFRA. D'un côté, les suppôts de l'administration coloniale française étaient toujours prompts à diaboliser les prétentions de l'Allemagne du Führer sur notre pays, et à

emboucher la trompette pour un Cameroun, province de l'empire gaullien. D'un autre côté, les patriotes conséquents, instruits par l'expérience de la grande guerre, tenaient à peu près ce langage au colonisateur français : *" Nos compatriotes ont sacrifié leur vie pour libérer la France du fascisme hitlérien ; il est temps d'organiser la libération du Kamerun du joug colonial "*

Etait ainsi posée la question pratique et révolutionnaire de la nécessité historique de créer un mouvement réel et cohérent capable d'abolir l'état de colonisation actuel du Cameroun... et de l'Afrique.

Perçue de plus en plus comme le " machin " du Gouverneur, la JEUCAFRA se transforma en UNICAFRA (Union Camerounaise Française), laquelle se fit hara kiri en son propre Congrès dit du " Bloc Camerounais ". Le RACAM (Rassemblement Camerounais) vit le jour. L'administrateur Robert Delavignette mettra tout en oeuvre pour rendre inopérant le RACAM. Les patriotes lucides et courageux devaient reprendre à zéro tout le travail de construction d'un " mouvement de libération nationale ". Avec tact et intelligence.

Les douze Camerounais qui se sont retrouvés le 10 Avril 1948 " chez Sierra ", café-bar de la banlieue de Douala, alors que l'agent des Renseignements les attendait à Bonabéri (rive droite du Wouri), tenaient en réalité la première réunion d'organisation de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) dont les statuts venaient d'être approuvés ce matin du 10 Avril à Yaoundé. Le récépissé obtenu le 9 Juin 1948 auprès des services de M. Raynier, chef de région du Wouri, est l'aboutissement des transactions de l'ombre entre le treizième homme, Ruben Um Nyobe, absent à la pseudo réunion constitutive, et l'administration coloniale française.

Dans cette première bataille camouflée pour la reconnaissance officielle, Ruben Um Nyobe a dû exploiter à fond ses multiples réseaux de soutien tant à l'intérieur du pays (camarades syndicalistes, conseillers autochtones) qu'à l'extérieur (Gabriel d'Arboussier, Secrétaire Général du RDA, Gaston Donnat, militant CGT) pour faire pression sur une administration franchement hostile dont le voeu le plus intime était de tuer dans l'oeuf cette jeune organisation politique qui le mettait, pour la première fois, en situation de vraie compétition politique. L'Administration disposait de plusieurs cordes à son arc. Le chantage d'abord: tenter de faire modifier les textes organiques du Mouvement et d'infiltrer à sa tête des hommes liges de l'Administration. En même temps, utiliser des armes plus offensives : le Gouverneur Hoffher affectera à l'Est (Abong-Mbang) le fonctionnaire Léonard Bouli, Secrétaire Général du premier bureau provisoire de l'UPC. Un autre fonctionnaire, Etienne Libaï remplacera Bouli au poste de N°1 apparent du jeune Parti. Et c'est avec le jeune Libaï que commencera l'épisode décisif de la bataille pour le récépissé.

Etienne Libaï, de nationalité française, sera très vite pris en main par Yves Gayon, administrateur des colonies en affectation d'imprégnation à Batouri avant de prendre à Yaoundé ses fonctions de Directeur des Affaires politiques et administratives. C'est Gayon qui décida de se servir de Libaï comme d'un infiltré au sein des nationalistes camerounais.

Conscient ou non des vraies intentions de son mentor blanc, Libaï accepta de servir de pion dans la partie d'échec qui va opposer son oncle Um Nyobe à Yves Gayon. Le jeu consiste pour Gayon à conduire à la création d'un mouvement social lisse sans aucune velléité revendicatrice,

encore moins nationaliste. Dans les projets des textes présentés par Libaï, Gayon faisait la chasse à toutes les notions faisant allusion au peuple, à l'activité politique, à la démocratie.

Um Nyobe, par contre, pour tromper la vigilance de Gayon, truffait le texte de mots prohibés, pour ensuite les remplacer par des expressions qui portent la même signification ou une signification plus large. Il s'agissait pour Um et ses conseillers de ne pas employer les termes qui risquent de braquer inutilement l'administration coloniale et conduire au refus de la légalisation du Mouvement, mais d'aboutir à un texte qui ne ferme la voie à aucune revendication nationaliste.

Avant d'approuver officiellement les statuts, le Directeur Gayon prendra Libaï en stage de " formation politique bloquée " à son domicile pendant une semaine. Les statuts seront signés par Etienne Libaï, Léonard Bouli et Ruben Um Nyobe.

La naissance sur le papier de l'UPC venait d'être acquise non sans difficultés. Mais la véritable naissance d'un mouvement politique ne se limite pas à la rédaction et l'approbation des statuts et à la désignation de sa direction, elle consiste principalement à la mise en place de son organisation et à l'éducation de ses membres dans le sens de son orientation en vue du développement de sa stratégie pour atteindre ses objectifs. Il fallait désormais faire naître au monde l'UPC, et les architectes de cette oeuvre sont Ruben Um Nyobè, Félix - Roland Moumié, Abel Kingué, Ernest Ouandié et les camarades " invulnérables aux menaces et à la corruption " du Comité Directeur.

En matière de liberté de création des partis politiques, la situation du Cameroun de 1998 est pire que celle de 1948. En régime du Renouveau, l'Administration, le Gouvernement et l'ex-futur parti unique RDPC sont pratiquement confondus. Le ministre RDPC de l'Administration Territoriale (AT) peut refuser le récépissé pour des motifs évoqués dans la loi de Décembre 1990 sur la liberté d'association; mais très souvent l'AT décide sur la base de simple opportunité politique partisane si un parti doit exister et fonctionner ou non. Le MINAT (Ministère de l'Administration Territoriale) s'érige en fait en autorité constitutive des partis (administratifs !), lesquels n'ont point de statut propre.

Après sept ans d'un multipartisme commandité et effervescent de populisme, le RDPC tente à travers un dialogue de dupes de nous conduire paisiblement au bon vieux temps du parti unique, parti inique.

Quand il s'agit de l'UPC, l'Administration-Gouvernement-RDPC du Renouveau ne se contente pas seulement de s'immiscer dans les affaires intérieures du doyen des partis politiques de l'Afrique Centrale, mais il y a plus qu'une complicité active de banditisme politique. Ainsi, le MINAT peut ignorer deux ordonnances de la Cour-Suprême reconnaissant la légalité de l'UPC-MANIDEM (Manifeste National pour l'Instauration de la Démocratie), et dans le même temps, monter un allié-acolyte pour protéger le sigle d'une UPC devenue propriété servile. Le même MINAT contribuera activement à la création d'un autre MANIDEM (Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie) semeur de confusions. Non seulement le régime du Renouveau multiplie des obstacles illégaux pour que les autres partis ne profitent pas réellement de leurs droits, qui pis est, il ne respecte pas ses propres lois.

Le très spectaculaire et légitime II^e Congrès Unitaire de Septembre 1996 à Yaoundé n'a pas empêché le pouvoir du Renouveau de faire main basse sur le Secrétariat Général de l'UPC, voire sur tout le Mouvement. Un vrai hold-up légal sous le signe duquel sera placé tout l'après-Congrès Unitaire. Pendant les législatives de Mai 1997, le MINAT va créer des UPC à particules nominales : UPC-K, UPC-N..., la Cour Suprême par la voix de son Président pondra une " UPC tout court " ... *Le Cameroon Tribune* fera sa Une avec 36 UPC... .

Après ces législatives de la honte où tous les " élus - désignés " étaient accoutrés RDPC, on attribua à l'UPC " une et indivisible " zéro député. Que pensez-vous que fit la Direction de l'UPC ? Une auto-évaluation critique de la situation post-électorale ? Eh bien , non ! On vit plutôt un Président national du parti, encore couvert de son aura du Congrès Unitaire, se muer en piteux chef de bande-chasseur des " anti-RDPC " du Bureau... .

Et ce furent les " destitutions " de la session crapuleuse du Comité Directeur des 5 et 6 Juillet 1997.

Après les présidentielles d'Octobre 1997 et le soi-disant " gouvernement d'union nationale " du 7 Décembre 1997, tous ceux qui vivent dans le carême des postes ministériels se donneront un autre gourou franco-basa'-ministre, challenger auto-proclamé du président du Renouveau qui passera toute la nuit du 13 au 14 décembre 1997 à démontrer devant un ramassis d'affidés médusés que le Président national de l'UPC est inapte à " l'alliance intelligente des idées convergentes avec le RDPC ! " , et par conséquent, doit être destitué. C.Q.F.D.

En régime du Renouveau, la légitimité fondée sur la reconnaissance d'une force morale incarnée et visant le Bien Commun, est noyée dans une légalité scélérate qui divise, exclut parce que contraire à l'intérêt général.

Si le Renouveau administrait en 1948, l'UPC de Um Nyobe et de ses collègues dirigeants n'aurait peut-être jamais vu le jour. Les bâtons mis dans les roues de la démocratie sont plus nombreux en 1998 qu'à l'époque de UM. Pour illustrer ce fait têtue, considérons les deux symboles de la démocratie que sont les partis politiques et le vote au suffrage universel.

Le premier champ d'implantation et d'opérations de l'UPC fut la Grande Sanaga Maritime ; et c'est là d'abord que l'Etat colonial tentera de contrecarrer l'expansion de ce parti " nationaliste révolutionnaire " en suscitant des " oppositions africaines ". Dès le 20 Juin 1949, l'administration coloniale passe à l'attaque et monte quelques transfuges de l'UPC et autres notables basa'a pour fonder l'Evolution Sociale du Cameroun (ESOCAM) dont la mission était d'aller à l'encontre des objectifs nationaux de l'UPC (Indépendance et Réunification).

L'administration coloniale française savait qu'elle ne pouvait gagner cette bataille (sur le terrain) contre l'UPC que si elle parvenait à amener les " évolués " et les " chefs " basa'a aux intérêts divergents, à faire bloc. Or, chacun des deux groupes indigènes voulait principalement tirer profit de leur collaboration. Les soi-disant dirigeants de l'ESOCAM passaient le clair de leur temps à revendiquer des prébendes et des passe-droits. Les camarades de Pierre Dimalla, Président général de l'ESOCAM le taxaient d'être mû " par un sordide appétit de gain ".

En vue de suppléer aux défaillances de l'ESOCAM, le " dangereux " Président-ministre-docteur Louis Paul Aujoulat poussa le repris de justice Paul Dissanda à créer en 1952 l'INDECAM (Indépendants du Cameroun). Le chef de région considérait Dissanda pour ce qu'il était: " un petit escroc " dont le but était " d'extirper l'argent en brousse ".

Comment l'Administration pouvait-elle faire pièce à l'expansion de l'UPC avec des " leaders " dont " l'indignité morale notoire " s'était avérée à ses propres yeux ? Face au programme et à la machine bien organisée d'une UPC d'hommes de bonne volonté et de valeur, les suppôts de l'Administration ne faisaient pas le poids.

L'Administration avait néanmoins semé la graine de la collaboration opportuniste. Dans la tête et le coeur de milliers de Camerounais de la Sanaga Maritime et d'ailleurs, la graine du nationalisme révolutionnaire avait aussi pris racine. Aujourd'hui, avec le Renouveau hélas, on est en droit de s'interroger sur l'effroyable opportunisme qui fait des ravages jusque dans les rangs des militants que l'on croyait aguerris. Pour réussir une révolution, il faut compter d'abord sur la qualité (morale) des femmes et des hommes en action.

Pour la campagne électorale, L'administration coloniale ne baissera point les bras, mais changera son fusil d'épaule. Pour la première fois, l'UPC participa aux élections en Juin 1951. Candidat UPC à l'Assemblée Nationale dans le second collège, Ruben Um Nyobe, Secrétaire Général de l'UPC fut déclaré battu. A l'élection de l'ATCAM de Mars 1952, l'UPC ne présenta de listes que dans quatre circonscriptions sur dix-neuf, et n'eut aucun élu. Pourtant, en 1952, la popularité de Um Nyobe était telle qu'il ne pouvait

pas ne pas être élu à l'Assemblée dans sa région natale. L'Administration avait lancé une campagne de sabotage en se servant des fonctionnaires locaux, des " chefs " basa'a ainsi que de la hiérarchie catholique.

A toutes les étapes du processus électoral (distribution des cartes d'électeurs, représentation au sein des commissions électorales) tout fut méticuleusement mis en oeuvre pour éliminer les sympathisants et les adhérents de l'UPC. Paris savait très bien que le gouverneur Soucadaux " cachait tout, trafiquait et par la corruption maintenait une apparence d'ordre ". Mais en cette période coloniale d'après-guerre, le gouvernement français ne pouvait en aucun cas tolérer qu'un Upéciste remportât une élection.

En " démocratie avancée et apaisée ", aucun vrai Upéciste ne peut être accepté même dans leur Assemblée " croupion, béni-oui-oui ", encore moins dans un prétendu " gouvernement d'union nationale". La continuité dans le Renouveau.

Entre 1951 et 1955, le fait essentiel et troublant de la vie politique camerounaise était la contradiction entre la force d'organisation et d'implantation de l'UPC et son incapacité à traduire cette force en termes électoraux, et le " succès " de l'Administration à faire des " élections à l'algérienne ". Le Renouveau a été à bonne école de la fraude au point que l'élève a dépassé le maître.

Le 13 Juillet 1955, le gouvernement d'Edgar Faure franchira le rubicon de l'irréparable en décrétant la dissolution de l'UPC et de ses organismes annexes (JDC, UDEFEC) précipitant ainsi le Cameroun dans un " vide politique " devenu à l'ère du Renouveau une impasse qui

perdre grâce aux " élections à la camerounaise ". Le chef du Renouveau, comme le gouverneur colonial, est le grand maître du calendrier électoral et des opérations électorales.

Alors que l'UPC est interdite et que nombre de ses cadres croupissent en prison ou sont contraints à la clandestinité, le gouvernement français précipite le calendrier électoral en plaçant les élections générales le 23 Décembre 1956. Gaston Defferre, ministre de la France d'Outre-Mer et auteur de la Loi-cadre scélérate " Loi de fer " reconnaît que cette consultation électorale ne sera véritablement populaire que si une loi d'amnistie est votée au Parlement français. L'amnistie n'aura pas lieu à temps pour permettre aux membres de l'UPC de participer aux élections.

Um Nyobe et bon nombre de patriotes seront contraints de faire campagne pour le boycott actif. Il faut dire clairement que la situation insurrectionnelle de décembre 1956 est la conséquence directe du refus du gouvernement d'accorder l'amnistie promise avant le scrutin du 23 Décembre. De même, la violence armée prônée par les dirigeants exilés à Kumba (Moumié, Ouandje, Kingué) est une réponse révolutionnaire à la violence structurelle, massive et effective du pouvoir colonial, pouvoir pyromane qui joue volontiers au pompier.

En 1956 comme en 1996-1997, la vraie UPC " une et indivisible " s'est trouvée en marge du jeu électoral aux règles variables, ou carrément, exclue de ce jeu aux dés pipés. Ce que doivent faire les vrais Upécistes de 1998, c'est d'oeuvrer pour la création d'un large front anti-néocolonialiste sous la direction d'un parti révolutionnaire, parti du vrai changement. C'est ce qu'essaya de faire Um Nyobe aux conditions de son époque.

Le problème de Um en clandestinité était de savoir comment créer dans le pays les conditions politiques qui permettent de faire l'économie d'une violence sauvagement répressive, et d'obtenir la relégation de l'UPC et son retour sur la scène politique. Fort malheureusement, la stratégie d'union de UM sera mise en échec par le " champion du double jeu ", Paul Soppo Priso, celui-là qui lança en Juin 1956 avec le soutien actif de l'UPC le Courant d'Union Nationale, et qui, le 28 Novembre 1956, enterra dans le Ntem, l'Union ... En annulant in extremis le mot d'ordre de boycott. Malgré cet échec, il n'était pas question pour UM d'opérer un " repli stratégique " ni de " moderniser " l'UPC, c'est-à-dire d'abandonner le programme de lutte de libération nationale et d'émancipation populaire.

Et le combat continua... avec ses exclusions, ses trahisons... et ses crimes. Des crimes d'Etat (colonial français) contre l'humanité (nègre - africaine - camerounaise).

Avant même de commencer à écrire ce livre blanc des crimes impunis dont a été victime le peuple camerounais dans sa lutte pour son bon droit à disposer de lui-même, il est bon d'avoir à l'esprit certaines évidences.

Tout part de la volonté impériale du Général de Gaulle exprimée en Février 1944 à Brazzaville :

" Les fins de l'oeuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'empire; la constitution éventuelle, même lointaine, de self-government est à écarter ".

Hors du bloc français de l'empire, pas de salut pour les colonies y compris le Cameroun " sous mandat " ! Le principe de l'éternité de la colonisation étant ainsi posé, une guerre atroce de " civilisation " sera déclenchée contre tout opposant à l'ordre colonial. Jacques Foccart - l'homme qui puait quand le Général pétait-, sera le maître d'oeuvre incontesté de l'élimination systématique des nationalistes conséquents.

A l'ombre, Jacques Foccart organisera les services secrets et spéciaux gaullistes dont le chef officiel était alors le Premier ministre Michel Debré, qui fera appel à la tête du Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE) à un spécialiste de l'anticommunisme et de l'action clandestine, Constantin Melnik. C'est le duo Debré - Melnik qui inventa la " Main Rouge ", emblème du SDECE, rouge pour le sang versé.

Pendant la guerre d'Algérie, les opérations " Action " du SDECE portant atteinte à la vie humaine ou aux biens matériels (en code: opérations Arma et Homo) ne pouvaient être entreprises que si elles avaient été autorisées par les hauts dignitaires de l'Etat. Tous les crimes commis par la " Main Rouge " furent exécutés par un nombre réduit d'agents du service Action. Le service SDECE-Afrique était dirigé par le colonel Maurice Robert, un lieutenant de J. Foccart. C'est M. Robert qui, de Dakar, mit sur pied tous les services de Renseignements et les centres de torture dans les pays africains dits francophones.

Après avoir subi sa plus grande catastrophe militaire à Dien Bien Phu, la France coloniale qui s'enlisait dans la fournaise algérienne, voulut prendre sa revanche en Afrique noire, singulièrement au Cameroun où des Nègres

" nationalistes révolutionnaires "osaient se dresser contre son Administration. Alors, silence, on tue !

Dans les années 1954-1955, l'administration coloniale française a échoué dans sa tentative à faire pièce à l'expansion de l'UPC. Au nouveau haut-commissaire Roland Pré, on confia une seule mission: anéantir par tous les moyens l'UPC. Sous le fallacieux prétexte de la lutte contre le communisme. Avec la rigueur d'un polytechnicien, Roland Pré provoqua et mit en exécution les massacres de Mai 1955. Mise hors - la - loi, l'UPC est contrainte à la clandestinité, à l'exil, au maquis...

Le colonel français Jacques Lamberton, commandant des troupes du Sud - Cameroun organise la " pacification ", c'est-à-dire l'extinction de l'UPC dans la Grande Sanaga Maritime. Ce rescapé d'Indochine disposait de 1500 hommes prêts à massacrer des paysans armés de " coupe-coupe et de morceaux de bois ". Le capitaine Agostini, officier des Renseignements, et M. Conan, inspecteur de la Sûreté, ratissaient le terrain, trois longues et douloureuses années durant. Avec l'aide intéressée des pisteurs - chasseurs de primes et autres indicateurs ralliés. Toute cette grosse machine de guerre pour écraser l'homme qui incarnait la conscience nationale et le patriotisme camerounais.

Um Nyobe s'était réfugié dans son " grand maquis " aux environs de Boumnyebel, son village natal. Avec pour seules armes son stylo et la vigilance de ses jeunes aides-gardiens-secrétaires sans grande expérience militaire . La stratégie peaufinée par Um " sous maquis " était politique: déterminer les conditions pour dénouer la crise camerounaise. Mais les décors du drame historique étaient déjà plantés. Et l'ordre de tuer le Mpodol africain viendra d'Ahmadou Ahidjo en bonne entente avec J. Foccart.

Cet homme de 45 ans dont le cadavre fut défiguré et profané, dont le corps fut immergé dans un bloc massif de béton, cet homme-là enterré comme s'il n'avait pas de pays, habitera à jamais, en héros national, notre conscience collective d'Africain.

Il est grand temps de libérer l'esprit des générations actuelles et futures des équivoques entretenues par un certain "compagnon de maquis" rallié une semaine après l'annonce de l'assassinat de notre héros national et panafricain. De celui-là, Lamberton disait que la "personnalité, non plus que l'instruction n'offrent rien que de très ordinaire".

Y a-t-il vraiment énigme sur la vie d'un personnage qui a passé plus de trente ans de sa carrière politique dans les hauts arcanes de l'Etat néocolonial, et qui aujourd'hui septuagénaire, se dispute les postes de "Président" de la Jeunesse, de la "commission de l'unité" et de "Secrétaire à l'Education", au sein de toutes les UPC à particules nominales agréées par le MINAT ? Théodore Mayi Matip est le prototype des opportunistes et sa trajectoire politique ressemble à celle d'un agent (secret!) d'un film de série noire.

Le début des années 1950 est la période glorieuse de l'Union des Populations du Cameroun; le jeune Théodore Mayi Matip, sans grand bagage intellectuel, est naturellement recruté par la police coloniale et placé en mission "administrative" au siège de l'UPC à Douala. Le brave Mayi manoeuvre si bien qu'il gagne ses galons au sein de la Jeunesse Démocratique du Cameroun (JDC). Surviennent les massacres de Mai 1955, moult sympathisants et militants de l'UPC sont arrêtés et emprisonnés. Pour faire vraisemblable, Théodore Mayi Matip est du nombre. Quelques militants nationalistes seront "retournés" en prison, et l'on soupçonna un agent-indicateur très proche des dirigeants et de la Jeunesse. Avec ou sans preuves.

Quoiqu'il en soit, Mayi libéré est affecté au " grand maquis " de Um Nyobe. Avec pour ordre de défendre auprès de UM la thèse de la reddition contre la " guerre " prônée par ses collègues dirigeants en exil. Mayi disposait d'un gros atout traditionnel dans son jeu d'espion. Il est en effet le fils de Matip ma Ndombol, dernier chef authentique du clan Ndog Ndjè qui contrôlait la société Um Nkoda Nton dans le système de pouvoir Mbok.

Et c'est bien lui Théodore Mayi Matip, et non son oncle Henri Matip, chef administratif, qui est considéré comme le dépositaire des légitimités ancestrales. Il est censé guérir et voir dans la nuit " invisible ". Mais sa funeste mission auprès de Um Nyobe le transformera en devin-menteur : le matin du crime, raconte-t-on, Mayi annonçait une bonne journée ; dans l'après-midi, il eut le loisir de s'éclipser pour laisser à la troupe armée le temps d'achever son oeuvre.

Le " coup fatal " de l'assassinat du Secrétaire Général Um Nyobe n'a pas tué l'UPC. Le Président Félix-Roland Moumié et ses compagnons étaient plus déterminés à entretenir, de l'extérieur, la flamme de la lutte nationaliste. Soutenu par le gouverneur Pierre Messmer, l'administrateur des colonies Maurice Delauney dépêchera nuitamment à Bamenda (Cameroun Britannique) un commando de Français barbouillés au charbon et de mercenaires camerounais pour éliminer physiquement Moumié et les membres de son groupe.

Dans le quartier des Upécistes, tout fut saccagé et incendié, mais il n'y eut aucune perte en vie humaine. Delauney en était à son coup (criminel) d'essai. Il organisera en maître-commandant de la région bamileke, l'une des plus

sanglantes répressions du continent africain; avant de troquer sa casquette de militaire contre la jaquette de diplomate pour consolider l'émirat Elf-Bongo, alias Gabon.

L'ordre de tuer Moumié viendra de très haut: sur le conseil de Jacques Foccart, le Premier ministre Michel Debré ordonne aux services secrets français (SDECE) d'éliminer physiquement le Président de l'UPC. Le service Action confia l'odieuse besogne (celle de " jouer au ballon crevé " dans le jargon du SDECE) à un de ses réservistes, William Bechtel dit " Grand Bill ", ancien combattant d'Indochine. Bechtel, l'affreux " journaliste ", sut capter la confiance de Moumié au point qu'ils se donnèrent rendez-vous, Samedi 15 Octobre 1960, dans un restaurant du vieux Genève. A leur table se trouvait le Président de la section de France de l'UPC, Jean-Martin Tchaptchet Njinga en mission de " vigilance ".

Le thallium qui foudroya le président Moumié (3 Novembre 1960) fut préparé à l'intention du SDECE par le Pr. R..., savant de renommée internationale. Le Président Moumié n'avait que 36 ans. Son corps repose en terre guinéenne. Bechtel sera poursuivi, acquitté et blanchi par la justice helvétique. Tchaptchet quant à lui, termine sa carrière de fonctionnaire international en Suisse (BIT), mais n'a pas encore exercé son devoir de mémoire, devoir d'histoire en livrant ses " pièces à convictions " au procès de l'assassinat du Président Félix-Roland Moumié. L'histoire qui juge ne bégaye pas.

L'épisode du commando Delauney et l'élimination physique du Président Moumié avaient convaincu les nationalistes camerounais qu'il était temps d'organiser la résistance armée, à moins de se laisser égorger sur l'autel du

néocolonialisme naissant. L'armée de Libération Nationale du Kamerun (ALNK) fut ainsi créée dans les conditions de discipline épouvantables. Dès le 21 Juillet 1961, le vice-président Ernest Ouandié (camarade Emile) se résoudra à prendre le maquis pour commencer le travail héroïque d'organisation et de formation des cadres politiques et militaires.

Ndeh Ntumazah - qui aurait pu en sa qualité de Président de One Kamerun être un allié sûr de Ouandié - prend le chemin de l'exil... Très vite le maquis de l'Ouest sera coupé de son poumon extérieur. Woungly Massaga, chargé des liaisons avec l'intérieur dans le Secrétariat Administratif de la Direction de l'UPC au Ghana, devra bien, un jour, expliquer cette coupure asphyxiante avec le maquis de l'Ouest? Etait-ce la condition pour ouvrir d'autres fronts à l'Est ? L'histoire qui juge n'est point distraite.

Prenant prétexte du " soulèvement d'une fraction extrémiste bamileke ", le très secret Constantin Melnik reconnaît que *" des massacres avaient eu lieu, suivis d'une répression où les forces gouvernementales épaulées par des conseillers militaires français n'avaient fait preuve d'aucune réserve "*. Le colonel Noiret était le conseiller direct du Président Ahidjo ; le capitaine Leroy, responsable des troupes de choc de l'armée camerounaise, dirigeait en direct la guerre bamileke.

Le colonel du Crest de Villeneuve, jugé trop timoré, sera remplacé par le général Briand, " un vrai Viking " (colosse blond aux yeux bleus). Ancien d'Indochine, Briand arrivait tout droit de la fournaise algérienne. Daniel Doustin, futur patron de la DST (rejeton du SDECE) délégué du haut-

commissaire à l'époque, se gardait bien de sanctionner leurs zélés subordonnés pour leurs méthodes brutales autant qu'expéditives. En attendant d'écrire la vraie histoire de ce premier génocide (franco-africain) en silence, écoutons la confession de Max Bardet, pilote français d'hélicoptère qui a participé de 1962 à 1964 à cette drôle de guerre :

" En deux ans, l'armée régulière a pris le pays bamiléké du Sud jusqu'au Nord et l'a complètement ravagé. Ils ont massacré de 300.000 à 400.000 personnes. Un vrai génocide. Ils ont pratiquement anéanti la race. Sagaies contre armes automatiques, les bamiléké n'avaient aucune chance. A la fin de la guerre, j'ai fait une prospection d'un mois avec un administrateur général du nom de Coudret. Il était indigné. Ce n'est pas possible, tous ces villages morts, où sont les habitants ? Les villages étaient rasés, un peu comme avec Attila. Peu de Français sont intervenus directement. J'en ai connu trois ou quatre. La presse n'en a pas parlé. On faisait plaisir au Président Ahidjo parce qu'il fallait que le Cameroun garde ses liens avec la France. "

(In OK Cargo, Grasset)

Lors des journées " l'Histoire jugera " de l'Année du Cinquantenaire de l'UPC (14-18 Janvier 1998 à Bafoussam) et de la commémoration du 27ème anniversaire de l'assassinat d'Ernest Ouandié, des compagnons de maquis du camarade Emile (Mathieu Njassep, Adolphe Makembe Tollo, Flaubert Nganya) ont levé un pan de voile sur les dix années héroïques de survie sous maquis.

Et le combat continue ... avec ses divisions, ses trahisons, ses exclusions, ses infiltrations-explosions...ses reconstructions.

IV) LA STRATEGIE DE L'UNION

L'article premier des Statuts définit l'union comme la stratégie politique générale de l'UPC. Les hommes de bonne volonté de 1948 s'étaient engagés à lutter pour la libération et l'émancipation des populations du Cameroun et de l'Afrique qui ployaient sous le joug du colonialisme direct. Une lutte à mort dont la principale condition de succès était l'unité du Mouvement, préoccupation constante des nationalistes révolutionnaires qui, dès le départ, étaient d'accord sur une orientation politique commune et idéale. La stratégie de l'union marquée du sceau de la lutte permanente tient compte de la situation réellement vécue et concrètement analysée du Cameroun, et fixe les étapes qui sont autant d'objectifs socio-politiques successifs à atteindre. Ces objectifs se présentent comme autant de conditions à remplir ou autant d'obstacles à lever pour s'approcher de cette société de développement, de justice et de paix.

A chaque étape, en application de cette stratégie de l'union en vue d'atteindre les objectifs généraux du Mouvement, et aussi, de résoudre les problèmes quotidiens des populations, un programme politique est élaboré. La mise en oeuvre de ce programme est confié à la Direction collégiale de l'UPC et nécessite un dialogue permanent - à l'intérieur, avec les organismes et les militants de base-; et à l'extérieur, avec l'ensemble des forces politiques et sociales qui sont parties prenantes de la vie nationale.

Pour transformer l'énergie populaire issue de l'Union des Populations en une énergie politique et sociale opérationnelle, cohérente et efficace, doivent être menés concomitamment l'organisation politique et sociale, l'éducation politique et sociale, l'action politique et sociale.

L'organisation, l'éducation et l'action constituent les trois temps du moteur de l'UPC. A l'éducation et à l'action, l'organisation apporte l'efficacité. A l'organisation et à l'action, l'éducation apporte l'éclairage. A l'organisation et à l'éducation, l'action apporte le mouvement.

Les divisions entre Upécistes sont les conséquences des divergences qui peuvent surgir à chaque niveau de l'engagement. La fixation des objectifs d'étapes et l'élaboration du programme politique en vue de les atteindre nécessitent des débats larges et profonds intéressant tout le Mouvement et tranchés par le Congrès souverain.

Deux périodes ont particulièrement facilité les infiltrations ennemies au sein de l'UPC. D'abord, le vide créé à la tête du Mouvement par les assassinats successifs de Um Nyobe, et Moumie, la maladie de Kingue et l'isolement dans le maquis de Ouandié, et les luttes sournoises pour le contrôle de la Direction . Ensuite, la reprise des activités ouvertes en 1990 et la relégation en 1991 qui ont permis à un nombre considérable de personnes de se déclarer membres de l'UPC, de constituer des organismes de base, voire des organes de direction, même lorsqu'elles avaient été précédemment exclues définitivement de l'UPC, ou poursuivies par l'ALNK pour haute trahison. Dans les deux cas, c'est l'application laxiste des règles d'organisation et de fonctionnement de l'UPC qui a rendu possible ces infiltrations.

Pendant le Congrès Unitaire de septembre 96, le moteur de l'UPC était fortement grippé; les infiltrés, soutenus par le pouvoir RDPC, vont carrément le paralyser. Tous les déçus du Congrès historique, ex-futurs camarades honorables et ministrables, se vengeront allègrement en

bafouant tous les acquis et les décisions de la plus haute instance souveraine du Mouvement.

Que n'a-t-on pas vu et entendu ? Un ministre en fonction fera entorse aux statuts révisés et adoptés en se faisant propulser 3ème vice-président (les statuts n'en prévoyaient que deux). A ce même ministre du gouvernement RDPC qui n'avait pas pu tromper la vigilance des congressistes avec ses charters de délégués fictifs, le Président national accorda les pleins pouvoirs lors des législatives de Mai 1997. Le ministricule torpilla tant et si bien les listes des candidats UPC jusque dans ses bastions traditionnels que le pouvoir RDPC prit peur et le remercia. Le pouvoir RDPC adore " dialoguer " et négocier avec les forts " !

Le Bureau du Comité Directeur sorti du Congrès de Septembre 1996 était infiltré à plus de 80%. L'ennemi a réussi à y introduire ses agents chargés de semer ou d'entretenir un désordre permanent propre à provoquer des suspicions et des scissions, à annihiler toute capacité de décision, à paralyser et à tourner en dérision le plus vieux parti d'Afrique noire n'ayant jamais exercé le pouvoir d'Etat.

Les opportunistes de tous bords estiment que le néocolonialisme est trop puissant, surtout à l'ère du mondialisme ultra-libéral, et que le nationalisme n'a plus de raison d'être et qu'il faille pour nos " jeunes nations " se soumettre aux intérêts mercantiles de nos maîtres d'hier et d'aujourd'hui. En conséquence, chacun à son niveau, devrait chercher à manger sa part du gâteau national. Avec les siens. Le plus vite possible. Et pourtant, la grande majorité consciente ne veut pas d'une UPC de trahison et de soumission. C'est en effet le rapport (moral) au pouvoir qui

distingue les vrais Upécistes de tous ces " ouvriers de la onzième heure " qui piaffent d'impatience.

Les vrais Upécistes se préparent à prendre le pouvoir dans des conditions qui leur permettent de l'exercer dans l'intérêt réel des populations et grâce au soutien des masses organisées, éduquées et mobilisées. Seule la stratégie de l'union permet le changement vrai et le contrôle du pouvoir par le peuple.

Comment concrètement continuer la lutte de Um Nyobe lorsque le courant opportuniste ne cesse de gonfler dans le pays et au sein de l'UPC ? Comment l'UPC peut-elle s'adapter à la situation réelle du Cameroun de 1999-2000 tout en restant fidèle à sa mission historique de rassembler toutes les forces vives du vrai changement ? Un travail de reconstruction, voire de refondation s'avère nécessaire sur la base des principes (moraux) upécistes de clarté, de vigilance, d'honnêteté, de fraternité, d'humilité...

Aussi ne faut-il pas se tromper sur les sens du mot unité. Les chefs des diverses fractions baptisées upécistes par le MINAT, utilisent le mot unité -à la veille et au lendemain des consultations électorales- comme un mot-gadget pour appâter les masses et occulter leurs objectifs mesquins réels. Cette unité au sommet des chefs de gangs est commanditée par le pouvoir RDPC qui a toujours besoin de ses UPC de service, manipulables et corruptibles à merci. Pour les vrais Upécistes, l'unité vient de la base, école du Parti et retourne à la base, boussole du Parti.

V) L'OBSERVATEUR ENGAGE

Les puissances occidentales se sont arrogées le droit de donner un sens au reste du monde. Ce reste fut-il la très grande majorité de l'humanité entière. J'appartiens à ce monde à part, placé sous le regard astronomique des experts d'ailleurs. En cette fin de siècle et de millénaire, le poids des intérêts économiques a rendu planétaire la distance (culturelle et politique) entre nous du Tiers-Quart-Monde et l'Occident.

Les valeurs reconnues universelles prennent sous nos cieux des couleurs locales, se tropicalisent, voire se fondent au soleil. Ainsi, la démocratie devient un luxe pour des êtres condamnés à l'immaturité politique chronique; les partis politiques sont réduits à des machins administratifs; les élections ne sont que des pièges à cons ! Là où il y a odeur de pétrole et douceur de banane, là se trouve tout l'intérêt de l'Autre, l'Occident " mondialiste ".

Comment en est-on arrivé à ce rapport vicié entre ces humanités de rencontre ? Dans l'antiquité, les premiers à être puissants sur terre-nous apprend-on - étaient les gens de la vallée du Nil au nombre desquels figuraient les prêtres-savants nègres d'Egypte. C'est auprès de ces derniers que les philosophes grecs, à l'instar de Platon, vont acquérir la matière (grise) première pour toutes leurs inventions et exploits ultérieurs. Platon mettra en scène son maître Socrate en train d'" accoucher " l'esprit de l'esclave Menon des vérités géométriques; il ouvrira en outre la première école publique (l'Académie) et son disciple Aristote instituera le Lycée.

Le fameux " miracle grec " est, en réalité, la première révolution culturelle en ce sens que les philosophes grecs-ancêtres des savants occidentaux-, ont su sortir de sa gangue ésotérique le savoir des prêtres égyptiens pour le mettre à la portée de tous; à la seule condition de se soumettre à une discipline collective, celle du dialogue réglé et public. Et ce savoir-là est pouvoir sur les choses et les êtres.

De nos jours, le sens du voyage initiatique est inversé. Que deviennent nos Ulysse noirs partis à la quête du savoir-pouvoir en Europe ? Une fois rentrés au " berceau de nos ancêtres ", satisfont-ils l'intense besoin de connaissances utiles et de mieux-être du plus grand nombre des leurs ?

Ceux qui, chez nous, se targuent du titre d'intellectuels ont, dans leur masse, abdiqué leur mission révolutionnaire. Ils se sont ravalés au rang d'instruments au service des pouvoirs d'Etat en place. Et fort malheureusement, nos Etats néo-coloniaux sont presque tous rongés du chancre de la dictature ; et prennent nos peuples pour leurs ennemis intérieurs N°1.

Dès lors, un intellectuel négro-africain qui essaye d'être en accord avec sa conscience en se réconciliant avec son peuple, est contraint d'emprunter le chemin de l'exil intérieur.

Comment soulever la montagne des mensonges débités par les adeptes du pouvoir nuisible, pouvoir des poings ? Comment expliquer, par exemple, aux masses crédules et abusées, que les vedettes du Renouveau ne sont que des prédateurs de l'Histoire, que notre histoire évolue à contre courant, et que le pouvoir en place est bâti sur leur ignorance et leur misère ? Il n'y a que des soldats du devoir

pour engager cette bataille de Titan : devoir de mémoire, devoir de vérité, devoir d'initiative, devoir d'amour...

Mon parti-pris pour la vérité (historique) et la raison (du plus grand nombre) m'interdisait tout engagement dans un parti des partisans. Fils d'un peuple enchaîné, comment pourrais-je m'enfermer dans ma tour d'ivoire d'intellectuel révolutionnaire ? Certes, je sais d'expérience pensée et vécue que mon pays - le Cameroun - avait atteint avec le Renouveau, le stade suprême de la dérision historique et du grand banditisme politique. Qui pis est, la quinquagénaire Union des Populations du Cameroun avait un corps en déliquescence surmonté d'une petite tête fortement gangrenée du virus collaborationniste. Je le sais. Mais, j'étais tout aussi convaincu que tout un peuple ne peut accepter de se suicider collectivement en vouant aux gémonies son " âme immortelle ".

En me jetant dans l'arène des passions les plus outrées, je ne me faisais point d'illusions quant à l'issue de cette bataille de positionnement où des hommes de conviction, d'honneur et de parole se mêlaient aux hommes sans foi ni loi, où des fieffés salauds s'érigaient en héros, où enfin, des coups de poings tenaient lieu de derniers arguments de dialogue des partisans d'un sophiste démagogue pour qui le monde politique serait à la fois gouverné par les chiffres et ses propres désirs... .

Nul ne comprendra jamais le sens que les vrais Upécistes donnent au concept unité s'il n'a point vécu les moments forts (avant-pendant et après) du Congrès Unitaire de Septembre 1996. Je suis un pur produit de ce Congrès historique. On dit à tort que ce Congrès est le second Unitaire (celui de 1991 ayant éclaté en deux); historiquement, il est le

premier et le dernier Congrès Unitaire, dans la mesure où il a pu résorber formellement les deux lignes, révolutionnaire et collaborationniste, au sein du Mouvement.

Homme d'aucun appareil, j'ai pu concrètement me situer à l'intersection des deux lignes symbolisées par deux hommes : Ndeh Ntumazah et Michel Ndoh. Le premier restait baigné d'une espèce d'aura de vieux compagnon des Pères fondateurs; ce qui, pour la vieille-garde, est un gage de légitimité; les opportunistes, à l'aise sous sa bannière, entameront tout ce qui lui restait de probité. Le second, résistant clandestin à l'usure, apparaissait comme la figure de proue des jeunes loups purs et durs qui, sur le terrain incertain de la politique politicienne, se révèlent de naïfs manoeuvriers.

Par l'entremise d'un groupe informel commis à la préparation du Congrès, je me suis retrouvé dans le rôle inconfortable de facilitateur politique : j'allais de conciliabules en conciliabules dans le seul but de convaincre les deux symboles à esquisser chacun un pas vers l'Histoire en signant un pacte de sauvegarde de l'unité des Upécistes, une sorte de " gentlemen agreement ". Lorsque devant plus de 13.000 congressistes, je vis le Président plébiscité Ndeh Ntumazah hisser le bras de Michel Ndoh, Secrétaire Général largement élu, je pris ce geste pour une victoire personnelle. Une victoire à la Pyrrhus, hélas !

VI) UN LIVRE AD HOC

Par la force des événements et la grâce d'un Congrès historique, je suis devenu le 22^e membre statutaire (sur 30) du Bureau du Comité Directeur de l'Union des Populations

du Cameroun, Délégué à la Recherche de l'Histoire de l'UPC. Afin de donner un contenu concret à ma nouvelle charge militante, je pris la ferme résolution d'écrire, au feu de l'action, les mémoires d'un Après-Congrès au scénario bien autrement scabreux. L'auteur principal du livre sera à la fois témoin et acteur .

Pour ne pas rester à la remorque des événements, mais plutôt les anticiper, je tirais des faits concrets et avérés la matière des textes datés et numérotés qui constituent des sortes de pièces à conviction dans un procès politico-historique qui se déroule sous certains rapports culturels (matériels et spirituels), et où les sujets-individus, malgré les apparences bruyantes, comptent très peu, en dernière analyse.

Ecrit d'une plume plurielle, ce livre est une arme de combat: mes textes étaient destinés au journal mural en guise d'information et de formation des militants désemparés. Les autres textes, publiés pour certains dans les journaux privés locaux, sont commis par des cadres et dirigeants de l'UPC qui, au lendemain de la première grande tentative de hold-up au sein du Bureau du Comité Directeur (5-6 Juillet 1997) se sont constitués en Etat-Major de crise pour la défense et l'application des acquis et des décisions du IIème Congrès Unitaire des 13-14-15 et 16 septembre 1996 à Yaoundé.

A travers ces textes, je voudrais encourager tous les cadres et militants de base à faire preuve de fermeté et de vigilance contre les tentations opportunistes, et à garder confiance en leurs cadres-dirigeants restés fidèles à l'orientation authentique et aux objectifs politiques et sociaux fondamentaux de l'UPC.

L'UPC de Ruben Um Nyobe, Félix-Roland Moumié, Ernest Ouandié, Abel Kingué est une et indivisible. Malgré tout.

FAITS ET TEXTES

Texte 1 :

L'UPC APRES SON CONGRES UNITAIRE

Première sortie au monde du Bureau du Comité Directeur de 22 membres sur 30 (statutaires)

Il y a deux mois se déroulait ici à Yaoundé, au palais des Congrès, un événement capital de la vie politique nationale : la tenue du Congrès Unitaire de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), premier parti politique digne de ce nom ayant existé dans notre pays, si varié, si beau, si riche, mais qui, depuis plus d'une décennie, s'est installé hélas, dans une crise multiforme (économique, sociale, politique, morale, spirituelle).

Le Bureau du Comité Directeur élu à ce Congrès a le devoir impérieux de vous informer de ce que peut désormais une UPC unie et forte pour contribuer à sauver le Cameroun de l'immobilisme.

Hier comme aujourd'hui, l'objectif ultime de l'UPC a été et reste l'élévation quantitative et qualitative du niveau de vie de tous les Camerounais. Et la réalisation de cet idéal de développement intégral pour tous suppose un préalable essentiel : l'union, cette union qui fait la force.

Depuis déjà près de 50 ans, l'histoire de l'UPC n'a été qu'une longue résistance et souffrance...

Après ce Congrès historique ouvert à la date du 38^e anniversaire de l'odieux assassinat de notre inoubliable Secrétaire Général Ruben Um Nyobe, l'UPC par sa renaissance, entrevoit pour le Cameroun un avenir plein de promesses.

Historique, ce Congrès l'a été assurément- non seulement pour les sympathisants et les militants de l'UPC- ils sont légion dans notre pays - mais pour la nation camerounaise toute entière; du moment où celle-ci s'est engagée dans la voie exaltante et pleine d'embûches de la démocratie, voie longtemps balisée par l'UPC.

Congrès historique parce que l'UPC s'est dépassée et a su se réconcilier avec son passé tragique et glorieux en libérant notre mémoire collective habitée par nos héros et martyrs.

Congrès historique parce que l'UPC a dompté, en plein jour, les démons de la division, et surmonté les oppositions et les rivalités personnelles. Qui l'eût cru ? Certainement pas ces cygnes, oiseaux de mauvaise augure, qui chantent toujours à contretemps et à tue-tête, des airs de certaines " UPC " fantômes et fantoches.

Congrès historique parce que l'UPC a montré aux yeux de tous qu'elle n'est prisonnière d'aucune idéologie; qui plus est, qu'elle ne peut être confisquée par aucune personne, ethnique ou physique.

Congrès historique enfin, parce que l'UPC a démontré que le peuple camerounais ne pouvait avoir plusieurs " âmes ", et encore moins vendre aux enchères son " âme immortelle ".

Après ce Congrès Unitaire historique, l'UPC, la vraie, celle des hommes de 1948 et de leurs dignes et fidèles héritiers, celle que la communauté nationale et le monde entier ont vu debout sur une des hautes collines de la Capitale, cette UPC authentique a pris un nouvel envol vers les hauteurs.

Commençons donc, dès à présent, à débattre des choses qui aideront le Cameroun à se surmonter.

*Déclaration liminaire de la Conférence de Presse
du 12 Novembre 1996 à Yaoundé.*

Texte 2 :

NECESSITE D'UNION ET BESOIN DE CLARIFICATION

Premières attaques ouvertes contre les acquis et les décisions du Congrès Unitaire: le ministre, 3ème vice-président, Toko Mangan Esaïe, appelle déjà à un " congrès extraordinaire"! Tchoumba Ngouankeu Isaac s'autoproclame proconsul de l'UPC à l'Ouest et dépose au MINAT le Bureau de son " UPC ".

Le premier et le maître mot de l'UPC est l'union. Et toute l'histoire de l'UPC est comme un procès de clarification entre ceux qui travaillent pour l'union et ceux qui n'en veulent pas. Après le 16 Septembre 1996, lorsque s'achevaient les travaux du bien nommé Congrès Unitaire, ta conscience de vrai militant upéciste s'est soulagée d'un immense poids: l'union voulue et imposée par la base a été réalisée au sommet. N'en déplaie aux sceptiques et aux détracteurs. Tu avais, camarade, raison de jubiler : l'espoir tant assassiné renaissait enfin ! Comment en est-on arrivé là ?

C'est parce que toi, peuple upéciste, tu l'as voulu et tu as adressé aux cadres du Parti et autres apprentis-chefs de tendance, un message clair: " *ça suffit, entendez-vous !* ". Cet impératif militant venu des profondeurs du nationalisme camerounais a été entendu jusqu'à l'instance suprême de notre Mouvement. Le Congrès Unitaire a répondu, de manière adéquate, à cette sommation radicale et populaire. En cela, le Congrès Unitaire est historique.

Aux yeux des vrais upécistes, la légitimité venait de se réconcilier avec la légalité. Au grand dam des impénitents

candidats malheureux à l'entrée dans l'Histoire par la porte de l'UPC.

Mais quel a été le coût historique de ce coup d'éclat upéciste ? Revenu de l'étonnement créé par le Congrès Unitaire historique, tu as senti, camarade, un besoin de clarification. Ce Bureau sorti du Congrès-, as-tu pensé de bonne foi-, était trop beau pour être vrai: comment en effet des frères ennemis jurés d'il y a plus de trente ans, pouvaient fonctionner efficacement pour la force du Parti ? Pendant que tu cherchais à comprendre, les déçus du Congrès, des vendus pour la plupart, telles des sirènes aigries, se mirent à entonner les chants de désunion pour tenter de remettre en cause les travaux d'Hercule réalisés par le Congrès Unitaire.

Certes, ce Congrès qui a accouché de l'union historique des Upécistes, était monstrueux par certains côtés trop humains (effectif non maîtrisé, tentatives de fraudes et autres malversations).

Mais acceptes-tu, camarade conséquent, que des ouvriers de la onzième heure, viennent jouer les procureurs dans l'UPC ? Qu'à l'intérieur de l'UPC, des individus s'auto-mandatent proconsuls dans telle ou telle région ? Que des éléments sans foi ni loi - avec des méthodes de gangsters-détournent les travaux d'un Comité Directeur ? Tout cela en politique a des noms: indiscipline, fractionnisme, escroquerie... Et dans l'UPC, les sanctions sont prévues.

Vous-là qui vous baissez pour scruter le derrière des autres, sachez que le vôtre est plus à découvert et baille de pourriture !

A l'UPC, Il faut en finir avec une culture de confusion et d'impunité ; l'UPC n'a rien à voir avec les clubs

de faussaires. Chacun doit répondre de ses actes et ceux qui ont des comptes à rendre au Parti doivent le faire à temps... Mais, de grâce ! Camarade, pas cette justice de coquins que j'énonce sous la forme d'un syllogisme :

J'ai fraudé au Congrès
Si tu as gagné, c'est que tu as aussi
fraudé
Donc, coupons la poire en deux.

Non, non ! camarade, tranquillises-toi, tout en restant vigilant, le Congrès Unitaire historique en lui-même n'a pas oublié l'Histoire. L'histoire de l'UPC s'écrit dans la patience comme un procès contradictoire où les acteurs-témoins devront apporter des pièces à conviction, matériaux nécessaires pour reconstruire les faits et produire la vérité historique qui, par essence, est subversive.

De l'événement du Congrès Unitaire, l'Histoire gardera que les vrais Upécistes ont, dans un sursaut unitaire, transcendé les morsures d'hier encore béantes et les palabres toujours beuglantes, pour essayer de faire la jonction entre un passé glorieux et un avenir qui se veut radieux. Afin que vive l'UPC, instrument historique du bonheur du peuple camerounais.

Lettre ouverte aux vrais Upécistes

Douala, le 05 Janvier 1997

Texte 3 :

DU BOUT DES LEVRES ... ET DU VENTRE

Les opportunistes infiltrés au Bureau brandissent fort le spectre des " Manidemistes ". Mais la raison militante triomphera in extremis. En attendant le prochain coup de force...

La session extraordinaire du Comité Directeur des 18 et 19 Janvier 1997 au palais des Congrès à Yaoundé, semble avoir consacré la pratique de la politique du soupçon. Le virus du soupçon a attaqué le corps upéciste par la tête. Face aux problèmes urgents de la (re)conquête des espaces et lieux de pouvoir, les membres de l'" âme immortelle " sont paralysés sur le terrain.

On palabre en tournant le dos à l'action efficiente; les paroles stériles et assassines sont vociférées. Ainsi, chaque fois que l'un argumente, l'autre se demande si ça vient du ventre: ah, la dictature du ventre ! En effet, ça viendra rarement du fond du coeur; ça jaillira rarement du cerveau.

Au fait, qu'ai-je vu ? Qu'ai-je entendu ?

Des dizaines de sexagénaires et plus, quelque peu désemparés, mais toujours déterminés à réaliser leurs rêves défraîchis de nationalistes dans un monde de plus en plus voué aux prédateurs de tous poils. Cette vieille garde impuissante a ruminé en silence ses amertumes. La poignée de militants UDEFEC présentes servaient plutôt d'alibi à la domination des mâles. La jeunesse, fer de lance, ces 20-40 ans !, était absente. Certes, j'ai entendu quelques jeunots, visiblement manipulés, débiter des slogans comme d'autres

lancent des grenades... Bon sang ! Dans quelle bataille sommes-nous engagés ? Bataille dans un panier à crabes !

On fourbit ses armes et tous les coups semblent permis. D'abord le chantage à l'argent du " camarade-ministre", maître des lieux :

" Payez avant que l'on vous ouvre les portes du Palais des Congrès ".

Le Bureau a le couteau à la gorge. La générosité trébuchante et sonnante des militants tranchera. Ensuite, les arguties juridiques croiseront le fer avec les sophismes démagogiques. Les manoeuvres de coulisses sont dévoilées. Nous sommes au bord du grand déballage, ravin où risquent de s'engouffrer tous les donneurs de leçons et autres justiciers de maison.

Au fait, quel est l'enjeu de cette drôle de bataille entre vrais et faux Upécistes ? C'est la quête du pouvoir au sein de l'UPC, tremplin du pouvoir d'Etat.

Les résultats du Congrès Unitaire sont remis en cause par l'amalgame des intérêts de tous ceux dont les ambitions ont été déçues lors du Congrès Historique. Tous ceux-là reprochent aux " Manidemistes " d'avoir eu la part du lion dans le Bureau en se mettant tantôt dans la peau du renard, de la tortue ou du lièvre...

S'il y a eu ruse, c'est bien de la ruse de la raison politique qu'il s'agit. D'ailleurs, les camarades upécistes ex-UPC-MANIDEM ont failli en payer lourdement les frais, n'eût été l'invocation de la raison militante qui, in extremis, a guidé le choix de la majorité des membres du Comité Directeur (123 contre 103) Sanction-avertissement, donc.

On a frôlé la catastrophe, c'est-à-dire l'éclatement du Mouvement, vœu intime de tous les ennemis de l'UPC; désormais, le message impératif est clair: la petite victoire que l'UPC vient de gagner sur elle-même ne sera effective que si les forces de division et d'affaiblissement de l'UPC ne fomentent pas une autre petite bataille-diversion.

Ce serait un suicide collectif à l'heure où la grande guerre pour le vrai pouvoir politique et le développement social et économique de notre peuple ne fait que commencer...

Douala, le 20 Janvier 1997

Texte 4 :

**L'UPC ET LES ELECTIONS LEGISLATIVES
DU TEMPS DE RUBEN UM NYOBE**

Du temps de Ruben Um Nyobe, c'étaient les "élections à l'algérienne " avec des fraudes grossièrement classiques. Avec le Renouveau, ce sont les " élections à la camerounaise " avec des fraudes scandaleusement surréalistes.

Dans le Cameroun sous tutelle des Nations-Unies, l'Union des Populations du Cameroun (UPC), premier Mouvement du nationalisme camerounais à vocation panafricaine, concevait sa principale revendication pour la Réunification et l'Indépendance comme une lutte populaire légitime. Avec des armes légales. Pour Um Nyobe et ses camarades de la première décennie (1948-1958), la victoire n'était point au bout du fusil, mais bel et bien au fond des urnes.

Aussi s'engagèrent-ils, corps et âme, dans la bataille électorale. C'était sans compter avec le cynisme barbare des gouvernements français qui, dans les faits et par la force, voulaient administrer notre pays comme une partie intégrante de la France.

L'Administration de l'époque mettra tout en oeuvre pour barrer la voie des urnes à l'UPC. En lieux et places des consultations populaires, l'Administration n'organisera que des " élections-désignations " où face à leur candidat-chouchou, le candidat anticolonialiste et populaire subira un vrai parcours du combattant, calvaire jonché de fraudes monstrueuses et de machinations diverses.

Déjà aux élections législatives des 17 Juin 1951 et 30 Mars 1952, l'UPC dans son programme politique, exigeait la suppression des Assemblées " Représentative (ARCAM) et Territoriale (ATCAM) " à double collège. Pour une Assemblée Législative-ayant l'initiative des lois, notamment la loi fondamentale-et Nationale, élue au suffrage universel et au collège unique. Sur la base d'un suffrage restreint et par le jeu d'un racisme flagrant :

" 12.000 citoyens français résidant dans le pays sont représentés dans l'ATCAM par 105 conseillers alors que plus de trois millions de Kamerunais n'y sont représentés que par 32 conseillers ".

La manipulation des élections par l'Administration est un fait constant et les preuves abondent. Omniprésente et omnipotente, l'Administration brouillait chiffres et dates, à sa guise. Ainsi, aux élections du 17 Juin 1951, le Gouverneur, dans son rapport aux Nations-Unies, commit une " erreur " de calcul indiquant que l'UPC n'a recueilli que 3077 voix dans toutes les circonscriptions pour un total de 16.500 suffrages exprimés. Archi-faux: la simple addition des voix de Douala Manga Bell (40.000 voix), Djoumessi Mathias (2.000 voix), de Kemajou Daniel (6.00 voix) et celles présumées du candidat upéciste, donnait un total de près de 70.000 voix ! Tout ce faux grossier pour minimiser le poids électoral de l'UPC.

Pour ces consultations du 17 Juin 1951, la loi électorale promulguée le 24 mai à Paris, ne sera portée à la connaissance du public au Cameroun que le 26 mai; les candidatures ne seront recevables que jusqu'au 26 mai à minuit. Um Nyobe déposera sa candidature le 26 Mai à 20 heures. Mais l'Administration n'enverra la candidature de

Um Nyobe à Yaoundé que le 29 Mai (après le délai de forclusion). Um perdra une semaine en démarches auprès du conseil du Contentieux pour que sa candidature soit déclarée recevable le 4 Juin (à 12 jours du scrutin !) Et quand Um et ses camarades " indésirables " battront-ils campagne ? Sur le terrain, la campagne des candidats administratifs allait bon train, le chef suprême en était le haut-commissaire de la République Française. Pendant que ce dernier intimidait le pasteur Song Nlend, Mgr. Bonneau, du haut de sa chaire, intoxiquait l'esprit de ses ouailles. Pour diaboliser Um, le prélat catholique l'accusait de " communisme ". Résultat : l'abbé Melone sera déclaré élu grâce au vote des écoliers mineurs et des filles de couvent.

Forts du soutien de la haute autorité administrative et de la bénédiction du clergé catholique, les candidats " désignés " n'avaient plus qu'à propager des mensonges et des calomnies à l'encontre des nationalistes, tout en s'évertuant à noyer les consciences des pauvres électeurs non avertis dans l'alcool et sous les libéralités éphémères.

Bien que les élections fussent organisées par la raison du plus fort dans le flou et le faux, Ruben Um Nyobe était convaincu, il avait raison, que l'unique voie du succès était de continuer la lutte dans la légalité. Sans trahir la cause du peuple camerounais.

Après les massacres de Mai 1955 provoqués par Roland Pré, et le " vide politique " créé par le décret scélérat du 13 Juillet 1955 interdisant l'UPC, la JDC et l'UDEDEC, le mécontentement populaire était à son comble. L'UPC bien que " clandestine " n'avait jamais été, en tant qu'organisation, aussi puissante. C'est dans ces conditions de tension que l'Administration tentera de jouer son va-tout.

Une escroquerie politique sans précédent : utiliser les victoires du peuple contre le peuple en mettant en place une Assemblée Législative " *croupion, béni oui oui* " sous l'égide de la loi-cadre (loi d'airain qui maintient notre peuple dans les fers de l'empire colonial français). Pendant 4 ans (1952-1956), grâce aux patientes et périlleuses explications, l'UPC a pu imposer aux colonialistes l'idée populaire et dominante de l'institution d'une Assemblée Nationale Constituante de l'Etat Camerounais. Les colonialistes ont détourné cette victoire essentielle de la lutte du peuple camerounais en une Assemblée sans les nationalistes.

En effet, comment voter une Assemblée Nationale représentative des filles et des fils du Cameroun si les nationalistes - soldats de l'unité et de la liberté du pays-croupissent en prison, ou sont sous le coup des poursuites judiciaires ? D'où le slogan : " S'il y a amnistie pleine et entière, nous votons UPC... " L'amnistie ne sera pas totale et viendra trop tard. Aux élections du 2 janvier 1956 où le Docteur Aujoulat fut battu par A.M. Mbida, le corps électoral avait suivi le mot d'ordre d'abstention de l'UPC à plus de 62%. Victoire de l'abstention, donc.

Aux élections du 23 Décembre 1956 où il est " question de vie ou de mort pour notre peuple " (Accepter la loi-cadre, c'est accepter de perpétuer la domination française), l'UPC appellera à une abstention à 100%. Voter abstention, c'était éviter de tomber dans le piège des Gaston Defferre et Pierre Messmer. Fort malheureusement, Soppo Priso fera faux bond au Courant d'Union Nationale en consacrant la politique des " oppositions africaines ".

La volonté de l'UPC a toujours été de participer à toutes les consultations populaires régies par des lois et des procédures connues de tous et qui s'imposent à tous.

Du temps de Ruben Um Nyobe, les conditions de bonnes élections n'étaient jamais remplies. Qu'en est-il de nos jours ? l'UPC a-t-elle droit de cité ? Est-elle maîtresse chez elle ?

L'abstention et le boycott actif n'ont été que des pis-aller pour ne pas trahir la cause du peuple et hypothéquer dangereusement l'avenir.

Douala, le 25 Janvier 1997

Texte 5 :

DES ELECTIONS SANS ELECTEURS !

*Electeurs fictifs, d'où caricature d'élections ;
résultats-bidon, d'où victoire volée.*

Le 31 Janvier 1997, le Ministre de l'Administration Territoriale, grand manitou des opérations électorales, passait aux aveux: sur près de 8 millions d'électeurs, moins de 1 million 1/2 sont inscrits sur les listes électorales. Et sur les 1 million 1/2, à combien d'électeurs " sûrs " les sous-préfets à " instructions " ont-ils distribué les nouvelles cartes électorales ? Grosse énigme à quelques semaines des grandes consultations républicaines.

Quelles sont donc ces élections où il faut de moins en moins d'électeurs éclairés, avertis et conscients des enjeux majeurs ? Qui a intérêt à voir les incapables (juridiques), les analphabètes opiner (s'ils ont des opinions !) et décider à la place des citoyens éclairés, des travailleurs conscients, des patriotes vigilants ?

Le vote est, sous certaines conditions, le véhicule " tout terrain " de la démocratie. Tous ceux qui mettent les bâtons dans les roues électorales, oeuvrent objectivement pour l'instauration d'un régime de dictature où les élections sont proscrites. Paradoxalement, le grand vainqueur de toutes les élections made in Cameroon, est l'Abstention, en ce sens que le grand absent aux élections c'est le corps des électeurs toujours réduit à son expression la plus chétive (moins du quart).

Le " vide politique " créé par Roland Pré, Pierre Messmer et Gaston Defferre, renforcé aux ingrédients locaux par Ahidjo et Biya, n'a toujours pas été comblé. La récente opposition au Renouveau, coupée de la mémoire collective de la Résistance, reste paralysée par le retour du refoulé politique qui se manifeste aujourd'hui sous la forme d'un scandale, scandale de toute l'histoire des élections dans notre pays: qu'une force étrangère alliée à quelques éléments indigènes continue à bloquer l'expression de la volonté du plus grand nombre ! L'UPC-, "hors la loi" a été et est encore le symbole vivant de ce scandale historique.

Du retour à la légalité reconnue de l'UPC, dépend la renaissance du Cameroun à une vie politique normale.

Douala, le 02 février 1997

Texte 6 :

**CINQ GARANTIES TOUJOURS ACTUELLES
QUE LES ELECTEURS CAMEROUNAIS
DOIVENT EXIGER DES CANDIDATS AUX
LEGISLATIVES**

Un candidat au métier de député doit en avoir le profil: en qualités morales, surtout. Car un pouvoir qui vient du peuple doit retourner au peuple.

La grande majorité des Camerounais, victime presque résignée d'une crise profonde et multiforme, aspire à un changement qualitatif. Cette majorité consciente, plus ou moins silencieuse, plus ou moins active, sait qu'il faut prendre le taureau camerounais de l'immobilisme par les cornes... . Et les cornes, c'est le pic du pouvoir politique. Dans un régime hyper présidentiel, comme le nôtre, il faut s'attaquer à la petite tête qui ne sait faire qu'une chose : commander et manger. Cette petite tête est juchée sur un grand corps robuste, mais fortement corrompu. Que faire ?

Commençons par remettre la colonne vertébrale, ici l'Assemblée Nationale, à l'endroit. Comment faire pour que cette Assemblée soit souveraine, c'est-à-dire composée de vrais et dignes représentants des électeurs qui forment la nation ? Qu'elle se constitue en un pouvoir législatif effectif et capable d'arrêter les abus et les dérives des autres pouvoirs (exécutif, judiciaire, médiatique...)

Pour ce faire, les électeurs camerounais devront poser aux candidats aux législatives les exigences suivantes comme garanties pour une représentation digne des intérêts du plus grand nombre.

1. A l'évidence, la première garantie requise pour un candidat à un siège de parlementaire, c'est sa capacité à parlementer, à discuter, à débattre avec subtilité et efficacité des problèmes complexes et d'intérêt général. Etre un travailleur intellectuel, ce n'est pas être bardé de diplômes, c'est être un élément organique et constructeur d'une Assemblée qui cessera d'être gouvernée par la sagesse du chien, du singe ou du mouton.

2. Etre disponible: utiliser le clair de son temps au travail d'un élu du peuple. Ce qui suppose une indépendance professionnelle et politique, et des incompatibilités avec " toute occupation pouvant absorber l'activité d'un élu ". Les indemnités allouées au député ne sauraient constituer pour lui ni un fonds de commerce ni une sinécure.

3. Présenter des qualités morales d'honnêteté. Dans notre monde gravement atteint par le virus de la corruption, la charge parlementaire n'est pas faite pour un homme qui a étalé sa faiblesse pour l'argent facile et sale. Il n'y a rien qui pervertit plus le pouvoir issu du peuple que le couple corrompu - corrupteur. Il y a donc lieu de repenser le rapport moral à l'argent de nos élus.

4. Etre un homme de coeur, de parole et d'action. Et servir plutôt que de se servir. La charge d'élu du peuple est faite pour des gens qui ont le courage de chercher la vérité et la dire. A leurs risques et périls. Des gens capables de rester fidèles à une cause commune. Les preuves ici sont des épreuves à surmonter.

Comment voulez-vous avoir l'estime des électeurs lorsqu'ils savent que vous n'êtes qu'un opportuniste - tourneur de veste-mangeur à tous les râteliers, et promettant ciel et terre à vos électeurs alors que vous leur ouvrez les portes de la misère et du déshonneur ?

5. Le peuple qui veut le vrai changement quantitatif et qualitatif, c'est le peuple qui souffre dans sa chair et dans sa tête, c'est le peuple exploité et humilié. C'est le lot de la grande majorité des Camerounais. Il faut donc appartenir à cet ensemble de classes pour pouvoir avoir le souci, la force, l'intelligence et le courage de défendre le Bien Commun. Voter pour les partisans de quelqu'un qui se reconnaît " meilleur élève " d'un maître étranger, c'est accepter de faire passer les intérêts étrangers avant ceux de son peuple, c'est accepter d'être à jamais étranger chez soi, au Cameroun.

Douala, le 7 février 1997

Texte 7 :

L'UPC DANS L'ACTUALITE NATIONALE

Le régime du Renouveau a horreur d'une UPC unie et forte. Aussi s'évertue-t-il à diviser tout ce que la loi (upéciste) et le droit (républicain) ont uni. Pour régner en fou sur le faux et le flou.

Le 10 Avril 1998, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) aura cinquante ans. Voilà bientôt un demi-siècle que l'UPC a engagé l'incessant combat pour la survie du Cameroun en tant que nation unie, souveraine et prospère. La nation camerounaise à construire est un plébiscite de chaque jour, ce qui veut dire que la volonté d'être ensemble dans la liberté et d'agir ensemble pour le bien-être commun, doit être constamment renouvelée.

Peut-on aujourd'hui affirmer que le pari upéciste pour notre pays a été gagné ? Comment comprendre que l'UPC malgré son privilège historique soit dans " l'actualité nationale " en procès permanent ?

L'actualité nationale est dominée par l'imminence des échéances électorales d'importance nationale : les législatives et la Présidentielle. Cette actualité surgit dans un environnement morose et déprimant : la crise économique a ramené la plupart des Camerounaises et Camerounais en dessous du seuil tolérable de pauvreté ; le délabrement du tissu social a contraint les gens à trouver refuge dans les ghettos tribalistes ; la dégradation du système éducatif a fait de notre jeunesse une proie facile de tous les marchands d'illusions...

Notre actualité nationale semble contredire le vieux rêve nationaliste. Tel est le paradoxe à éclairer par démystification d'une actualité scandaleuse pour l'UPC et pour la nation camerounaise toute entière.

Les media officiels (Cameroon Tribune-CRTV) sous influence du Gouvernement RDPC, intoxiquent l'opinion nationale et internationale en faisant croire qu'il y aurait 2 " UPC ": l'une légitime incarnée par son Président Ndeh Ntumazah, l'autre officielle artificiellement imposée pour leur " allié " Augustin Frédéric Kodock.

Voilà le premier mythe qui ne deviendra jamais réalité tant il vrai que l'UPC est une et indivisible et entend elle-même prescrire sa propre légalité et la respecter. Il appartient aux autres (individus ou partis) de reconnaître ce droit.

Après le Congrès Unitaire de Septembre 1996, l'UPC a réussi formellement à réconcilier sa légitimité et sa légalité contenue dans ses textes organiques fondamentaux déposés régulièrement auprès du MINAT. A cette haute et souveraine instance du Mouvement, une résolution excluait définitivement le sieur Kodock de l'UPC ; dans la même résolution, l'UPC ouvrait ses bras pour accueillir tous les upécistes éparpillés.

La vérité historique nous oblige ici à en finir avec le second mythe qui a la vie si dure: le mythe d'une UPC rouge d'intransigeance. Pour l'UPC, la voie royale pour la victoire finale n'est ni au bout du fusil ni dans la rue, mais bel et bien au fond des urnes... Et l'UPC dit à tous ceux qui l'ont interdite, traquée, contrainte au maquis ou à l'exil, et qui aujourd'hui veulent l'empêcher d'aller aux urnes, qu'ils

commettent un crime contre la démocratie et sont responsables de toutes les " guerres civiles " éventuelles à venir.

Quant au chantage déplacé de la " négociation de l'alliance ", faut-il rappeler que c'est l'UPC qui a toujours été l'initiatrice des solutions de " compromis sans compromissions " et qu'elle a été toujours flouée, trahie, parce que justement elle est restée fidèle à la cause du peuple. Enfin, le plus piètre stratège en bataille électorale sait qu'on ne négocie les alliances qu'après l'issue de la bataille !

La grande question - piège de l'actualité qui brûle toutes les lèvres : " Quelle UPC ira aux élections ? " n'a aucun sens pour l'UPC. cette question est à poser à l'Administration-Gouvernement RDPC qui l'a fabriquée. Cette question pernicieuse n'est pas juridiquement-judiciaire, mais politiquement-politicienne.

C'est le lieu de regretter la collusion nuisible de notre Administration d'Etat, du Gouvernement et du parti RDPC. On se croirait à l'époque du parti unique, parti inique. Pourquoi l'AT ne nous délivre-t-elle pas de récépissé ? On nous renvoie au PM qui nous parle d'en-haut ! On y perd son sens démocratique: faut-il pour un récépissé monter jusqu'au chef de l'Etat, chef de parti, hélas !

L'UPC prend à témoin le peuple-électeur -le juge suprême en dernier ressort-, pour exiger du Gouvernement RDPC de prendre ses responsabilités en s'accommodant de la raison démocratique et en brisant le mur d'usurpation par lui dressé entre l'UPC et le peuple profond.

C'est enfin la conviction intime de l'UPC: il n'est pas de l'intérêt du RDPC, et encore moins du Cameroun que l'UPC, l'unique, la vraie n'aille pas aux élections !

Déclaration liminaire de la deuxième Conférence de Presse du Bureau du Comité Directeur.

Yaoundé, le 18 Février 1997.

Texte 8 :

ON ATTEND... ON ATTEND... QUE FAIRE ?

En période préélectorale, le prince autocrate - au-dessus de la loi et seul maître du calendrier électoral - condamne ses citoyens-sujets à languir de ragots dans les gargotes.

Affirmer que la loi est faite par les hommes pour excuser d'avance les énormes entorses à la loi, c'est jeter de la poudre aux yeux des gens. Nos maîtres cyniques qui se targuent de conduire la vie politique camerounaise actuelle, abusent de ce sophisme.

De norme, la loi devient un simple outil aux mains versatiles de quelque despote que ce soit. A la longue, le lourd climat socio-politique d'attente ainsi créé s'avère inacceptable, voire insoutenable ! Que faire?

Pour voir clair, force m'est de considérer l'essence de la loi: les hommes qui font la loi, sont-ce les mêmes qui doivent obéir à la loi ? Absolument oui, car il s'agit de l'être de raison doué de volonté qui, par sa double nature (raison et sensibilité) est à la fois législateur et serviteur de la loi. Universelle et nécessaire, telles sont les caractéristiques essentielles de toute loi. Et voici comment s'exprime la liberté de tout citoyen face à la loi: Nous, législateurs obéissons à la loi que nous nous sommes prescrite. Personne, fut-il le Magistrat suprême, chef de l'Etat, ne peut prétendre se placer au-dessus de la loi, à l'occurrence la fondamentale.

Essayer de tailler la Constitution à ses mesures et convenances, c'est la réduire en un outil de chantage et de marchandage qui restera " efficace " tant que la force semble être du côté du prince contre son peuple. Et quand cette force sans droit cessera, qu'advient-il ? La guerre et le chaos, hélas ! Un tel prince qui ne fait qu'à sa guise commet un double crime de lèse-raison et de lèse-démocratie. Ce prétendu droit du prince (faire attendre tout un peuple) donne nécessairement au plus grand nombre le droit de désobéir et de s'opposer. C'est à ce mauvais jeu de patience non contrôlée que le chef du Renouveau veut nous habituer. On attend les élections, ça viendra certes, mais pas à temps; le contretemps est constamment voulu par un contre tous.

Le chef du Renouveau chouchoute le judiciaire, met en vacance le législatif, et à lui de faire exécuter ce qu'il veut. Il convoque le corps électoral quand il le juge opportun.

On attend... On attend idiotement comme dans la chanson ! Dans les gargotes fusent les ragots. Où est donc passée la Constitution du Cameroun ?

Imaginez, vous qui aimez tant le football, que votre équipe favorite soit qualifiée pour la Coupe du Monde, mais ne sache ni la date de la rencontre, ni l'équipe adverse, ni le stade, ni même les nouvelles règles du jeu. pensez-vous qu'il aurait match ? Dans quel état d'esprit seriez-vous ? Je suis convaincu que vous exigeriez la disqualification de tout le Bureau de la FIFA... Eh, bien ! Pour un enjeu aussi capital que celui de l'avenir du Cameroun, qu'attendez-vous ?

Au moment où il faut une discipline, une pédagogie pour un apprentissage du citoyen, nos dirigeants nous ouvrent la porte de l'école de la démagogie. Que faire ?

Rien que notre devoir de citoyen qui, à l'heure de l'attente forcée, est devoir de désobéissance et d'opposition.

Une fois dans le secret des urnes, en son âme et conscience, tout citoyen a le devoir de sanctionner les turpitudes de tous ceux qui se sont mis en travers de la marche de la démocratie au Cameroun.

Banekane, le 22 mars 1997

Texte 9 :

UNE CERTAINE LOGIQUE DE LA POLITIQUE

En toute bataille politique, à vaincre sans principes moraux, on triomphe dans la honte. Car on jauge la logique d'une politique à l'aune de sa morale.

La politique offre toujours et partout l'image d'une tension entre le vouloir et le pouvoir, entre la raison et la passion, entre la théorie et la pratique. Malgré cette ambiguïté fondamentale, la volonté de convaincre pour vaincre oblige à chercher une certaine logique en matière politique.

Les pauvres, les laissés-pour compte, la grande majorité, ont objectivement intérêt à s'organiser pour un changement radical. Pour eux, la politique est lutte. Ils s'alimentent en armes intellectuelles et morales chez ceux qui se projettent par la pensée dans les cités idéales réalisées nulle part. D'un autre côté, les nantis, tous les heureux parvenus du pouvoir, s'accrochent à l'ordre établi en chantant l'éloge de la politique-intégration.

En bataille électorale, la logique est certes de confrontation, mais en vue d'une victoire jamais acquise d'avance et où la fin ne justifie pas toujours les moyens. Dans le Cameroun qui s'essaye à la démocratie, les acteurs politiques se trompent souvent de bataille : d'adversaire concurrent, le frère du village ou le camarade de parti se mue en ennemi juré ! Et ce sont: des paroles empoisonnées,

le poignard dans le dos, les bâtons dans les roues, les peaux de bananes sur la route de la campagne...

Finalement, c'est la défaite assurée. A la bataille comme à la bataille ! Notre adversaire principal, le pouvoir RDPC, a toujours rusé avec tous ses gros moyens d'Etat : est-ce de bonne guerre ?

Les soldats de la vérité et de la liberté que sont les vigilants militants-candidats upécistes ne devraient pas se laisser prendre à contre-pied.

Quand a sonné l'heure de la déclaration des candidatures, quelques vaillants combattants d'hier, bons candidats aujourd'hui, ont refusé d'aller au front, en alléguant des vieilles querelles qui pourrissent la fraternité upéciste ; d'autres ont été jugés, par la base, plus aptes à conquérir les bastions du pire ennemi de l'UPC, mais ces jeunes loups se sont entendus reprocher leur ancienne appartenance à un clan avant-gardiste. Ceux qui accusent sont aussi ceux qui ont un passé militant des plus tortueux et des plus troubles. Qu'en est-il de l'honnêteté upéciste ?

C'est dans cette situation d'inconfort que le Bureau du Comité Directeur aura à arrêter le bon choix des candidats qui gagnent. Les bureaucrates, avec ou sans lauriers, se feront la part belle et se mettront une partie du peuple militant à dos. A tort ou à raison.

Que veulent les électrices et les électeurs ? Faire triompher le changement vrai avec des hommes nouveaux dans une Assemblée initiatrice des lois de la République. La stratégie de la victoire exige aux uns et aux autres l'apprentissage d'une nouvelle vertu du militant upéciste - candidat démocrate : l'humilité qui consiste à savoir taire ses

rancœurs et ses rancunes, à pouvoir mobiliser le fort de ses troupes sur les points névralgiques de l'adversaire, à devoir enfin assumer l'issue de la bataille : gagner et se maintenir ; perdre et se démettre.

En dernière analyse, la logique de la politique est à la fois pragmatique et moralisatrice : gagner, oui ; par tous les moyens et à n'importe quel prix, non.

Bonabéri, le 07 Avril 1997

Texte 10 :

L'ARGENT, L'OEUF DE LA POLITIQUE

Que sert au citoyen de gagner l'or du monde s'il advient à son peuple de perdre son âme ! " L'âme immortelle du peuple kamerunais " n'a pas de prix, par conséquent, nul ne doit lésiner sur les moyens de maintenir allumée sa flamme.

Une société est d'autant plus policée et performante qu'elle a fixé ce qui, en général, permet d'établir les équivalences entre les valeurs des objets à échanger: l'argent. Qu'en est-il des relations entre les personnes ? Les Hébreux ont adoré le veau d'or; Crésus, roi de Lydie, a bâti sa réputation sur l'immensité de ses richesses. Que l'on méprise l'argent pour son odeur (argent sale), que l'argent ne fasse pas le bonheur, on ne peut ignorer qu'en politique, l'argent arrange mille choses en avalisant mille autres (corruption).

L'UPC en campagne a besoin d'argent, ce nerf de la guerre ! Où trouver cet argent de campagne ? Nos adversaires se servent -pour le principal- dans les caisses de l'Etat et des sociétés publiques -pour les autres- dans les caisses noires des sociétés occultes.

Parti populaire, nationaliste, panafricain et anti-néocolonialiste, l'UPC ne peut et ne doit compter d'abord que sur la solidarité généreuse du grand nombre de ses militants et sympathisants.

La poule aux oeufs d'or de l'UPC a toujours été le peuple travailleur et producteur de richesses ; hélas, ce vaillant peuple est aujourd'hui soumis, dans sa masse, à une exclusion-paupérisation sans précédent. Dans le système néo-colonial sous le Renouveau RDPC, le flux de l'argent est totalement extraverti. Ceux des nationaux qui ont accumulé quelques biens au prix de multiples compromissions avec les pouvoirs en place, suivent la maxime du marchand d'oeufs qui doit toujours éviter - la bagarre au marché.

Cette extrême prudence conduit l'homme d'affaires à débiter la grosse ineptie: "*je ne fais pas de politique*"; ce qui revient à dire que la politique n'est pas une entreprise rentable, qu'elle serait même détestable. Mais voilà: la politique est incontournable. Le trop prudent marchand d'oeufs fait en réalité la politique du statu quo. Et quand la bagarre est déclenchée, sans son avis, il aura le choix soit de fuir le marché (avec le risque de perdre toute la valeur marchande de ses oeufs), soit de défendre ses oeufs (à la merci du vainqueur). Le marchand avisé qui sait donner en veut pour son argent :

" Si je place mon argent dans l'UPC, qu'est-ce que j'aurai en retour ?"

Réponse de l'UPC :

" Tu seras maître de tes affaires et non cet étranger chez soi à qui on laisse fructifier quelques miettes de l'immense trésor national aujourd'hui dévoyé."

Une fois convaincu qu'il est déjà engagé dans la bagarre, le marchand d'oeufs essaiera de ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier.

Il se livre alors à une sorte de prodigalité calculée : la part du lion à celui qui est au pouvoir, des portions congrues aux autres. C'est de l'opportunisme consommé qui est un hommage à l'irrésolution, grand vice de la politique.

Dans une bataille où il faut clairement choisir entre le vrai changement et l'immobilisme dégradant, il faut clairement choisir son camp et s'y investir. L'UPC, malgré ses vicissitudes historiques, reste la principale force politique capable, aujourd'hui au Cameroun, de conduire le changement à bon port. Que tous les nouveaux Crésus du Cameroun sachent que l'UPC dont on a mille et une fois décrété la " dernière mort " - ou encore comble d'ignominie - annoncé sa renaissance, tel Phénix sous d'autres visages (ceux des partis neufs du récent multipartisme effervescent) est bien " l'âme immortelle du peuple kamerunais " qui s'est manifestée en son Congrès Unitaire de Septembre 1996 au Palais des Congrès à Yaoundé.

Que nos Crésus soient convaincus qu'on ne fait pas d'omelette sans casser les oeufs. L'omelette, c'est la société camerounaise nouvelle à bâtir plus unie, plus libre, plus développée; à la construction de laquelle, aucun sacrifice en argent, en intelligence, en volonté n'est de trop !

Dans cette nouvelle société camerounaise, Crésus sera plus maître dans sa propre maison, parce que l'argent cessera d'être le mauvais maître pour devenir le bon serviteur de la grande cause nationale.

L'UPC en campagne pour les législatives 1997, est un instrument collectif, historique et efficace qui a besoin d'un autre moyen (l'argent) pour réaliser la seule fin en soi qu'est la nation camerounaise souveraine, libre et prospère.

Douala, le 12 Avril 1997

Texte 11 :

COMMENT ON GAGNE UNE ELECTION

En pays de démocratie, le vainqueur d'une élection populaire est celui qui sait parler dans la langue du peuple des problèmes du peuple et des moyens concrets de les résoudre.

Des recettes passe-partout pour gagner les élections, ça n'existe dans aucun livre, et ça ne peut s'enseigner dans aucun institut. N'en déplaise à ces fans du marketing politique. Chaque campagne électorale recèle ses propres caractéristiques liées à l'environnement socioculturel, politico-économique et historique.

Pour les législatives 1997, au Cameroun, la campagne se fera à la sauce africaine avec des ingrédients de proximité.

On évoque souvent la campagne à l'américaine: une campagne - spectacle à haute valeur gadgétisée où la part scrabeuse de la vie privée des candidats occulte l'argumentaire proprement politique et national. Une telle campagne " plaquée USA " divertirait l'électorat camerounais sans l'ébranler positivement.

Mimétisme électoral, d'où éloignement de l'électorat; éloignement de l'électorat, d'où échec aux élections.

Qui dit campagne, dit bataille où tout se joue d'abord dans la tête des " têtes de liste " et autres " directeurs " de

campagne. Et la victoire appartient déjà à celui qui aura, non la logistique la plus lourde, mais l'imagination la plus fertile et l'engagement le plus assuré. Le stratège génial invente un plan de campagne réaliste et réalisable en sortant des sentiers battus. Pèse-t-on sur la conscience des électeurs en les arrosant d'argent facile et factice, en les abreuvant de mensonges et d'opprobres ? Bien sûr que non !

Le champ de bataille, c'est le terrain qu'il faut absolument maîtriser, surtout lorsqu'on semble être un candidat " parachuté ". Bien connaître le terrain, c'est bien évaluer ses forces (atouts et faiblesses) et celles de ses adversaires; ensuite retourner toutes ses faiblesses en forces d'action positive. Comme il s'agit de vendre son image la meilleure, force est de ne point étaler au soleil ses linges sales.

Tout compte fait, ce sont les voix des électeurs qui pèsent sur la balance de la victoire. Il ne faut pas prendre les électeurs pour des cons ou des veaux: le candidat à la Mercedes-Pajero aura la mer à boire pour convaincre le villageois que ses pistes de campagne deviendront demain des autoroutes.

D'ailleurs, ces villageois ont les oreilles rebattues de discours et de discours... en langues officielles, langues de carence. Ils n'y pigent rien. Mais voilà ! Tous ces gens d'en-bas avec leurs problèmes (d'existence) à ras du sol, forment la vraie légion des électeurs.

Yabassi, le 27 Avril 1997

Texte 12 :

**CINQ LECONS CONTRADICTOIRES POUVANT
SERVIR DE DONNEES D'EXPERTISE POUR
TOUTE ELECTION FUTURE EN REPUBLIQUE
DU CAMEROUN**

Ce que " Elections à la camerounaise " veut dire.

Mon métier d'enseignant-philosophe m'oblige à écouter les gens d'en-bas comme d'en-haut, à lire les événements avec une grande attention critique, mais pas à donner des leçons en chaire, quoique ces leçons se voudraient contradictoires, parce que tirées d'une réalité mouvante et complexe.

Le 17 Mai 1997, en République du Cameroun, les élections législatives tant attendues étaient enfin programmées. Fort malheureusement, il n'y eut pas d'élections du tout: en temps et lieu de celles-ci, on a vécu une ruineuse et déprimante mascarade où les " élus " étaient désignés d'avance, suivant la volonté impérieuse du chef autocrate, grâce aux basses manoeuvres du ministre de l'Administration Territoriale, et avec l'onction des magistrats bien en Cour... Suprême !

Toute la gamme des fraudes était représentée: des inscriptions illégales et discriminatoires sur les listes électorales jusqu'aux violences de toutes sortes et autres voies de fait et de corruption. Il faudrait un gros livre blanc pour mentionner dans le détail l'octroi sélectif des cartes d'électeurs, le gonflement fictif du nombre des électeurs, le bourrage des urnes, le retrait en cours de scrutin des bulletins de vote des candidats " indésirables ", les charters de votants etc.

En dévoyant à ce point le vote, le régime du Renouveau RDPC fait de ce droit et devoir du citoyen une formule vide de sens. Le citoyen le plus dévoué attrape le dégoût des urnes et est naturellement tenté par la voie du fusil pour sortir de l'Etat d'airain sans foi ni loi. En vérité, le désir dévoilé du chef du Renouveau est de s'éterniser au pouvoir par la magie et la force de la falsification. Et le vote devint au Cameroun un piège à cons, hélas !

Qui pis est, le 17 Mai 1997, nous, Camerounais, avons eu des comportements de veaux: étions-nous des citoyens dans un Etat de droit ? Non. Alors on faisait **comme si** on était en démocratie, alors qu'on évoluait de plain-pied dans une dictature déshumanisante. Bon sang ! On n'a quand même pas à exiger des Camerounais d'être des dieux pour que la démocratie leur convienne ! Le droit le plus élémentaire de la personne celui d'opiner leur est interdit. Nous vivons sur le règne du **comme si**, règne qui ne peut accoucher que d'un amalgame de fantoches parlementaires. Et non point d'une Assemblée Nationale initiatrice des lois de la République.

Le temps des élections constitue un moment crucial dans la vie des régimes politiques à tendance démocratique. C'est l'occasion pour le peuple citoyen d'exprimer sa légitime souveraineté dans le libre-choix de ses représentants et dirigeants engagés dans une compétition aux règles connues et acceptées du plus grand nombre éclairé. Si dès le départ, les règles du jeu sont truquées, il ne peut y avoir d'élections, car l'enjeu final de tout vote, en démocratie, est de permettre l'expression de la volonté et des aspirations des citoyens.

Aussi l'expression du suffrage universel ne peut-elle s'accommoder avec un climat fou, flou et faux; elle a besoin de transparence et d'équité. Par contre, la volonté de l'autocrate s'épanouit en milieu confus, trouble et plein d'incertitudes calculées.

Mais jusques à quand une telle ignominie collective peut-elle durer ? Tout dépend du combat incessant que mènent les masses organisées, grosses de changement vrai, contre les tyrannies de toutes sortes.

Ainsi peut s'énoncer la première leçon contradictoire : *d'abord constat d'un fait historique têtue : les conditions minimales de bonnes élections n'ont jamais été réunies au Cameroun du fait du désir du pouvoir autocrate (colonial et néo-colonial) à survivre à perpétuité. Ensuite: condition de vrai changement qualitatif et quantitatif: si la grande majorité des citoyennes et citoyens doués de raison pratique ne peut concevoir des lois, textes et règlements auxquels tous soient soumis, il ne peut, à l'avenir, y avoir de vraies élections.* Après les législatives (mars 1997) de la honte que l'on ne nous rebatte pas les oreilles des Présidentielles du chaos (prévues pour Octobre 1997).

Tout compte fait, sur l'échiquier politique camerounais actuel, un seul point semble être à l'ordre du jour: la mise sur pied d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), composée de femmes et d'hommes compétents et intègres, soucieux du Bien Commun et susceptible de fixer un calendrier électoral, de prescrire les candidatures indépendantes, d'organiser un scrutin majoritaire à deux tours, bref de doter le pays d'un code électoral digne d'une nation en voie de démocratie.

Depuis les temps coloniaux, l'histoire des élections au Cameroun a toujours offert le spectacle hideux et grotesque d'une tragédie où l'histoire elle-même est moquée, souillée, travestie. Le pouvoir nuisible en place désigne à l'avance ses "élus", et octroie à qui il veut tel ou tel rôle de figurants tenus et mus par le ventre.

La cuvée "Législatives de mai 1997" a été exceptionnelle par le culot des sous-préfets à exécuter les basses oeuvres du ministre de l'A.T., grand ordonnateur des élections ; et par le toupet des hauts magistrats à dire le faux...inattaquable !

Lors de cette fausse bataille électorale, les acteurs qui auraient pu permettre la victoire du peuple étaient presque inexistantes. La masse des électeurs -les 20-45 ans- est atteinte d'une maladie historique chronique: l'amnésie collective qui se manifeste principalement par une brouille aiguë de ses repères historiques. Aussi, un bâtard, voir un avorton de l'histoire s'auto-proclamerait " Père de la Nation" sans que cette jeunesse soit-disant fer de lance ne s'interroge !

La plupart des " leaders " politiques de l'Opposition sont sortis du ventre obèse du Parti Unique (UNC d'Ahmadou Ahidjo), ou bien, ce sont des déçus du RDPC (rejeton de l'UNC) qui, sentant le bateau du Renouveau s'en aller à vau-l'eau, s'empressent d'abandonner le navire fou. L'histoire vraie a horreur de ces raccourcis et feintes opportunistes.

Pour un grand nombre de Camerounais frappés de myopie politico-historique, le Cameroun en tant que nation serait né en 1960 et la résistance populaire aurait commencé en 1990. Archifaux : après la période héroïque de la

résistance patriotique des Madola, Obaa Mbeti, Martin Samba, Rudolf Duala Manga Bell, Ibrahim Njoya... le mouvement nationaliste camerounais s'est radicalisé avec les héros et martyrs de l'UPC.

Um Nyobe et ses compagnons de lutte ont été évoqués pendant cette fameuse campagne électorale, par les pires ennemis actuels de l'UPC, ceux-là mêmes qui tentent de perpétuer les énièmes morts de " l'âme immortelle du peuple kamerunais ", cette UPC qui ne finit pas de mourir et que l'on dit renaître de ses cendres sous des visages bizarres.

Le comble de l'opprobre historique a été atteint lorsque des démagogues cyniques utilisent tels parents de nos héros et martyrs comme instruments de propagande. Comme si " être upéciste ou nationaliste " se transmettait par la voie du sang. L'hérédité génétique est autre chose que l'héritage culturel dont ressortit l'engagement politique.

Au lieu de cette campagne -spectacle d'ombres et de simulacres-. Le jeu de la transparence eût révélé beaucoup de choses et arraché plus d'un masque.

Dis-moi ce que tu faisais en 1980, en 1985, en 1990, je te dirai ce que tu peux en 1997. Certes, aucun homme n'est totalement enfermé dans son passé, il peut évoluer sous le choc des circonstances, encore faut-il que sous le feu de l'action, il traverse le désert avant de retrouver son chemin de Damas. Paroles et promesses ne suffisent point pour convaincre de sa conversion.

Cette fausse campagne nous a donné à découvrir des espèces de chauves-souris, de couleuvres qui se prenaient pour des hommes politiques alors qu'ils ne sont que des politiciens à la recherche de l'os à ronger, à défaut de l'or.

La deuxième leçon contradictoire à méditer est la nécessité existentielle d'intégrer la triple dimension historique de l'homme dans la cité: pour inventer un avenir commun et radieux, il est nécessaire de réactiver la mémoire collective en opérant une jonction fructueuse entre le passé et le présent.

Ceux qui oeuvrent réellement pour un changement vrai de la vie socio-politique doivent inscrire leurs actions dans la durée. Les conservateurs et autres réactionnaires optent pour une attitude magique de l'histoire qui consiste à vouloir arrêter le temps pour y imprimer la marque indélébile de l'instant enivrant. Cette dure leçon d'espérance fait de la jeunesse cultivée et militante, le porte-flambeau de tout changement véritable et durable.

Toute consultation électorale véritable est une bataille d'idées, des idées qui reflètent les intérêts de groupes parfois antagonistes. Au Cameroun, le débat sur l'essentiel porte sur la construction d'une nation camerounaise. Si d'une manière ou d'une autre, on occulte ce débat essentiel, c'est qu'il n'y a pas de débat du tout... et tout devient prétexte, alibi, diversion, divertissement.

Le problème national camerounais a été posé clairement par Ruben Um Nyobe pour qui l'orientation de l'UPC doit être " nationaliste, progressiste et anticolonialiste. " Jusqu'à nos jours, ce problème national n'a point trouvé de solution acceptable. C'est bien l'UPC qui forgea cette idée de nation entendue comme un " plébiscite de tous les jours ". Et c'est avec l'avènement de l'UPC que le paysage politique camerounais va se structurer en deux camps antagonistes: d'une part, la famille " nationaliste révolutionnaire " de Um, et d'autre part, le clan néocolonialiste d'Aujoulat.

Le mythe de la " mort de l'UPC " dont les colonialistes n'ont pas pu faire une réalité, sera repris par les affidés du néocolonialisme au pouvoir à Yaoundé. Avec d'autres moyens: l'Administration-Gouvernement RDPC va systématiquement infiltrer la tête de l'UPC de serpents venimeux et diviser le Mouvement nationaliste jusqu'aux moelles. Et l'on voudra laisser accroire à l'opinion publique que le sort de l'UPC serait lié fatalement aux itinéraires tortueux d'un "Président national " gâteux ou d'un Secrétaire Général frileux, ou d'un quelconque messie en mission commandée.

Malgré le grippage de la structure du Mouvement et la trahison de la nomenklatura préfabriquée, l'idée d'une réhabilitation du nationalisme révolutionnaire n'a jamais été aussi vivace dans la conscience collective des Camerounais; d'autant plus que le Cameroun de BIYA est menacé de recolonisation directe.

Il n'y a pas donc lieu de porter le deuil de la " vraie UPC de Um " comme une excuse facile pour abandonner le navire nationaliste et emprunter les barques opportunistes surgies dans le bouillonnement du début des années 1990.

La campagne des Législatives de Mai 1997 a fonctionné selon un rituel magique d'escroquerie historique: Alléluia pour le martyr Um Nyobe, mais silence de mort sur les vrais upécistes de 1977 ! Les partisans d'Aujoulat ont occupé grotesquement la scène politique et se divertissent dans les occupations bassement alimentaires.

La troisième leçon contradictoire à tirer de ces législatives de l'humiliation de la personnalité camerounaise, est un constat de dégâts et de gâchis. Ces législatives ont révélé que le pouvoir en place à Yaoundé a définitivement tourné le dos à la gestion démocratique du pays.

L'Exécutif a totalement fait main basse sur l'administration d'Etat, sur la Haute Magistrature, sur les Forces de sécurité, sur les media publics. Sur tout: l'autocrate du Renouveau a pris le parti de la ruse et de la force sans le droit, ce qui est une insulte à la raison pratique et à la culture démocratique.

Dès lors, l'homme-lion d'Etoudi assume la responsabilité devant l'histoire d'avoir déplacé le jeu politique du terrain des débats d'idées à celui des passions les plus déréglées; et en conséquence, il légitime le droit à la résistance et à la rébellion du plus grand nombre floué. Si les citoyens camerounais ont appris à leurs dépens qu'on ne peut venir à bout du système autocratique du Renouveau par la voie démocratique, quelle autre voie leur reste-t-il ?

Appeler les citoyens (désarmés) aux armes, n'est-ce pas jouer le jeu du pouvoir des poings ? Est-il certain que toutes les voies de la raison démocratique soient closes ? A ces questions tragiques pour un peuple désespéré, on ne peut retenir *qu'une leçon d'humilité (la quatrième contradictoire) trempée dans la foi inébranlable pour un vrai changement imminent. Aucun peuple ne peut accepter de se faire hara-kiri sous l'effet d'hypnose d'un chef prestidigitateur cynique !*

La cinquième leçon contradictoire, drôle de leçon ! concerne mes semblables, les travailleurs intellectuels dans la cité. D'emblée, je m'inscris en faux contre l'opposition entre l'intellectuel et le politicien. L'intellectuel est celui qui, au-delà de ses compétences et de ses talents, a le courage de rechercher la vérité et de la dire. Quoique cela lui coûte. A temps et à contretemps. C'est un soldat de la vérité, un engagé perpétuel, donc.

Le politicien est celui qui, en toutes circonstances, veut tirer son épingle du jeu. Coûte que coûte, vaille que vaille. Autant le vrai intellectuel-organique du peuple a le devoir d'oeuvrer à l'avènement de la vérité (historique) du plus grand nombre, autant le politicien a besoin d'idées pour guider ses pas dans la jungle politicienne. Lors de la mascarade des Législatives, ces deux figures inséparables se sont ignorées.

On a beaucoup vu et entendu le Roi Mensonge trafiquer les procès-verbaux, annoncer l'issue du scrutin bien avant le dépouillement des urnes; on a vu la déesse Richesse mal déguisée en soeur Pauvreté se moquer des misérables de nos villages ; on a vu la reine Violence restée aux aguets, telle une lionne à la chasse.

Cette cinquième leçon est celle du manque et de la carence. L'harmonie nécessaire entre l'intelligence, le courage et l'amour était totalement absente dans une consultation électorale se déroulant dans une société prétendument civilisée.

Il faut de l'intelligence pour comprendre les situations concrètes et les faire comprendre par les autres partenaires sociaux.

Il faut du courage pour faire exécuter les résolutions qui visent essentiellement l'intérêt général et parfois vont à l'encontre de ses propres intérêts.

Il faut de l'amour lorsqu'ayant le pouvoir de décider pour tous, pour sentir la nécessité de partager à chacun-personne individuelle ou collective-sa part de prospérité et

de bonheur afin de réduire progressivement toutes sortes d'injustices parmi les hommes en société.

Douala, le 1er Juin 1997

Texte 13 :

LA FIN D'UNE CERTAINE OPPOSITION AU RENOUVEAU

Lorsque dans un système politique , la volonté d'un seul se veut au dessus de la volonté de tous, en l'occurrence au-dessus de la loi et des institutions, on peut affirmer à coup sûr qu'on est en dictature. Le chef autocrate ne traite avec les citoyens ravalés au rang de sujets que par ukases et décrets. A ses yeux, lois et institutions constituent des alibis ou des pièges pour faire illusion aux siens et se donner une image acceptable auprès de l'étranger. Le dictateur est un magicien des formes vides ou des contenus altérés, qui aurait pu amuser la galerie s'il n'avait plongé la multitude dans une sinistre galère.

En effet, le peuple est l'ennemi n°1 du dictateur qui ne lésine sur aucun moyen (inhumain) pour le museler. L'enjeu de notre débat sur la politique au Cameroun en 1997, à l'ère du Renouveau prôné par le chef du RDPC, est de comprendre comment l'arbitraire d'un seul peut toujours triompher de la souveraineté de la majorité.

A l'époque d'Ahmadou Ahidjo (1958 - 1982), aucun espace d'opposition n'était toléré.

A partir de 1966, le parti unique (UNC) , instrument d'abrutissement et d'abêtissement, veillait au grain ; sa police politique avait pour rôle de détruire dans l'œuf toute velléité d'indocilité.... et quand tout semblait en paix, les sbires de Fochivé fomentaient des complots et inventaient des "subversifs", cobayes humains des techniques sophistiquées de tortures des "commissariats spéciaux", des "brigades mixtes mobiles" et autres camps de concentration.

En 24 ans de règne sanguinaire, le peuple camerounais avait fini par accepter l'humainement inacceptable. Par la peur, les pleurs, le pain et les jeux (football notamment), le système survivait à lui - même.

Lorsqu'en novembre 1982, Paul Biya succéda constitutionnellement à Ahmadou Ahidjo, un grand espoir naquit dans les coeurs. Biya transcrivit cet espoir en termes de rigueur et de moralisation, couple fondateur du Renouveau. Mais en même temps, l'héritier parricide prit soin de bien conserver sous une autre appellation, l'instrument de pérennité du régime en place, le parti unique (UNC rebaptisée RDPC).

Le 6 avril 1984, un coup d'Etat gauchement monté par les "partisans" d'Ahidjo, et sauvagement réprimé par les ultras du Renouveau , échoua . Ce fut l'occasion pour Biya de se durcir autour du noyau Bulu Beti du pouvoir ethnocratique, et de trouver un prétexte pour renvoyer aux calendes grecques, le processus de démocratisation de la société camerounaise.

Au début des années 1990, des barons du RDPC marcheront à Douala et à Yaoundé contre le "multipartisme précipité". L'un des ténors de cette marche à contre-courant de l'histoire se présentera aux Présidentielles d'octobre 1992 comme un opposant- chasseur de l'homme-lion d'Etoudi.

A la même période, par la force combinée des événements endogènes et exogènes, le parti unique éclata et un certain multipartisme surgit, semblable aux branches rabougries d'un baobab centenaire. Cent "partis" poussèrent sur le sol politique camerounais, ô combien fertile. Mais toute cette effervescence politique était contrôlée par le père

du Renouveau qui, tout en gardant le manteau d'airain de son "illustre prédécesseur, père de la nation" apportera une touche sado-satanique à la dictature camerounaise : un certain multipartisme administratif et tribal sera encouragé jusqu'à l'inflation, à l'image du RDPC transformé en une hydre aux tentacules tribo-alimentaires multiples.

Le régime du Renouveau va s'évertuer à façonner sa propre opposition jumelle (un cas de clonage politique). Pour sacrifier aux rites formels de sa "démocratie avancée", le ministre de l'AT du Renouveau aura un regard inquisiteur sur toutes les opérations de vote. Cette administration d'Etat inféodée au parti au pouvoir, décide de toutes les modalités d'inscription sur les listes électorales, en dépit des dispositions légales. Toute la volonté du chef et rien que sa volonté doit être faite.

Ainsi, bien avant le dépouillement du scrutin, la CRTV, le tam-tam du chef, annonçait la grande victoire du RDPC (120 sièges sur 300). La CRTV en avait dit un peu trop, mais l'essentiel du message du chef était passé : le RDPC doit avoir la majorité absolue à l'Assemblée (116 sièges finalement) ; tout le reste n'est que détails. Selon la volonté du grand Camarade-Président National du RDPC, l' "IPC" de Kodock , le MDR de Daïkolé et le MLJC de Yondo Marcel doivent être réduits à leur plus simple expression (1 siège chacun). Quand à l'UNDP de Bello Bouba Maïgari, il était convenu de le confiner à un parti régional fulbe - musulman, incapable de former un groupe parlementaire (13 sièges au lieu de 15) ; à l'UDC de Ndam Njoya, le pouvoir a gracieusement concédé les cinq sièges du Noun.

Le Social Democratic Front (SDF) jouira d'un traitement particulier dans les calculs du chef du Renouveau. Pour le "Grand Camarade", le SDF représente "l'opposition radicale" dont les racines s'enfoncent en ce mémorable 26 mai 1990 à Bamenda. Aussi est-il nécessaire pour l'image du chef "pluraliste" de convier le SDF au festin d'une Assemblée dont a priori les maîtres, après Dieu le chef, sont incontestablement les "élus" du RDPC.

Se souvenant de la gourmandise populiste du SDF lors des municipales de janvier 1996, les stratèges du chef le conseillèrent de limiter les dégâts en n'admettant que 43 "radicaux" SDF dans l'auguste palais de verre de Ngoa-Ekelle.* Geste magnanime qui calmerait les rancœurs et les rancunes de toute la racaille de l'opposition. En attendant d'ouvrir les portes du gouvernement aux "radicaux" en réserve de la République...

Biya joue toujours à qui perd gagne contre la majorité. En fin "pluraliste", il n'avait qu'un seul souci lors des dernières législatives, comment accueillir, les bras ouverts, les frères prodiges de "l'opposition radicale" ? La seule inconnue qui ferait l'événement politique, Biya l'a trouvée. Avec panache : ses camarades sont devenus les maîtres (absolus) de céans ; ses stratèges ont su neutraliser les gros enchérisseurs de "l'opposition responsable". Encore un seul pas "radical" dans le gouvernement du Renouveau et Biya aura achevé sa mission de rassembler tous les siens.

*Ngoa-Ekelle : quartier-siège de l'Assemblée Nationale

Ce feuilleton d'amour (rentré) entre le Renouveau et son opposition se joue sur le dos du peuple camerounais. Mais ce cinéma de mauvais goût historique doit prendre fin pour que le peuple-acteur entre en scène.

Pour mieux apprécier la fin imminente de ce processus de démocratisation sans le peuple, il est bien de rappeler les dix scénarios avant-coureurs.

Scène 1

Tout a commencé après les Présidentielles d'octobre 1992 où l'opposition à Biya a été frustrée d'une victoire, et par conséquent, s'est radicalisée autour du leader du SDF, Ni John Fru Ndi, " vainqueur malheureux " à la recherche de la "victoire volée".

Scène 2

Naturellement, le SDF boycotte les législatives de 1992. Il en est de même de l'opposition semi-clandestine et indésirable du courant nationaliste. Par contre , une "opposition responsable" accepte d'aller aux élections pour sauver la paix (des cimetières) et la République (des copains/coquins). Cette "opposition responsable" *"jouera les zouaves"*: elle entrera majoritaire à l'Assemblée, mais le RDPC, grâce à sa stratégie d'alliance - absorption par corruption, retournera cette majorité en minorité à son service : ainsi, le règlement intérieur de l'Assemblée restera celui de la belle époque du parti unique ; la fameuse constitution de 1996 qui consacre les fractures tribalistes (autochtones contre allogènes) sera votée ; la loi électorale scélérate de mars 1997 sera aussi votée. Une autre victoire du chef du RDPC, mais quelle victoire !

Scène 3

Aux municipales de janvier 1996, "l'opposition radicale", sous la houlette du SDF, va aux élections dans les conditions lamentables imposées par l'Administration RDPC. Porté par un élan populiste pour le changement, le SDF réussit un raz-de-marée électoral qui chasse pratiquement le RDPC de nos grandes cités. Fort heureusement pour le pouvoir RDPC, le chef avait par décret, créé ses "délégués du gouvernement", ces sortes de "super-maires" de nos grosses communes urbaines juteuses. Les turpitudes de "l'opposition responsable" seront sévèrement sanctionnées par le peuple. Par la force du décret, super-victoire du nommé sur l'élus!

Scène 4

Alléchée par sa victoire "étouffée" des municipales, toute l'opposition (la soi disant radicale, la responsable bien sûr, et même l'indésirable UPC unifiée et infiltrée) ira aux législatives du 17 mai 1997. Dans les pires conditions. Le RDPC sortira son grand jeu de prestidigitateur politique : son chef transformera ces élections en désignations pures et simples. Toute l'opposition hurle à la mascarade et menace de boycotter le machin dit Assemblée Nationale. Dès le lendemain du scrutin (18 mai 1997), Ni John Fru Ndi tonne:

*"les élections qui ont eu lieu le 17 mai 1997
sont une insulte à la culture démocratique.. et
devraient être déclarées nulles et de nul effet. "*

L'Etat - major du SDF à Douala renchérit :

"Nous opposerons toujours le boycott même si on avait obtenu la majorité absolue"

Même son de cloche chez tous les opposants, moins un : l'opposant du Noun. Ndam Njoya s'oppose au boycott :

"Nous irons à l'Assemblée, nous avons été élus pour ça"

Scène 5

Au lendemain des résultats proclamés par la Cour Suprême (6 juin 1997), la seule question, pour les opposants, qui valait la peine d'être posée, avait un accent shakespearien : aller à l'Assemblée ou ne pas y aller ? Et pour y faire quoi ?.

Dans l'Assemblée précédente, l'UNDP, avec sa confortable minorité (65 sièges) n'a pas pu faire examiner sa proposition de loi d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (la Cour Suprême l'a rejeté). Comment le SDF peut-il imaginer, dans la nouvelle configuration de l'Assemblée, faire passer son double changement constitutionnel et institutionnel (plate-forme électorale) ? Cette inquiétude habite l'esprit des responsables SDF et UNDP de Yaoundé :

"si nos députés venaient à siéger dans une Assemblée issue d'une élection aussi faussée, ils risquent de cautionner la mise en place d'une démocratie truquée par le régime et constituera une trahison de nos électeurs. "

Scène 6

C'est le coup de théâtre : Fru Ndi, dans une conférence de presse (16 juin 1997 à Yaoundé) annonce solennellement que le "SDF décide de siéger à l'Assemblée". Depuis une semaine, on savait que l'UNDP laminée s'était résolue à

recommencer sa malheureuse et piteuse expérience dans une assemblée verrouillée. Pourquoi donc y aller ? La presse opère un virement critique à l'égard de "l'opposition radicale" et se déchaîne dans ses manchettes :

"où va le SDF ? "

"Quel avenir politique pour Ni John Fru Ndi ? "

"Le SDF fonce dans la mangeoire"

Scène 7

L'opposition a le profil bas. Fru Ndi reconnaît que le "SDF a trahi le peuple" en allant à cette Assemblée d'usurpateurs. Se sentant honni par sa base populiste, le pauvre leader du changement tente de justifier l'injustifiable : le Social Democratic Front sera présent à l'Assemblée :

"Pour y ouvrir un nouveau front de lutte...pour que la voie des urnes ne soit pas complètement abandonnée comme moyens de changement au Cameroun. "

On aimerait bien croire le chairman de Ntarikon, mais voyons à l'œuvre ses députés de mauvaise conscience.

Scène 8

La presse privée reste vigilante :

"les députés SDF pactisent avec le diable"

"la nuit où les députés du SDF ont "tué" leur opposition" etc.

La lutte pour les postes - sinécures au Bureau de l'Assemblée va faire voler en éclats l'opposition à l'assemblée . Le groupe

parlementaire SDF utilisera les articles 11 et 15 du règlement intérieur scélérat pour écarter l'UNDP hargneuse, et l'UDC gonflée, des négociations pour la "mangeoire ". Pas de cons en sus !

Le Président RDPC de l'Assemblée sera élue avec les voix des députés SDF qui seront copieusement récompensés !

Scène 9

L'entrée tonitruante de "l'opposition radicale" au Bureau de l'Assemblée a créé des "remous de surface", ce que reconnaît en gentleman Me. Mbah Ndam, Président du groupe parlementaire SDF :

"Il y a eu un incident entre nous. C'est vrai, mais c'est clos. J'ai présenté mes excuses. "

Ses excuses ont été acceptées par Fru Ndi et les "Founder fathers" ; Mbah Ndam et ses collègues sont même prêts à prêter solennellement serment sur les crânes de leurs ancêtres en "buvant du cadî".

Sur le front parlementaire, le combat tout en farces va commencer . Ainsi , les officiers SDF de l'hémicycle vont boycotter le premier ministre Peter Mafany Musonge pour son "tribalisme primaire" ; ils refuseront en outre d'aller trinquer avec le Président Paul Biya qui, à leurs yeux , n'est qu'un chef partisan. Enfin, ils claqueront-, les valeureux !- la porte de l'Assemblée Nationale en signe de désapprobation d'une loi des finances surréaliste.

Si la lutte parlementaire n'apporte pas le changement escompté du système de Renouveau, il faudrait ouvrir un troisième front , celui de la dernière chance.

Scène 10

Mbah Ndam coupe court à nos supputations :

"Même si le SDF décide aujourd'hui d'aller au gouvernement de M. Biya, ce qui ne peut d'ailleurs pas arriver. Mbah Ndam n'ira pas"

Une telle bravade est digne du général du deuxième front (parlementaire), mais il y a d'autres généraux dans le SDF qui n'écartent pas la possibilité d'ouvrir, sous certaines conditions , le troisième front (gouvernemental). Le Secrétaire Général du SDF T. Asonganyi est des ceux - là :

"Si M. Biya nous dit aujourd'hui : "mes frères, je me suis rendu compte que je me comportais en irresponsable ; asseyons-nous ensemble et formons un gouvernement de transition de deux ans pour pouvoir remettre notre pays sur les rails", le SDF pourrait , bien sûr , discuter . Là , c'est la seule condition pour le SDF de gouverner avec le RDPC. A part cela, il n'y a point d'autre situation qui pourrait amener le SDF à se joindre au gouvernement du RDPC pour exécuter des programmes concoctés par le RDPC".

Avec l'entrée de l'opposition-radical à la SDF au "gouvernement d'ouverture ou d'union nationale" de Paul Biya, le Renouveau pourra objectivement décréter la fin de son opposition . Et un bon retour au parti unique !

Yaoundé, le 30 juin 1997

Texte 14 :

**TENTATIVE DE COUP D'ETAT AU BUREAU
DU COMITE DIRECTEUR DE L'UPC**

*Autopsie d'un complot au sein de la session dévoyée
du Comité Directeur des 5 et 6 juillet 1997 au foyer Njo Njo
à Douala. A travers sept soi-disant résolutions.*

**Résolution n°1 portant sanction à l'encontre de certains
membres du Comité Directeur**

Si tu as été parmi les membres du CD sélectionnés
par le SG/A Daniel Moukouri, tu as dû lire sur ta convocation
deux points à l'ordre du jour :

- 1) Bilan des activités de l'UPC du 18 janvier
au 4 juillet 1997
- 2) Divers

Tu te souviens que c'est peu après 14h30 -ce samedi
5 juillet- que la réunion a commencé avec le mot de
bienvenue d'Esaïe Toko Mangan, "Président" de la section
hôte fictive de Douala-Centre . Depuis 8h30, 32 camarades-
membres du CD inscrits sur une liste additive, attendaient
hors de la salle de réunion . Parmi les "refoulés", il y avait un
grand nombre de camarades de l'ex UPC-MANIDEM. La
session du Comité Directeur des 18 et 19 janvier 1997 à
Yaoundé avait voté une résolution demandant la dissolution
de l'UPC - MANIDEM dans un délai d'un mois. Cette
dissolution eut effectivement lieu le 2 février 1997 lors d'un
Congrès extraordinaire de l'UPC-MANIDEM.

Le 17 février 1997, le procès verbal de dissolution a été déposé à la Cour Suprême. A la réunion du Bureau du 8 mars 1997 présidée par le 2^e vice-président (Mme Ngapeth), le dit procès-verbal fut remis au Bureau de l'UPC.

Ce qui devait être qu'une simple formalité d'information du Comité Directeur par son Bureau (l'effectivité de la dissolution de l'UPC - MANIDEM et l'intégration de facto des ex-membres au CD) s'avéra un subterfuge de la bande des 4 (Ndeh Ntumazah, Toko Mangan, Mme Ngapeth, Daniel Moukouri) pour tenir hors de la salle de réunion des camarades fidèles aux textes et à l'esprit du II^eme Congrès Unitaire de septembre 1996. Ce "préalable" traînera jusqu'à 18h...Pour rien.

Alors que chacun s'attendait à un rapport politique du Président National Ndeh Ntumazah, ce dernier se lança plutôt dans une diatribe venimeuse contre certains membres du secrétariat politique. Tu as alors entendu la voix d'un chef comploteur qui, à coups de mensonges les plus éhontés, accusait de tous les maux, ses collègues dirigeants à noyer ... Ce que tu ne sais pas, c'est qu'à cette réunion, tout responsable de département au Bureau devait présenter un rapport d'activités. Tu n'as suivi que trois rapports (sur au moins une vingtaine, à savoir celui du Secrétaire National à l'Organisation, celui du Trésorier Général et celui du Secrétaire National à l'Education politique). Il n'y eut pas de débats.

Le Président Ntumazah s'empressa de reprocher au SNO, Moukoko Priso, de pécher par trop de zèle au travail ; au TG, Samuel Mack-Kit, on lui fit grief de dépenser de l'argent que le parti n'avait pas. La coupe des récriminations

était pleine pour le Secrétaire Général, Michel Ndoh, premier homme à abattre pour la bande des 4.

A trois heures du matin , Michel Ndoh claqua la porte au nez des comploteurs non sans les avoir mis en garde contre la dérive crapuleuse du Comité Directeur...On pouvait alors passer au scénario du complot.

Une pause fut décrétée afin de mettre sur pied une soit-disant commission constituée à l'avance de comparses devant apprécier le travail du Bureau (travail non présenté et encore moins discuté). Jusqu'à 10h (matin du 6 juillet), ce fut la mascarade des votes préfabriqués avec "l'automatique destitution 57" : en dehors du SG Michel Ndoh "destitué " à 85 voix pour, les quatre autres "destitués" l'étaient autour de 57 voix !

Si tu es honnête et si tu es resté éveillé toute la nuit, voilà ce qui s'est effectivement passé les 5 et 6 juillet au foyer Njo Njo de Douala.

Pour "réussir" grossièrement leur coup , la bande des 4 a mis en branle des manoeuvres visant à occulter tout débat sur "les activités de l'UPC du 18 janvier au 04 juillet 1997". Et notamment le bilan critique de la participation de l'UPC aux législatives de mai 1997.

Une session du CD qui se déroule après les législatives et escamote tout débat contradictoire sur les élections, est-ce une session régulière du CD ? Comment peux-tu apprécier leur faux et insolite *"après avoir épuisé l'ordre du jour relatif au bilan des activités de l'UPC du 18 janvier au 04 juillet 1997"* ; ? A-t-on même commencé à exécuter l'ordre du jour ? N'as-tu pas eu l'impression que des dirigeants ayant des choses à se reprocher lors des

législatives ont pris les devants pour désigner des boucs-émissaires ? Le voleur poursuivi qui crie au voleur, quoi !

Pourquoi le laconique "*vu le Congrès Unitaire*" ? Cette imprécision est significative . Depuis 1991, le Mouvement a connu plusieurs "Congrès Unitaires", mais nos comploteurs de la confusion auraient voulu ne pas avoir à mentionner "*IIè Congrès Unitaire des 13-14-15 septembre 1996 à Yaoundé*". Et pour cause : les comploteurs rejettent purement et simplement les acquis et les décisions du II è Congrès Unitaire, le plus grand événement de la politique nationale en 1996. Es-tu prêt à les suivre ? Ces comploteurs veulent nous ramener à la situation d'avant 1992.

Depuis septembre 1996, l'UPC est une et jalouse de sa personnalité difficilement conquise et toujours à conquérir face à ses destructeurs de l'intérieur et de l'extérieur. Si le chasseur de serpent qui t'a charmé en septembre 96 t'invite aujourd'hui à t'allier au python, accepteras-tu ?

"Vu l'article 22 des statuts de 1952 de l'Union des Populations du Cameroun ; vu l'article 17 des statuts de 1952".

Nos comploteurs semblent être des piètres fabulateurs. Pour eux , il ne s'est rien passé les 13 - 14 - 15 septembre 1996 au palais des Congrès à Yaoundé. Ndeh Ntumazah et Michel Ndoh n'ont rien déposé le 25 septembre au MINAT. La bande à Ntumazah nous ramène non pas en 1992 mais en 1952. Précisons que les statuts de 52 sont ceux élaborés en 48 et remaniés par le 2ème Congrès ordinaire de l'UPC tenu à Eséka du 28 au 30 septembre 1952. L'article 30 des statuts de 52 stipule :

"Les présents statuts sont susceptibles de modifications par le Congrès. Les clauses qu'ils renferment sont acceptées dans leur intégralité par tout adhérent du fait même de son adhésion au mouvement. "

C'est ainsi qu'au II^e Congrès Unitaire de septembre 96 à Yaoundé, les statuts de 52 seront remaniés et adoptés en séance plénière (au matin du 15 au 16 septembre 1996) et déposés au MINAT. Ces statuts sont signés, page par page, par le Président National Ndeh Ntumazah. Le dernier article (37) des statuts de 96 dit :

"Les présents statuts annulent et remplacent ceux adoptés en 1948 et 1952"

Les statuts pour un parti, c'est comme la constitution, loi fondamentale d'un pays. Ce sont les statuts qui confèrent aux "instances" et aux "fonctions" leur légitimité et leur légalité propre.

Un vrai Upéciste ne doit pas avoir vis-à-vis des textes un rapport fétichiste. Peux-tu te reconnaître dans ces dirigeants qui utilisent les textes quand ça les arrange et les ignorent selon les besoins de leur cause ? Si ces dirigeants-comploteurs fétichistes prenaient la peine de lire notre texte fondamental (statuts de 96), ils apprendraient que la toute première condition pour être membre de l'UPC, c'est *"d'en accepter les statuts"* (cf. art 3 des statuts remaniés de 96, et aussi l'art. 3 des statuts remaniés en 52):

"peuvent être membre de l'Union des Populations du Cameroun, les personnes qui en acceptent les statuts..."

En toute logique statutaire, Ndeh Ntumazah, Toko Mangan, Mme Ngapeth (Ngo Biyong) et Daniel Moukouri ne sont plus membres de l'UPC.

Cette bande des 4 qui n'accepte pas les statuts de 96, que diable fait-elle à la direction de l'UPC issue du II^e Congrès Unitaire de septembre 1996 ?

Les remaniements-toilettages des statuts de l'UPC en 1996 se sont bornés à adapter le texte au nouveau contexte constitutionnel du Cameroun (Le Cameroun de 96 n'est plus ce territoire qui devait envoyer des élus aux Assemblées métropolitaines, mais un pays formellement indépendant et structuré en communes, départements, et régions...)

En réalité, les statuts de 96 gardent, parfois à la lettre, le même esprit que les statuts précédents : pour le fonctionnement , les maîtres mots restent : démocratie et collégialité. Ceux qui, aujourd'hui , n'acceptent pas les statuts de 96 sont ceux-là mêmes qui veulent ériger au sein de l'UPC des petites chefferies tribo-sectaires ou alimentaires (sans contrôle de la base) et qui se réservent le droit de marchander le sort d'une UPC devenue marchandise-dot pour un mariage contre-histoire avec le régime néo-colonial de Yaoundé.

Au fait que dit l'article 22 des statuts de 1952 ?

"Entre deux Congrès, le Comité Directeur est chargé de diriger et d'organiser, selon les décisions du Congrès , le travail d'organisation de l'UPC..."

Ceci est repris à l'article 15 des statuts de 96 en vigueur :

"Entre deux Congrès , la session du Comité Directeur est la

plus haute instance de l'UPC. Le Comité Directeur oriente selon les décisions du Congrès, contrôle et sanctionne le travail d'organisation et d'action du Bureau du Comité Directeur. "

Ce qui revient et qui est essentiel pour l'économie des deux versions du texte c'est "**selon les décisions du Congrès**". Le Congrès en l'occurrence est le IIème Congrès Unitaire rejeté par la bande des 4. Quelle autorité une session du CD peut-elle avoir lorsque les décisions du Congrès , la plus haute instance souveraine du Mouvement, sont bafouées?

A l'UPC, le Comité Directeur est une institution respectée ; encore faut-il qu'elle soit respectable; les 5 et 6 juillet 97, la bande des 4 nous a fabriqué une session dévoyée du CD, (entendez, cette fois-ci, Complotteurs Déchaînés !). Dans l'article 17 des statuts de 52, il est question des sanctions liées à des actes d'indiscipline :

"Tout acte d'indiscipline entraîne les sanctions suivantes :

a/ A l'égard d'un organe dirigeant : destitution et remplacement par une direction provisoire désignée par l'échelon supérieur jusqu'à la décision de l'Assemblée de l'échelon correspondant ;

b/ A l'égard d'un membre : blâme public, suspension temporaire, destitution de fonction et exclusion. Ces deux dernières devant être ratifiées par l'assemblée de l'échelon correspondant pour être valables. "

L'article 24 des statuts de 96 reprend à la lettre l'article ci - dessus . Les comploteurs se sont appesantis sur l'alinéa b/ (pour eux alinéa 2) parce qu'ils visent particulièrement "*certaines membres*" du Bureau ; alors que l'alinéa a/ correspond mieux à ce cas d'espèce où de lourdes présomptions de défaillance, voire de trahison pèsent sur tout le Bureau en tant que tel. Ne penses-tu pas qu'il eût été convenable que le Bureau du CD démissionnât en bloc en commençant par son Président Ndeh Ntumazah ?

La recommandation n°1 du 20 décembre 1955 est relative à l'organisation et au fonctionnement du Mouvement dans les nouvelles conditions de la clandestinité. Ce texte de base connaîtra sous la plume de Um Nyobè un "Développement " sous maquis (9 septembre 1958), quatre jours avant l'odieux assassinat du Mpodol africain.

C'est donc faire preuve de fétichisme aveugle que d'en appeler à ce texte d'importance rien que pour couvrir les turpitudes d'une bande de dirigeants au passé trouble et au militantisme de collaboration servile.

Le IIè Congrès Unitaire de septembre 96 devrait opérer une sorte de rupture politico - historique dans l'existence des Upécistes de toutes les sensibilités, à tel point que la dynamique unitaire couvrirait d'amnistie les fautes, les manquements et les haines du passé.

Désormais, on devrait juger les camarades non sur ce qu'ils étaient, mais sur ce qu'ils ont fait pour ou contre le Mouvement, après septembre 96. A établir notamment les responsabilités des uns et des autres lors des législatives de Mai 97. Force nous est de poser à la bande des 4, les questions que les militants se posent :

A Ndeh Ntumazah :

- Tu te demandes souvent qui t'a fait "Président National de l'UPC ? Ce n'est certainement pas ton vieux complice et éternel concurrent Isaac Tchoumba Ngouankeu ! Foncièrement, tu ne crois pas à l'unité des vrais Upécistes, car tu préfères fouiner dans les poubelles de l'histoire avec tes amis, crypto - Upécistes de la onzième heure.

- Les pleins pouvoirs accordés au Ministre Toko Mangan pendant les législatives de Mai 97 servaient à donner zéro député à l'UPC qui porte l'initial de ton nom, et la majorité absolue au RDPC . Bravo, Monsieur le Président National !

- La dernière interrogation des vrais Upécistes est un conseil : quitte le navire UPC et prends ta retraite parmi tes homologues chefs villageois du Nord - Ouest.

A Esaïe Toko Mangan :

- Devenu 3^e vice - Président par infraction, tu ne rêves que d'être le n°1 de l'UPC de l'ombre et au service du candidat naturel du Renouveau !

- Sache qu'autant est fictive ta section UPC-Douala-centre ,autant éphémère est la grâce gouvernementale.

A Mme Ngapeth :

(Marie - Irène Ngo Biyong)

- Ton long séjour chez les femmes du RDPC a fait que les Upécistes de Makak ne t'ont pas reconnue comme camarade.

- Toi qui fais semblant de mener une chasse hystérique aux "Manidemistes", n'as-tu pas figuré aux municipales de janvier 1996 sur une liste d'un MANIDEM made in MINAT ?

- *Toi, Présidente de l'UDEFEC! Il n'y a que Ntumazah , Mayi Matip et Tchoumba Ngouankeu pour te soutenir.*

A Daniel Moukouri :

- *Toi, l'adjoint par repêchage, éternel intérimaire devant le Renouveau, sache que la scène politique n'est pas une arène de crapules !*

- *Que diront tes frères de Madjebou -en pays Malimba- si avant la fin d'année 97, la promesse d'entrer au gouvernement ne se réalise pas ?*

Ah, quand l'attente du maroquin du Renouveau nous tient , adieu honnêteté ! Et bonjour déception !

En dirigeants disciplinés, les "destitués" auraient pu faire valoir l'article 25 des statuts en vigueur qui stipule :

"En cas de destitution de fonction, d'exclusion, l'intéressé pourra toujours faire appel de la décision y compris devant le Congrès , sans que le recours soit suspensif de l'application de la sanction. "

Mais la session du Comité Directeur des 5 et 6 juillet 1997 a été totalement irrégulière: dans sa préparation, dans son déroulement et dans ses résolutions. Seul un Congrès extraordinaire peut réparer cette tentative de coup mortel monté par un quarteron de dirigeants contre l'UPC.

Résolution n°2 portant réajustement du Bureau du Comité Directeur

Pour les comploteurs, on "sanctionne" d'abord et on cherche les motifs après, des motifs cousus de fils blancs et foireux à l'examen minutieux . Une atmosphère kafkaïenne : l'accusé désigné reste coi jusqu'à ce que le verdict tombe, automatique , tel un couperet...

Dans la résolution n°1, il y 'a :

"Considérant que les camarades défaillants doivent être écartés des postes dirigeants et remplacés démocratiquement dans leurs fonctions"

Dans la résolution n°2, on lit :

"Le Comité Directeur donne charge au Président de l'UPC de lui proposer à la sanction du dit Comité Directeur , une liste consensuelle de candidats parmi les membres du Comité Directeur pour réajuster le Bureau du Comité Directeur avant clôture de la présente session. "

Apprécies-toi même la procédure de la fameuse session du CD qui transforme le Président National de l'UPC en un vulgaire chef féodal qui agit à la manière consensuelle en vigueur à l'école du Renouveau (tribalisme, népotisme, clientélisme).

Résolution n°3 portant annulation des sections régionales installées sur la base d'un guide-circulaire non-adopté par le Comité Directeur de l'UPC

Le Guide-circulaire en question porte sur l'implantation et l'organisation de l'UPC à la base, au lendemain du 2^e Congrès Unitaire de septembre 96. Il a été présenté par le SNO Moukoko Priso qui s'est inspiré du "Développement de la Recommandation n°1" du 9 septembre 1958, le texte ultime écrit sous maquis par Um Nyobè. Ce document de 16 pages (le Guide-circulaire), nouvel instrument de travail d'organisation adapté aux circonstances nouvelles, devait être co-signé par le Président Ntumazah , le Secrétaire Général Michel Ndoh et le Secrétaire National à l'Organisation Moukoko Priso. Le Président Ntumazah s'est rebiffé pour laisser apparaître le Guide-circulaire comme l'affaire du duo Ndoh - Moukoko (ex-dirigeants de l'ex UPC-MANIDEM).

Et tous ceux qui sentaient qu'une organisation rigoureuse et démocratique ruinerait leurs marges de manoeuvres politiciennes, se sont ligués contre le guide. Et un clan pour chahuter l'auteur du Guide s'est organisé.

Si tu reconnais que le problème de l'organisation est le problème actuel n°1 de l'UPC , ne vois-tu pas qu'il y a manifestement volonté de nuire que de décider d'annuler ce qui a été bien fait, même par un "diable manidémiste" ? Peut-on s'y prendre autrement si l'on veut détruire l'UPC ?

Résolution n°4 portant sur les sanctions des militants de l'UPC qui ont mené campagne contre l'UPC lors des dernières législatives du 17 mai 97

Le Président Ntumazah s'est farouchement opposé à toute concertation du Bureau sur les législatives avant les résultats officiels . A la réunion du 14 juin 97 , le SGA Daniel Moukouri (en l'absence du SG Michel Ndoh et du SNO Moukoko Priso) a affirmé, péremptoire, que le Bureau n'existait plus !

En dehors des articles et autres pétitions signés par des cadres et des militants de base, il n'y a pas eu de débats contradictoires sur l'évaluation de la participation de l'UPC aux législatives de mai 97.

Il se pose ici un problème de culture politique : on veut "*sanctionner des militants de l'UPC qui ont mené campagne contre l'UPC*", mais a - t - on seulement constitué une commission instruisant les dossiers disciplinaires au sein de laquelle sont entendus les mis en cause et leurs défenses ? Pour enfin tenir compte de l'article 13 du règlement intérieur de 1953 (encore en vigueur en attendant son remaniement) :

" Les peines varient entre les simples avertissements et l'exclusion définitive en passant par :

- a/ les blâmes simples*
- b/ les blâmes avec inscription au dossier*
- c/ les blâmes avec publication à la presse*
- d/ suspension des fonctions*
- e/ l'exclusion temporaire pour une durée allant de 15 jours à 3 mois*
- f/ l'exclusion définitive.*

La suspension des fonctions et toute exclusion feront l'objet d'une publication à la presse"

Peux-tu suivre la dérive des comploteurs qui veulent instaurer dans l'UPC la pratique du soupçon, de la délation et des médisances ? Quelles peines, selon toi, encourt un Bureau du CD qui a saboté l'organisation des "primaires", choquant ainsi toute la base militante (Ndeh Ntumazah a refusé de signer la lettre - circulaire à cet effet) ?

Quelle peine encourt un Président National qui hésite (euphémisme!) de s'engager dans la bataille électorale prescrite par le Congrès ? Quelle sanction contre un Président National qui donne les pleins pouvoirs à un troisième vice-président - membre du gouvernement RDPC ? Que dire d'un SGA Daniel Moukouri qui n'est pas un analphabète ! - qui confond une photocopie d'une copie d'acte de naissance datant de 1968 à une copie d'acte de naissance de moins de 3 mois ?- Est-ce que la bande des 4 a le pouvoir de prendre langue avec le pouvoir RDPC sur le dos du peuple upéciste? Selon toi, toutes ces "bavures" profitent à qui?

Résolution n°5 portant sur l'unité de l'UPC

C'est l'hommage du vice à la vertu. Comble d'hypocrisie où les fossoyeurs du Congrès Unitaire en appellent à "**une unité**", c'est-à-dire l'unité commanditée et qui arrange les affaires du Renouveau, l'unité de tous ceux qui veulent se retrouver dans l'alliance du serpent.

L'unité prônée par Um Nyobè que les comploteurs citent à tort et à travers , est l'unité en lutte rescelée en septembre 96. Es-tu prêt à briser cette unité en lutte et à te retrouver dans la situation d'avant Octobre 92 ?

Nos comploteurs défaitistes se sont alignés sur la *"Reconnaissance de fait des deux UPC par le régime"* ; est-ce là la thèse défendue au II^e Congrès Unitaire ? Peut on encore aujourd'hui rêver d'une *"collaboration fraternelle"* entre l'UPC et le RDPC ? Les comploteurs utilisent les termes de Ruben Um Nyobè hors de leur contexte pour un usage collaborationniste.

Sais-tu enfin qui est à la tête de leur commission pour "une unité" ? Un certain Théodore Mayi Matip !

Résolution n°6 (sans titre)

On entre ici dans un épisode policier où le spécialiste au bureau des comploteurs déchaînés (C.D.) va tendre un faux traquenard administratif aux "Manidemistes" diabolisés : le procès verbal de dissolution de l'UPC-MANIDEM déposé à la Chambre administrative de la Cour Suprême, n'a pas de numéro d'enregistrement.

Si tu n'a pas été, comme moi, membre de l'ex UPC-MANIDEM (effectivement dissoute le 2 février 1997), posons-nous la vraie question politique : pour quels intérêts des camarades élus au II^e Congrès Unitaire à des postes-clé du secrétariat politique du Bureau du Comité Directeur de l'UPC ont-ils à conserver leur ancienne structure ? Que l'on

t'explique comment un cavalier-officier au lieu d'enfourcher son cheval de bataille préférerait monter sur un âne mort !

Décidément, chez les politicards, le bon sens est vraiment la chose la moins partagée. Quel sens accorder à cette réponse (aux comploteurs) du greffier en chef de la Chambre Administrative de la Cour Suprême ?

"A ce jour (30 juillet 1997) la Chambre Administrative n'a été saisie d'aucune requête en dissolution de l'UPC;". Faut - il entendre que c'est la dite Chambre qui dissout les partis politiques ? et Toko Mangan de répondre dans la presse :

"L'UPC - MANIDEM connaît jusqu'à ce jour une existence légale au Cameroun . Et Michel Ndoh et Cie ne sont que des faussaires à poursuivre. "

Eh bien, un bon procès en diffamation en perspective !

Au delà de ce vrai-faux problème prétexte de l'UPC-MANIDEM, il y a depuis septembre 1996, le procès de deux lignes politiques en compétition : l'une légitime parce que fidèle aux décisions et résolutions du Congrès Unitaire ; l'autre sans consistance politique et où se recrutent tous les aigris et déçus du Congrès qui se laissent séduire par les mirages de la collaboration avec le pouvoir RDPC en place à Yaoundé.

Résolution n°7

Tous ceux qui ont été désignés pour remplacer les dirigeants "destitués" ont un trait commun : ce sont tous des candidats malheureux du II^e Congrès Unitaire, ou simplement , des illustres inconnus, des comparses qui s'agitent dans l'ombre des comploteurs.

Daniel Moukouri vit toujours dans son carême du "Secrétariat Général" : l'adjoint repêché est devenu l'intérimaire ; mais il veut être titulaire à ce poste à la manière de Kodock pour mériter un maroquin tant miroité. Gaspard Mouen , battu in extremis, par Mme Ngapeth (Ngo Biyong) au poste de 1^{er} vice - Président, cognera en vain à la porte du Bureau du CD. Ntumazah lui préférera l'ex - honorable Mandengué Ntonè, secrétaire du Ngondo. Mouen chaussera alors ses pantoufles de comploteur pour tenir les cordons de la bourse (trouée) du parti. Mandengué Ntonè s'est dépassé en "organisation" de la fameuse session des 5 et 6 juillet 97 du CD. Son concurrent de ministre Toko Mangan, à la tête de la section mythique de Douala Centre, a failli faire tout sauter d'un coup de feu. Mandengué Ntonè restera donc "délégué à l'organisation n°1". C'est Stanilas Ouoham, plusieurs fois candidat malheureux aux élections du Congrès Unitaire, qui dama le pion à l'ex-honorable : de délégué n°2, il passera Secrétaire à l'Organisation (entendez Secrétaire National à l'Organisation). En dehors de la vieille dame Ngapeth, le Bureau souffrait d'un manque...et une parente de Ntumazah fit l'affaire : Rose Lonsha..Patrice Kayo, peu régulier aux rencontres upécistes, a-t-il seulement été consulté ?. Et puis enfin, un certain Philippe Oman aux allures de petit flic qui se trouvait en septembre 96 à Makak, lorsque les Upécistes Unitaires étaient à Yaoundé...

Comme il n'y a jamais de crime parfait, Toko Mangan, après avoir chargé le 1er vice - Président Bobo Hayatou de tous les maux (vente des cartes parallèles, Président d'une commission UNDP !) n'a pas pu le faire "destituer" en son absence , pour se placer à la droite du Président Ntumazah handicapé...

P.S. : Les 13 et 14 décembre 1997, le coup crapuleux de juillet se répéta. Le ministre-premier challenger de Biya chef de l'opposition - professeur émérite, Henri Hogbe Nlend , avec ses coups de gueule et les coups de poing de ses partisans (Daniel Moukouri et Toko Mangan) "suspend" Ndeh Ntumazah de ses fonctions de Président - National de l'UPC . Tchoumba Ngouankeu, le Bamileke de fonction devient Président intérimaire. Le 13 avril 1998, sous le couvert du Cinquantenaire de l'UPC, le nouveau tout-puissant Upéciste basa'a, de service, s'intronise Secrétaire Général de "l'UPC-H". Daniel Moukouri , Gaspard Mouen , Etienne Soman sont chassés du cercle des pouvoiristes. Les nouveaux mousquetaires ont noms : Louka Basile, Bobo Hayatou, Mayi Matip, Toko Mangan, Tchoumba Ngouankeu (qui se prend déjà pour le patron de Hogbe Nlend !)

Douala, le 20 juillet 1997

Texte 15 :

UPC - NTUMAZAH : LEÇON D'UN ECHEC

*Par Makek Maurice
Docteur vétérinaire
Cadre UPC*

Dès leur annonce, les élections du 17 mai 1997 sont apparues à certains observateurs comme étant un gros piège tendu à l'opposition camerounaise, ce qui pour l'UPC unifiée, était encore plus évident.

Ainsi, un certain nombre de militants de ce parti ont clairement fait savoir à leur direction les raisons pour lesquelles, dans les conditions du moment, aller à ces élections, était aller droit au casse-pipe.

La première raison avancée par ceux qui étaient contre la participation à ces élections, tenait à l'impréparation du parti, tant au plan interne que du fait de l'action du pouvoir qui a continué, malgré le Congrès de septembre 1996, à entretenir la confusion au sein de l'UPC. La deuxième raison tenait au fait que l'un des objectifs poursuivis par le pouvoir à travers ce scrutin était en ce qui concerne l'UPC :

1- de réduire ce parti à sa plus simple expression par l'émiettement et la tribalisation. Il fallait à travers Kodock et Ntumazah consacrer la division du parti en deux ailes "Basa'a" et "Bamileke" cantonnées dans leurs régions respectives. La tentative de réconciliation du 24/04/97 entre Kodock et Ntumazah sous la houlette du pouvoir, le démontre bien.

2- de se servir de l'UPC comme une roue de secours pour endiguer, si possible, la vague SDF dans la province de l'Ouest et dans les départements du Wouri et du Mounjo.

Pour la direction de l'UPC , une bonne partie de la base du parti et même de l'opinion nationale n'auraient pas compris une décision de non participation au scrutin du 17 mai 1997, d'où la décision d'y prendre part quelles qu'en soient les conditions !

En réalité, les enjeux n'étaient pas aussi simples. Certains avaient fait de cette participation une affaire personnelle qui devrait rapporter gros. Malheureusement, et comme il fallait s'y attendre, les résultats sont à l'opposé de leurs espérances. Il nous semble donc intéressant d'analyser les causes de cet échec et d'en tirer les leçons pour l'avenir. Il y a trois causes fondamentales à l'échec de l'UPC-N aux élections du 17 mai 1997 :

- la première cause tient à la faiblesse de l'organisation du parti pour ne pas dire à l'absence totale d'organisation. Depuis le Congrès Unitaire de septembre 96 à Yaoundé, rien ne fonctionne dans ce parti du fait des intrigues et des blocages divers orchestrés et entretenus par de soi-disant dirigeants, en réalité des ennemis infiltrés au sein du parti.
- la deuxième cause de l'échec tient à la non-application de la ligne politique adoptée par le Congrès de Yaoundé 96 : malgré les résolutions pertinentes du dit Congrès, la Direction du parti a imperturbablement observé une attitude ambiguë vis à vis du pouvoir, attitude faite de collaboration, voire de compromission, sous prétexte de rechercher la légalité sensée être octroyée par le MINAT. C'est ainsi que le parti s'est accommodé de la présence d'un Ministre du

Gouvernement RDPC dans sa Direction. C'est ainsi également que les soi-disant députés du parti ont voté, sans états d'âme, la loi électorale présentée par le Gouvernement, après avoir voté avec le RDPC contre la proposition de loi créant la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Cette absence de politique claire s'est traduite par le spectacle que nous a donné cette Direction lors des investitures des candidats à ces législatives. Les agents du pouvoir infiltrés dans le parti ont tout mis en œuvre pour investir des candidats inconsistants ou ne répondant pas aux critères de la recommandation n°1 de Ruben Um Nyobè, ceci en violation de la résolution pertinente du Comité Directeur du 18 janvier 1997 qui prévoyait des primaires à la base. Au contraire, la plupart des candidats investis ou imposés par le fameux 3^e vice Président, devaient avoir pour principal avantage de ne pas déplaire au RDPC ou contrarier ses plans. L'illustration parfaite de cette politique est la scandaleuse disqualification de la candidature du Secrétaire Général de l'UPC, Michel Ndoh, dans la Sanaga Maritime, sa circonscription d'origine, et le retrait illégal de la liste du parti dans la circonscription du Mungo-Sud.

- La troisième cause de l'échec de l'UPC-N aux législatives tient évidemment aux fraudes massives et aux intimidations qui ont émaillé ce scrutin. Ces phénomènes ont été certainement préjudiciables à certaines listes sur lesquelles le parti aurait pu valablement compter. Malgré les inconvénients évoqués plus haut et au - delà de l'échec, le scrutin du 17 mai 1997 nous semble porteur de leçons qui pourraient être à terme avantageuses pour l'UPC.

- La première leçon est la clarification qui est faite entre l'UPC unifiée et l'UPC-Kodock. Le scrutin du 17 mai

apparaît comme une espèce de référendum entre le groupe Kodock et l'UPC . Sur ce plan en effet, les chiffres des suffrages même s'ils sont ce qu'ils sont montrent clairement que c'est l'UPC unifiée qui est représentative. Le fait que Kodock soit déclaré élu député n'y change rien. De toutes les manières, et pour les besoins de la cause, le RDPC et son régime, à travers la Cour Suprême, ont été obligés de reconnaître la légalité de l'UPC unifiée (voir décision du 14/05/97 de la Cour Suprême). Ce que le MINAT refusait hier sous le nom de UPC-MANIDEM et PSP/UPC, il l'accepte aujourd'hui en consacrant ce qu'il appelle UPC-N et UPC-K. En tout cas , la confusion semble bien terminée, sauf à prendre en compte la nouvelle "UPC - tout - court" que tout le monde a découvert lors de la proclamation des résultats des législatives.

Quoi qu'il en soit, M. Kodock , tout député qu'il est, ne peut plus parler que pour son UPC-K. L'UPC unifiée doit pouvoir s'exprimer désormais sans complexe , en toute légalité, au nom des Upécistes authentiques.

- La seconde leçon du scrutin du 17 mai est la clarification à l'intérieur même du parti. La déroute électorale des infiltrés et agents du pouvoir au sein du parti, va certainement amener ces derniers à quitter le parti, le fonds de commerce ayant tari . Il faudrait en tout cas que la base et les éléments sains du parti les y aident. Il faut que le parti se réorganise rapidement et qu'une ligne politique claire et authentiquement upéciste soit mise en œuvre . Pour cela, il faudrait des changements dans la Direction du parti. L'heure de la relève nous semble arrivée. Il n'y a pas d'organisation viable sans renouvellement des cadres dirigeants. L'UPC unifiée a besoin d'un sang neuf pour mener à bien la nécessaire refondation du parti.

Au delà de l'UPC, l'échec à ces élections qui en réalité n'en étaient pas, est aussi l'échec de toute l'opposition camerounaise. Cette opposition a montré, à travers ces législatives, son incapacité à se rassembler, à faire la politique sur la base des programmes et non sur la base des manoeuvres et des slogans. Car il reste vrai qu'un seul "grand parti", voire deux "grands partis" de l'opposition ne sauraient à l'heure actuelle, conduire seuls, le changement dans ce pays.

L'UPC unifiée, rajeunie et ouverte, doit pouvoir jouer un rôle de premier plan dans ce processus.

Douala, le 12 juin 1997

Texte 16 :

**UPC - N : QUI EST COUPABLE DE FAUX
ET USAGE DE FAUX ?**

*Par Docteur Samuel Mack-Kit
Trésorier Général de l'UPC*

**A - LE FOND DE L'OPERATION DES 5 ET 6
JUILLET 1997**

L'acte posé les 5 et 6 juillet par Ntumazah - Toko Mangan - Moukouri Daniel et quelques comparses, a une double signification . Il s'agissait, ce faisant :

- a/ d'occulter toute analyse des manoeuvres anti-parti de chacun des membres de ce trio lors du scrutin du 17 mai 1997, manoeuvres qui ont été partiellement responsables de la participation peu glorieuse de l'UPC-N aux élections législatives du 17 mai 1997. En effet, une véritable session du Comité Directeur , scandalisée par les actes de trahison de ces dirigeants, aurait été amenée à prendre des sanctions contre eux.
- b/ de préparer l'UPC-N à une opération de type Kodock , c'est-à-dire à conduire celle-ci à conclure une alliance avec le RDPC comme en 1992. Tel est le sens profond de ce qui s'est passé à la réunion des 5 et 6 juillet 1997 à Douala.

B - LES PIETRES JUSTIFICATIFS DE NTUMAZAH - TOKO MANGAN - MOUKOURI DANIEL

Depuis les 5 et 6 juillet 1997, le trio, devant la réprobation des Upécistes et de l'opinion publique change constamment les justificatifs de sa forfaiture. Examinons donc quelques-uns de ces justificatifs.

1 - La résolution de "destitution" des 5 dirigeants :

Selon cette résolution , ces 5 dirigeants auraient été "destitués" pour "défaillance et indiscipline" pour ce qui concerne le Secrétaire Général Ndoh Michel et pour "indiscipline" à propos des quatre autres dirigeants. Qu'en est - il en réalité ?

° Le Secrétaire Général : Ndoh Michel

Au lendemain du Congrès Unitaire de septembre 1996, le Président Ntumazah, par une fausse promesse de coopération loyale à la direction du parti , a endormi la méfiance et la vigilance du Secrétaire Général et s'est constitué un Secrétariat Général parallèle et occulte dont Moukouri Daniel est devenu le responsable. Telle est la réalité.

° Le trésorier Général : Samuel Mack-Kit

Depuis le Congrès de Nkongsamba en 1991 , l'UPC dirigée par Ntumazah n'a jamais établi et présenté un bilan financier de l'activité du parti, semble-t-il .

Ainsi, depuis 5 ans , l'Upéciste de base a toujours ignoré quelles ont été les recettes du parti et d'où provenaient-elles et comment elles ont été dépensées.

Or, depuis le 2^e Congrès Unitaire de septembre 1996 à Yaoundé, le Trésorier Général, S. Mack-Kit, a établi et rendu public, 7 bilans financiers concernant :

- L'activité du parti au Cours des trois trimestres (septembre - décembre 96; janvier - mars 97 et avril - juin 97).
- Des manifestations ponctuelles : meeting du 30 Novembre 1996 à Douala, Session du Comité Directeur des 18 et 19 Janvier 1997 au palais des Congrès à Yaoundé. Réunion des membres du Comité Directeur, les 5 et 6 juillet 1997 au foyer Njo Njo à Douala.

Chacun de ces bilans comporte l'origine des recettes et l'objet des dépenses. A côté de ces bilans, le Trésorier Général a tenu à jour et a rendu publiques les listes de cotisants de certaines actions ponctuelles. La transparence de la gestion financière réclamée par les Congressistes de Yaoundé en septembre 1996, est devenue effective. Cela n'est pas du goût de certains dirigeants de l'UPC - N. Par ailleurs, l'article 29 des statuts de l'UPC dispose :

" les trésoriers sont responsables personnellement devant leurs Bureaux respectifs, des fonds qui leur sont confiés. Le Mouvement se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires et de se constituer partie civile contre tout trésorier collecteur, etc. .. coupable de détournements ou de malversations. "

Le Trésorier Général élu au Congrès Unitaire de septembre 96 à Yaoundé où il a bu le cadu, attend donc d'être traduit en justice, si un dirigeant ou un groupe de dirigeants estime que son activité de Trésorier Général est sujette à caution. A défaut, il attaquera en justice pour diffamation,

tout auteur de déclarations visant à porter atteinte à son honneur.

**Le Secrétaire National à L'Organisation (SNO) :
Moukoko Priso**

Au chapitre "Organisation " l'article 6 alinéa petit a/ des statuts de l'UPC , stipule : "les organes locaux de l'UPC sont : *Le Comité de Base ; le Comité Central, la Section Communale ; la Section Départementale ; la Section Régionale.* " Les statuts de l'UPC s'adaptent ainsi à la nouvelle configuration administrative de notre pays. Mais , comme ils n'indiquent pas et ne pouvaient pas le faire, comment constituer ces divers organes, il fallait donc une sorte de décret d'application. C'est ainsi que le SNO a proposé et fait adopter , après débat et amendements par le Bureau du Comité Directeur , le "Guide - circulaire" qui indique comment il faut s'y prendre pour mettre sur pied une session communale, départementale ou régionale (nouvelle région).

La double particularité heureuse de ce texte , c'est de permettre à la base de chaque organe de participer effectivement à l'élection de ses dirigeants , d'une part et d'autre part, de contrôler à intervalles réguliers, l'activité de sa direction. C'est le b - a - ba de la démocratie ! Il existe, hélas, à la direction de l'UPC, des dirigeants qui s'opposent à l'exercice de la démocratie au sein du parti. Qui l'eût cru !

Le crime du SNO et de tous ceux qui pensent comme lui, c'est de vouloir la démocratie non seulement au Cameroun, mais aussi et surtout dans son propre parti, l'UPC. Telle est la réalité.

La Secrétaire Nationale aux Organisations Annexes (SNOA): Banyoglog Téclaire

L'article 31 des statuts de l'UPC indique les organisations annexes qui sont : la jeunesse Démocratique du Cameroun (JDC) ; l'Union Démocratique des Femmes Camerounaises (UDEFEC) ; l'Association des anciens combattants et le Conseil des sages. Or , depuis 1954 (ou à peu près), Ngapeth Marie - Irène, la 2^e vice Présidente de l'UPC, est Présidente inamovible de l'UDEFEC. Depuis le 2^e Congrès Unitaire de septembre 96, elle n'accepte pas que "son" UDEFEC soit sous la responsabilité d'une autre femme et surtout, une autre qui voudrait faire vivre autrement et démocratiquement l'organisation des femmes de l'UPC. Elle (Ngapeth) voue donc à Banyoglog Téclaire une antipathie tenace qui n'a rien à voir avec la camaraderie et encore moins avec la fraternité qui fait partie de la devise de l'UPC.

Le Délégué à la Recherche de l'Histoire de l'UPC : Victor Kamga

A propos du professeur Kamga (dans le civil, Victor Kamga est professeur de Philosophie), le Président Ntumazah a confondu collaboration militante et complaisance. En effet, depuis le 2^eme Congrès Unitaire et même peu avant ce Congrès , Victor Kamga a tenté à plusieurs reprises , d'aplanir et à défaut , de relativiser les divergences qu'il constatait entre le groupe Ntumazah et ceux que ce dernier ne cessait de qualifier de "Manidemistes" et en particulier Ndoh Michel, Mack-Kit et Moukoko Priso.

Mais, dans la nuit du 5 au 6 juillet 1997 à Njo Njo, devant les mensonges éhontés (les preuves de ces mensonges sont présentés un peu plus loin) de Toko Mangan et de

Moukouri Daniel, Victor Kamga a rétabli la vérité des événements dont il avait été un des acteurs. Ce faisant , Victor Kamga a objectivement mis à nu les mensonges du trio et, du même coup , lavé Ndoh et Mack-Kit des mensonges proférés à leur endroit par le trio à propos de la préparation de cette "session" du Comité Directeur. Pour le Président Ntumazah , cette attitude de Victor Kamga était un crime de lèse-majesté qu'il fallait absolument sanctionner par une "destitution". Telle est la réalité.

Voici le soubassement réel des prétextes inventés par le trio pour faire éclater ouvertement la crise latente depuis le Congrès.

La raison réelle de cette crise , c'est l'opposition , dès la fin du Congrès Unitaire de septembre 1996 à Yaoundé, qui s'est avérée irréductible, entre ceux qui, en violation flagrante des décisions du Congrès , tentent de mettre l'UPC à la remorque du RDPC et ceux qui sont pour le respect et l'application des décisions de ce Congrès.

2 - Les autres élucubrations du trio et ce qu'elles valent.

Pour ne pas allonger ce texte, nous n'en retiendrons que deux :

"la non dissolution de l'UPC-MANIDEM"

"La convocation d'un Comité Directeur parallèle par Ndoh Michel"

1 - L'UPC-MANIDEM a-t-elle été dissoute ?

Oui ! l'UPC-MANIDEM a été dissoute le dimanche 2 février 1997 au Cours d'un Congrès extraordinaire qui s'est tenu à la permanence provisoire de l'UPC à Douala. Le Président Ntumazah ainsi que plusieurs journaux avaient été invités à ce Congrès extraordinaire. Ntumazah n'est pas venu car il n'était pas disponible.

Le journal *Galaxie* n° 197 du 05 février 1997 a fait un compte-rendu de ce Congrès extraordinaire au Cours duquel le parti politique dénommé UPC-MANIDEM a décidé sa dissolution par un vote. Une résolution de dissolution de ce parti a été adoptée.

C'est tout ce que la résolution de la session des 18 et 19 janvier 1997 du Comité Directeur de l'UPC demandait et rien d'autre. Dans cette résolution, il n'est pas question de la Cour Suprême ou de quelque autre administration que ce soit. Le trio et ses maigres partisans devraient relire la loi n° 90 - 56 du 19 décembre 1990 relative aux partis politiques et prendre quelques informations auprès de ceux qui s'y connaissent, juristes ou non, en matière de fonctionnement des associations et des partis politiques. Cela leur éviterait d'écrire ou de dire n'importe quoi.

En effet, selon cette loi de 1990, un parti politique peut être dissous par le MINAT ou se dissoudre lui-même selon la procédure prévue par ses statuts. Mais en aucune façon, un parti politique ne peut pas saisir par "requête en dissolution" une administration afin d'obtenir d'être dissous.

Après avoir dissous l'UPC-MANIDEM le 2 février 1997, les dirigeants de ce parti (dont Ndoh Michel, Mack-Kit et Moukoko Priso ne faisaient plus partie pour avoir démissionné de leurs fonctions de ce parti depuis le 12 septembre 1996 à la demande de Ntumazah , Moukouri, Bityeki et autres) par souci de transparence, avaient informé la Chambre Administrative de la Cour Suprême ainsi que le MINAT de cette dissolution.

Il n'en a donc jamais été question parce que cela ne pouvait l'être de saisir la Chambre Administrative de la Cour Suprême d'une requête en dissolution.

Aucun dirigeant de l'ex UPC-MANIDEM n'a jamais prétendu cela. Par ailleurs, le trio Ntumazah - Toko Mangan et Moukouri Daniel, devrait faire attention. En traitant Ndoh Michel, Mack-Kit et Moukoko Priso de faussaires et en les mêlant au problème de la dissolution de l'UPC-MANIDEM dont ils ne sont ni dirigeants ni membres depuis leur démission le 12 septembre 1996, ce trio s'expose à être poursuivi en diffamation.

Nous avons apporté la preuve que le parti UPC-MANIDEM a été dissous. Que ceux qui prétendent que ce n'est pas le cas , apportent les preuves de la non dissolution et de l'existence actuelle de ce parti . Nous avons montré pourquoi la lettre de la Chambre Administrative de la Cour Suprême ne saurait être retenue comme preuve de cela. Cette lettre donne une bonne réponse à une mauvaise ou une fausse question.

2 - Ndoh Michel a-t-il essayé de convoquer une session parallèle du Comité Directeur les 5 et 6 juillet 1997 ?

La réponse est : non.

Devant l'absence de la convocation du Comité Directeur signée par le Président Ntumazah, confronté à la disparition de la ville, de Moukouri Daniel, Secrétaire Général adjoint à qui, aux dires du Président Ntumazah, la convocation signée avait été confiée aux fins de multiplication et de diffusion aux membres du Comité Directeur, le Secrétaire Général, Michel Ndoh, avait, dans le cadre de ses responsabilités statutaires, pris un certain nombre d'initiatives à propos desquelles le Président Ntumazah avait été tenu régulièrement informé.

Ces initiatives consistaient en :

- Diffusion d'un communiqué Télé - Radio : le texte de ce communiqué ne laisse planer aucun doute quant à la nature de la réunion à laquelle sont conviés les membres du Comité Directeur.
- Recherche d'un local : un local pour la tenue de cette session du Comité Directeur a été cherché et trouvé. C'était le foyer de l'EEC à la cité - Sic à Basa'a.

Comme on peut lire sur le reçu délivré par le pasteur Njo Njo, gestionnaire de ce foyer, la location a été faite pour le Comité Directeur de l'UPC au coût de 50000 Frs, pour la journée du 5 juillet 1997 et une avance de 10000 Frs avait été versée. Lorsque le 4 juillet 1997, le Président Ntumazah a assuré que la salle du foyer Njo Njo à Bonapriso avait été retenue de façon ferme et qu'en tout état de cause, il n'irait

jamais au foyer de la cité - sic Basa'a, le contrat de location a été résilié d'un commun accord moyennant un dédommagement de 10000frs au bénéfice du foyer de Basa'a. Tels sont les faits :

- Déclaration de manifestation à la préfecture : le Secrétaire Général avait évidemment déposé une déclaration de manifestations auprès de la sous - préfecture de Douala V dont dépend le foyer de l'EEC de la cité - sic de Basa'a. Une "autorisation de manifestation " N°31/AM/ PLI/C. 19. 05/BEAPP en date du 30 juin 1997; lui a été délivrée. Tels sont les faits.

Il n'y a pas eu de réunion au foyer de l'EEC de la Cité-Sic, le 5 juillet 97, parce que le Président Ntumazah ne l'a pas voulu et a préféré le foyer Njo Njo à Bonapriso et aussi parce qu'il ne pouvait y avoir qu'une seule réunion du Comité Directeur de l'UPC ce jour-là. Prétendre autre chose comme le fait le trio Ntumazah, Toko Mangan et Moukouri Daniel, relève d'une volonté consciente de nuire à l'UPC.

C - NTUMAZAH - TOKO MANGAN - MOUKOURI DANIEL, A LA BARRE !

Le trio ci dessus , avec la complicité de quelques comparses, a posé plusieurs actes qui ont terni la crédibilité de l'UPC. Il faudra que ces camarades expliquent publiquement les raisons de leurs actions au cours des événements de ces derniers mois, notamment :

1. Pourquoi le 6 avril 1997, lors de la réunion du Bureau du Comité Directeur pour l'investiture des listes de candidats de l'UPC aux élections législatives du 17 mai 1997, le Président Ntumazah s'est-il opposé avec autant de violence à la liste de

candidats désignés par la base dans le Nyong et Kellé ?

La liste imposée par le Président Ntumazah au mépris de toute collégialité et de la démocratie a eu pour résultat de faire élire deux candidats du RDPC.

Pourquoi a-t-il saboté la liste conduite par le Secrétaire Général dans la Sanaga Maritime et qui avait été régulièrement investie par le Bureau du Comité Directeur ? Le résultat de la liste imposée par le trio a été de faire élire deux candidats du RDPC.

Pourquoi le trio a-t-il saboté la liste conduite par Mandengue Ntonè Ambroise à Wouri centre (Douala Ier - Manoka) ? Le résultat de cette manoeuvre a été de faciliter l'élection de deux candidats du RDPC.

2- Pourquoi le trio s'est-il permis de tenter de changer la liste régulièrement investie par le Bureau du Comité Directeur et conduite par Massoua II Bernard à Wouri - Est (Douala II et IV) ? le résultat de cette manoeuvre a été de permettre l'élection de deux candidats du RDPC.

3- Pourquoi le trio a-t-il apporté des modifications après coup, à la liste investie et conduite par Voungmo Fidèle dans la Menoua (Dschang) ? Cette manoeuvre a eu pour résultat de faciliter l'élection de deux candidats du RDPC.

4- Pourquoi le trio , qui savait n'avoir aucun mandat pour cela, a-t-il accepté le principe d'une négociation avec Kodock à l'insu de la quasi totalité des membres du Bureau du Comité Directeur ? C'est ici l'occasion de remercier le journal **Le Messager** d'avoir publié la lettre secrète du Président Ntumazah au Premier Ministre . Cette publication a causé beaucoup de tort à l'UPC. Mais , c'est un tort mérité dont le

Président Ntumazah est responsable avec son groupe et non le journal qui n'a fait que son travail d'information. C'est au Président Ntumazah et son groupe de s'expliquer publiquement sur les raisons de leur opération ainsi que sur le caractère clandestin de celle-ci. Il est vrai qu'une fois leur forfait accompli et la chose rendue publique, ils racontent que c'est Ndoh Michel et Cie qui devraient les défendre contre **Le Messenger**. Le résultat objectif de l'existence de cette opération a été de faciliter, voire de permettre l'élection de plusieurs candidats de l'UPC.

5- Pourquoi le trio s'est-il opposé à toute prise de position de l'UPC à propos des fraudes massives du RDPC ? Après le scrutin du 17 mai 1997, tous les observateurs, y compris les observateurs étrangers dont les occidentaux, ont constaté et dénoncé les fraudes innombrables et grossières dont le RDPC soutenu par l'Administration, s'est rendu coupable. Tous les partis politiques de quelque importance ayant participé à ce scrutin, ont dénoncé ces fraudes et ont à quelques exceptions près, demandé l'annulation pure et simple de ce scrutin. L'UPC, l'âme immortelle, a été absente à ce rendez-vous ! J'ai mal à ma peau et à mon âme d'Upéciste. Responsables de cette forfaiture, le Président Ntumazah et ses acolytes, pour ne pas avoir à en répondre, ont donc organisé l'escroquerie des 5 et 6 juillet 1997 qu'ils ont appelée session du Comité Directeur.

6- En refusant de faire participer l'UPC avec les autres partis à la réprobation unanime du RDPC à propos du scrutin du 17 mai 1997, ce trio s'est rangé objectivement derrière le RDPC.

Ces quelques faits montrent à satiété la présence permanente depuis au moins 1991, d'une cinquième colonne au sein de l'UPC. De toutes les attaques que l'UPC a eu à

subir depuis sa création en 1948, celle qui se développe contre elle depuis 1991, est sans doute la plus dangereuse, la plus vicieuse et la plus pernicieuse.

Cette attaque vise à déconsidérer l'UPC afin que notre peuple se détourne d'elle. Car les assassinats des chefs upécistes n'ont pas réussi à pousser le peuple à se détourner de l'UPC. Chaque Upéciste véritable doit donc se considérer comme ayant été attaqué personnellement et organiser sa défense en conséquence.

La ligne collaborationniste dirigée par le trio Ntumazah - Toko Mangan - Moukouri Daniel, qui viole les décisions du 2ème Congrès Unitaire de septembre 96 à Yaoundé doit être politiquement battue. Elle le sera.

Douala, le 03 Août 1997

Texte 17 :

NOUVEAU DANGER DE SERPENTS !

*par Moukoko Priso (Elenga Mbuyinga)
Professeur de Mathématiques
Secrétaire National à l'Organisation de
l'UPC*

Si les lois, même souvent mauvaises parce que non conformes aux intérêts du peuple et du pays, étaient respectées chez nous, nous serions à moins de deux mois de l'élection présidentielle, normalement prévue au mois d'octobre 1997. La campagne électorale, la vraie (qui ne se réduit pas à la courte tranche de 15 jours dans les médias d'Etat) battrait déjà son plein : chaque candidat , aidé de ses amis, expliquerait à gauche et à droite , à longueur de journée, les diverses politiques qu'il compte mettre en œuvre s'il était élu, pour sortir le Kamerun du gouffre et les Kamerunais de la misère physique et de l'état de décrépitude morale où ils sont plongés depuis 1960 par quelques trafiquants et parvenus.

Le peuple écouterait tout cela, poserait des questions pour mieux comprendre , afin de se prononcer en toute connaissance de cause le jour du vote. On permettrait aux citoyens non inscrits sur les listes électorales en mai (du fait des fraudes de sous-préfets et chefs de districts aux ordres) de le faire. L'Opposition , en tout cas, demanderait énergiquement et ensemble, qu'il en soit ainsi. Les citoyens dont les cartes d'électeurs ont été " égarés par erreur" en mai, se verraient délivrer leurs cartes, etc.

Or, ce n'est évidemment pas ce qui est entrain de se passer, ou qui va se passer. Il semble que ce soit parce que "le Kamerun , c'est le Kamerun".

RECOMMENCERA-T-ON COMME EN 1992 ?

Par contre, plusieurs éléments rappellent étrangement ce qui s'est passé il y a cinq ans , en octobre 1992.

Le premier : il faut quand même rire un peu, même s'il s'agit de ce rire de profonde tristesse, typiquement nègre et dont parlait déjà Martin Luther King. Le premier élément donc, c'est que, comme en 1992, Gustave Essaka sera probablement candidat : on est ainsi en plein surréalisme, mais c'est comme ça.

La deuxième chose, c'est que le Président Biya attendra certainement le tout dernier moment, pour dire comment tout cela se passera dans la pratique.

En troisième lieu, l'Opposition ira aux urnes, très probablement, avec plus d'une demi-douzaine de candidats, tous plus partisans les uns que les autres, de...*"Ma candidature unique de l'Opposition.."*.

A la date d'aujourd'hui en effet, en dehors de M. Biya, on compte déjà une bonne dizaine de candidats, déclarés, ou menaçants de se déclarer *"si on ne les arrête pas"*. Tout observateur avisé en connaît la liste.

La quatrième chose. Eh oui, car il y a une quatrième chose. Et c'est d'elle que je souhaite parler aujourd'hui. Le reste, également important, nous en parlerons une prochaine fois.

LE SENS VERITABLE D'UN MISERABLE COUP

La quatrième chose donc, qui rappelle 1992, c'est celle-ci : de nombreuses informations confidentielles concordantes, de sources indépendantes les unes des autres, assurent qu'une "nouvelle alliance du RDPC et l'UPC", est déjà signée, dans le cadre des manoeuvres pour l'élection Présidentielle d'octobre 1997. Comme le fit M. Kodock en 1992...

Les responsables upécistes signataires en cachette de cette prétendue alliance avec le RDPC, appartiennent à la Direction de l'UPC issue du 2^e Congrès Unitaire tenu à Yaoundé du 13 au 15 septembre 1996. Ce sont ceux - là même qui ont organisé, en tant que cerveaux, la misérable tentative de coup d'état les 5 et 6 juillet à Douala (foyer Njo Njo) pour écarter de cette Direction de l'UPC ceux des dirigeants dont il est de notoriété publique qu'ils n'accepteront jamais de trahir les décisions et orientations adoptées il y a dix mois au Congrès unitaire par plus de 10 000 Upécistes !

Et le fait que, depuis le 7 juillet au moins, les deux principales têtes du complot parcourent déjà les circuits et cercles de proches, en annonçant à qui veut les entendre, qu'elles seront, ou "toujours ministre" ou " sûrement ministre" en novembre - décembre prochain, ne relève évidemment pas du hasard. Le sabotage des listes UPC (N) aux législatives en mai, notamment en Sanaga Maritime, dans le Wouri, la Menoua, le Moungo - Sud, faisait déjà partie de l'alliance.

Le scénario anti-upéciste est au point : fin août , dans deux semaines, un des cerveaux du complot devrait se faire "investir candidat de l'UPC" à l'élection Présidentielle. Mais à un moment bien choisi et convenu, il se désisterait pour un candidat que chacun peut deviner, "afin de sauver le pays" Et le tour serait joué.

Dans cette affaire, l'objectif du pouvoir, est évidemment avant tout, de discréditer une nouvelle fois l'UPC , afin de l'enfoncer encore plus. Car le RDPC sait très bien que l'électorat upéciste, même appelé (que dis - je, surtout s'il est appelé) par un pseudo- candidat de l'UPC à voter RDPC, ne donnerait pas une demi - voix au candidat du pouvoir en place. Ce n'est donc pas vraiment cet électorat qui est visé par la manoeuvre.

Ce qu'on veut atteindre, c'est ceci : (1°) un tel "désistement" permettrait, lors des fraudes montagneuses (!) qui ne manqueront pas, de proclamer qu'au moins une partie des électeurs upécistes ont voté RDPC ; (2°) cela ferait jaser sur "la nouvelle trahison de l'UPC", et de fait, coûterait de nouvelles plumes à notre parti qui enregistrerait ainsi une nouvelle baisse de prestige aux yeux des Kamerunais.

Voilà l'enjeu essentiel, fondamental, de ce que plusieurs personnes vont encore faire semblant de ne pas comprendre, et appellent "une énième crise de l'UPC"..

CONTRE LE NOUVEAU DANGER DES SERPENTS !

En 1992, plusieurs personnes, y compris des Upécistes, avaient prétendu qu'elles ne savaient pas que la

politique de M. Kodock mènerait là où elle a amené le pays en aggravant les malheurs du peuple Kamerunais.

Pourtant, ceux des Upécistes qui avaient mis en garde contre cette politique étaient taxés "d'extrémistes radicaux, personnes ignorant les réalités réellement réelles du Kamerun", etc, etc

Imaginons qu'en 1997, la même conduite soit attribuée une deuxième fois à l'UPC. Supposons que les Kamerunais ne puissent pas voir clairement, que cette politique n'est pas la politique de l'UPC et des Upécistes, mais celle d'un petit groupe d'affamés infiltrés dans l'UPC. Alors ? Le peuple Kamerunais ne pardonnerait pas cela à l'UPC une seconde fois. Car, comme dit un proverbe Bantu, *"dans la forêt, un même arbre, on ne fait pas son tour deux fois, car c'est alors la preuve qu'on s'est déjà perdu"*.

Tout Kamerunais a sans doute le droit de vouloir être ministre. Encore faut-il savoir pourquoi faire. Mais, vouloir parvenir à ces fins en utilisant d'autres personnes qui ne vous ont pas mandaté pour cela s'appelle une supercherie.

Vouloir devenir ministre du RDPC en se servant de l'UPC est une forfaiture que les Upécistes ne peuvent pas tolérer.

C'est la raison pour laquelle, comme ils le firent en 1956 face au "danger Aujoulat", les Upécistes qui ont à cœur les intérêts de notre pays et des Kamerunais, doivent se mobiliser à fond, sans tarder, et sans atermoiement, contre le Nouveau Danger des Serpents, que le 2^e Congrès Unitaire de septembre 96 n'a pas suffisamment chassés de l'UPC.

C'est absolument nécessaire si l'on veut parachever l'œuvre de redressement de l'UPC entamée, mais inachevée en raison des circonstances, à ce Congrès.

Chaque patriote et démocrate Kamerunais, y compris les très nombreux qui sont en dehors de l'UPC, doit comprendre que la vaste entreprise, programmée et cynique, de destruction de l'UPC à laquelle on assiste, ne concerne l'UPC seule qu'en apparence. Il s'agit en réalité de détruire tout véritable nationalisme Kamerunais.

Tels sont les enjeux.

Douala, le 15 Août 1997

Texte 18 :

**DECLARATION LIMINAIRE DE LA
CONFERENCE DU 18 SEPTEMBRE 1997**

*Par Me Michel Ndoh
Secrétaire Général de l'UPC*

Le Cameroun est à la croisée des chemins. L'exaspération des populations est à son comble et leur patience à bout. D'un moment à l'autre, le pays peut basculer dans la violence, le désordre et l'anarchie. Il dépend du Président de la République et de son Gouvernement de savoir à temps , jusqu'où ils ne peuvent pas aller trop loin.

Depuis l'avènement du multipartisme en 1991 grâce à la lutte ouverte ou clandestine des Upécistes et d'autres patriotes, toutes les élections organisées par le gouvernement ont été anti-démocratiques et inéquitables. Elles ont été caractérisées par l'inéquité des lois électorales, la ségrégation dans les inscriptions sur les listes et dans la distribution des cartes d'électeurs, le bourrage des urnes, l'existence de bureaux de vote fictifs, la falsification des procès-verbaux dans les arrières-salles des préfectures et du Ministère de l'Administration Territoriale, bref , la fraude massive à toutes les étapes du processus électoral.

Après chaque élection, les partis non gouvernementaux et les organismes internationaux, ont élevé de vigoureuses protestations, et dénoncé ces fraudes en vain.

Lors de l'élection présidentielle du 11 octobre 1992, le gouvernement a attendu de connaître la liste complète des candidats, pour élaborer la loi électorale.

S'agissant de l'élection présidentielle du 12 Octobre 1997, la loi électorale n'a été promulguée que le 10 septembre, soit 48 heures avant la convocation du corps électoral et 7 jours avant la clôture du dépôt des candidatures. Cette loi est encore plus inéquitable que la précédente, car elle donne au gouvernement et singulièrement au ministre de l'Administration Territoriale, tout pouvoir pour disqualifier les candidats de l'Opposition pendant toute la période de la campagne électorale, et jusqu'à 48 heures avant le scrutin.

La même loi lui donne aussi le pouvoir d'organiser et de superviser le scrutin, le dépouillement et le décompte final des votes, sans autre contre - pouvoir ni contrôle. Le Conseil Constitutionnel prévu dans la Constitution pour être garante de l'équité des élections tout le long de leur processus, n'intervient que tout à fait à la fin , et simplement pour donner lecture du procès-verbal des résultats électoraux établis par le MINAT.

En signe de protestation contre cette loi et pour marquer un arrêt devant cette dérive vers la régression du processus démocratique, certains partis politiques de l'Opposition parlementaire ont déclaré qu'ils refusent de participer à cette élection , tant que les conditions de transparence et d'équité ne sont pas réunies , en particulier grâce à la création d'une commission Electorale Nationale Autonome ou Indépendante (CENA ou CENI) pour superviser l'ensemble du processus électoral (de l'établissement des listes électorales à la proclamation des résultats) et grâce aussi à l'adoption d'une Nouvelle Loi Electorale Démocratique.

Cette décision est approuvée et soutenue par un grand nombre de Camerounaises et de Camerounais, qui sont

appelés à ne pas rester les bras croisés, et à manifester, de façon active, leur mécontentement.

La détermination des partis appelant au boycott des élections présidentielles, à rompre définitivement avec le système électoral inéquitable, gagnerait davantage en crédibilité si ceux-ci, en même temps, renonçaient massivement dans tout le pays, à tous les mandats électifs qu'ils détiennent en vertu de ce mauvais système électoral.

La rupture ainsi consommée du fragile consensus national qui a jusque là prévalu dans notre pays grâce aux efforts et aux concessions de l'Opposition fait monter aujourd'hui dans tout le pays une tension politique et sociale grave. Si rien ne change rapidement ce climat de tension peut aller en s'aggravant et aboutir à l'explosion pendant ou après les élections.

Le pays qui ploie déjà sous une crise économique profonde, peut être confronté brutalement à une aggravation dramatique de cette crise, à l'instar de ce qui se passe ces derniers temps dans nombre de pays africains frères, victimes eux aussi de la dictature. Et ce sont les populations les plus vulnérables et plus déshéritées (les femmes, les jeunes, les vieux, les paysans et autres débrouillards de ville), avant tout, qui, encore une fois, en seront les premières et principales victimes.

Pourtant, comme le RDPC, ces partis de l'Opposition parlementaire sont issus de l'UNC; pourtant, ils continuent tous, à des degrés divers, la même politique et les mêmes pratiques de l'UNC, ouvertement ou de façon déguisée; ils ont gouverné ensemble depuis 37 ans. Ensemble, ils portent la responsabilité de la situation tragique actuelle de notre

pays. La seule chose qui les oppose aujourd'hui, ce n'est pas le sort des populations ni celui du pays, mais seulement la possession du pouvoir de déterminer la part du gâteau attribué à chacun d'eux. C'est pourquoi, si autour des petits gâteaux des municipales et des législatives, les conflits restent feutrés et sont gérés dans la discrétion, par contre, autour du gros gâteau des présidentielles, ils éclatent nécessairement au grand jour et se règlent par le fer et par le feu.

L'UPC a une autre politique et une autre pratique. Elle se préoccupe avant tout de l'intérêt des populations dont elle reste le meilleur serviteur. La soi-disant session du Comité Directeur à forts relents tribalistes et régionalistes qui, sans aucun débat politique, a, prétendument au nom de l'UPC, accordé son investiture à Monsieur Henri Hogbe Nlend, le 16 septembre 1997 à Yaoundé, pour les élections présidentielles, n'a rien d'upéciste, car elle a systématiquement violé et les statuts en vigueur du Mouvement et ses principes démocratiques sacrés, et son orientation politique que nous a légués Ruben Um Nyobè et que le 2^e Congrès unitaire de septembre 96 a solennellement réaffirmés.

Il n'est pas étonnant que la soi-disant session du Comité Directeur ait été dénoncée en termes acerbes par certains de ceux qui en furent les organisateurs et les principaux animateurs, dès lors que leurs ambitions personnelles ont été déçues.

Parce que le 2^{ème} Congrès unitaire a décidé que l'UPC va participer désormais à toutes les élections, certains veulent s'en servir comme prétexte pour atteler l'UPC à la

remorque du RDPC et de son candidat. L'UPC n'est à la solde de personne et ne s'attellera à la remorque de personne. Fidèle à la décision souveraine de son Congrès, elle est prête à participer à toutes les élections nationales, régionales ou locales. Cette fidélité à la décision du Congrès impose d'être vigilant, d'exercer son esprit critique, de mettre en œuvre ses capacités d'analyse et de synthèse dans toute situation nouvelle, dans le seul intérêt des populations et du pays.

Une élection n'a de valeur que si elle permet aux populations d'exercer leur liberté de choix entre les candidats et les propositions de toutes les parties prenantes, dans des conditions garantissant à tous, les mêmes chances au départ. Dans les conditions actuelles, aucune élection et encore moins l'élection présidentielle prévue le 12 octobre 1997, ne peut avoir de valeur.

Nous appelons, en conséquence, les populations à ne pas servir de faire-valoir à Monsieur Paul Biya, et donc, de *boycotter activement* cette élection. Pour éviter une impasse au pays et afin de permettre aux forces politiques gouvernementales et de l'Opposition, ainsi qu'aux forces économiques, sociales, culturelles et spirituelles de rechercher et trouver ensemble un consensus sur les conditions de participation à une élection présidentielle, et dans ce but seulement, l'UPC propose à tous et demande au gouvernement de reporter la date de l'élection présidentielle au mois de mars 1998.

A cette fin, le gouvernement devrait prendre immédiatement les initiatives nécessaires pour engager les négociations indispensables.

Texte 19 :

L'UPC, LA FILOUTERIE ET L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Par Moukoko Priso

L'Union des Populations du Cameroun (UPC), va-t-elle cesser d'exister ? Telle est l'une des questions essentielles du nationalisme kamerunais à l'heure actuelle. L'UPC serait-elle devenue, ou va-t-elle devenir, une sorte de fille de joie dont peut s'emparer (à peu de frais) le premier aventurier venu, ou le premier flibustier politique qui se présente, depuis tel ministre d'occasion jusqu'à tel spécialiste des "espaces à borner", en passant par toute une faune bigarrée d'affamés prêts à vendre leur âme au "Renouveau" tout en priant Dieu au nom de Jésus-Christ, trois fois par jour ?

Telle est l'interrogation lancinante qui hante désormais tous les patriotes et démocrates sincères de ce pays, qu'ils soient ou non dans l'UPC. Car, en dépit de tout, chacun sait quel rôle et quelle place irremplaçables sont ceux de l'UPC, aujourd'hui et demain au Kamerun, et quels dommages causeraient sa disparition définitive (du moins sans remplaçant équivalent) de la scène politique Kamerunaise.

UN SPECTACLE INDECENT

Une prétendue réunion du Comité Directeur de l'UPC vient de se tenir à Yaoundé les 30-31 Août et 15-16 Septembre 1997. Elle dit avoir investi le candidat du parti à l'élection présidentielle (à résultats connus d'avance) du

12 octobre prochain. Cette réunion et sa décision annoncée sont des escroqueries politiques notoires. D'abord la décision. Elle exprime le fait, sans doute désagréable mais tout de même réel, que la pourriture a gangrené l'UPC à un degré tel que le parti de Um Nyobè et des dizaines de milliers de Héros et Martyrs de l'Indépendance et de la Réunification du Kamerun est, une fois de plus menacé dans ses fondements mêmes .

En effet, primo, le candidat " investi " l'avait déjà été en 1992 pour la dernière élection présidentielle. Or cette année-là le 10 octobre, c'est-à-dire la veille même du scrutin, il s'est éclipsé sans tambours ni trompettes, après avoir pris soin d'utiliser l'investiture à lui accordée, pour signer des alliances abracadabrantes que ses partisans (tribaux et autres) justifiaient par des sophismes politiques plus inconsistants les uns que les autres .

Secundo, depuis ce mois d'octobre 1992, ce candidat n'a jamais pensé à rendre compte de ce qu'il avait fait de la mission qui lui avait été confiée par une partie des Upécistes (à l'époque, l'UPC n'était plus ou alors pas encore unie) .

Mais voici que, bravant les Upécistes et exécutant un plan conçu on sait dans quelles officines, le même candidat, qui a été totalement absent en 1996 lorsque les Upécistes de presque toutes les sensibilités se sont mobilisés pour refaire une unité réclamée de partout et qui fut scellée au 2ème Congrès Unitaire à Yaoundé en septembre de cette année, ce candidat donc, dans une démarche stupéfiante d'audace, revient comme pour narguer le Mouvement. C'est qu'il aurait été invité par fax spécial. Par qui ? Par un "Secrétaire Général par intérim" honoris causa, au sujet duquel tous les

Upécistes restés sains se perdent en questions et suppositions quant à savoir pour qui exactement il travaille dans l'UPC...

Tertio, la fameuse réunion dite du Comité Directeur de l'UPC, qui est sensée avoir investi le candidat, ressemble comme une sœur jumelle à la rencontre séditeuse des 5-6 juillet à Douala (foyer Njo Njo).

Le but de cette dernière en effet, avait été de "sortir du Bureau du Comité Directeur les éléments les plus indésirables" (vocabulaire RDPC), c'est-à-dire les dirigeants upécistes notoirement connus comme fidèles, contre vents et marées, à l'orientation et aux décisions du 2^e Congrès Unitaire de septembre 96 que les comploteurs, soutenus en douce par le RDPC, ont commencé à remettre en cause au sein de la Direction et parmi les cadres, dès la fin des assises.

C'est que ce Congrès avait en effet engagé le processus de re-crédibilisation de l'UPC à nouveau unie, aux yeux d'une opinion Kamerunaise fatiguée des agressions incessantes et infâmes du pouvoir, tout comme des pitreries de certains prétendus opposants sortis du RDPC sans en sortir vraiment.

Au cours de l'une et l'autre réunions en effet, non seulement on garda frauduleusement dehors d'authentiques membres validés du Comité Directeur élus par leur base, non seulement on convoqua les membres "au choix", mais encore le fameux "Secrétaire Général" (honoris causa) a invité de nombreux "nouveaux membres", que ses amis et lui ont nommés, depuis juillet, au Comité Directeur de l'UPC, conformément aux désirs répétés d'un ministre connu égaré dans l'UPC, désir qu'il ne pouvait réaliser aussi longtemps que les "indésirables" étaient encore présents.

Dans l'une et l'autre réunion, ce fut la même atmosphère de rencontre de comploteurs, de rassemblement commandité par les mêmes groupes, d'assemblée conduite en sous - main par le même ministre RDPC égaré dans l'UPC ; le même mépris souverain pour des choses qui sont pourtant le b - a - ba de l'UPC (respect des principes, refus du tribalisme, honnêteté, vigilance, etc..)

Quatrièmement, la question capitale de savoir quelle est la politique à partir de laquelle l'investiture du candidat upéciste est décidée, n'a pas intéressé grand monde dans cette réunion de Yaoundé du 15 septembre. C'est qu'en effet, pour certains, l'heure n'est plus à la lutte avec l'UPC pour la cause du peuple Kamerunais, la cause du pays , du panafricanisme et de la démocratie. Non ! Selon certains, comme Monsieur Anatole (Naoussi), depuis octobre 1996, *"l'heure est à la bouffe et à l'enrichissement : il faut aller aussi manger"* (discours à Bafoussam , fin octobre 1996). Le 15 septembre 1997 à Yaoundé, les efforts de quelques camarades pour qu'il y ait un débat politique sérieux furent vains.

Telles sont quelques unes des raisons pour lesquelles on est fondé à dire que la prétendue décision d'investiture d'un candidat de l'UPC à l'élection du 12 octobre prochain est une énorme escroquerie politique, qui se situe en droite ligne des nombreuses agressions et trahisons qui ont jalonné les 50 ans de vie de l'Union des Populations du Cameroun depuis sa fondation en 1948. Les circonstances et le contenu de cette "investiture" en font quelque chose d'indécent.

UNE NOUVELLE MENACE GRAVE

Pour être une décision misérable du point de vue de l'UPC, cette décision n'en est pas pour autant totalement négligeable.

En effet, de l'avis de plusieurs participants à la réunion, on y a vu s'exprimer, avec une grossièreté sans précédent à l'UPC, les traditionnelles prétentions de certains groupes opportunistes au sein du Mouvement, non seulement à parler "au nom de la tribu", mais encore à se présenter aussi en représentants de "tribus piliers" ayant des droits a priori dans (et sur) l'UPC.

A entendre certains, ce n'est pas "UPC" que Um Nyobè et ses camarades voulaient choisir en 1948 comme abréviation du nom du Mouvement, mais plutôt "UPBB"*...Incroyable, mais vrai !

La réunion du 15 septembre à Yaoundé a été un vrai "festival tribaliste". Les sources les plus variées sont formelles à ce sujet : aussi bien Emmanuel Bityeki (jusque là un des cerveaux du complot pro-RDPC des 5 et 6 juillet derniers, aujourd'hui victime des mêmes grossièretés qu'il contribua hier à injecter dans l'UPC), que des Upécistes sérieux.

Nous savons évidemment que de nombreux camarades ne boivent pas de cette bière là, qu'ils soient de telle ou telle tribu. Car, comme l'a enseigné Um Nyobè aux Upécistes fidèles, *"le tribalisme n'est pas valable en politique"*. Et, plus tard, Moumié, Ouandié et Kingué pouvaient ajouter : *"si des considérations tribales devaient entrer en ligne de compte dans les décisions du bureau du Comité Directeur de l'UPC, il est clair que le regretté Um Nyobè aurait été constamment mis en minorité au sein de notre parti, car il ne défendait pas le point de vue des basa'a. En porte-parole authentique du peuple Kamerunais, il n'agissait que pour les intérêts supérieurs du dit peuple"* (in L'Unique Voie du Succès, 1960).

* UPBB : Union des Population Basa'a Bamileke

Le carnaval tribaliste organisé par un ministre d'occasion du RDPC, qui s'est trompé de parti et s'est subrepticement égaré dans l'UPC, secondé par quelques comparses tenaillés par la faim et qui veulent donc aller aussi manger leur part, va inévitablement aggraver les clivages ethniques au sein de l'UPC. Et cela au moment même où la tâche principale et prioritaire, pour tous les Upécistes fidèles et sérieux, était et reste plutôt la consolidation du parti au triple plan de l'orientation réellement Upéciste (donc populaire et nationaliste) de l'organisation rigoureuse du parti, et de la formation politique renforcée des militants et des cadres upécistes, toutes choses décidées en septembre 1996 par plus de 13000 délégués de la base upéciste au 2ème Congrès Unitaire à Yaoundé.

La candidature de Tchoumba Ngouankeu Isaac, prétendument upéciste elle aussi, annonce déjà le développement de ces clivages ethniques qui ont, c'est évident, pour vocation de concasser l'UPC selon les désirs du RDPC et de tous ceux que le parti de Um Nyobè empêche de dormir tranquillement.

Ce n'est pas par hasard que Tchoumba Isaac s'était déjà auto-proclamé "consul général de l'Ouest", alors que personne ne l'avait chargé de cela (à part une poignée d'affamés). Ce n'est pas par hasard que les hystériques du tribalisme ont trouvé le moyen de nommer deux Upécistes (titulaire et suppléant) soi-disant pour représenter l'Union des Populations du Cameroun, en les choisissant comme ils les ont choisis : si on veut dire ce qui est, il faut dire, sans avoir peur, ni des mots ni des gens, que ce fût là une faute politique grossière dans le Kamerun réellement existant d'aujourd'hui.

En déclenchant, au plus mauvais moment, la plus mauvaise opération anti-parti pour servir la plus mauvaise cause qui soit (celle du RDPC et son pouvoir néo-colonial), l'aile droite du Mouvement ajoute donc une nouvelle menace, grave, à tous les complots contre l'UPC qu'elle n'a cessé d'organiser depuis des années contre le parti de Um Nyobè.

La candidature de Henri Hogbe Nlend apparaît trop grossièrement comme une tentative, par ses commanditaires, pour trouver un échappatoire. Car le complot pro-RDPC qu'ils avaient monté contre l'UPC avait été découvert et éventé. Il consistait à investir un ministre du RDPC égaré chez nous. Mais pour que, peu après, ce monsieur se désiste et appelle à voter pour le candidat naturel du RDPC.

Comme la chose a été annoncée, les comploteurs ont dû changer de tactique. Or, tous les observateurs avertis ont déjà noté la main et l'ombre du fameux ministre derrière l'escroquerie du 15 septembre à Yaoundé.

Face à la grave menace que toutes ces turpitudes font peser actuellement sur l'UPC, nous considérons pour notre part, qu'il est du devoir de chaque Upéciste sain, de se lancer sans hésitation, dans le combat pour sauver l'UPC en vue de sauver le Kamerun.

L'heure est encore venue, pour chacun, de reprendre le flambeau de la lutte contre les "enfants d'Aujoulat" infiltrés dans la maison de Um Nyobè, le combat pour que le sens donné de tout temps à la mort de Um, Moumié, Ouandié, Kingué, Ossendé et tous les héros anonymes, que ce sens soit défendu, protégé et pérennisé. Pour toutes les raisons évoquées ici, et pour toutes les autres, propres au

processus électoral sous le RDPC, les Upécistes fidèles doivent se considérer comme fondés à dire ceci : la prétendue élection présidentielle du 12 octobre 1997 (aux résultats connus d'avance), ne peut pas nous distraire outre mesure. Nous n'y irons pas !

La tâche centrale, pour les Upécistes fidèles, en ce moment , ce n'est pas d'aller servir de faire-valoir au candidat du RDPC pour une élection que les forces du conservatisme ne peuvent envisager perdre.

La tâche centrale des Upécistes fidèles (notamment aux décisions du 2ème Congrès Unitaire qui souleva à juste titre tant d'espoirs populaires), c'est de vite récupérer l'UPC des mains des flibustiers de toutes sortes, et d'engager sa reconstruction pour les inévitables combats à venir.

Douala, le 19 septembre 1997

Texte 20 :

QUI T'A FAIT ROI ?

Par le Docteur Bakang Tonjè

Le 12 Octobre 1997, contre l'avis de l'immense majorité des Camerounais, une petite partie du corps électoral servira d'alibi à M. Biya pour s'autoproclamer à nouveau Président de la République pour une période de 7 ans.

Sur les 10 provinces que compte notre pays, 6 suivront massivement le mot d'ordre de boycott, ceci en dépit des mesures d'intimidation et des pressions des pouvoirs publics. Il s'agit des provinces du Littoral, du Sud-Ouest, de l'Ouest, du Nord-Ouest, de l'Adamaoua, et du Nord. Les provinces du Centre et de l'Extrême-Nord suivront aussi le mot d'ordre, largement dans certains départements. Par contre, le Sud et l'Est seront présentés comme ayant voté pour M. Biya à 100%.

Entre ceux qui boycottent et ceux qui votent à 100% pour Biya, il n'y a pas de place pour les autres candidats agréés par M. Andze Tsoungui, qui sont fatalement réduits au rôle de simples faire valoir.

Le nouveau Président auto - proclamé n'aura aucune légitimité. Il sera isolé à l'intérieur de son pays, où il vivra le moins longtemps possible. Les rares fois qu'il résidera au Cameroun, il s'enfermera à Mvomeka* ou à Etoudi**, et s'intéressera encore moins qu'aujourd'hui aux affaires du pays.

A la moindre occasion, il s'évadera du Cameroun et se réfugiera à l'étranger pour dissiper les ressources nationales dans ses très longs séjours privés. Il sera abandonné des jeunes à qui il n'offre comme perspective que le désespoir ; il sera abandonné par les femmes , condamnées de plus en plus à se trémousser sur les trottoirs et sous le soleil à son passage, pour quelques pièces de monnaie, obligées qu'elles sont de faire face à la lourde tâche de donner et d'entretenir la vie, mais aussi de préparer l'avenir de leur progéniture ; il sera abandonné des fonctionnaires qui ont aujourd'hui mesuré la profondeur de l'ingratitude de ce régime qu'ils avaient pourtant défendu, becs et ongles dans le passé, quitte à s'aliéner l'ensemble de la population et tant qu'ils y trouvaient leur intérêt catégoriel égoïste.

Il sera isolé au plan international, son élection étant déjà condamnée en Afrique, en Europe et en Amérique, à cause de son absence de transparence et son caractère inéquitable. Il passera encore plus de temps à courir derrière les bailleurs de fonds, abandonné qu'il sera par les principaux acteurs de la vie économique, sociale et culturelle nationale. Heureusement pour lui, le ridicule ne tue pas...

*Mvomeka : village natal du Président Paul Biya

** Etoudi : quartier de Yaoundé où est construit le Palais de l'Unité,
résidence du chef de l'Etat

Dans l'armée et la police, beaucoup de cadres et d'hommes de troupe se désolidariseront de la hiérarchie, elle même divisée sur le soutien à accorder ou à refuser à ce régime sans avenir. Cette hiérarchie dont tous les éléments, contrairement aux apparences, ne sont pas les défenseurs zélés du Renouveau, a, semble-t-il, retenu la leçon de l'histoire récente qui montre que soutenir trop longtemps un régime corrompu et en fin de parcours, se paie souvent très cher.

Le Général Mahele, après la fuite de Mobutu, l'a payé de sa vie au moment où, trop tardivement, il s'est décidé à changer de camp.

Pour se maintenir coûte que coûte , le Président auto-proclamé s'appuiera de plus en plus sur une fraction de cette armée, laissant le gros des troupes à l'abandon, sans armes, sans munitions, sans équipements et sans argent...

Cette faction a aujourd'hui le visage de la Garde présidentielle équipée, instruite et encadrée par l'étranger, et dont le seul rôle est de protéger le Président contre l'Armée Nationale du Cameroun. Demain, comme au Zaïre de Mobutu, cette armée dans l'armée se réduira de plus en plus à une seule composante ethnique, l'ethnie d'adoption de M. Biya. Elle aura pour rôle de terroriser les populations. Ainsi, plus il paraîtra fort et fera preuve d'arbitraire et de brutalité, plus le pouvoir de M. Biya sera faible en réalité car, tant qu'il ne procède pas du peuple, tout chef d'Etat n'est jamais qu'un géant aux pieds d'argile.

C'est le peuple qui détient la souveraineté, c'est-à-dire le vrai pouvoir ; il ne le partage avec personne ; de temps à autre, il peut en confier les instruments d'exercice à une Assemblée ou à une personne de son choix. Ainsi , le Président de la République ne détient pas le pouvoir, mais, et à titre essentiellement provisoire, il détient les instruments de l'exercice du pouvoir. Ces instruments peuvent avoir été extorqués au peuple par la force , ou simplement volés ; on parle alors de coup d'Etat ou d'usurpation du pouvoir. Cela semble être le cas de M. Biya à qui le peuple n'a jamais délibérément remis les instruments de l'exercice du pouvoir.

Ces instruments peuvent aussi être confisqués lorsque, après l'expiration du temps imparti pour l'usage, ils ne sont pas loyalement rendus au peuple. Cela semble être encore le cas de M. Biya.

Depuis la promulgation de la loi électorale du 10 Septembre 1997, un fait nouveau et grave est apparu, dont l'importance ne doit pas échapper aux observateurs politiques avertis. En effet, au-delà des conditions et critères imposés par la constitution et la loi électorale, désormais, le Ministère de l'Administration Territoriale a tout pouvoir pour valider ou invalider les candidats à l'élection présidentielle.

En fait, c'est désormais le MINAT qui a le pouvoir d'investir les candidats à l'élection présidentielle ; les investitures des partis politiques n'étant plus que des pré - investitures.

Ce pouvoir est d'autant plus exorbitant que, en cas d'invalidation d'une candidature par le MINAT, le recours devant la Cour Constitutionnelle n'est pas suspensif de la décision du MINAT. Ce qui signifie que tandis que les autres

concurrents entrent en campagne et font campagne normalement , l'invalidé du MINAT ne peut entrer en campagne ni faire campagne comme candidat jusqu'à l'arrêt en appel de la Cour, lequel peut ne survenir qu'à 48 heures du début du scrutin.

Même si finalement la décision de la Cour est favorable au candidat, ce dernier ne peut plus faire de campagne nationale dans les 48 heures qui lui restent, et se trouve ainsi de fait éliminé.

Ainsi , par le jeu de la sélection subtile des candidats investis par le MINAT sur la base de l'arbitraire, ce dernier désigne le futur Président de la République. Il lui suffit pour cela de privilégier un des 3 ou 4 favoris et d'aligner en face une flopée de comparses sans aucune envergure politique, complètement dépassés ou impopulaires, ou pire, destinés à désister en fin de campagne au profit du favori, moyennant une rémunération substantielle !

En raison du boycott de l'élection présidentielle du 12 Octobre 1997 par l'ensemble des leaders de l'opposition , le nouveau et immense pouvoir du MINAT n'aura pas pu apparaître dans toute son ampleur. Il aurait pu apparaître par exemple dans le cas où , privilégiant la solidarité familiale, M. Andze Tsoungui aurait validé la candidature de M. Edzoa Titus , et invalidé celle de M. Biya.

Dans ce cas, à moins d'un remaniement ministériel immédiat touchant le MINAT, d'un report des élections ou d'un coup de force militaire, M. Biya aurait été mis hors jeu jusqu'au 9 octobre inclus, et M. Edzoa, du fond de sa cellule ,serait assuré d'être proclamé Président de la République, du simple fait de la volonté de M. Andze Tsoungui. La face du

Cameroun n'en aurait certes pas changé, mais sûrement le destin de certains hommes.

Scénario purement imaginaire ? Pas tant que ça. Rien ne garantit que M. Andze Tsoungui restera éternellement sourd à l'appel au secours de ses frères de sang par fidélité à celui qu'ils accusent de décapiter leurs fils les uns après les autres, dès qu'ils osent lever la tête ! Ainsi, M. Biya, prochain Président auto-proclamé de la République est issu des oeuvres de M. Andze Tsoungui.

En 1992, il avait déjà bénéficié du savoir tricher de ce ministre, très expérimenté en administration néocoloniale. Cette fois, M. Biya a été directement nommé Président par M. Andze Tsoungui le 22 septembre 1997.

Si cette loi électorale se pérennise, dans 7 ans, c'est le MINAT qui va encore nommer le Président de la République. Le Président et le MINAT vont jouer à tu me nommes, je te nomme...à je te tiens, tu me tiens, par la barbichette...Jeux qui ont cours dans certaines maffia, où les alliances se scellent dans des pactes de sang...du sang des concurrents....

Hier Biya a fait Andze, aujourd'hui Andze fait Biya.

Ce dernier, débiteur de Andze pendant les 7 prochaines années, lira chaque jour avec inquiétude dans le regard moqueur du premier, cette lancinante question :

QUI TA FAIT ROI ?

Douala, le 24 septembre 1997

Texte 21 :

**L'ELECTION DU 12 OCTOBRE ET LE MOT
D'ORDRE DE BOYCOTT**

Par MOUKOKO PRISO

Dans quelques jours, le Kamerun est supposé élire son Président de la République. La personne qui pourrait être élue disposera , en principe pendant 7 ans, de pouvoirs exorbitants, largement plus étendus que ceux du chef de n'importe quel pays démocratique du monde.

C'est dire que normalement , cette élection devait donc être considérée comme capitale pour tout Kamerunais. Or, non seulement on peut estimer raisonnablement que, sur environ 8 millions de Kamerunais en âge de voter, il y a à peine 3 millions régulièrement inscrits sur les listes électorales et bien moins encore à avoir reçu leur carte d'électeur ; mais de plus, sur ces 3 millions, un grand nombre répondront favorablement au mot d'ordre de boycott lancé, à son corps défendant, par une partie représentative des forces politiques et morales du pays.

La réflexion et le débat sur ce point (le boycott) vont bon train. Mais il ne sert à rien d'y mêler aux arguments, des injures entre opposants ; car au lendemain du 12 Octobre, il faudra bien relancer le travail de rassemblement des forces qui croient encore à la possibilité et à la nécessité d'un changement véritable dans ce pays.

REVELATION, CONFIRMATION ET SIGNIFICATION

La première chose à examiner froidement dans ce débat, c'est la révélation (pour les uns) ou une confirmation (pour d'autres dont je suis), par les "élections législatives" de mai dernier, du fait majeur suivant : autour du groupe dirigeant RDPC, il s'est constitué , avec vocation de durer, un conglomérat de forces conservatrices, qui sont décidées à garder le pouvoir par tous les moyens. Il paraît qu'il ne faut plus appeler cela une "classe sociale", ou une alliance de classes sociales...Bref.

La dimension massive, généralisée et sans précédent, atteinte par la fraude en mai (même en république bananière...), exprimait en effet la volonté farouche de ces compatriotes de confisquer pour de bon la direction du pays, pour leurs intérêts égoïstes, personnels ou de clans, de classe. Cette dimension énorme a montré, pour ceux qui ne l'avaient pas encore perçu, le ridicule qu'il y a désormais à présenter encore la situation du Kamerun comme le fait du seul M. Biya.

Continuer à présenter ainsi les choses, relève désormais objectivement d'une volonté de préparer le peuple à réduire le changement dont on parle , à un simple changement de Président de la République : c'est donc tromper les Kamerunais. Car il y a aujourd'hui au moins 10 Paul Biya potentiels parmi les citoyens que les médias présentent à longueur d'années comme "Présidentiables".

En réalité, dans les conditions actuelles de ce pays, la signification profonde du mot d'ordre de boycott le 12 octobre prochain, c'est le constat de l'impossibilité quasi -

absolue d'avoir aujourd'hui au Kamerun, une élection fair play et, en conséquence, la profonde futilité à conserver (ou à avoir) l'espoir de changer les choses "comme ça".

Or donc, n'importe quel Kamerunais sérieux sait, au plus profond de lui-même, la chose suivante: s'il n'existe pas, dès le départ, une possibilité réelle, pour chaque candidat, au moins en théorie, de gagner une élection, alors, il ne sert à rien de s'y présenter. Je ne dis pas qu'il faut avoir dès le départ, une garantie absolue de gagner.

Mais il faut qu'au départ, dans une élection sérieuse, chaque candidat ne sache pas que "c'est perdu d'avance". S'il n'y a pas cette possibilité théorique réelle, aller à une élection devient un jeu attrappe-nigauds. Les élections décisives, au Kamerun, ce n'est même plus un "vrai djambo" du genre "take diss loss, take diss win", qui déjà, suscite réserve et méfiance. Elles sont devenues un "djambo pipé, un wôwô djambo " du genre "take diss loss, and take diss loss".

Par une sorte de récurrence intrinsèquement perverse, le même joueur gagne autant de fois que vous jouez, tandis que les autres font de la figuration. Peu, très peu de Kamerunais en doutent désormais.

* Djambo : Jeu de hasard (en pidgin)

**take diss loss, take diss win : prends ceci tu perds, prends ceci tu gagnes (avec 3cartes)

Seulement voilà : les êtres humains ne peuvent pas vivre longtemps sans rêve. Alors, il se trouve que des personnes, soit de bonne foi, soit cyniquement, jouent sur la dimension de rêve des masses kamerunaises. Par exemple, en leur faisant croire qu'au lendemain du 12 octobre, il est possible (!) qu'un candidat autre que M. Biya soit proclamé Président de la république par cette même Cour Suprême qu'on a vu à l'œuvre en juin dernier. Certains laissent les masses croire (ils ne font que laisser croire, bien entendu!) que ce futur Président pourrait même être "notre frère du village, de la tribu, ou de la région ...".

Ou encore, on laisse les Kamerunais croire (on ne fait que les laisser croire, le candidat lui-même ne dit rien, évidemment...) que la France est derrière notre frère; car celui-ci est tellement intelligent qu'il ne se serait pas présenté s'il n'avait pas reçu des assurances certaines et fermes .Etc., etc. et encore, etc.

DEUX QUESTIONS FONDAMENTALES

Arrivé à ce point, chaque Kamerunais doit se poser une première question fondamentale que voici : est-il possible, que les forces conservatrices qui forment le salmigondis réactionnaire autour du noyau dur du RDPC, que ces forces donc, aient opéré les fraudes grosses comme les montagnes en mai dernier, pour accepter tranquillement de perdre, 5 mois après, le seul et vrai centre constitutionnel du pouvoir au Kamerun, à savoir la présidence de la République ?

Poser cette question, n'est-ce pas déjà y répondre? Néanmoins, s'il y a un seul Kamerunais qui répond oui à cette question, je lui concède d'aller voter le 12 octobre ;

nous en reparlerons fin octobre.

Mais si on répond "non, ce n'est pas possible", on doit admettre que seul un miracle imprévisible aujourd'hui, pourrait contraindre M. Biya à laisser sa Cour Suprême proclamer un autre candidat vainqueur du scrutin. Or, il semble qu'en politique, c'est présenter de graves symptômes de sida, que de compter sur des miracles, même quand ils semblent vraisemblables, ce qui n'est point le cas ici.

Alors, il reste une seule possibilité, et c'est l'objet de la 2ème question fondamentale que voici : les forces d'opposition qui ont décidé d'aller aux urnes le 12 octobre 1997, ont-elles pris quelque disposition que ce soit, pour empêcher le coup de force électoral qui, sans aucun doute, ne manquerait pas d'être perpétré si, d'aventure et par un miracle digne de la résurrection, un candidat autre que M. Biya gagnait ?

Si on répond "non" à cette question, c'est admettre qu'on va à un jeu pipé, perdu avant même la partie. Or, répondre "oui", risque fort de ressembler à des "promesses verbales préélectorales". A moins que ce ne soit parce qu'on est adepte de cette illusion profondément kamerunaise, qui consiste à toujours compter, principalement, sur une "aide extérieure" parfaitement imaginaire qui ne viendra jamais, aussi longtemps qu'on prétendra la solliciter pour réaliser un vrai changement nationaliste dans notre pays.

ARRIERES-PENSEES ET DIVERSITES DE L'OPPOSITION

Ceci étant, plusieurs réserves dignes d'examen sont formulées au sujet, non pas tant du mot d'ordre de boycott,

mais sur le comportement de plusieurs forces qui appellent au boycott. On pense ici et là, que l'incohérence de ces forces décrédibilise du coup le mot d'ordre. Ces réserves méritent un examen serein, sans chantage du genre "cela affaiblit le camp du boycott".

Il semble facile et juste de s'accorder sur le fait que, si le SDF, l'UDC et l'UNDP avaient refusé de siéger, du fait des fraudes monstrueuses de mai, à l'Assemblée introuvable du RDPC, le scandale eût été à la mesure de la provocation et du forfait. Il fallait laisser le RDPC seul dans son Assemblée. Cela aurait sans aucun doute placé M. Biya, ses amis et leurs soutiens étrangers maîtres dans l'art de l'hypocrisie politique, dans un embarras tel que l'opposition serait en meilleure position offensive à présent.

Ce n'est donc nullement faire injure à ces partis que de dire qu'ils ont fait preuve d'incohérence politique. Cela arrive à tout parti politique, et l'important est de savoir l'admettre et changer d'attitude.

Mais on doit aller plus loin et tenter d'expliquer aux Kamerunais, pour le futur, pourquoi ces trois partis, qui n'ont pas voulu boycotter l'Assemblée en juin, décident unanimement le boycott en Octobre. Je suggère que la raison est toute simple quant au fond : le boycott était plus facile en octobre qu'en juin.

En effet, réunissez 100 des principaux chefs de n'importe quel parti politique à la veille d'une élection législative : vous aurez au moins 50 à 60 d'entre eux convaincus de pouvoir se faire élire député. Alors, leur demander de boycotter, c'est leur dire : boycottes-toi, toi-même. A plus forte raison s'il est déjà proclamé élu... Tandis

que, pour une élection présidentielle comme le 12 octobre, un et un seul chef peut être présenté et espérer devenir Président. On comprend donc rapidement que pour le groupe dirigeant du parti, sacrifier le candidat aux présidentielles est de loin plus facile que de se sacrifier soi même.

Quelles que soient les raisons avancées par ailleurs, parfois du reste valables, cette donnée essentielle est à la base de la facilité de l'adoption, "dans l'allégresse générale", du boycott du 12 octobre. Et de la facilité incroyable avec laquelle , non sans une bonne dose de cynisme, le même membre de la même direction du même parti vous expliquera qu'il faut boycotter le 12 octobre ("car on en amasse des lois scélérates et des fraudes massives du pouvoir", sic !), alors qu'en juin, il fallait "ouvrir un autre front de lutte à l'Assemblée Nationale" ("car le peuple ne nous a pas élus pour pas y aller", resic !).

Du coup, on voit pourquoi il ne sera pas facile de faire sortir de l'Assemblée ceux des partis d'opposition qui y sont allés. Mais, au vu des raisons qui existent pour le boycott, indépendamment des errements et cohérences de tel parti, de tel ou tel chef politique, peut - on dire, que pour avoir manqué de boycotter l'Assemblée en juin, on doit continuer de rater le boycott en octobre ? Ne serait - ce pas là pratiquer la politique dite du pire ?

Si donc les Upécistes fidèles sont partisans du boycott de cette élection du 12 octobre, ils ont leurs raisons, même s'ils partagent plusieurs des raisons avancées aussi par d'autres forces (forfaitures du RDPC, ...) Il y a plus de deux semaines que , devant la presse à Douala, nous avons proposé le renvoi, par exemple en mars 1998, de cette élection .

Non pas pour donner 6 autres mois supplémentaires au RDPC et ses complices, mais pour que s'engage enfin un dialogue sérieux pouvoir-opposition, en vue de créer de vraies conditions démocratiques propices à un scrutin régulier et transparent.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Diverses propositions sont avancées par ailleurs, depuis quelques semaines, pour ouvrir des perspectives au pays au lendemain de ce qui se passera le 12 octobre prochain et dans les semaines qui suivront. Les Kamerunais se demandent en effet avec angoisse "où va le Kamerun?" question incontournable que, pour leur part, les Upécistes fidèles posaient déjà sous cette forme dès 1984, il y a 13 ans, à une époque où l'illusion pétrolière bouchait encore l'horizon à beaucoup, qui répétaient sans cesse "y a de l'argent dans ce pays".

Et pour répondre sérieusement à cette question, et à celle de savoir comment en sortir, il faut partir autant que possible de la réalité dans sa diversité actuelle mais aussi à bâtir. Cela nous ramène un peu aux deux questions fondamentales posées plus hauts.

La signification politique de la double réponse négative donnée à ces 2 questions, c'est que les forces du changement n'ont pas encore suffisamment modifié le rapport des forces réel (!) dans le pays, pour prendre le pouvoir. Et aussi longtemps qu'il en sera ainsi, même à supposer que ces forces gagnent aux urnes, les conservateurs

feront des "coups de force".

Les causes essentielles de cette situation sont connues. La conséquence première à tirer de ce constat est à mon avis la suivante : les forces populaires , démocratiques et progressistes, doivent s'atteler à l'incontournable travail de construction d'une opposition véritable, au lieu de perdre un temps précieux à des jeux attrape - nigauds dont la puérilité politique est désormais avérée dans ce pays.

C'est aussi notoire désormais , que tous les partis politiques d'opposition sans exception, sont, chacun, un salmigondis hétéroclite où des patriotes, démocrates et progressistes côtoient divers groupes droitiers venant de l'UNC - RDPC ou s'apprêtant à y retourner. Dans ces conditions, il est difficile d'imaginer qu'un processus de construction d'une opposition véritable parte de l'idée que les partisans du boycott le 12 octobre 1997 seront la base de construction , alors qu'il est limpide comme de l'eau de roche, que bon nombre de ces "boycotteurs" sont d'ores et déjà prêts à se livrer , dès la proclamation de M. Biya comme Président , à des cascades d'apostasies politiques de 1ère classe.

Nous avons besoin d'une épuration, dans l'action, de l'opposition Kamerunaise, à travers la construction d'un Mouvement Populaire de lutte intégrant "les oppositions" actuelles dans leur diversité, en un tout cohérent, au triple plan de l'orientation nationaliste, du programme politique minimal et de l'organisation. La politique d'unité des Upécistes ne prend toute sa signification que si on la place dans cette perspective de rassemblement de toutes les forces populaires et démocratiques.

C'est la tâche centrale de l'heure.

Douala, le 01 octobre 1997

Texte 22 :

**ELECTION PRESIDENTIELLE
DU 12 OCTOBRE 1997**

*Déclaration de Michel Ndoh
Secrétaire Général de l'UPC*

Comme il y a 5 ans, et selon toute vraisemblance, la Cour Suprême s'apprêterait à proclamer M. Biya élu Président de la République du Cameroun pour un mandat de 7 ans, à l'issue d'un scrutin inéquitable, très largement boycotté par les Camerounais et dénoncé à l'étranger.

Une fois encore, la souveraineté du peuple camerounais est bafouée. La majorité des Camerounais se sentent violés. Pour l'UPC, cette élection n'est pas valable, et le pouvoir de M. Biya est illégitime, puisqu'il n'émane pas réellement du peuple.

Au plan national et au plan international, ce pouvoir est déjà isolé. Avec le temps, cet isolement ne peut que s'accroître. Les Camerounais et les démocrates africains et du monde y veilleront.

Pour tenter de s'en sortir, bien qu'ils n'aient pas besoin d'alliés pour voter leurs lois à l'Assemblée Nationale, M. Biya et le RDPC consentiront sans doute des strapontins dans un soi-disant gouvernement d'union nationale à quelques renégats issus des partis d'opposition, en guise de récompense pour leur trahison.

Les vrais Upécistes, les vrais patriotes, les vrais démocrates n'accepteront pas d'entrer dans ce gouvernement. Car, y entrer c'est approuver les résultats d'une élection truquée et trahir la lutte du peuple.

M. Biya et son parti ont voulu avoir le pouvoir absolu, par tous les moyens et ils l'ont pris. Ils doivent désormais l'assumer seuls, absolument seuls.

Les vrais Upécistes, les vrais patriotes, les vrais démocrates resteront donc résolument dans l'opposition.

Il est vrai qu'en systématisant la fraude électorale, M. Biya a fermé la porte à toute possibilité d'alternance par la voie des élections libres et démocratiques. Mais la misère et les souffrances des populations nous interpellent et exigent que nous ne restions pas les bras croisés.

Aussi , pour y répondre réellement, nous devons hâter l'avènement de l'alternance. Et l'UPC appelle les Camerounais à garder espoir et foi en l'avenir.

Tour à tour donnée pour morte du fait de la prolongation du processus de clarification interne, puis considérée comme quantité politiquement négligeable, l'UPC continue pourtant depuis son 2ème Congrès Unitaire à apparaître comme un acteur incontournable de la scène politique nationale. Demain, elle retrouvera son rôle déterminant dans l'avenir de notre pays.

C'est pour tenter de retarder cette perspective que le gouvernement RDPC ne manque pas une occasion de porter des attaques contre l'UPC en s'immisçant dans les affaires intérieures, et notamment en tentant de déstabiliser sa

direction, à l'instar de la tentative de putsch des 5 et 6 Juillet 1997 heureusement soldée par l'échec.

A l'occasion de l'élection présidentielle et dès le 18 septembre, par la voix de son Secrétaire Général , l'UPC a indiqué aux Camerounais le chemin à suivre : celui du dialogue, de l'entente et de la paix sociale, à savoir le report de 6 mois de l'élection afin de permettre la concertation entre le gouvernement et l'opposition en vue d'un consensus sur les conditions de son organisation. Mais le gouvernement n'a pas choisi la voie de la sagesse. Le pays s'en trouve au bord de l'explosion.

D'un autre côté, tout en réaffirmant que notre position en faveur du boycott était politiquement juste, puisqu'il s'agissait de ne pas cautionner la mascarade et la tricherie , force est de reconnaître que de nombreux camarades se sont engagés dans la campagne et cela a, au moins en Sanaga-Maritime et dans le Nyong et Kellé, concrètement contribué au renforcement du processus d'unification des Upécistes.

Afin que la candidature de Hogbe Nlend , qui, il est vrai, était prévue pour servir d'autres desseins, s'avère finalement utile à l'UPC, elle doit clairement s'inscrire dans l'orientation du 2ème Congrès Unitaire et s'intégrer dans la réalisation du programme et des décisions arrêtées par ce Congrès.

L'UPC n'a jamais eu et ne saurait avoir la naïveté de croire que le pouvoir lui serait octroyé par une puissance étrangère.

L'UPC n'a pas non plus la naïveté de préjuger de l'attitude des gouvernements étrangers à l'égard des problèmes de notre pays, simplement à partir de leur couleur

politique ou de leur profession de foi. Car les gouvernements ne se déterminent qu'en fonction de leurs intérêts.

Ainsi donc, aujourd'hui plus que jamais, le grand défi de la souveraineté, de la démocratie et de l'alternance, interpelle le peuple camerounais et l'UPC. Pour y faire face avec succès, l'UPC doit retrouver la maîtrise de l'initiative sur tous les plans et à tous les niveaux. Les conditions préalables à cette maîtrise consistent à :

- consolider son unité acquise au 2ème Congrès Unitaire de septembre 1996 ;
- élargir cette unité à tous les Upécistes sur la base d'une orientation, d'un programme politique et de textes organiques uniques ;
- étoffer systématiquement son organisation unifiée sur toute l'étendue du territoire national ainsi qu'à l'étranger ;
- restructurer méthodiquement et renouveler sa direction ;
- actualiser et mettre en œuvre sa stratégie d'union de toutes les forces patriotiques et démocratiques ;
- mobiliser les masses dans l'action en vue de poursuivre les objectifs nationaux, mais aussi et surtout pour l'amélioration quotidienne des conditions de vie de toutes les populations.

Douala, le 21 Octobre 1997

Texte 23 :

**GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE ?
PARLONS-EN.**

Par Samuel MACK-KIT

Dans un poème intitulé "Liberté", le célèbre cinéaste sénégalais, Sembene Ousmane écrit :

"...Ce pays est nôtre..."

En effet !

Et, comme en écho, dans un poème aussi, intitulé "Voix", la jeune Ntele Daniella, écrit :

*"J'ai entendu des voix,
voix fébriles, voix graves, voix tremblantes de peur,
voix jadis si fières et si féroces,
Que me voulez - vous, voix de mon peuple?
Vous me parlez de Souvenirs,
Je vous parle du présent et de l'avenir.
Vous me criez : "Misère !"
Je vous répons : "Dites, assez de la misère ! "
Vous murmurez : "Nous avons peur de dire assez ! "
Je vous répons : Vous avez pourtant lutté dans le passé !"
..."*

Ces vers de notre jeune compatriote, datent de 1982 ;
comme par hasard, ils ont l'âge du Renouveau !

Après ce qui s'est passé avant, pendant et après le 12
octobre dernier, les voix entendues par notre jeune
compatriote, se demandent :

"Mais qui sont-ils donc , ceux qui ont osé organiser une farce de si mauvais goût dans "ce pays qui est nôtre ? "

Qui sont-ils donc si ce n'est , ceux qui , dans leur jeune âge, du temps de leurs études, ont souvent fui les milieux de tous les jeunes de leur âge qui, au sein de leurs organisations de jeunes, dont la prestigieuse UNEK (Union Nationale des Etudiants du Kamerun), se battaient pour qu'il y ait davantage d'étudiants boursiers et de meilleures conditions d'études ?

Qui sont-ils donc, si ce n'est, ceux qui rasaient les murs des cités universitaires de Paris, de Toulouse, de Lyon, de Marseille, de Bordeaux, de Rennes, etc. en prétendant ne pas faire de politique ?

Qui sont-ils donc, si ce n'est, ceux qui se sont livrés , pieds et poings liés , aux pires ennemis du peuple de "ce pays qui est nôtre", dont la figure de proue, pendant près d'un demi-siècle, a été ce médecin pied noir venu d'Algérie, pour notre malheur ? "Danger Aujoulat ", écrivait alors l'un des plus illustres fils de "ce pays qui est nôtre", Ruben Um Nyobè

Qui sont-ils, si ce n'est, ceux qui, renonçant à toute fierté, dévoyant tout esprit d'équité, ont trahi le peuple de "ce pays qui est nôtre"?

Qui sont-ils donc, si ce n'est, ceux qui , malgré leurs promesses, ont organisé des marches dans tout "ce pays qui est nôtre" contre le multipartisme, ont décuplé leur opposition à la démocratie au point d'obtenir encore, en 1997, lors des élections, des résultats qui ressemblent de façon extraordinaire, à ceux de la période du parti unique ?

Qui sont-ils donc, si ce n'est, ceux qui sont les premiers et principaux responsables des malheurs du peuple de "ce pays qui est nôtre", où les enfants ne peuvent plus aller à l'école, les enseignants ne peuvent plus enseigner, les malades ne peuvent pas se soigner, les médecins ne peuvent pas guérir...?

Oui, les voix de notre jeune poète ont raison de demander.

Qui sont-ils, après tant de méfaits, pour oser laisser courir la rumeur de la constitution d'un gouvernement d'union nationale ? Et pour quelle politique?

A la base de tout véritable gouvernement d'union nationale, il existe toujours, un consensus sur un programme politique minimum qui lie les participants à ce gouvernement. Ceci suppose qu'il y a eu dialogue, discussion et confrontation des différents programmes politiques des divers partenaires, membres de ce gouvernement.

Deux cas de figure et essentiellement deux, commandent et justifient, dans un pays, la formation d'un gouvernement d'union nationale.

1. Le premier cas de figure est constitué par la menace ou par un péril grave contre la Nation entière. Pour faire face à cette situation, il est alors généralement indiqué de rassembler toutes les forces de la nation pour gérer au mieux la situation. Le programme politique minimum dans ce cas, sera donc constitué par les voies et moyens à mettre en œuvre pour la gestion du problème posé à la nation. Dès que la menace ou péril cesse d'exister, le gouvernement d'union nationale cesse aussi toute existence ou alors, un nouveau programme

politique minimum, est négocié pour d'autres objectifs. La menace ou péril grave, c'est souvent pour ne pas dire toujours , une agression violente, c'est-à - dire, de guerre . En ce moment, "ce pays qui est nôtre", n'est pas en guerre . Le gouvernement a décidé de résoudre le problème de Bakassi en justice devant les tribunaux internationaux. Ce cas de figure étant exclu, il n'y a donc pas nécessité d'un gouvernement d'union nationale.

2. . Le deuxième cas de figure se présente souvent lorsqu'il existe une sorte d'équilibre précaire entre les diverses forces politiques dans le pays. Si à la rigueur, on peut penser que c'était le cas en 1992, aujourd'hui, en 1997, ce n'est absolument pas le cas. En effet, il existe en ce moment , un parti qui détient une majorité de presque 2/3 à l'Assemblée Nationale et le même parti a fait élire un de ses membres à la présidence de la République avec plus de 90% de voix. En principe, ce parti domine donc totalement la vie politique du pays et est censé jouir d'une importante majorité politique. Dans cette situation, ce parti n'a nul besoin de quelque alliance que ce soit et encore moins de réaliser un gouvernement d'union nationale.

La constitution d'un gouvernement d'union nationale, n'est pas et ne peut pas être le rassemblement de personnalités venant d'horizons divers pour appliquer la politique d'un parti.

Le RDPC et son Président prétendent avoir remporté normalement et dans la transparence et au niveau où ils l'ont annoncé, les élections législatives du 17 mai 1997 et présidentielles du 12 octobre 1997. Il faut donc qu'ils assument leurs victoires et qu'ils dirigent le pays comme au bon vieux temps du parti unique puisque, apparemment, tel était leur vœu.

Rejetée hors des institutions, l'opposition doit accepter de jouer son rôle. La clarification est nécessaire. Il faut éviter la confusion. Actuellement, le RDPC a besoin de confusion. Il faut donc la refuser.

Il faut donc, refuser d'entrer dans un soi-disant gouvernement d'union nationale pour aller appliquer la politique du RDPC.

Par ailleurs, il faudrait peut-être envisager sérieusement, l'éventualité d'une démission collective des députés de l'opposition qui siègent à l'Assemblée Nationale. En effet, les derniers événements ont montré le peu de cas que le RDPC y fait, des propositions des députés de l'opposition.

Dans le même ordre d'idées, pour bien faire percevoir à notre peuple, l'entière et unique responsabilité du RDPC dans la faillite de la politique économique et sociale dans notre pays, il serait indiqué que les maires de l'opposition, partout où ils auraient été mis dans l'impossibilité d'appliquer la politique pour laquelle ils auraient été élus, décident de démissionner.

Toutes les forces de l'opposition doivent créer les conditions nécessaires pour redonner confiance à notre peuple. Elles doivent se regrouper dans la clarté et s'organiser en tenant compte des expériences du passé afin de mieux préparer les futures batailles.

Si ces conditions minimales sont réunies, l'opposition va redonner confiance à notre peuple et elle sera en bonne position pour s'organiser en tenant compte des leçons du passé et de préparer les futures batailles.

Tout ce qui précède , montre à satiété qu'un Upéciste véritable ne peut accepter de faire partie d'un gouvernement du RDPC. Comme l'avait si bien indiqué notre 2è Congrès Unitaire de septembre 1996 à Yaoundé, entrer dans un gouvernement dans ces conditions , c'est se démettre de facto de l'UPC.

Méditons ces vers écrits en 1977 par le compatriote Matanda :

"
...
*T'en souvient-il mon frère
Tu étais au-dessus de tout
Dans la neutralité la plus neutre
Où tu te vautrais et te complaisais
Et maintenant plus que des larmes
Des larmes amères et une résolution
Lutter, lutter, lutter
Avec l'espoir, la compagnie et la confiance
Que donne toujours
Lentement peut- être
Mais sûrement, mais fermement
Le crabe noir
Sur fond rouge
Du sang rouge
Des martyrs de notre Patrie. "*

Eviter le leurre d'un gouvernement d'union nationale et organiser l'opposition fermement et avec détermination dans ce pays qui est nôtre. Tel doit être le leitmotiv de tout démocrate, de tout patriote aujourd'hui.

Douala, le 10 Novembre 1997

Texte 24 :

LES UPECISTES FIDELES ET LE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE

Par Moukoko Priso

Avant toute chose, il faut aller droit au but : les Upécistes qui restent fidèles à Um Nyobè, Moumié, Ouandié, Kingué et tous les autres, n'iront pas au soi - disant gouvernement d'union nationale dont on parle un peu partout depuis quelques temps. Maintenant, disons pourquoi.

Si l'on s'en tient aux nombreuses informations publiées par toute la presse, M. Biya et le parti qu'il préside seraient entrain d'essayer de constituer un gouvernement d'union nationale, ou "d'ouverture ". On cite même plusieurs noms de personnes pourtant connues comme de l'opposition. Cette affaire, dès lors, est donc un peu sérieuse quelque part.

Par ailleurs, selon le "*Le Messenger*" daté du 10 Novembre 1997, le candidat de l'UPC aux dernières élections présidentielles aurait déclaré devant les journalistes à Yaoundé le 7 Novembre :

"Nous sommes pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Nous sommes prêts pour les discussions, car il faut absolument cohabiter". Très bien.

La question de savoir au nom de qui parlait Henri Hogbe Nlend reste complètement ouverte. Et ce "nous" gagnerait à ce qu'on sache s'il est de majesté, ou alors s'il recouvre un clan ou autre chose. Car une décision comme

celle de participer à un "gouvernement d'union nationale" aux côtés du RDPC, est suffisamment importante pour être laissée à une session plénière du Comité Directeur du Parti.

Or, non seulement il n'y a eu aucune session du Comité Directeur pour en décider, mais encore l'ancien candidat n'est même pas membre du CD. Kodock au moins était "Secrétaire Général..."

GROSSE ESCROQUERIE POLITIQUE DU RDPC

L'idée du RDPC (si elle est de lui) de faire un "gouvernement d'union nationale" en ce moment précis, est proprement stupéfiante.

D'abord, en l'espace de 5 mois à peine, ce parti s'est d'abord autoproclamé vainqueur des élections législatives en fin mai : avec un score qui relève de la fabulation, il s'est donné 116 députés sur 180, soit pratiquement les 2/3 de l'Assemblée. Puis, usant de sa lourde main mise sur l'administration de parti unique, il a proclamé son candidat vainqueur "sans deuxième" d'une élection présidentielle bananière. Il avait déjà nommé et il renommera demain une Cour Suprême/Constitutionnelle à sa dévotion, car "*on va faire comment mon frère?*".

Dans ces conditions, le RDPC a entre ses seules mains tous les instruments d'un pouvoir absolu. Et cette situation ne sera modifiée, c'est évident, ni par un Sénat dont le Président nommera 30 membres sur 100, avant d'en faire élire 30 ou 40 autres par les sous - préfets et les commissions départementales de supervision et patati et patata ; puisque,

n'est - ce pas, *"on va faire comment mon frère? "*, ni par des élections régionales dont l'enjeu est douteux , en raison de l'expérience des municipales qui ont montré que les communes n'ont de fait pas encore le moindre pouvoir...Et si quelqu'un s'amuse encore à boycotter , *"c'est tant pis pour lui, car le RDPC prend tout"*. Bref.

Avec les instruments du pouvoir absolu, le RDPC et ses chefs doivent assumer, absolument, la responsabilité de ce pouvoir absolu. Après tout, s'ils se sont livrés à tant de "choses étranges" lors des scrutins, c'était bien pour exercer le pouvoir, non ?

Que vient donc faire, subitement, un soi-disant gouvernement d'union nationale dans cette affaire ? La manoeuvre est d'une grossièreté affligeante. Il est clair qu'elle est conçue pour diluer la responsabilité du RDPC, et pour faire illusion auprès des amis étrangers, sur une certaine collaboration avec de larges secteurs de l'opinion kamerunaise. Elle captera quelques affamés, qui vous expliqueront de mille et une manières que *"c'est très bien, car il ne faut pas être extrémiste dans la vie, et le radicalisme ne paie pas"*, etc, etc. Plus quelques étourdis et quelques naïfs impénitents, dont la ligne de conduite dans la vie est de toujours croire en n'importe quoi, surtout venant de ceux qui leur ont déjà menti auparavant...

On peut donc légitimement s'étonner que Henri Hogbe semble se laisser prendre.

QUESTIONS GRAVES

En effet, si ce que rapporte "*Le Messenger*" est exact, alors, afin que l'unité des Upécistes soit assurée sur des bases solides, il est inévitable que quelques questions d'une profonde gravité soient posées publiquement.

D'abord, le fait d'investir un candidat de l'UPC aux présidentielles, signifiait-il que ce candidat, non membre de la Direction du parti, se trouvait du coup comme coopté automatiquement dans cette Direction ? Où la décision en a-t-elle été prise, encore une fois, par MM. les ex-ministres et futurs ministres du RDPC égarés dans notre parti ?

Même si le candidat était membre de la Direction, qui, de lui ou de la Direction en tant que corps, aurait le pouvoir de parler publiquement de problèmes de cette gravité, tels l'entrée du Mouvement dans un gouvernement d'union sans tête ni queue et destinée à servir de caution politique à un parti conservateur sans imagination et désormais sans ressources ?

Ensuite, l'ex-candidat se déclare prêt à discuter. Avec qui ? Au nom de qui ? Qui l'a mandaté pour aller discuter de quoi ? Aurait-on envie de refaire " le coup du serpent " ?

En troisième lieu, l'ex-candidat déclare : "*car il faut absolument cohabiter*". Chacun sait que Henri Hogbe a encore sa résidence principale en France. Mais cela ne saurait suffire pour qu'il abuse de l'analogie : cōhabiter, cohabitation, cohabitons...L'analogie n'a jamais été un mode de fonctionnement sûr.

La "cohabitation" est un machin pour le moment typiquement français, inventé par nos amis français, et pour la France. Rien, absolument rien, ne prouve jusqu'ici qu'il puisse marcher pour le Kamerun. Voyons un peu.

En France, un Président de la République, élu pour 7 ans en mai 1995 avec une bonne majorité à l'Assemblée Nationale, décide de provoquer des élections législatives anticipées en dissolvant l'Assemblée. Même ses amis le lui déconseillent, car, disent - ils, c'est risqué, et on est en mai 1997 ! Son parti et lui risquent de perdre ces élections anticipées. Est-ce que, face à ces prévisions de défaite, vous l'avez vu, pour s'assurer la victoire, ordonner à ses sous-préfets et préfets, de trafiquer les listes électorales, de refuser les cartes d'électeurs à des citoyens sous prétexte qu'ils sont de l'opposition ? Non ô !

Il tient à ses élections. Elles ont donc lieu. Il les perd. Son rival à la dernière présidentielle conduit une coalition plurielle qui gagne cette fois.

Est-ce que le Président a demandé à telle ou telle Cour de fabuler et de proclamer des résultats imaginaires favorables à son parti ? Non ô ! Il est obligé, de par la Constitution, de choisir le Premier Ministre (qui là - bas est effectivement "chef du gouvernement") parmi les dirigeants dont la coalition a gagné les législatives. Est - ce qu'il a plutôt nommé un chef de son parti à lui ? Non ô ! Il a nommé le chef de la coalition vainqueur des législatives, son ancien rival à l'élection présidentielle. Alors, les deux cohabitent à la tête du pays.

Maintenant, qui, au Kamerun, imagine que cela va se produire dans les prochaines semaines dans notre pays ? Chacun connaît la réponse.

Je ne pense pas que Henri Hogbe ait "faim" comme d'autres. Alors, s'il veut aller faire je ne sais quoi avec le RDPC, il n'a qu'à y aller tranquillement. Mais en laissant tout aussi tranquillement les Upécistes fidèles reconstruire leur UPC : l'UPC fidèle au combat de Um Nyobe, Moumié, Ouandié, Kingué, Ossendé et tous les autres martyrs et héros.

Nous n'irons pas au gouvernement du RDPC et des forces conservatrices, même s'il est frauduleusement baptisé "d'union nationale".

Nous , c'est-à-dire les Upécistes fidèles. Nous continuons le combat, car sinon "*on va faire comment*" ? **Trahir ! Non ô !**

Douala, le 11 Novembre 1997

Texte 25 :

LE RASSEMBLEMENT DES CONSERVATEURS

Par Moukoko Priso

Le nouveau gouvernement annoncé le 7 Décembre 1997 par MM. Biya et Musongue Mafany, apparaît d'abord comme un gouvernement d'une UNC en voie de reconstitution .

En théorie au moins, il semble clore la période ouverte en 1984 après le coup d'Etat manqué d'avril, et qui était restée ponctuée d'interrogations variées et de rumeurs diverses sur une volonté de revanche de certains. Il veut sans doute sonner le nouveau rassemblement de deux ailes du conservatisme kamerunais, mises en place par Louis Paul Aujoulat, développées par Ahmadou Ahidjo, et un moment séparées sous le Renouveau...

L'heure apparaît comme à un nécessaire rassemblement parce que l'isolement du RDPC faisant cavalier seul, commence à devenir chronique, tend à s'approfondir dangereusement, et risque de poser rapidement de sérieux problèmes politiques et sociaux. A la fois aux conservateurs kamerunais qui eux, peuvent "s'en foutre" avec arrogance ; et aux stratèges des officines étrangères qui eux, sont beaucoup plus malins.

Le fait est que de très mauvais coups se préparent. Par exemple à l'occasion de l'unification monétaire de l'Europe, avec la mise en place de l'euro. En prévision de

cela, pour tenter de sortir doucement de l'impasse globale dans laquelle le Kamerun est plongé, et afin d'enrayer le risque réel d'explosion populaire comme chez certains voisins, l'on a pensé, sans doute, qu'il était temps de cesser les bouderies réciproques entre frères ennemis depuis 1984.

Vue sous cet éclairage, la question de savoir comment il a pu se faire que l'UNDP de M. Bouba Bello accepte de faire partie du gouvernement du RDPC (car c'est bien de cela qu'il s'agit) n'apparaît plus du tout comme entourée du moindre mystère.

RESULTANTE DE LUTTES DE CLANS

En raison des innombrables promesses électorales faites de tous côtés par le candidat proclamé vainqueur de l'élection du 12 octobre (promesses qui, comme chacun sait, n'engagent pourtant que ceux qui y croient" !) la composition même de l'équipe annoncée reflète les difficiles batailles de clans qui ont certainement dû présider à sa formation.

Il est par exemple très difficile de relever que, sur les 35 ministres environ (y compris le premier) et ministres délégués, donc sans compter les chargés de mission et secrétaires d'Etat, eh bien, on en compte pas moins de 13 qui appartiennent visiblement aux clans que le lexique politique kamerunais qualifiait volontiers d'ethniques, et qui sont les plus proches du Président.

En matière "d'ouverture" et de ce qu'on voulait bien appeler "union nationale", il y a donc beaucoup à dire sur l'opération du 7 décembre.

Compte tenu de l'état de délabrement moral avancé

du pays, de la société et du pouvoir, il est permis de se demander, si l'UNDP elle même, comme seul "aiguillon" (à supposer qu'elle veuille jouer ce rôle), pourra secouer suffisamment le glacier du RDPC pour le faire fondre un peu. Cela est d'autant plus douteux, qu'on est obligé de noter la dose véritablement homéopathique de ministères concédés au parti de Bello Bouba.

C'est à croire que ce dernier et ses amis eux - mêmes ne se sont même pas battus du tout pour obtenir une plus grande part du gâteau. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, même s'il est possible d'imaginer que leur accord, dont parle le Président de l'UNDP, comporte des clauses secrètes, que l'opinion kamerunaise ne découvrira que plus tard...

S'EN TENIR AUX FAITS

En attendant donc ce jour lointain, nous ne pouvons que nous en tenir aux faits pour porter un jugement sur l'acte apparemment "insolite" posé par l'UNDP. Il n'apparaît insolite qu'à ceux de nos compatriotes qui ne regardent pas la vérité en face, avec leurs propres yeux en pensant avec leurs propres têtes.

Car les faits, c'est quand même qu'à deux reprises au moins en 6 ans, M. Bello Bouba et ses partisans ont volé au secours d'un RDPC profondément isolé et coincé.

La première fois, ce fut lorsque le pouvoir du RDPC lança son piège de la "tripartite", en octobre 1991. Il était alors à plat, pratiquement à genoux, à la suite de la vaste et vigoureuse mobilisation populaire, sans précédent depuis au moins 20 ans et les combats historiques pour l'indépendance et la réunification du pays : "les villes mortes".

En courant à Yaoundé où l'appelaient les chants de sirènes de Sadou Hayatou agissant au nom de M. Biya empêché (!), Bello Bouba fut un des principaux artisans de la dislocation du regroupement de l'opposition d'alors : la Coordination. A partir de ce moment, le peuple se démobilisa progressivement, avec le sentiment d'avoir été quelque peu trahi, et retomba peu à peu dans le fatalisme et l'attente des miracles traditionnels et modernes...

La seconde fois, est là sous nos yeux. L'UNDP elle-même, ses chefs et sa tête, savent que le boycott de l'élection présidentielle a été un succès effectif. Et que les résultats donnés par la suite relèvent de l'affabulation. L'isolement du RDPC et son pouvoir était donc patent, et appelé à grandir dans le pays et, conséquemment, à l'étranger. Là dessus, le parti de Bouba Bello vole à nouveau au secours, pour la 2^e fois, du RDPC. Ce faisant, il se comporte comme artisan de la dislocation du début de rassemblement de l'opposition qu'ils avaient amorcé avec d'autres partis et forces politiques et sociales. Quand on lui demande des explications à ce propos, sur cet acte grave et, qui plus est, est une récidive, Bouba Bello se contente d'une pirouette dans le style "chacun est libre de prendre la voie qui lui convient" (sic). Evident ! Evident !

Mais on sait qu'il n'y a jamais deux sans trois, selon du moins le vieil adage populaire. Alors, l'opposition se construira, c'est inévitable. Et quand elle se reconstruira, et retrouvera en face d'elle un ensemble de forces conservatrices entrain de se bagarrer à nouveau pour quitter le navire en perdition, il est clair que l'opposition réelle, débarrassée des nombreux transfuges, devra se montrer réservée vis - à - vis de forces comme "le parti de l'opposition responsable". C'est le moins qu'on puisse dire en l'état actuel de la situation.

Le sort réservé à MM. Kodock et Toko Mangan, ainsi qu'à quelques autres comparses upécistes ou crypto-

upécistes qui, comme d'habitude, avaient déjà préparé le champagne pour fêter leur nomination au gouvernement, est suffisamment éloquent pour parler du cas du nouveau ministre de la Recherche Scientifique. Compte tenu de l'état de la science, de la technique et de l'importance que le RDPC et ses amis accordent à ces "choses" là, cette nomination me rappelle surtout Pà Betote Akwa, nommé en 1960 "ministre de la recherche scientifique et technique, chargé des affaires atomiques et spatiales" (sic !).

Le mathématicien bordelais ayant lui-même d'ores et déjà déclaré qu'il n'a *"pas négocié avec le pouvoir en tant qu'Upéciste"*, cela réduit à sa véritable dimension son entrée dans ce gouvernement du RDPC. Laquelle entrée ne saurait engager l'UPC dans les conditions où elle s'est produite, c'est-à-dire sans consultation apparente du parti.

D'un côté, il y a donc la "mangeoire" et ses partisans.

De l'autre, il devra y avoir le rassemblement de tous ceux qui pensent encore que le Kamerun mérite mieux, beaucoup mieux que ce qu'on lui impose depuis bientôt 40 ans. Il n'y a aucun doute, que nous allons et devons poursuivre le travail de reconstruction de l'UPC, tel qu'il a été défini et engagé par le 2ème Congrès Unitaire de septembre 1996.

Nous allons travailler au rassemblement de toutes les forces de gauche dans ce pays, pour relever le défi des forces du conservatisme à nouveau en voie de reconstitution.

Douala, le 08 décembre 1997

Texte 26 :

QUEL GOUVERNEMENT DE QUELLE UNION NATIONALE ?

Par Moukoko Priso

Attendu depuis pratiquement 6 mois, le "grand dada" de ce qu'on nomme parfois "la classe politique" Kamerunaise, et de la presse nationale, à savoir " le gouvernement d'union nationale", vient enfin d'être présenté par ses géniteurs. Il est vrai que certains, plus prudents, préféreraient parler de "gouvernement de large union, ou de large ouverture".

Le fait est là : le fameux gouvernement s'est transformé en gouvernement de l'UNC en voie de reconstitution. Comme au bon vieux temps d'Ahmadou Ahidjo. La personne chargée de la recherche dans l'équipe , voulant sans doute faire honneur à son département ministériel, a déjà découvert que "l'axe Nord-Sud a été maintenu".

En fait de "large ouverture/union", tout s'est passé un peu comme le fameux "large débat" qui, il y a quelque temps, avait fini dans des histoires de "sémantique"...Est-ce là l'union nationale du Kamerun ?

UNE REMARQUABLE ORIGINALITE

Pour comprendre réellement ce que nous venons de vivre le 7 décembre et que nous allons vivre dans les prochains mois, il faut faire un petit pas en arrière.

Le 6 juin 1997, la Cour suprême de notre pays a proclamé des "résultats" des élections législatives de mai. Transportant le pays au royaume de la fabulation, la Cour a déclaré environ 110 députés pour le RDPC sur 180. Elle en a ajouté quelques uns en août, tant et si bien que, finalement, le parti au pouvoir se retrouve avec près de 65% des sièges à l'Assemblée Nationale.

Or, dans la législature précédente, le RDPC n'avait que 88 députés sur 180, soit moins de 50%. Cette situation, en 1992, avait obligé le parti candidat au statut de parti unique, à constituer un gouvernement d'union avec le MDR et un groupe de "mangeurs" se réclamant de l'UPC. On pouvait donc penser, qu'avec sa très confortable majorité après les législatives de mai 1997, le RDPC formerait rapidement un gouvernement monocolore pour appliquer, tout simplement, la politique que ce parti est supposé avoir proposé aux électeurs, et que ceux-ci sont supposés avoir "massivement approuvé dans l'allégresse générale".

Pourtant, il a fallu attendre six bons mois pour avoir un gouvernement d'union de...l'UNC cassée en 1984 par le coup d'état manqué, et qu'on veut reconstituer sous nos yeux. Tout s'est passé, pendant ces longs mois, comme si quelqu'un voulait administrer au pays, la preuve que, sous le Renouveau nouveau, le gouvernement ne sert à rien de bon.

D'ailleurs, l'absence, depuis je ne sais plus quand, d'un conseil des ministres au sens où l'entendent tous les gens sains dans tous les pays civilisés dont le Kamerun fait partie, en disait déjà long sur cette affaire.

Plus de 6 mois sans un gouvernement digne de ce nom, après des élections générales : le Kamerun fait preuve, une fois de

plus, d'une remarquable originalité. Car, à ma connaissance, c'est le seul pays au monde à réussir une telle prouesse en temps de paix ; puisqu'il n'est pas nécessaire de rappeler que le pays n'est pas en guerre. Pas même à Bakassi , bien qu'on ait très officiellement invoqué cette "drôle de guerre" pour renvoyer les élections municipales il n'y a pas longtemps. Quelle époque !

OU VEUT ALLER QUI ? ET QUE PEUT - IL ?

La question est évidemment d'abord : où veut aller exactement ce chef de parti "de l'opposition (il est vrai) responsable" qui, en rasant les murs et en bégayant politiquement, a accepté d'être nommé ministre ? Et tel mathématicien qui a déjà eu la présence d'esprit de déclarer à la presse : *"je n'ai pas négocié avec le pouvoir en tant qu'Upéciste"* ? Pour répondre même rapidement à cette question, nouveau petit retour en arrière.

Primo, octobre 1992 : le RDPC n'a pas la possibilité arithmétique de faire tranquillement , tout seul, sa politique néfaste pour le pays. Motif : malgré la présidence de la république, il n'a que 88 députés sur 180 . Il est donc obligé de se trouver des alliés. Il signe autant d'alliances que vous voulez, en promettant monts et merveilles à gauche, à droite, en arrière et en avant, partout.

Pendant les cinq ans qui suivent, qu'ont obtenu ses alliés ? Et le Kamerun et les Kamerunais, qu'ont-ils gagné à ces alliances ? Dévaluation, baisses drastiques des salaires, compressions, privatisations, misère accrue, morts comme des mouches. Leurs propres bilans de ces alliances, faites par MM. Dakolé et Kodock, sont autant de réponses à ces

questions. Avec 18 députés et plusieurs ministres, M. Kodock n'a même pas pensé construire ne serait-ce qu'un petit , tout petit siège à "son parti" à Douala (ville-siège du Mouvement depuis 1948 !), ni même un petit bureau à Yaoundé. Je ne parle pas de la tombe de Um Nyobe, tout comme ses compagnons Moumié, Ouandié, Kingué Abel, pourtant "réhabilités" par une loi depuis 1991. Ses complices et lui s'en servaient uniquement comme des icônes, pour tromper les masses, principalement du pays basa'a...pas pour longtemps, heureusement.

Secundo, octobre 1997 : le RDPC a la possibilité arithmétique de faire passer légalement et d'appliquer tranquillement toute sa politique. Motif : avec la Présidence de la République, il a 116 députés sur 180. Il n'est donc nullement obligé de chercher des alliés. Mais c'est alors qu'il va promettre monts et merveilles à quiconque accepte d'aller avec lui. Incroyable mais vrai ! Wonderful (ou plutôt Wandaful, comme dirait le Président Fonka Shang). Alors, la question fondamentale est : que veulent, et que peuvent, ceux qui ont accepté d'être nommés ministres dans ce gouvernement de l'UNC en voie de reconstitution ?

La réponse est claire : comme ceux de 1992, mais pire encore, ils veulent aller manger aussi. Et ils ne pourront rien, absolument rien de bon pour le Kamerun et les Kamerunais. Pire encore parce qu'ils n'ont que 13 (ou 15 peu importe) députés, tandis que leur "allié" le RDPC en a 116 (donc n'a pas besoin d'eux). Alors que, MM. Dakolé et Kodock eux, en avaient 24 et leur "allié" RDPC n'en avait que 88 (donc avait besoin d'eux).

QUE VEULENT LES CONSERVATEURS ?

Il est clair que l'objectif, ce que veulent les conservateurs dont le RDPC n'est que le porte - drapeau, c'est en gros ceci :

Primo, recommencer le coup de 1991. Souvenons-nous: en octobre 1991, le RDPC est coincé de toutes parts, et presque à plat par plusieurs mois de "villes mortes". Celles - ci sont la plus vaste mobilisation populaire depuis les luttes historiques pour l'indépendance et la réunification du pays.

Le pouvoir monte alors une farce nommée "Tripartite pour dialoguer et sauver le pays". C'était déjà cela la propagande du RDPC. Malgré les mises en garde, certains chefs de partis dits d'opposition , se prenant pour des sorciers, vont à la tripartite, en promettant au pays des miracles qui, naturellement, ne se produiront jamais. Mais l'opération sonne le glas des luttes cette année-là.

Après quoi, le peuple commence à se décourager, ayant le sentiment d'avoir été quelque peu trahi. Quelques mois plus tard, le RDPC organise des élections auxquelles participent les "tripartiteurs", en échange de 500 millions CFA. Une assemblée introuvable est proclamée élue par la même Cour Suprême déjà en place.

Question : qui était déjà à la tripartite ; qui a profité de ces élections à 500 millions, et a manifestement refusé de s'amender aujourd'hui encore aux yeux du peuple ?

Aujourd'hui, en 1997, face à un isolement grandissant renforcé par le boycott des présidentielles d'octobre, le RDPC décide à nouveau d'attirer l'opposition

dans une "tripartite bis" appelée "gouvernement d'union". Qui accepte allègrement d'y aller ? Les mêmes , du moins certains qui étaient déjà à la tripartite n° 1 il y a 6 ans.

Secundo, les fraudes massives du pouvoir, ont profondément cassé la confiance du peuple dans les élections-RDPC comme moyen efficace d'obtenir le changement démocratique dans ce pays. Cela inquiète évidemment beaucoup de monde. C'est pourquoi le RDPC veut offrir au peuple Kamerunais un os à ronger pendant un moment : La participation de frères de tribus et chefs de partis "mangeurs" au gouvernement. Car les conservateurs y gagneraient du temps: encore 2 à 3ans, peut-être 4 ou 5.

Avant que les millions de Kamerunais misérables finissent enfin par y voir clair. Et comprennent enfin que tous ces gens qui vont au gouvernement soit-disant pour sauver la tribu et le village, tous n'y vont que pour manger aussi, et absolument pas pour la tribu et le village.

Deux ans, trois, quatre ou cinq ? Des échéances cruciales pointent à l'horizon, avec notamment l'Europe et son unité monétaire. Comme d'habitude depuis la fin du Moyen-Age européen, l'Afrique paiera une bonne part de la facture. Car c'est un fait avéré : depuis cette époque et la Traite des Nègres, jamais l'Europe n'a été d'accord avec elle même, sans que ce soit, tôt ou tard, sur le dos de l'Afrique.

La venue de l'euro ne fera pas exception à la règle, à cette espèce de "loi historique". Comme les forces conservatrices kamerunaises et leurs alliés savent ce qui se prépare d'ici 2, 3, à 5 ans, elles ont calculé leur coup pour que le RDPC n'aborde pas cette période décisive dans l'isolement profond que sa mauvaise politique annonçait et réalisait de plus en plus.

Et certains, comme les chefs de "l'UNDP, le parti de l'opposition responsable", ont accepté de jouer ce mauvais jeu.

On pourrait craindre que notre peuple , se sentant une fois encore trahi, sombre dans le découragement. Ou qu'il considère désormais et pour longtemps "la politique" comme une "saloperie", et "les politiciens (comme) tous pourris". *Nous nous battons pour que cela ne se produise pas.*

A la veille de l'élection présidentielle, certains opposants proposaient de reconstruire l'opposition , après le vote, à partir des partisans du boycott. J'ai émis l'idée que c'était là une méchante illusion. Car, disais-je, "il est clair *comme de l'eau de roche*, que bon nombre de "boycotteurs" sont d'ores et déjà prêts à se livrer , dès la proclamation de M. Biya, comme Président , à des cascades d'apostasies politiques de 1ère classe" (apostasie = reniement). Eh oui!

Mais qu'on prenne garde au peuple. Car, comme disait Félix Moumié un jour de 1959 au Caire : "**Les vivants et les morts nous observent et nous jugent**".

Et, le jour où les smokings ministériels tomberont sur les épaules de certains, dans l'opinion publique, les statues fragiles de leurs partis s'écrouleront du haut de leurs colonnes.

Douala, le 09 décembre 1997

Texte 27 :

UN GOUVERNEMENT DE COMBAT

Par Samuel Mack-Kit

Depuis l'indépendance de notre pays, il est de notoriété publique que tout gouvernement constitué selon l'axe Nord-Sud, obéit à la logique de pouvoir du feu le Docteur Louis-Paul Aujoulat. Or, chaque camerounais sait que ce qui est bon pour Louis Paul Aujoulat, est obligatoirement mauvais pour le Cameroun et vice-versa. C'est dire donc que le gouvernement du 7 décembre 1997, constitué selon les ingrédients de Louis-Paul Aujoulat, est un mauvais coup pour notre pays.

Tel qu'il est constitué, ce gouvernement est un aveu d'échec du Président de la République et de ses conseillers aussi bien camerounais qu'étrangers. En effet, au lendemain de "*l'écrasante*" victoire du candidat du RDPC à l'élection présidentielle, le mot d'ordre officiel était à la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale. Ce qui était une aberration !

Lorsque l'opposition a démontré avec quelque pertinence, en quoi consistait l'aberration de cette situation où le "vainqueur qui n'a besoin de personne" quémande l'assistance des vaincus, le gouvernement d'union nationale est devenu un gouvernement de large union dont il fallait négocier la construction.

Hélas ! Très vite, la large ouverture souhaitée par les organisations internationales (F. M. I., Banque mondiale, ...) et les chancelleries occidentales, s'est transformée en un minuscule interstice !

Il ne pouvait en être autrement. Il ne pouvait y avoir négociation, car il n'y avait rien à proposer en échange puisque le RDPC avait déjà tout : une majorité pratiquement de 2/3 à l'Assemblée Nationale et une présidence de la République "acquise à une écrasante majorité". Le sort réservé à l'accord UNDP-RDPC, conclu il y a à peine quelques jours, est significatif.

Le RDPC a tout de suite annoncé la couleur: il octroie ce qu'il veut bien. Ainsi, semble-t-il, le poste de vice-premier ministre pour le Président de l'UNDP est devenu ministre d'Etat et les 7 postes ministériels, se trouvent réduits à trois . La volonté du prince ne saurait mieux s'exprimer.

En dehors du RDPC, quels sont les partis qui composent ce gouvernement qui est sensé être pluriel et dans quelles proportions? Sur les 50 membres que comptent le gouvernement , on dénombre 5 membres venant d'autres partis que le RDPC , soit donc 10%.

Après le RDPC et ses 90% de membres au gouvernement, c'est l'UNDP qui suit avec 3 membres soit 6% de l'ensemble du gouvernement. Les autres 4% de non membres du RDPC au gouvernement, sont équitablement partagés entre le mathématicien de Bordeaux et le Secrétaire d'Etat à l'Administration Territoriale, chargé de l'administration pénitentiaire.

Le Professeur de Bordeaux, ayant lui-même déclaré au journal *Le Messager* (N° 700 du 8 - 12 -1997) qu'il n'a pas négocié son entrée au gouvernement en tant que membre d'un parti, il n'est donc pas tout à fait exact de le considérer comme représentant d'un parti. Quant au Secrétaire d'Etat à l'Administration Territoriale, nous nous refusons d'apprécier la qualité du parti qu'il représente.

Le gouvernement de large ouverture semble donc se réduire en fait à deux partis RDPC et UNDP. Le RDPC occupant, comme il se doit, une position prédominante.

En choisissant délibérément cette position hégémonique, le RDPC a donc formé un gouvernement de combat, car il est conscient du fait qu'aucun des problèmes qu'il a suscités par ses pratiques douteuses lors des dernières consultations électorales, n'est résolu. Il sait qu'il ne pourra pas tenir les promesses démagogiques faites lors de ces différentes élections et de ce fait, il s'attend à une riposte populaire dont il ignore comme tout le monde du reste, la forme et l'ampleur.

Par ailleurs, les équilibres régionaux n'ont pas été respectés. Nous ne ferons pas ici, l'analyse de ce constat, car pour notre part, nous récusons avec force, le tribalisme sous quelque forme que ce soit, comme méthode de gouvernement. Mais nous signalons ce fait pour ceux de nos compatriotes qui estiment que cela doit être pris en compte comme un élément de bonne gouvernance au Cameroun.

Les amis du Cameroun qui doivent se garder de réduire ou de confondre le Cameroun avec son gouvernement du moment doivent prendre la mesure de la situation instable pour ne pas dire explosive qui existe actuellement dans notre pays du fait de l'entêtement du parti au pouvoir. Certains de ces amis du Cameroun, ont contribué peu ou prou à l'installation de cette situation.

En effet, après avoir fermé les yeux sur les fraudes des législatives de Mai 1997, ces amis ont tenté de déconsidérer le mot d'ordre de boycott de l'élection

présidentielle. Et malgré le succès de ce mot d'ordre, non seulement ils ont avalisé à leur niveau cette fausse victoire du RDPC, mais ils ont tenté de persuader les partis parlementaires ayant appelé au boycott, de participer quand même à un soi - disant gouvernement d'union nationale. De la part de ces amis, ce n'est pas une attitude très amicale envers le peuple camerounais.

Il est connu que certains de ces amis, ont obligé, il y a quelques semaines, la Serbie à recommencer des élections présidentielles, à cause d'une participation insuffisante du corps électoral. Alors ? Deux poids, deux mesures ?

Il est souhaitable pour l'intérêt bien compris de toutes les parties, que ces amis du peuple camerounais et pas seulement du gouvernement camerounais, transcendent leurs intérêts immédiats et contribuent à une solution pacifique des problèmes qui se posent au Cameroun. Cette contribution, en tous cas, ne saurait être des conseils de défaitisme, prodigués à l'opposition.

Justement, face à ce gouvernement de combat, que doit faire l'opposition ? Certains ont déjà fait des propositions qui, à notre avis, méritent d'être examinés avec attention. Mais , il nous semble utile, nécessaire, indispensable, de marteler jusqu'à ce que cela soit chose faite, que l'opposition doit s'organiser sans tarder et s'organiser dans la clarté. Le type de société que l'opposition propose à notre peuple doit être présenté de façon claire pour faciliter l'adhésion ou non de notre peuple. Il n'est plus suffisant de prôner le changement point !

La stratégie pour obtenir l'adhésion des masses populaires et les amener à faire triompher le type de société

choisi, doit être claire. Dans la clarté, l'organisation des forces de l'opposition, bien que souple, doit être efficace. Sans organisation, rien n'est possible. Avec l'organisation, beaucoup de choses sont possibles. Les forces de l'opposition doivent s'organiser dans la clarté en écartant autant que possible, tout ce qui peut être douteux.

Il n'est pas exclu que ce gouvernement de combat se lance dans les provocations pour asseoir son autorité. Seule une opposition organisée sera en mesure de l'en dissuader et du même coup, contribuera à maintenir la paix dans notre pays tout en poursuivant la réalisation de ses objectifs politiques.

L'opposition est majoritaire dans ce pays. Il est légitime qu'elle participe aux affaires afin que cette majorité de la population qu'elle représente puisse enfin voir ses intérêts et justes revendications pris en compte.

Il n'est pas juste, il n'est pas normal pour un pays potentiellement aussi riche que le Cameroun, que la possibilité de se soigner correctement, de faire instruire ses enfants ou de disposer d'un minimum de conditions de vie décentes, soit réservée à une infime minorité.

De même, il n'est pas juste, il n'est pas normal que la jouissance véritable des droits de l'Homme soit réservée seulement à certains.

Douala, le 30 décembre 1997

Texte 28 :

UPC : AME IMMORTELLE ? OUI ! SI....

Par Samuel Mack-Kit

Depuis 1991, les héritiers d'Aujoulat marquent des points contre le camp du regretté Secrétaire Général Ruben Um Nyobè.

L'éclat et la fidélité à la ligne politique des pères fondateurs, du 2ème Congrès Unitaire de Yaoundé les 13,14,et 15 Septembre 1996, avaient fait penser à certains qu'Um Nyobè venait définitivement enfin de damer le pion à Aujoulat. C'était, oublier que le système Aujoulat, hypothèque l'ensemble de la vie publique de notre pays et que le duel qui se livre au niveau de la direction de l'UPC, n'est que le bout de l'iceberg.

Ainsi, dès le 16 Septembre 1996, la lutte entre les deux lignes politiques reprenait de façon feutrée.

Les échéances électorales de 1997, ont obligé les partisans de la ligne aujoulatiste à la Direction du Parti, à jeter le masque et à tenter de porter l'estocade aux fidèles de la ligne de Um Nyobè. C'était les 5 et 6 Juillet 1997.

Heureusement pour notre Mouvement, le coup a échoué en partie. D'où la mobilisation des réservistes à l'occasion des présidentielles.

L'entrée en lices, dans des conditions absolument contestables du fondateur bordelais de la bornologie, fait

partie de cette mobilisation des réservistes de la ligne aujoulatiste. Les développements post électoraux de la trajectoire du matheux de Bordeaux sont éloquents dans ce sens.

Les 13 et 14 Décembre 1997, s'est tenue à Douala, à la Maison des Jeunes et des Cultures, près du Collège Libermann, une réunion de militants de l'UPC qui devait en principe être une session du Comité Directeur de l'UPC.

Malheureusement, une fois de plus, les agents des héritiers d'Aujoulat, infiltrés dans notre Mouvement, abusant de la bonne foi de quelques membres du Comité Directeur, se sont servis de ces derniers pour tenter de s'emparer de l'UPC et de sa direction.

Le tout nouveau¹ Ministre de la Recherche Scientifique nommé le 7 Décembre 1997 était un des acteurs de ce complot. Il tentait, a posteriori, apporter l'UPC en dot au nouveau gouvernement RDPC auquel il avait été coopté à titre personnel comme il l'a déclaré à plusieurs reprises, lui-même.

Dans la mesure où il n'a pas été possible d'établir clairement que tous les participants à la réunion des 13 et 14 Décembre 1997 étaient tous des membres titulaires du Comité Directeur, cette réunion, en dépit de la présence d'authentiques membres du Comité Directeur, ne saurait donc être considérée comme une session de cet organisme.

De ce fait, les décisions prises lors de cette réunion, quelque pertinentes qu'elles puissent être pour certaines d'entre elles, ne sauraient engager le Comité Directeur et encore moins l'UPC. C'est une question de principe.

Les 5 et 6 Juillet 1997, le Président Ntumazah a participé activement pour ne pas dire orchestré, les manoeuvres ayant eu pour but d'écarter de la Direction de l'UPC, certains membres du Secrétariat élus au 2é Congrès Unitaire de Septembre 1996 à Yaoundé.

A l'époque, nous avons vigoureusement dénoncé cette forfaiture. Nous continuons à la dénoncer.

Les 13 et 14 Décembre 1997, d'anciens acolytes du Président Ntumazah, ont utilisé contre lui, certaines ou peut-être les mêmes manoeuvres de Juillet 1997, pour l'écarter de la Direction de l'UPC . Il serait et il est tentant de dire : "c'est bien fait pour lui". Mais les véritables militants et dirigeants de l'UPC ne peuvent se permettre ce type d'attitude, car il y va de la crédibilité de l'âme immortelle de notre peuple.

Il est pour le moins curieux que le Secrétaire National aux Affaires Politiques, élu au 2é Congrès Unitaire de Yaoundé, donne l'impression de n'avoir pas mesuré l'importance de la dimension politique de la crise que le Président Ntumazah et certains de ses amis d'alors, ont pris la responsabilité d'ouvrir en Juillet 1997.

Le Secrétaire National aux Affaires politiques considère que les décisions de la réunion des 13 et 14 Décembre 1997 sont nulles et de nul effet, mais, semble estimer que celles de la réunion des 5 et 6 Juillet 1997, sont valables, mais injustes! Comme c'est curieux.

Notre position est claire. Les acquis, mais alors tous les acquis du 2é Congrès Unitaire de Septembre 1996 à Yaoundé, doivent être défendus contre tous les adversaires, quel que soit le masque derrière lequel, ils se cachent.

La double crise de Juillet et de Décembre 1997, doit se résoudre au cours d'un Congrès dûment convoqué, préparé et dirigé par les partisans des deux lignes politiques qui s'affrontent actuellement au sein du Mouvement.

Le peuple upéciste doit décider si la mission historique de l'UPC est terminée et dans ce cas, opter pour la ligne Aujoulat. Dans le cas contraire, il doit confirmer la ligne de Um Nyobè, car, l'UPC n'est "âme immortelle du peuple kamerunais" que dans la mesure où elle est l'expression des aspirations de ce peuple et le meilleur défenseur de celles-ci .

En dehors de cela, les trois lettres ne sont qu'une coquille vide.

Douala, le 30 Décembre 1997

Texte 29 :

LES NEGOCIATIONS RDPC/ SDF ET LES LECONS QU'ELLES DONNENT AU PAYS

Par Moukoko Priso

A quoi donc le kamerun a-t-il assisté il y a environ deux semaines ? A une vraie rupture des discussions/négociations que le Social Democratic Front avait engagées avec le parti aujoulatiste, ou plutôt à une de ces scènes assez courantes où une personne appelle ostensiblement la foule en criant à celle-ci : *"arrêtez-moi, sinon je vais rompre"*? Les prochaines semaines apporteront une réponse claire. D'autant que, selon la rumeur publique (qui ne se trompe pas toujours), la reprise des discussions serait à l'ordre du jour...Mais justement.

Il est très utile, avant une éventuelle reprise de cet exercice, que quelques leçons soient tirées de ce qui vient de se passer. Certes, les partisans de la Pensée Unique peuvent crier au scandale, parce qu'un Kamerunais, en dehors des "parties prenantes à l'affaire", se mêle de quelque chose qui ne le concerne pas. Ce serait peine perdue.

D'abord parce que la vocation clairement exprimée de ces rencontres est, au moins, de conclure une sorte d'accord-cadre pour le déroulement futur des élections au Kamerun (position du SDF), chose qui, évidemment, concerne tous les Kamerunais .

Et peut-être plus loin, de conduire à la mise en place d'un gouvernement de large consensus (pouvoir actuel + SDF) qui devra stabiliser politiquement le pays, afin que

les affaires marchent à nouveau, que le pipe-line draine le pétrole du Tchad en Occident via Kribi et à travers le territoire kamerunais, et que les Kamerunais travaillent jour et nuit pour rembourser une dette extérieure empochée par des notables du RDPC et leurs amis et alliés et déposée dans des comptes en banque en Occident. De plus, le chef du SDF a lui-même publiquement demandé au peuple de dire à son parti ce qu'il faut faire désormais.

Tout kamerunais a donc le droit de dire son mot.

QUELQUES LEÇONS D'UNE EXPERIENCE

A partir des informations diffusées par la presse et non démenties, on peut tirer la conclusion claire que l'initiative de la rupture revient au RDPC, même si leurs partenaires la souhaitaient aussi.

En effet, si le RDPC est venu dire qu'il voulait discuter "*de tout sauf de la Commission Nationale Electorale Indépendante*", et dans la mesure où ce point était pratiquement le seul qui semblait préoccuper le SDF, n'importe quel observateur au courant des pratiques en matière de négociations, vous dira que c'était là une grossière provocation de la part du parti aujoulatiste, signifiant que les discussions devaient cesser. Le RDPC n'en voulait plus. Et s'il n'en voulait plus, c'est parce qu'il pensait qu'il n'en avait plus besoin.

Si les aujoulatistes estimaient que les discussions ne leur servaient plus à grand chose, alors qu'ils les avaient voulues ardemment quelques semaines auparavant, on doit conclure qu'ils pensaient en avoir suffisamment tiré profit.

De fait, la seule acceptation par leurs partenaires, de la tenue même de ces discussions/négociations, quelques semaines à peine après une élection présidentielle de type "république bananière", élection largement boycottée à l'appel de ces partenaires entre autres, et largement truffée de fraudes proprement surréalistes, cette acceptation donc, était déjà un gain considérable pour le RDPC : elle équivalait en effet, au fond, à légitimer, après coup, le scrutin d'octobre et ses résultats officiels.

En annulant ainsi eux-mêmes "l'effet boycott", les partenaires du RDPC dans la négociation poussaient du coup les observateurs à s'interroger sur le sens exact de leur appel au boycott de l'élection présidentielle. Venant après la légitimation des pseudo-élections législatives de mai 97 dont le SDF avait d'abord rejeté à trois reprises les résultats officiels avant de les accepter à la quatrième occasion, "*pour ouvrir un 2^e front de lutte à l'Assemblée*", cette légitimation de la présidentielle approfondissait en effet au sein des masses, le sentiment d'une dérive droitière apparue dès juin 1997 à la suite du scrutin de mai.

Aussi est-il apparu que les négociations (ou discussions) avaient fragilisé encore un peu plus l'ensemble de l'opposition, face au pouvoir.

Quelques temps après le début des négociations, comme dans un film de très mauvais goût mais minutieusement préprogrammé, le RDPC, fidèle à son habitude, déclenchait une offensive répressive coordonnée contre les journalistes, en frappant dans tous les sens.

Convaincus qu'ils avaient pour un bon moment neutralisé l'UPC par injections à répétition, au sein du parti

de Um Nyobe, de plusieurs dizaines de voyous politiques tenaillés par la faim et aveuglés par de malsaines ambitions avec pour mission la désorganisation permanente de "l'âme immortelle" ; sachant que l'UDC seule ne pouvait rien tenter contre un tel coup de force contre la presse, les aujoulatistes (anciens et nouveaux), par ailleurs à l'offensive tous azimuts contre le mouvement syndical contestataire, savaient qu'en enfermant le SDF dans un carcan de négociations-bidons, ils réussiraient par la même à coincer l'ensemble des forces populaires représentatives et capables de provoquer une mobilisation de masse contre leurs mauvais coups.

Or donc, le pouvoir sortait à peine d'une période de 6 mois que tous les observateurs et le RDPC lui-même considéraient en janvier 97 encore, comme devant être particulièrement périlleuse. Les législatives de mai allaient confirmer la grande force de l'opposition, largement entrevue un an auparavant lors des municipales, malgré les fraudes.

La présidentielle devait ensuite clore l'année 1997, en "corrigeant" le coup de 92, et en apportant une solution populaire à la question centrale du pouvoir. Mais, bravant un peuple malheureusement encore désarmé par manque d'une solide organisation populaire de lutte, le RDPC se livra, une fois encore, à une énorme escroquerie politique et à une série de hold-up électoraux depuis longtemps traditionnels dans notre pays.

Car, soit dit en passant , la tradition de fraudes électorales a été élaborée et instaurée au Kamerun par l'Administration coloniale, développée par le pouvoir aujoulatiste d'Ahmadou Ahidjo, et maintenue par le non moins aujoulatiste régime du RDPC. Et si celui-ci a "laissé passer" aux municipales, c'est à la fois parce qu'il ne pouvait

sans doute pas faire autrement (le contrôle et la vigilance populaires à la base étaient plus faciles à organiser et donc plus efficaces), et parce qu'il se savait en mesure de bloquer toute action municipale véritablement d'opposition (par utilisation des délégués du gouvernement, ou par étouffement financier des communes à direction indésirable, etc.).

Aux législatives, il a vite remis les pendules à l'heure. Et à la présidentielle, il a retrouvé sa vitesse de croisière en matière de fraudes électorales en tous genres.

Naturellement, rien n'empêche de penser que les négociations ont permis ou permettront de montrer clairement la bonne ou la mauvaise foi des aujoulatistes. Mais le RDPC se moque de son image dans l'opinion quand il est question de "choses sérieuses". Les partis et régimes totalitaires se moquent royalement de ce que les opinions pensent d'eux.

Rien n'empêche non plus, de soutenir que les négociations ont permis au SDF de retrouver sa liberté d'action, arbitrairement et fortement limitée depuis octobre dernier.

Dans le premier cas, il est évident que ce serait très cher payé, de légitimer le scrutin d'octobre 97 pour un aussi maigre résultat.

Dans le second cas, il est à craindre que l'opposition, en jouant un tel jeu à l'avenir, ne permette en fait au pouvoir de s'emparer arbitrairement des droits des gens, puis d'en faire ensuite une monnaie d'échange dans des négociations attrape-nigauds.

Il convient d'attirer clairement l'attention des négociateurs de l'opposition, aujourd'hui ou demain, et quelque soit le parti concerné, sur le risque énorme qu'il y aurait à accepter le chantage du RDPC si celui-ci prétendait utiliser Njawé Pius et les autres journalistes comme monnaie d'échange afin d'obtenir des concessions.

Quelque soit la colère légitime que suscite en eux la mauvaise politique aujoulatiste anti - nationale et contre le peuple, menée par le RDPC et ses ancêtres depuis 40 ans, les patriotes et démocrates véritables qui aiment leur pays, ne peuvent pas refuser , par principe , toute discussion ou même négociation avec les aujoulatistes encore au pouvoir. Mais dans le même temps, ils doivent prendre des précautions avant de se laisser embarquer dans telle ou telle négociation concrète.

Car le RDPC et sa politique sont condamnés. Et ils le savent. Ils ne peuvent donc plus que "jouer la montre", tenter de gagner encore un peu de temps. En reportant chaque fois le moment de leur levée du corps et de leur enterrement politiques.

De leur côté, les forces qui veulent que les Kamerunais travaillent nuit et jour pour rembourser la dette extérieure que nous n'avons jamais vue , et aussi celles qui considèrent que le pipe-line est l'alpha et l'oméga de notre vie, toutes ces forces font leur propre politique, la politique de leurs intérêts. Jusqu'à un certain point, on peut le comprendre. Mais jusqu'à un certain point seulement. Car nous aussi nous avons nos propres intérêts. Et nous devons avoir notre propre politique, et l'appliquer.

C'est la politique, non pas du ventre de quelques personnes, clans ou "tribus" (ce qui souvent revient au même), mais de libération du joug étranger, la politique de la démocratisation profonde de ce pays, la politique d'élévation du niveau de vie de l'écrasante majorité du peuple Kamerunais.

C'est pour cette politique là, que l'opposition doit organiser les Kamerunais, pour qu'ils s'engagent et poursuivent la lutte qui est inévitable. Des négociations ou discussions qui ne feraient pas avancer dans ces voies là, mais ne serviraient qu'à légitimer le pouvoir de ceux-là mêmes qui écrasent et pillent ce pays et appauvrissent le peuple depuis 40 ans, ou à tranquilliser ceux qui nous imposent, sans états d'âme, le remboursement d'une dette extérieure rentrée chez eux depuis l'origine, de telles négociations ne nous apportent rien, absolument rien de bon.

Même si elles reprennent, après une rupture, demain ou après demain sous la pression de l'étranger, cela ne donnera rien de bon pour le Kamerun.

L'opposition kamerunaise a une chose, une tâche prioritaire à faire : il faut construire une masse d'hommes et de femmes, suffisamment libérés des chaînes ethniques "tribales", suffisamment conscients des enjeux essentiels de notre époque en Afrique et dans le monde réels, pour comprendre qu'il nous faut UNIFIER les diverses populations du Cameroun, dans un combat d'émancipation et de renaissance de notre pays.

La formation de cette masse d'hommes et de femmes ne se fera que dans un tel combat. Le reste n'est qu'illusions et utopies.

Douala, le 23 février 1998

POUR NE PAS CONCLURE

10 ANS DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE ET LES PERSPECTIVES ACTUELLES

Par Moukoko Priso

Les dernières élections municipales ont eu lieu en janvier 1996. Le pays est donc, au terme de la loi, à environ un an et demi des prochaines échéances du même genre.

La constitution en vigueur, promulguée en janvier 1996 aussi, prévoit un parlement à 2 chambres : une Assemblée Nationale élue ; et un Sénat dont le Président de la République nomme 30 membres sur 100. En plus, son parti administratif et quasi-unique, le RDPC-CPDM présentera aussi des candidats pour l'élection des 70 autres. Et comme de nombreuses " sources généralement bien informées " assurent que ce Sénat sera un peu comme la chambre des chefs traditionnels et assimilés, on comprend facilement ce que ça sera. Puisque, le RDPC a décidé en 1997 qu'il aurait en gros les 2/3 de l'Assemblée Nationale, et les a eus, quiconque ne croit pas aux miracles sait à quoi s'en tenir.

Cette constitution prévoit que des Régions vont être instituées et seront dotées d'une certaine personnalité.

Depuis 3 ans et demi (depuis janvier 1996), aussi bien le Sénat que le pouvoir régional, aucun n'a fait l'objet de la moindre attention de la part du pouvoir RDPC qui,

malheureusement, se trouve très souvent identifié au Président de la République pour ne pas dire à la personne du Président.

Toutes ces données institutionnelles (et électorales) existent dans un contexte général de blocage politique profond qui s'apparente à une impasse que nous avons déjà décrite il y a 5 ans (voir le livre " Cameroun/Kamerun : La transition dans l'impasse ", édition L'Harmattan, Paris, 1994). L'impasse politique a lieu sur fond de crise économique profonde avec un fardeau de la dette extérieure et intérieure désormais très lourd, une corruption sans précédent et un total dérèglement moral de la société.

Compte-tenu de tout ce qui précède, le Kamerun est de fait entré dans une période de manœuvres politiques dont les enjeux et la portée ne doivent être sous-estimés par personne.

1- Où va le pays ? Que se prépare-t-il ?

Le RDPC est depuis plusieurs mois, dans sa démarche, entré en campagne de fait, pour préparer les échéances électorales à venir, et la mise en place des institutions constitutionnelles annoncées depuis plus de 3 ans et jamais vues. De ce fait, le pays est en parfaite violation de sa Constitution depuis longtemps, sans que cela émeuve d'ailleurs outre mesure la multitude de nos très éminents professeurs de droit et de sciences politiques, ni les innombrables griots de l'Etat de droit en place.

Un premier axe, de cette démarche du pouvoir, qui apparaît comme l'axe central, consiste à tenter de **rassembler toutes les forces conservatrices du pays avec pour objectif fondamental, le blocage sur une longue période, de la transition vers la démocratie véritable**. Le recrutement de l'UNDP dans le camp RDPC en fut une étape. L'étape suivante est la campagne plus ou moins sourde, selon les régions, pour enrôler les chefs et divers notables traditionnels, ensuite les organiser de telle manière que les plus conservateurs parmi eux parlent au nom de tous et, en conséquence, perçoivent le salaire de ce travail en se voyant attribuer des fauteuils au Sénat et éventuellement, aux Assemblées Régionales et sans doute aux municipales dans 20 mois. Le drapeau national qui, depuis quelques mois, orne la cour des chefs traditionnels a plus qu'une valeur symbolique ; il est un message au pays : désormais, le RDPC veut faire croire qu'il associera demain plus qu'hier, les autorités traditionnelles, à l'exercice du pouvoir.

Un deuxième axe est la manie désormais classique du remaniement ministériel. Il y a bien longtemps que personne de sérieux ne présente plus ces exercices comme ayant vocation à apporter quoique ce soit de positif à la gestion du pays. Aussi, seule présente désormais quelque intérêt la signification politicienne de l'opération ; en ce sens qu'elle permet de juger de l'orientation que prend telle ou telle force politique kamerunaise selon qu'elle accepte ou refuse, de se laisser embarquer dans le jeu du RDPC et des " stratèges ", nationaux ou étrangers, qui jouent

dans l'ombre le rôle de conseillers funestes pour prolonger le plongeon du pays dans l'abîme. Dans les cercles de la petite bourgeoisie kamerunaise où certaines personnes s'auto-proclament stratèges en chef, l'un des moments importants de leur action politique est l'intervalle de temps centré à la date du remaniement (réel ou simplement annoncé) du gouvernement, et qui commence quelques mois avant et finit quelques mois après.

Aussi assiste-t-on alors à des gesticulations fatigantes au cours desquelles les intéressés se font un devoir de montrer qu'ils ont derrière eux un soutien significatif d'une partie de l'opinion (à commencer par la "tribu").

Ce jeu est particulièrement prisé par ceux des chefs et "stratèges" se réclamant de l'UPC telle qu'on l'entend aujourd'hui, je veux dire le groupe de tous ceux qui, depuis 1990, ont avec la complicité évidente du pouvoir, fait une sorte de main basse sur le nom du parti de UM NYOBE et ses compagnons de lutte. Il n'y aura donc aucune difficulté pour que tous les Kamerunais ayant un minimum de perspicacité comprennent le sens des appels à "l'unité" de l'UPC, que ne manqueront pas de lancer et relancer dans les mois qui viennent, les protagonistes de cette tentative de "RDPécisation de l'UPC".

L'approche des élections municipales (janvier 2001, donc dans 20 mois environ) et les incessantes rumeurs de remaniement du gouvernement (donc la perspective d'aller aussi "manger sa part") mettront

bientôt le pays devant des préparatifs d'unité de l'UPC en vue de permettre à des chefs de groupes plus ou moins "macro-politiques " de tenter de tromper une fois de plus la masse des militants upécistes et des kamerunais.

Dans ces conditions, il est évident que la simple répétition d'appels à l'unité, ou la seule promesse verbale même répétée, selon laquelle des " efforts stratégiques exemplaires et historiques " sont en train d'être faits dans l'ombre, ne sauront suffire à créer des conditions pour retrouver aujourd'hui une UPC qui soit, pour le peuple, l'équivalent de ce que fut l'incarnation du Mouvement National Kamerunais en 1953-63 ou même en 1975-90.

Et les seules attaques dans la presse contre les Upécistes qui sont déterminés à rester **fidèles** (1°) aux actes essentiels posés par UM NYOBE, MOUMIE, OUANDIE, KINGUE, OSENDE, NDOH et leurs compagnons et à l'orientation fondamentale de leur combat, (2°) à ce qui fut essentiel dans les décisions du deuxième congrès unitaire de 1996 à Yaoundé, à savoir l'orientation et le début du travail de reconstruction du parti, ces attaques donc, ne sauraient être considérées comme apportant quoi que ce soit de très positif dans l'œuvre de reconstruction de l'UPC afin de poursuivre son combat jusqu'à la victoire.

Evidemment, il est clair que la définition d'une stratégie de lutte ne saurait se réduire à des incantations

hagiographiques vis-à-vis de héros morts au combat. Mais il est encore plus évident que la capacité réelle à mobiliser les masses pour un combat de longue durée comme celui qui a et aura lieu au Kamerun et en Afrique si on veut vraiment redevenir libres, cette capacité donc, est gravement handicapée par des choix répétés voulant mettre ensemble les partisans et les adversaires déclarés, notoires et connus, de ce combat. Et ce ne sont pas les jongleries incessantes, par lesquelles on refuse en fait de tirer les leçons des faits et de l'expérience de périodes suffisamment longues, même quand on les coiffe du chapeau de " stratégies historiques exemplaires ", qui peuvent tenir lieu aux yeux de militants sérieux, de démarche fondamentale et de ligne directrice générale efficace. Nous revenons plus loin sur la réponse positive à ces attaques.

La période prochaine annonce qu'on pourrait assister aussi à une réédition des illusions populistes des années 1991-1993, doublées d'ailleurs de collaborations sans vergogne, mais sous un langage de " lutte et action ", avec le pouvoir des forces conservatrices du pays. Lorsque tel congrès de tel parti donne mandat à une Direction trivialement hétérogène, pour l'objectif vague au possible de voir " autrement " comment aboutir au changement, lorsqu'on a assisté dans tout le pays, à des quasi-crisis d'implosion de ce parti du fait qu'une bonne partie menaçait de s'en aller si la décision de boycotter l'Assemblée Nationale du RDPC était prise ; lorsqu'on a assisté peu après à des tentatives réelles de certaines fractions de se laisser

embarquer dans le gouvernement conservateur et réactionnaire, alors (1°) l'objectif vague fixé par le congrès peut tout aussi bien être compris comme étant éventuellement l'entrée au gouvernement RDPC, (2°) les appels à revenir aux actions plus musclées des années 1990-1993 suggèrent à des gens expérimentés qu'il pourrait bien s'agir là de bravades pures et simples, dans la meilleure des hypothèses...

Si le parti politique considéré comme " la locomotive de l'opposition ", ou, tout simplement, la réincarnation de l'UPC d'hier (la seule UPC qui soit bonne dans l'histoire de ce pays telle qu'elle est désirée par de nombreux cercles) si donc ce parti veut revenir, avec les Kamerunais, aux années 1990-1993, cela suggère que toute proposition de stratégie de lutte pour le changement démocratique aujourd'hui doit passer, au préalable, par un bilan, certes bref mais clair, de cette période. Aussi devons-nous nous soumettre à cet exercice.

Afin d'évacuer rapidement, mais sérieusement les éventuelles critiques du genre " la paille et la poutre ", un tel bilan gagne à commencer, sous la plume d'un Upéciste, par un bilan de l'UPC et de son action dans cette période.

2- Qu'a été et qu'a fait l'UPC durant ces dix dernières années de transition ?

Il faut d'abord rappeler brièvement que depuis l'assassinat, le 15 janvier 1971 à Bafoussam, d'Ernest Ouandié, pendant près de 20 ans, quand on parle de l'UPC comme force politique organisée et pas seulement comme flamme dans les cœurs, il s'agit de l'UPC réorganisée en clandestinité par un groupe de militants dont l'action était coordonnée par Woungly Massaga et Ndoh Michel.

Au début de 1990, et depuis 1982, cette UPC-là est dirigée par un Comité Central clandestin d'une soixantaine de membres ayant à sa tête un Secrétariat de 5 membres avec Woungly Massaga comme Secrétaire Général. Mais on sait aussi que, depuis quelque temps, plusieurs patriotes, membres de l'UPC, avant 1971 et qui n'avaient plus depuis au moins cette date, sinon depuis 1960, d'activité organisée, se remettent à bouger.

C'est dès 1985 que des tentatives se font jour dans ces cercles, pour obtenir la " relégalisation " de l'UPC pourtant déjà relégalisée dès février 1960 par un décret de M. Ahidjo qui cassa le décret français du 13 juillet 1955 interdisant l'UPC. Aussi, la session plénière du Comité Central clandestin réunie en juillet 1990 adopte-t-elle la politique de " rassemblement des upécistes ".

Mais, début octobre, le Secrétaire Général Woungly Massaga annonce à la fois sa démission et la fondation par

lui d'un nouveau parti, le PSP/UPC. Ndoh Michel est alors élu Secrétaire Général par intérim le 14 octobre 1990.

Dans le même temps, les transactions occultes qui ont cours avec l'appui du pouvoir RDPC et les stratèges du néocolonialisme, aboutissent à la propulsion du duo Dika Akwa - Kodock Augustin à la tête de ce que le pouvoir reconnaît en février 1991 comme l'UPC relégalisée : ainsi est créé artificiellement le désordre qui dure encore, entretenu par le pouvoir jouant à fond sur l'opportunisme.

En dépit de tous les efforts des militants upécistes organisés de 1971 à 1990 dans la clandestinité, pour rassembler sur une orientation " véritablement upéciste " (c'est-à-dire nationaliste révolutionnaire selon la formule de Um Nyobè lui-même) tous ceux qui veulent continuer de l'être, qui veulent être, ou qui veulent redevenir upéciste, la vérité et le résultat sont que, tout comme dans un pays, " la mauvaise monnaie chasse toujours la bonne ", eh bien dans cette " nébuleuse UPC ", les courants opportunistes, les plus variés, bénéficiant d'une aide constante du pouvoir, et grâce essentiellement à cette aide, confisquent le nom UPC et, de la sorte, et en un certain sens " chassent les nationalistes révolutionnaires " du champ légal de l'action politique depuis décembre 1991. La double manifestation de ce fait réside :

a) dans le refus illégal et arbitraire du gouvernement RDPC d'admettre le regroupement à partir d'août 1992 du gros (pas tous, mais le gros) des militants upécistes révolutionnaires sous le nom de UPC-MANIDEM comme parti légal, ceci

malgré deux arrêts de la propre Cour Suprême du pouvoir, en décembre 92 et décembre 1993 ; ceci au mépris de la propre loi sur les partis politiques adoptée par le pouvoir.

b) dans le refus systématique du pouvoir de laisser les nationalistes révolutionnaires upécistes prendre part aux élections organisées depuis 1992 dans le pays. **En ce sens, ceux des camarades qui disent qu'en fait, l'UPC véritable n'a jamais été relégalisée depuis 1955, ont parfaitement raison.**

Malgré tout ceci, les Upécistes révolutionnaires se sont encore fait violence pour contribuer en septembre 1996 à la tenue d'un " Congrès Unitaire " à Yaoundé. Bien qu'il fût boudé par le courant opportuniste rassemblé derrière M. Kodock Bayiha Augustin, ce Congrès a révélé à l'opinion publique kamerunaise et africaine, la permanence de l'UPC au centre des espoirs et préoccupations de vastes secteurs du peuple de notre pays. L'orientation décidée par ce Congrès et un certain nombre de dirigeants élus confirment que l'écrasante majorité des membres du parti à la base sont pour le nationalisme révolutionnaire dans leur " instinct de classe", même s'ils ne maîtrisent pas encore l'ensemble des exigences d'une telle orientation et les dures conditions d'un tel combat.

Comme chacun sait, l'espoir suscité par ce Congrès fut énorme. Et du coup, le pouvoir ne pouvait rester les bras croisés.

Exploitant à fond et immédiatement les failles liées à la nature même de cette greffe (mettant ensemble les nationalistes révolutionnaires et des courants opportunistes et donc foncièrement anti-upécistes), le pouvoir, qui avait et a toujours ses propres objectifs pour l'UPC et toute l'opposition, encouragea les opportunistes à casser très rapidement la dynamique unitaire. En commençant par saboter de fond en comble ceux des résultats du deuxième congrès qui étaient positifs.

La greffe a donc échoué. Au moins telle qu'elle a été pratiquée depuis 1991.

Force est de tirer cette conclusion, conforme aux faits.

Quand une greffe échoue, les médecins sérieux ne recommencent pas la même chose sous un prétexte ou sous un autre. Nous reviendrons sur ce point capital plus loin. En attendant, l'examen sérieux des causes de cet échec conduit nécessairement à quelques constatations inévitables :

1) Du fait même de sa vocation, de son histoire et de l'évolution générale du pays depuis 40 ans, toutes les contradictions essentielles accumulées dans le pays se sont retrouvées dans l'UPC au cours des 10 années de transition démocratique (1989-1999).

2) La croyance quasi-réligieuse que " l'unité de l'UPC ", sans toujours préciser les conditions de cette unité, réglerait tous

les problèmes, n'a pas résisté aux faits, aux manœuvres réactionnaires du pouvoir des forces conservatrices manipulant les groupes opportunistes et les chefs de ces groupes, infiltrés dans l'UPC.

3) Tout au long de ces dix dernières années de transition, l'UPC est restée prisonnière de son histoire. En tant que groupe, elle n'a pas été capable de procéder à un bilan critique profond de cette histoire, et, en conséquence, de reformuler clairement et rigoureusement sa vision actuelle de l'ensemble des problèmes du Kamerun et des Kamerunais et des solutions adéquates à y apporter aujourd'hui. Cela est dû principalement :

a) à l'opposition viscérale des groupes opportunistes et leurs chefs puissamment appuyés par le pouvoir, qui savent combien une telle démarche ruinerait profondément leurs positions dans l'arène politique,

b) à la démarche politique trop timorée des nationalistes révolutionnaires qui, convaincus sous la pression de l'opinion, que tout devait être fait pour réaliser " l'unité " quel qu'en fût le prix, ont accepté un assez grand nombre de compromis dans ce but. Or, à partir du moment où la recherche d'une telle unité était posée comme un impératif, consciemment ou non, des compromis leur semblaient inévitables y compris sur la lecture de l'Histoire de l'UPC, en raison du fait que bon nombre de vedettes autoproclamées et soutenues par le pouvoir en 1990-1991 avaient un dossier

vraiment lourd quant à leur activité militante dans l'UPC depuis 1955 sinon avant. Par exemple :

- 1- circonstances de la mort de Um Nyobe en 1958 ;
- 2- exclusion de tel ou tel par Félix Moumié dès 1959 ;
- 3- campagne de démobilisation des combattants en Sanaga Maritime après l'assassinat de Um Nyobe ; activités aux gravissimes conséquences car cela permit, notamment, aux néocolonialistes français, et à leurs amis de Yaoundé, non seulement de présenter ensuite la lutte de l'UPC comme un "problème bamiléké ", mais encore de pouvoir concentrer leurs forces militaires sur les maquis de l'Ouest et du Moungo ;
- 4- circonstances de la sortie de tel ou tel du pays au moment même où Ernest Ouandié, rentrant lui au pays pour prendre en mains la direction suprême de la lutte, était en droit de compter sur celui -là.

En outre, du fait qu'aucune histoire de l'UPC n'avait (et n'a toujours pas) été écrite pour la période après 1955 (une histoire qui ne soit pas la simple reproduction de directives ou rapports écrits et des discours des dirigeants), il est évident que la bonne vieille tradition orale devait l'emporter. Or, la tradition orale a ceci de spécial, qu'elle donne " le pouvoir " à l'âge, aux plus âgés. Il en a résulté le renforcement de cet " emprisonnement de l'UPC dans son

histoire ", au sens spécial où, dans l'UPC, (i) seuls les plus vieux savent ce qui s'est passé et doivent donc " dire la vérité" et dicter la norme, (ii) ils sont ceux qui détiennent même les textes écrits par les dirigeants morts, et peuvent transformer ces textes en " textes quasi-bibliques " dont ils sont souvent seuls détenteurs, et sont seuls qualifiés à donner la bonne interprétation, (iii) parmi les jeunes générations, seuls ceux qui ont côtoyé de très très près des acteurs (réels ou présumés) donc qui ont eu un parent dans la lutte (de près ou parfois même de loin, très loin...) doivent avoir droit à la parole en toute " légitimité " ...

La manifestation la plus caricaturale de ce qui est dit là est par exemple visible :

(1) dans ces scènes proprement surréalistes et pourtant répétées où un vieux monsieur de plus de 70 ans peut encore oser se présenter publiquement comme dirigeant principal de la Jeunesse Démocratique du Cameroun (JDC) et se faire applaudir par des militants, des cadres et même des dirigeants du parti dont cette JDC est le mouvement des jeunes...

(2) la conception fétichiste qui fait que près de 50 ans plus tard, des statuts de l'UPC adoptés en 1952 continuent d'être défendus comme " horizon indépassable " en matière d'organisation d'un parti de lutte au Kamerun aujourd'hui.

Quand la défense de certains aspects du passé atteint ce niveau là, toute personne d'expérience sait qu'on est en train de défendre des intérêts étroits, bel et bien du présent et du futur immédiat.

Ce texte n'étant pas conçu comme une Histoire, même abrégée de l'UPC, nous nous limiterons sur ce thème, aux quelques éléments soulignés ci-dessus. Nous retiendrons donc que, l'UPC n'a pas été capable de gérer avec efficience le processus de transition enclenché à la fin des années 80 et au début des années 90 parce qu'elle ne s'y est pas suffisamment et efficacement préparée, parce qu'elle s'est laissée embourbée dans des mythes unitaires globalement adorés par la foule et l'opinion mais historiquement hors de propos, scientifiquement sans fondement et politiquement inconsistants et inopératoires.

Si, au lieu de faire l'effort nécessaire d'interroger ainsi les problèmes essentiels de l'UPC d'hier et d'aujourd'hui, on se contente d'explications liées à " l'habileté , savoir-faire, capacités ou incapacités " de tel ou tel acteur politique, il me semble qu'on prend le risque de ne pas comprendre le mouvement de fond de la société et de l'UPC. N'ayant pas pu faire son " unité ", l'UPC ne pouvait pas faire l'unité de l'ensemble de l'opposition c'est-à-dire le rassemblement des forces (et des seules forces) qui voulaient vraiment le changement et avaient vraiment intérêt à ce changement.

3 - Qu'a été et qu'a fait l'opposition pendant cette période ?

Dans le livre " *La transition dans l'impasse* " déjà cité, écrit en 1993 et publié en janvier 1994, j'ai essayé d'analyser, presque sur le vif, l'opposition kamerunaise des premières années de transition (1989-1993). Dans l'ensemble, l'idée que je me faisais déjà de cette opposition et les conclusions auxquelles conduisait une telle analyse me semblent rester aujourd'hui en gros les mêmes.

L'opposition kamerunaise a eu beaucoup de mérites en 91-92. Mais elle pouvait difficilement aller plus loin et plus haut que ce qu'elle a fait. Trois raisons essentielles me semblent expliquer cette conclusion :

1- A partir du moment où, comme prise dans un piège, l'UPC (nationaliste révolutionnaire), qui du fait de son histoire, son expérience et donc son savoir-faire, aurait dû être la locomotive quasi-naturelle de cette opposition, s'est trouvée, par l'effet conjugué de ses propres problèmes et limites du moment et de l'action pernicieuse (mais de bonne guerre) du pouvoir et ses stratèges étrangers, profondément empêtrée dans une permanente poursuite d'une " unité " introuvable dans laquelle elle risquait de s'épuiser en vain, eh bien , la direction de cette opposition s'est retrouvée dans des mains qui au mieux, étaient politiquement inexpérimentées quoique " de bonne foi ", et au pire politiquement incertaines pour ne pas dire téléguidées ou au moins infiltrées par le pouvoir.

2- Une première caractéristique stratégique fondamentale de cette direction de l'opposition qui n'avait jamais conduit un processus de lutte politique (c'est un fait et pas une insulte), était la croyance mordicus, contre tout bon sens, en une victoire rapide. Cette croyance avait fini par gangrener y compris des cercles upécistes pourtant plus instruits en la matière. On confondait volontiers le fait qu'un système politique soit " archi-pourri et chancelant " (conditions objectives) avec le fait que son renversement soit alors facile et rapide, en négligeant la nécessité d'une véritable force adverse motrice du renversement (conditions subjectives).

3- Une deuxième caractéristique stratégique fondamentale de cette direction de l'opposition, était la croyance excessive et naïve, en l'aide et le soutien que les pays étrangers " amis " apporteraient à l'opposition, sous le prétexte que la pourriture du régime était visible à l'œil nu, et qu'il y avait eu un discours à La Baule, etc.etc. Si cet aspect négatif des conceptions stratégiques des chefs de l'opposition n'avait pas, lui, gangrené les responsables upécistes issus de la lutte clandestine (1960-1990) qui avaient largement appris à ce sujet en 20-30 ans, il avait pourtant, par contre, suffisamment pénétré les masses populaires encore persuadées aujourd'hui que personne ne peut rien changer au Kamerun sans le soutien et l'aval des pays étrangers et, plus encore, qu'avec ce soutien, on réussit nécessairement le changement.

Quand on essaie de comprendre pourquoi une telle croyance qui défie l'histoire des processus de libération tout

au long de ce siècle (et bien avant dans l'Histoire) s'est installée, force est de constater que, pour l'essentiel, cela est dû au fait que ces chefs de l'opposition n'avaient jamais, de leur vie, mené, et a fortiori, conduit de lutte populaire, même sous forme syndicale réelle. Quant aux masses gangrenées par ces conceptions, c'est parce que depuis 1960, elles ont progressivement désappris ce que l'expérience historique de l'UPC leur avait enseigné : à savoir qu'on ne peut pas compter (stratégiquement) sur des pays étrangers pour se libérer réellement de la domination étrangère.

Si par une sorte d'introuvable baguette magique, l'opposition avait pu renverser le pouvoir RDPC en 1991 ou 1992, les pays étrangers auraient ensuite et immédiatement mis en marche des stratégies et politiques de récupération du nouveau pouvoir. Et du reste, leur tâche en ce sens n'aurait pas été très compliquée. Pour sa part, la petite et moyenne bourgeoisie des villes et les transfuges des cercles dirigeants du parti unifié UNC-RDPC qui avaient réussi à pénétrer les milieux dirigeants de cette opposition, auraient certes pu engager, au moins dans les discours, un processus de démocratisation du pays. Il n'est pas sûr que cela aurait dépassé le stade des discours. Car dès lors que le peuple aurait voulu sérieusement donner à la Conférence Nationale Souveraine (CNS) son contenu véritable, le nouveau pouvoir, qui se serait réclamé pourtant du peuple, se serait immédiatement et sans état d'âme, retourné contre lui, en tapant pour commencer, sur les " extrémistes " de l'UPC...

Toute la suite des événements depuis fin 1992 montre avec une clarté indiscutable, les limites de cette opposition. Non pas comme tente de le dire le pouvoir, mais au sens où des militants populaires peuvent les voir.

Une fois cassée la Coordination des Partis et Associations face à l'écueil de la tripartite en octobre 1991 pourtant facile à passer si l'opposition avait vraiment été ce qu'elle disait être; une fois bloquée aux portes du pouvoir par le grossier hold-up du RDPC sur l'élection présidentielle d'octobre 1992, l'opposition ne put rien faire d'autre que de s'épuiser, à la fois par un relatif émiettement, puis par une tentative de regroupement d'un côté dans le SDF, de l'autre par la démarche upéciste du congrès unitaire de septembre 1996.

Le pouvoir torpilla, on l'a vu, la démarche upéciste, grossièrement, à la fois en maintenant le groupe de M. Kodock en vie par des perfusions et sondes politiques variées, et en mettant en action des taupes diverses dans les milieux upécistes (y compris dirigeants) qui avaient été au Congrès Unitaire de Septembre 1996 à Yaoundé.

Quant au rassemblement autour du SDF, après l'échec prévisible de quelques bravades populistes (comme la convocation en avril 1993, de la "Conférence Nationale Souveraine ", sous un manguier selon le mot d'un journaliste et cela conformément à la thèse de " la victoire volée "), les élections municipales de janvier 1996 permirent à la fois, par le gain de nombreuses mairies et les perspectives qu'elles offraient à l'ambition de la petite bourgeoisie des villes, (i) de voir affluer au SDF un grand nombre de chefs de groupes

politiques jusque là autonomes ; (ii) de voir aussi affluer vers ce parti un nombre assez élevé de personnes naturellement attirées par la perspective-apparemment plausible alors-que le SDF gagne les législatives prévues ensuite et de la sorte, prenne normalement le gouvernement avant même que, dans la foulée, il ne fasse élire son candidat comme Président de la République.

Aussi, quand le RDPC, franchement échaudé par le coup des municipales où il n'avait pas suffisamment verrouillé les fraudes, tira les leçons et organisa des fraudes aux législatives de mai 1997 comme seuls savaient le faire les colonialistes français, le SDF, dont il est de notoriété publique qu'il avait été tellement infiltré après janvier 1996 que plusieurs investitures aux législatives de mai 1997 furent achetées à coup de millions, n'évita l'éclatement sur la question du boycott de l'Assemblée RDPC que parce que "l'aile gauche " du parti eut " la sagesse " de céder au chantage de l'aile droite et des flibustiers politiques infiltrés dans l'organisation.!

Peu après, le SDF se laissera embarquer dans des "négociations " avec le RDPC, dans le plus pur style de la tripartite de 1991 quoique naturellement, avec des apparences différentes. En effet, ces négociations, pudiquement baptisées " *conversations* " par des cercles pro-SDF, arrivèrent alors que le pouvoir en avait besoin, au milieu de supputations sans tête ni queue à propos d'un gouvernement d'union nationale en vue d'apaiser les choses dans le pays. L'opinion kamerunaise informée n'était pas

alors loin de penser que le SDF avait cédé aux charmes et pressions de ses amis étrangers, dont l'intérêt était que le pays s'apaisât, afin de permettre la réalisation dans le calme de projets économiques juteux comme le pipeline devant relier le sud du Tchad au port de Kribi à travers le Kamerun.

De fait, dans la foulée, et fidèle à lui-même, le RDPC décréta que désormais, le pays était entré dans une phase de " démocratie apaisée ". Ce parti au pouvoir faisait comme si le SDF était désormais apprivoisé.

Le cinquième congrès du SDF, survenant en avril 1999 après que plusieurs groupes d'importance variable aient intégré le parti cependant que d'autres militants le quittaient dans un mouvement dirigé par l'ex premier vice-Président et quelques cadres, le SDF donc, n'ayant pas pu proposer au pays un projet clair, alternatif aux catastrophes répétées du RDPC, les incertitudes demeurent graves quant aux perspectives que ce parti ouvre aux Kamerunais. Au moment où ce texte est écrit (24 avril 1999) on ne dispose dans le public d'aucune résolution politique du Congrès quant à l'orientation du parti, à son programme et à sa stratégie. Dans ce contexte, on peut craindre que les slogans selon lesquels " le changement par des voies pacifiques est impossible " ou " le parti va exploiter d'autres voies pour obtenir le changement " (ce qui peut sous-entendre aussi bien des voies " musclées à tout le moins " selon la presse, tout comme "entrer aussi au gouvernement " RDPC selon la logique de M. Bouba Bello Maigari et son UNDP) que ces slogans donc, ne soient que des bravades pour la consommation des

congressistes de base, et pour faire peur à l'aile droite du parti et la battre le temps d'un congrès. Mais après ?

4 - Quelles perspectives aujourd'hui ?

La situation apparaît plus que jamais bloquée sur tous les plans ; le pays est dans une véritable impasse.

Le refus complet des forces conservatrices du moindre changement positif est notoire. Mais cette attitude du pouvoir n'est évidemment pas la seule cause de l'impasse actuelle et, en réalité, elle ne saurait surprendre.

Indépendamment des capacités de nuisance phénoménales du pouvoir RDPC bénéficiant de soutiens jamais défaillants de l'étranger au cours des dix ans écoulés, si l'on se place sous l'angle des forces alternatives, on est conduit à conclure en trois points que :

1- le changement désiré par le peuple n'a pas pu être réalisé avant tout parce que les divers groupes en mouvement dans l'opposition n'ont pas été capables de construire une force populaire d'aujourd'hui, comparable à ce que fut l'UPC de la décennie 1952-1964 ; et aucune organisation n'a encore pu reprendre la place de cette UPC là. Les prétentions de tel parti, à être l'UPC d'aujourd'hui, régulièrement psalmodiées, soit dans les discours de ses chefs, soit dans des éditoriaux ou articles complaisants dans la presse, spontanés ou téléguidés, ne sauraient suffire toutes seules à convaincre les Kamerunais à ce sujet : elles relèvent de l'autoproclamation ou de la méthode Coué (autosuggestion).

2- Pour changer le pays, il faut d'abord et à nouveau, construire ou reconstruire un tel parti populaire, adapté aux conditions réelles du Kamerun d'aujourd'hui et capable de conduire, comme locomotive, les luttes d'aujourd'hui.

3- Avec un tel parti, et au cours du processus même de sa construction, il faut regrouper dans cette lutte toutes les forces démocratiques dans un vaste et puissant Mouvement Populaire pour le changement, qui n'est pas une organisation mais une " mouvance " en ce sens que plusieurs partis, mouvements, associations, sensibilités, forces sociales, syndicales, spirituelles, personnalités inorganisées même, agissent de concert pour sauver le pays, d'abord par une démocratisation profonde, et ensuite pour la marche en avant vers toujours plus de libération nationale, plus de justice sociale, plus d'égalité, plus d'unité nationale et de convivialité.

Ces perspectives globales étant tracées, il est absolument nécessaire de préciser les deux derniers points : la construction d'un parti populaire capable de conduire le processus de lutte, et la construction d'un vaste et puissant Mouvement populaire comme entreprise de regroupement de toutes les forces démocratiques.

4 - 1) La construction d'un parti populaire consistant :

Dans la mesure où l'UPC a été un tel parti grâce auquel le pays a pu reconquérir au moins l'indépendance

théorique actuelle, les Upécistes révolutionnaires abordent tout naturellement la question de la construction d'un tel parti aujourd'hui en termes de " reconstruction de l'UPC véritable, celle de Um Nyobe, Moumié, Ouandié, Kingué " etc... Ils l'abordent de la sorte parce que parmi les Upécistes, existent :

(1) une large masse de militants, non gangrenés par l'opportunisme, et qui veulent revoir leur parti à nouveau dans l'action populaire pour le changement démocratique, l'indépendance et l'unité nationales véritables ;

(2) une bonne masse de cadres tout à fait capables de se lancer dans cette bataille à la tête des militants à condition qu'ils continuent de se former en luttant et de lutter en se formant, au lieu de considérer que " l'école de base ne nous apprend plus rien " ;

(3) un bon groupe de dirigeants expérimentés sur le terrain de la lutte aussi bien clandestine que légale, au double plan national et international.

Certes, ils ne sont pas encore morts et donc, ne sauraient être des héros vivants. Mais peut-être vaut-il mieux pour la lutte qu'ils soient encore vivants pourvu qu'ils luttent encore et toujours ; car, comme disait Napoléon qui s'y connaissait un peu en matière militaire : " mieux vaut un soldat vivant qu'un général mort ". S'ils continuent eux aussi à se former en luttant et à lutter en se formant, auprès et au sein du peuple, l'UPC véritable peut être reconstruite et le sera.

C'est l'ensemble de tous ces Kamerunais et les nouveaux qui n'ont jamais été auparavant dans l'UPC, mais qui se recrutent en ce moment même et qui seront bientôt les plus nombreux, que nous appelons les upécistes fidèles. Ils ne peuvent donc pas être " *une poignée*", ils n'ont pas vocation à être " *une poignée* " car ils ne seraient plus fidèles à leur mission. Non seulement les Upécistes fidèles veulent reconstruire une UPC digne de Um Nyobè, car le pays en a besoin, mais encore ils ne disent justement pas que la stratégie d'unir les Upécistes est terminée.

Ces brèves mises au point ne sont pas une réponse qui n'a pas lieu d'être à des " misunderstandings " qui n'auraient jamais dû exister. On ne peut pas vouloir changer un pays comme le Kamerun avec " *une poignée* " de gens. Prêter ces conceptions à des personnes pourrait relever d'une certaine malveillance, mais laissons cela de côté et précisons le point de vue des Upécistes fidèles sur cette question de l'unité upéciste.

Ce qu'ils disent, c'est que cette démarche, conçue et menée comme entre 1990 et 1996, sous une pression populaire politiquement irréaliste, irresponsable et non lucide, parfois téléguidée par le RDPC et le néocolonialisme **en essayant à tout prix de réconcilier tout le monde n'importe comment ; oui, celle-là, est pour eux terminée.** Ils ne feront plus l'expérience de 1996 telle quelle. Cela ne veut pas dire qu'ils n'iront plus jamais à un congrès dit unitaire. Mais cela veut dire sûrement qu'ils n'iront pas à n'importe quel congrès dit unitaire.

Ils disent ceci : nous, Upécistes fidèles au nationalisme révolutionnaire de Um Nyobe, constatons comme lui avant, que la greffe forcée des upécistes fidèles et des enfants d'Aujoulat venus du RDPC, des officines du néocolonialisme et d'on ne sait où, que cette greffe donc, a échoué : l'organisme a rejeté le greffon.

La signification politique profonde de l'échec de cette greffe, c'est que les contradictions entre diverses couches sociales du pays ont atteint le niveau où leurs porte-paroles véritables sur la scène politique ne peuvent plus trouver un terrain d'entente sur des questions de fond, sur ce qui est essentiel. Et par conséquent, les citoyens de ces couches sociales ne peuvent plus cohabiter dans les mêmes partis politiques si ceux-ci sont vraiment des outils de lutte pour la défense des intérêts des gens. Si on veut forcer cette cohabitation, alors il faudra que certains sachent qu'ils seront trompés ou, comme on dit, " menés en bateau ". Et les Upécistes fidèles n'ont plus aucune raison ni aucune envie, de se laisser mener en bateau par les opportunistes et réactionnaires au sein de l'UPC. Qu'on se le tiennne pour dit.

Etant donné qu'il nous faut dans ce pays, pour le changement démocratique et la suite, un parti populaire, nationaliste révolutionnaire, nous engageons en conséquence le travail immense de reconstruction d'une UPC fidèle à elle-même. C'est parce que nous savons cette tâche immense que nous l'engageons immédiatement, sans délais ni

atermolements , sans hésitations.

Nous ne nous laisserons plus enfermer dans une soi-disant "unité ", où les agents du RDPC infiltrés dans les rangs nationalistes veulent garder prisonniers les nationalistes, héritiers fidèles de Um Nyobe et ses compagnons. Mais nous nous tiendrons prêts **pour tout travail de rassemblement pour la lutte en vue du changement démocratique véritable, c'est-à-dire qui fasse avancer la cause du peuple.** Nous allons apporter des solutions sérieuses, nos réponses sérieuses et explicites aux problèmes fondamentaux que pose cette reconstruction de l'UPC fidèle à elle-même et qui sont :

- a) l'orientation du parti ;
- b) le programme du parti sous tous les angles (économique, politique, social, culturel) ;
- c) l'organisation du parti et son fonctionnement (statuts et règlement intérieur) ;
- d) la stratégie du parti (avec alliances aussi bien nationales que panafricaines et internationales) ;
- e) les moyens du parti pour son combat.

En attendant, il n'y a en ce moment aucun élément ni le plus petit indice permettant à qui que ce soit de croire que les Upécistes fidèles aient vocation, ni envie, de se laisser

enrôler dans des histoires abracadabrantes de " gouvernement d'union nationale avec les enfants d'Aujoulat du RDPC pour aller bouffer leur part, " histoires que ne manqueront pas de lancer dans les prochains mois le RDPC et ses complices. Un tel gouvernement n'ayant aucun sens pour la cause du peuple dans la mesure où, dans les conditions actuelles, il ne serait rien d'autre qu'une ruse grossière du RDPC et du néocolonialisme pour amener les forces d'opposition à " baisser la culotte ".

Naturellement, si de vraies conditions nationales se présentent pour un vrai gouvernement d'union nationale qui ne soit pas une marionnette du RDPC, les Upécistes fidèles aviseront en toute liberté et toute responsabilité, en s'expliquant clairement, au préalable, devant le pays.

Soyons nets et clairs jusqu'au bout pour dire ce qui suit : d'autres forces populaires existent hors des milieux upécistes, cela est évident. Dans la tâche de reconstruction d'un parti populaire consistant, ces forces sont également à prendre en compte.

(1) celles qui ne sont plus organisées auront les yeux fixés avec attention sur les Upécistes fidèles. Et sans doute, le travail de ces derniers, notre travail, selon qu'il sera sérieux ou non, les convaincra que nous sommes dignes d'être leurs compagnons de lutte ou non. Et alors, nous aviserons fraternellement, avec elles.

(2) Celles qui sont dans des organisations politiques, sont dans une situation différente. Prenons le cas des militants de " gauche ", des nationalistes et démocrates véritables qui forment en ce moment " l'aile gauche " du SDF.

Si ce parti continue dans sa démarche de " clair-obscur " teintée de populisme à risques démagogiques sans orientation connue, sans programme connu et sans stratégie connue même de ses militants, mais cherchant, malgré tout ce vide, à débaucher des militants upécistes, alors, tout comme les Upécistes fidèles pour l'UPC, " l'aile gauche " du SDF sera mise en demeure de se déterminer . Car sinon, elle se retrouvera embarquée de compromis en compromis jusque dans des compromissions avec le pouvoir. Alors l'aile gauche du SDF devra " se soumettre ou se démettre ". Ceci est inévitable.

Si elle se soumet, elle aura perdu son honneur et sera perdue pour la lutte populaire en vue du changement. Si elle se démet, alors il sera tout à fait possible de construire le rassemblement, dans un même parti populaire consistant, de ces camarades et des Upécistes fidèles. Voilà un scénario possible, mais qui ne peut prétendre être le seul. Personne ne peut prétendre prévoir toutes les éventualités en matière de luttes sociales.

4-2) La construction d'un rassemblement de tous les démocrates, d'un vaste Mouvement Populaire pour le Changement Démocratique

Aucun parti ne peut prétendre gouverner démocratiquement seul le Kamerun dans les conditions actuelles. Il n'est pas utile de reparler du RDPC à ce sujet. On doit simplement dire que le bilan municipal du SDF à ce jour, a apporté des éléments nouveaux d'appréciation sur cette question. Et ces éléments ne font que conforter tout observateur sérieux dans l'idée avancée ci-dessus.

Nous avons donc besoin d'un rassemblement de tous les démocrates, non seulement pour mettre fin à la dictature conservatrice du RDPC, mais aussi pour empêcher qu'un autre parti, quel qu'il soit, soit tenté de reprendre ce flambeau funeste des mains du RDPC et poursuivre la même danse macabre.

Il est trop tôt en ce moment pour décrire dans le détail le processus d'un tel rassemblement. Il se précisera dans le processus de lutte. Mais on peut et on doit d'ores et déjà fixer des grands principes et nous pouvons proposer les suivants :

1/ Le rassemblement ne peut pas se faire ni " derrière ", ni " autour " d'un parti quel qu'il soit, spécialement s'il est sans orientation politique connue, sans programme politique et économique connu, sans ligne panafricaine connue, sans stratégie connue. A plus forte raison, ne se fera-t-il pas derrière ou autour d'un quelconque " leader charismatique ",

conception foncièrement obscurantiste, qui joue avec démagogie sur une certaine inculture politique des masses pour les mener en aveugles à soutenir tel ou tel " leader " en qui elles doivent avoir confiance, au lieu de leur expliquer les vrais tenants et aboutissants, les vrais ressorts des conflits sociaux et des combats pour les résoudre.

2/ A contrario, le rassemblement ne peut se faire qu'autour : d'une orientation commune élaborée ensemble et connue du peuple ; d'un programme politique et économique, social et culturel commun et connu du peuple ; d'une ligne politique panafricaine commune et connue du peuple ; d'une stratégie claire, cohérente et applicable, élaborée en commun et connue des militants et du peuple.

Après dix ans d'une transition bloquée vers un régime démocratique dans notre pays, le Kamerun, et les militants nationalistes et progressistes kamerunais, l'ensemble des hommes et des femmes de notre pays, ont un besoin urgent de tirer les leçons essentielles de cette décennie écoulée. Ils doivent faire le bilan sans acrimonie ni mesquinerie contre qui que ce soit, mais avec rigueur pour avancer avec plus d'assurance, de détermination et plus de chances de réussir ce qu'ils n'ont pas pu réaliser jusqu'à présent malgré de puissantes mobilisations des masses en 1991 et 1992.

Ils ne doivent et ne peuvent surtout pas dire " *on a tout essayé, et ça n'a rien donné* " en concluant, en silence ou

non, " *il n'y a plus rien à faire* ".

Tout est encore à faire en cette fin de siècle, au Kamerun et en Afrique Noire.

En dépit de l'armada mondiale au plan économique, militaire, politique, culturel ; malgré les apparences de domination sans faille des forces conservatrices, notre pays et l'ensemble des pays africains sont mûrs pour des luttes populaires de masses, pour la démocratisation et plus encore. Or, dans cette situation, la tâche première des militants et des organisations politiques populaires dignes de ce nom, c'est de tracer des perspectives de lutte claires aux yeux des masses et de la jeunesse. C'est ensuite d'organiser et de conduire les masses dans ces combats.

Douala, le 25 avril 1999

DOCUMENTS ANNEXES
(D.A.)

DA.1.

SCENARIO D'UN MEGA-CONGRES UNITAIRE HISTORIQUE

AVANT-SCENE

L'ouverture du IIème Congrès Unitaire étant prévue pour le 13 Septembre 1996, la Commission Centrale de Préparation du dit Congrès devrait les 11 et 12 Septembre tenir des séances de travail en vue d'harmoniser les documents de travail. Ces dernières concertations techniques et pratiques n'ont pas eu lieu. Par contre Ndeh Ntumazah a pu tenir, avec son groupe, une réunion où il était décidé qu'il y aurait 300 membres au Comité Directeur et 30 membres au Bureau du Comité Directeur (pourquoi boursoufler ces instances de direction ?)

Jeudi 12

Une rumeur persistante circulait selon laquelle l'UPC-MANIDEM n'irait pas au Congrès Unitaire.

A 9H, la commission Centrale devait se retrouver à l'hôtel des Députés, et c'est là que Oma Betow confirme à Moukoko Priso la décision du MINAT selon laquelle s'il y a un seul membre de l'UPC-MANIDEM au Congrès, le Congrès Unitaire ne sera pas reconnu par les autorités, et par conséquent, il est hors de question de prendre ce risque d'annulation du Congrès.

L' honorable Oma Betow commentera : "C'est pitoyable, mais c'est la réalité".

A 15H de ce jeudi 12, devant la commission réunie, Oma Betow insistera sur la rumeur... et Ntumazah d'enchérir : " Il est actuellement trop tard pour dissoudre l'UPC-MANIDEM...". Impasse, donc. L'honorable Bityeki va débloquent la situation en lançant l'idée d'une démission individuelle des dirigeants de l'UPC-MANIDEM. Massoua II Bernard argumente cette proposition et concrètement prend sur lui de faire venir un huissier pour constat des démissions; et très tôt vendredi 13, de déposer les dites démissions au MINAT.

A 17H, Ndoh Michel et les autres dirigeants rencontrent leur base, laquelle accepte largement la proposition (200 contre 30).

A 19H, Moukoko Priso annonce la bonne nouvelle à la commission qui n'en croyait pas ses oreilles, chose que Ntumazah commentera en disant que la tête de l'UPC-MANIDEM est décapitée (!).

Vendredi 13

Vers 11H : ouverture sur l'esplanade du Palais des Congrès à Yaoundé. Oma Betow lit le récépissé administratif, autorisant la tenue du Congrès Unitaire.

- messages des Partis invités
- départ des invités - suspension de séance
- tentative d'élections du Praesidium
(des magouilles : Gwett Manfred, Président ?)

une commission pour le praesidium va travailler toute la nuit.

Samedi 14

- Election d'un praesidium tournant (3 équipes) après quelques fausses manoeuvres (proposition chahutée de Mack-kit ; coup de gueule de Toko Mangan contre les camarades de l'Etranger)

- rapport moral du Président Ntumazah (lu par Kingue Etoukè)

- rapport d'activités (du SG par intérim, Daniel Moukouri)

- rapport de l'UDEFEC par Marie-Irène Ngapeth (Ngo Biyong)

- rapport JDC par Mayi Matip

- constitutions des commissions :

- commission de révision des statuts et du règlement intérieur

- commission orientation et stratégie politique

- commission des élections...

- question anglophone

- organisations annexes...

RENCONTRE HORS-CONGRES

A 19H, la Commission Centrale se réunit à l'hôtel des Députés. Quel mode de scrutin adopter ? scrutin de liste ou uninominal ? Mayi Matip propose un Bureau consensuel avec lui-même ou Gwett Manfred comme Secrétaire Général. Autre proposition de Moukoko Priso : " *Nous (UPC-MANIDEM) renonçons au poste de Président au profit de Ntumazah et réclamons le Secrétariat Général pour Michel Ndoh*".

Levée de boucliers : Mayi Matip quitte la réunion, Bityeki sort de ses gongs et déclare : *"S'il y a au Bureau un membre de l'UPC-MANIDEM, l'AT ne nous reconnaîtra pas"*.

- travail en commissions
- débat et adoption des documents et résolutions en séance plénière.

Dimanche 15

- débat et adoption des documents et résolutions en séance plénière (suite)

18H 30

- élection par acclamation du Président Ndeh Ntumazah (euphorie!)
- élections des membres du Secrétariat politique

■ 1er vice -président : affaire Toko Manga et ses 951 délégués de Douala 1er (170 reconnus par la commission) blocage lorsque Douala devait voter. Mout discussions et un principe de vote : une voix par section sans s'occuper du volume de la section. On suspend l'élection des vice-présidents et on passe à l'élection du SG.

■ Face à la multiplicité des candidats au poste de SG (12 dont 10 Basa'a) l'UPC-MANIDEM prend l'option de présenter un candidat à un poste . Elouga Beng désiste en faveur de Michel Ndoh. Moukouri Daniel (2è avec 15 voix contre plus

d'une quarantaine à Ndoh) accepte sur proposition de Mack-kit au Congrès, de travailler comme adjoint de son "Grand frère" Michel Ndoh.

Election de Mack-Kit au poste de TG (sur une dizaine de candidats).

Toko Mangan menace de couper le courant électrique.

Adoption avortée de la liste des membres du Comité Directeur.

On lit la liste (première) du CD : beaucoup de bruits. Le Bureau du Congrès demande à la commission de revoir la liste.

Au-delà de minuit, Fotchou va réveiller Ntumazah qui réussit à faire revenir le calme. Ntumazah dit qu'on lui a signalé des irrégularités et demande au Congrès d'annuler la liste des sections au CD et de faire confiance au Bureau. Le Nyong-Ekellé avait refusé de remettre ses propositions au CD. Et la liste du CD a été annulée sous pression de Mayi Matip. De quelles irrégularités parlait Ntumazah? Personne, dans l'euphorie, ne s'est posé la question.

- Le vote reprend avec Massongo Barnabé comme Président et revient sur les vice-présidences.

- Bobo Hayatou est déclaré 1er vice-président.
- Ngapeth Marie-Irène bat in extremis Mouen Gaspard au poste de 2è vice-président.

- Elections des membres du Secrétariat Politique :
SNO, SNE, etc.

LUNDI 16

- Elections des membres du Secrétariat Politique
(suite)
- Adoption des dernières résolutions
- Clôture du Congrès.

D.A. 2.

CHRONOLOGIE DES TRAVAUX DE LA SOUS- COMMISSION DE REVISION DES STATUTS ET REGLEMENT INTERIEUR

Témoignage d'un Participant

INTRODUCTION

Trois mois après le Congrès Unitaire, l'actualité interne du Parti commande un retour à la salle de 400 places du Palais des Congrès pour une relation simple des travaux de la sous-commission "de revisions des statuts et règlement intérieur". Cette relation qui se veut linéaire dans le temps, en présentant les trois temps forts des travaux, vise à mettre chaque militant devant la réalité froide des faits afin qu'il en tire les conclusions qui s'imposent. Ces trois temps forts sont les suivants :

- les discussions préalables
- les travaux proprement dits
- la séance épique d'adoption

I . DISCUSSIONS PREALABLES : la guerre des tranchées

A l'instar des autres commissions, la sous-commission "de révision des statuts et règlement intérieur de 1952" s'est constituée au 2^e jour du Congrès. Plus de 200 personnes s'y sont inscrites auprès du 1^{er} Praesidium du

Congrès présidé par le camarade Wogmo Fidèle.
Une fois la commission installée, un bureau est élu par acclamation comprenant les camarades suivants :

1 Mang Louis Marie
Président

2 Kilama Jonathan
3 Ngana Jean
4 Essome Richard
Secrétaires

5 Me Hott Emmanuel
6 Me Sende Batamake
7 Me Soppo Sandrine
8 NdjanaThéodore
Rapporteurs

Le travail peut alors commencer après que le camarade Daniel Moukouri a pourvu la commission de 3 exemplaires du seul projet de statuts élaboré par la commission Centrale. Il est 19 heures.

Lors des discussions préalables, deux grands groupes se dégagent, défendant des positions opposées portant sur l'opportunité même du travail de la commission.

Le camp du refus

1. Ce groupe est dirigé par les camarades suivants et leurs partisans :

1-Soman Etienne 2-Me Ngue 3-Dr Elouga Beng
4-Kohna Jean 5 Mbackyem etc...

Les camarades de ce groupe proposent que la sous-commission rédige tout simplement un projet de résolution que le Congrès adoptera, résolution demandant le renvoi à la base du projet de statuts pour étude, discussion et avis au Comité Directeur (CD) pour le prochain Congrès, les statuts et règlement intérieur de 1952 restant les textes d'usage après aménagement de l'article 23.

2. Les arguments avancés :

- a) Modifier les statuts, c'est créer un autre parti politique autre que l'UPC, donnant ainsi droit à A.F. Kodock qui nous accuse non seulement de ne pas être upéciste, mais de vouloir détruire le Parti : ce serait une preuve patente.
- b) Modifier les statuts, c'est conduire le pouvoir à ne pas reconnaître les travaux issus du Congrès et à nous refuser la légalité.
- c) Modifier les statuts, c'est sinon perdre du moins démobiliser une grande partie des militants qui ne se reconnaissent qu'à travers les statuts de 1952 écrits par Um Nyobè et ses camarades, nos héros historiques.
- d) Modifier les statuts à ce Congrès, c'est aller contre le principe cardinal du centralisme démocratique qui veut que, pour toute décision importante, la base donne d'abord son avis, d'où l'impérieux devoir de renvoyer le projet pour discussion et avis à la base.
- c) Enfin, modifier les statuts sans son corollaire, le règlement intérieur, ferait désordre, confusion et conflit dans le fonctionnement.

B. Les Partisans du changement

1. Ce groupe comprend outre le bureau élu, les camarades suivants et leurs nombreux partisans :

1 Me Ytth 2 Me Moualal Ruben 3 Me Bahoya
4 Nyame Nyamsi etc...

Nous estimons qu'étant en possession d'un avant-projet de statuts, il n'était pas question pour notre commission ni de se substituer à la Commission Centrale ni au Congrès, mais seulement de faire des observations qu'il convient pour le Congrès.

2. Les arguments avancés

- a) Le rôle d'un Congrès ; c'est d' adapter l'orientation politique du Parti à la conjoncture de l'heure ; dans cette orientation, les statuts participent de sa mise en œuvre. Changer de statuts pour changer de Parti n'est rien moins qu'un faux débat.

- b) Le Congrès est Unitaire, ceci veut dire que plusieurs tendances fusionnent; de plus d'autres factions se sont muées en véritables Partis politiques reconnus par la loi (UPC-MANIDEM, MLJC,PSP...).

Pour former une seule entité, il est normal que ces différentes tendances tombent d'accord (pour parler terre à terre) sur les textes qui vont codifier leur conduite commune ; les statuts y occupent une place centrale, autrement, on va fonctionner sur la base de quels statuts ?

■ ceux du P.S.P. ?

■ ceux du R.F.P. ?

- ceux de l'UPC légale ?
- ceux de l'UPC-MANIDEM ?
- ceux de l'UPC Orthodoxe ?

Adopter de nouveaux statuts constitue même le fondement unitaire des travaux de ce Congrès.

- c) Poser le problème de la légalité aujourd'hui est tout simplement un non sens, sinon sur quoi reposent le Comité Directeur du 11 mai 1996 et surtout le Comité Directeur élargi du 13 juillet 1996. De même, sur le plan du respect des textes du Parti, le quorum du CD ratifié par le bureau élu à Nkongsamba a été atteint pour que, des sessions régulièrement convoquées, des décisions soient prises, parmi lesquelles la convocation des assises de ce Congrès du reste autorisé par le pouvoir.

Sur le plan politique, le problème de reconnaissance de la légalité de l'UPC ne se pose pas en une complaisance vis-à-vis du pouvoir, mais plutôt en terme de rapport de force sur le terrain.

- d) Du vivant même de Um Nyobè et de ses camarades, les statuts de notre Parti ont été modifiés au moins deux fois en quatre ans. 44 ans plus tard, il est ridicule de fonder sa stratégie de mobilisation sur l'esprit magique teinté de fétichisme à l'égard des textes dont la seule force réside dans ses objectifs et ses principes et buts.
- e) La tenue de ce Congrès est une illustration parfaite du principe de centralisme démocratique. En effet, c'est la base elle-même qui a exigé, travaillé et obtenu la convocation de ces assises pour y sceller l'unité. Cette base y est valablement représentée et représentative (2 délégués par CB). Ces

délégués sont aptes à prendre toute décision engageant l'avenir du Parti, y compris l'adoption de " nouveaux " statuts.

- f) Les statuts de l'UPC hier, encore moins ceux de 1996, ne sauraient être un modèle unique, complet et définitivement arrêté une fois pour toute : ils sont toujours enrichis de textes complémentaires (règlement intérieur, résolutions, recommandations).

Arguments fermes, invectives, éclats de voix auront émaillé les discussions préalables pendant plus de trois heures. Le camarade Mang Louis Marie prend ses responsabilités et propose un vote à mains levées, "pour ou contre la poursuite des travaux". Au préalable un nouveau décompte montre que 95 membres sur les 150 au départ ont tenu le coup : 63 camarades se prononcent "pour" et 32 "contre".

Ces derniers boycottent ensuite les travaux et empêchent même les autres membres de poursuivre le travail à l'aile réservée à la sous-commission des statuts.

Les autres commissions (Question anglophone, organisations annexes) ayant bouclé leurs travaux et quitté leurs ailes respectives, les 63 membres se transportent de ce côté pour commencer réellement le travail ; il est 23 heures (samedi, 14 septembre).

II. LES TRAVAUX PROPREMENT DITS

Ils se déroulent dans la sérénité retrouvée ; l'analyse de fond et de forme vise à soigner la présentation, aérer et harmoniser la structuration, adapter le contenu au contexte

politique. Les points saillants des débats sont constitués par la constitution et le mode élection du bureau du CD, la nouvelle structuration et son fonctionnement.

Il faut mettre l'accent sur ce dernier point qui a pratiquement divisé la commission ; les uns voulaient non seulement une définition claire des nouveaux organes (section communale, section départementale, section régionale) mais aussi le mode de représentation à ces paliers ; les autres voulaient que cette tâche échoit au règlement intérieur. Cette dernière tranche l'a emporté avec 5 voix d'écart.

Il était 2 heures du matin dimanche 15/09/96 lorsque le bureau a remis le rapport au præsidium constitué par les camarades :

- | | | |
|------------------|-------------|---------------------|
| 1. Wogmo Fidèle | 2. Nganyon | 4. Massongo Barnabé |
| <i>Président</i> | 3. Me Ngue | 5. Naoussi Anatole |
| | Secrétaires | 6. Baheten |
| | | Conseillers |

Les travaux d'adoption des textes qui n'attendaient que ce rapport, ont tout de suite commencé dans la même salle de 400 places archicomble pour la circonstance, y compris le hall attenant.

III. LA SEANCE EPIQUE D'ADOPTION DES STATUTS

1. Présentation du rapport des travaux en commission

Laissons le soin au rapporteur, la camarade Me Sende Batamake de nous donner les grandes lignes :

Sur la forme :

La structure générale du texte a été rationalisée pour rendre les statuts plus cohérents et plus présentables juridiquement ; les statuts de 1996 se présentent en 5 titres :

Titre I - Création - Adhésion
Titre II - Organisation et Fonctionnement
Titre III - Discipline
Titre IV - Finances
Titre V - Dispositions Diverses et Finales.

11 chapitres et 37 articles au lieu de 34 pour les anciens.

Plusieurs articles ont été déplacés en changeant de numérotation, c'est le cas par exemple des anciens articles 15, 16, 17 et 18 relatifs à la discipline qui se trouvaient mêlés dans "Structure et Organisation" et qui sont devenus respectivement les articles 22, 23, 24 et 25 parce qu'il a fallu les regrouper dans le titre relatif à la discipline, mais leur contenu est resté inchangé.

D'autres articles ont été ajoutés tels : l'article 17 (nouveau) sur les attributions du Président ; l'article 18

(nouveau) sur les attributions du Secrétaire Général ; l'article 31 (nouveau) sur les organisations annexes ; l'article 32 (nouveau) sur les relations extérieures ; et l'article 37 (nouveau) .

Certains autres articles ont été enrichis, il s'agit notamment de l'article 2 (nouveau) qui inclut la devise et l'emblème, de l'article 6 (nouveau) qui énumère les différents organes de l'UPC par souci de précision ; c'est le cas également de l'article 9 (nouveau qui regroupe l'ancien alinéa 2 de l'article 8 avec l'article 9 (ancien)). L'article 29 (ancien) quant à lui a été annexé à l'article 5 sous le chapitre relatif à l'adhésion.

L'article 31 (ancien) seul a été supprimé.

Sur le fond

Les réformes sur le fond n'ont été justifiées que par le souci d'actualisation des statuts et de leur adaptation tant à l'évolution socio-politique qu'à l'évolution même du Mouvement pour une meilleure efficacité. Les objectifs de l'UPC ainsi que tous les principes qui lui sont chers tels la démocratie, la collégialité, la discipline etc... sont restés intacts.

Compte tenu de la modification de la carte administrative du pays et le principe de décentralisation adopté par la nouvelle constitution, le Congrès a éprouvé la nécessité d'adapter les structures de l'UPC à celles de l'administration afin que l'UPC puisse avoir un interlocuteur légitime à tous les niveaux et les représentants à toutes les assemblées régionales et locales. C'est ainsi que les organes de base sont passés de trois (3) à cinq (5). Il s'agit de :

- le Comité de Base
- le Comité Central
- la Section Communale
- la Section Départementale
- la Section Régionale, etc...

Les attributions du Président et du Secrétaire Général sont clairement définies et le poste de Président est expressément reconnu par les statuts qui le confirment comme première personnalité du Parti.

2. Les débats

A peine la lecture du rapport terminée, une vingtaine de personnes s'inscrivent pour prendre la parole.

Les divergences observées au sein de la commission sont de nouveau mises au tapis en séance plénière mais rapidement la tendance favorable au changement l'emporte.

Un fait significatif est à relever, le camarade Elouga Beng, bien que défendant encore sa position, reconnaît que la majorité l'a emporté et qu'il se soumet à leur décision, il fera ensuite des propositions amendant le texte définitif.

Alors que la commission avait prévu l'élection du secrétariat politique par le Comité Directeur ratifié,

l'assemblée plénière a décidé autrement, c'est-à-dire élection directe par le Congrès souverain. Le même phénomène se produira sur les finances du Parti ; ainsi le bureau de la commission, révisera sa copie par deux fois après deux séries d'amendements.

Le texte tel qu'il existe aujourd'hui est adopté par acclamation (une salve d'applaudissements) à la 3ème lecture, avant le texte d'orientation et stratégie politique. Il est 4 heures du matin.

CONCLUSION

Compte tenu des conditions difficiles dans lesquelles le Congrès des 13 - 14 - 15 septembre 1996 s'est déroulé, les insuffisances que les camarades peuvent relever tant dans l'organisation matérielle que les travaux politiques proprement dits apparaissent minimes au regard des enjeux d'unité qu'il a fallu atteindre.

Les statuts comme les autres textes doivent faire l'objet d'une amélioration permanente à travers les textes complémentaires que constituent le règlement intérieur, les résolutions et recommandations du Comité Directeur afin de parfaire le travail du prochain Congrès ; ce n'est qu'à ce prix là que l'UPC retrouvera sa place dans l'échiquier politique de notre pays, c'est-à-dire la place centrale.

*BAKAPA Simon Pierre
Yaoundé 4ème*

DA.3

**TABLAU DES REUNIONS DU BUREAU DU
COMITE DIRECTEUR
ET
DES SESSIONS DU COMITE DIRECTEUR**

Du 19 septembre 1996 au 5-6 juillet 1997

Le Secrétariat Politique (16 membres !) ne s'est jamais réuni. L'ordre du jour des réunions du Bureau (30 membres dispersés à travers le pays) est toujours proposé et longuement discuté séance tenante. D'où des réunions-marathons, aux décisions rarement sanctionnées par un vote démocratique. Mettant son veto à toute décision, le Président Ntumazah a constamment abusé de sa fonction : au principe fondamentalement upéciste de "Démocratie et Collégialité", il a substitué une pratique féodale et autocratique.

L'effacement tactique du Secrétaire Général, Michel Ndoh (pour ne pas entrer en contradiction ouverte avec le Président Ndeh Ntumazah) a fini par rendre le Bureau du Comité Directeur totalement inopérant.

DESIGNATION	DATE ET LIEU	OBJET	OBSERVATIONS
1ère réunion du Bureau du CD	19 septembre 96 à Yaoundé chez Abel Teyang	- Dossier à déposer au MINAT. A la recherche d'un siège du Parti à Douala. En attendant : siège provisoire dans le local de l'ex-UPC-MANIDEM. - Projet d'organisation du travail de la direction (SNO), des cartes, cachets et papiers en-tête -TG)	Le Bureau du CD est incomplet. Sur 30 membres statutaires 22 ont été élus ou choisis au Congrès. Les 8 restants seront-ils élus, nommés ou cooptés ?

2ème réunion du Bureau du CD	5 octobre 96 à Yaound Yaoundé chez Louka Basile	Les propositions de cartes, cachets et autres amendées. - De la cotisation mensuelle des membres du Bureau (TG) - A retenir l'organisation du travail de la direction (SNO)	Ndeh Ntumazah absent. Le Bureau peut-il prendre des décisions par consensus ou par vote en l'absence de son Président ?

3ème réunion du Bureau du CD	1er novembre 96 chez Basile Louka à Yaoundé	• De la mise en exécution de la résolution du 2ème Congrès Unitaire qui décide " de façon exceptionnelle, de demander au Bureau élu, de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de connaître rapidement le nombre de militants dans toutes les sections et de faire procéder par celles-ci à la désignation des membres du Comité Directeur selon les quotas qui seront décidés. Le bureau du Comité Directeur doit réaliser ce travail dans les trois mois maximum".	Ndeh Ntumazah remet en cause ce qui a été arrêté par le Bureau en son absence. • Première grave entorse du Bureau à la décision du Congrès: le Bureau retient comme critère essentiel d'appartenance à ce CD d'exception le fait d'avoir participé au IIè Congrès U. Que faire des camarades ayant réalisé des sections unitaires avant le Congrès? • Les camarades de l'ex-UPC-MANIDEM sont piégés !
-------------------------------------	--	--	---

4ème réunion du Bureau du CD	1er décembre 96 chez Esaïe Toko Mangan à Douala	Réunion avortée et reportée pour le 13 décembre en vue de la préparation de la session ordinaire du CD du 14 décembre 1996.	Cette réunion s'est achevée en queue de poisson à cause des pitreries-beuveries de Toko-Mangan qui a dû être rappelé à l'ordre par Ntumazah.
5ème réunion du Bureau du CD	13 décembre à la permanence provisoire de l'UPC à Douala	Préparer la session du Comité Directeur du 14 septembre pour la mise en place du Comité Directeur.	- Tripatouillages des listes des membres du CD (quotas contestés!) sections fictives (Douala centre) JDC et anciens combattants en instance... - Un Comité Directeur introuvable !

1ère session ordinaire du CD	14-15 décembre à la salle des Fêtes d'Akwa à Douala	Mise en place du CD. Au lieu d'une fête de renaissance de la direction de l'UPC, il y a levée de boucliers : Tchoumba Ngouankeu et sa clique mettent en cause les acquis et décisions du IIè Congrès U., notamment l'entente Ndeh Ntumazah- Michel Ndoh. Réponse cinglante de Ntumazah à Tchoumba : <i>"Si j'écris la vérité sur le camarade Tchoumba, ce sera plus terrible que la vérité sur le Comité Révolutionnaire"</i>.	Cette session du CD s'est achevée par une décision verbale convoquant une session extraordinaire du CD pour les 18-19 janvier 1997. - Esaïe Toko Mangan, dès le matin du 15 décembre réunira chez lui des acolytes pour convoquer un Congrès extraordinaire à l'occasion, ils pondront des résolutions- pirates grossièrement attribuées à Ndeh Ntumazah. - Tchoumba Ngouankeu, Anatole Naoussi, Nicodème Ntang ouvriront un consulat des "Upécistes de l'Ouest auprès de la Direction de l'UPC"
6ème réunion du Bureau du CD	11 janvier 97 à Bonabéri-Douala chez Ndeh Ntumazah	* Question de méthode de travail au Bureau : un procès-verbal /ou un compte rendu ? Retour du spectre "UPC-MANIDEM" : les dirigeants de l'ex-UPC-MANIDEM du Bureau sont sommés de reconfirmer par écrit que leur démission (12 septembre 96) vaut dissolution de l'UPC-MANIDEM.	Paralysie du Bureau du C.D. La lutte entre deux camps au sein du Bureau se précise...

7ème réunion du Bureau du CD	17 janvier 97 à Yaoundé (hôtel Mansel)	• Préparer la session extraordinaire du CD du 18-19 janvier 1997. • Préparer les élections: programmes et investitures...	• l'UPC sous le coup des chantages . Chantage à l'argent : Toko Mangan : "vous payez cash ou je ferme les portes du Palais de Congrès" Chantage politique : Ndeh Ntumazah "vous faites ce que je veux ou je convoque une conférence de presse et je me retire."
Session extraordinaire du CD	18-19 janvier 97 Palais des Congrès à Yaoundé	• Une longue bataille entre deux résolutions qui cache la lutte entre deux lignes politiques : une fidèle à "l'orientation, la stratégie et la politique Générale" adoptées au IIème Congrès U. l'autre tentée par le collaborationnisme • Résolution n°2 portant sur les élections crée une Commission Nationale d'Investiture.	Courte victoire : 122 voix contre 103. Mais à quand l'autre bataille ? • UPC-Manidem sera dissous le 2 février 1997; procès-verbal déposé à la Cour Suprême le 17 février... • Le 25 juillet 1997, Ntumazah, Toko Mangan et Cie sont encore à demander à la Chambre Administrative de la Cour Suprême si elle a été saisie d'une requête en dissolution de l'UPC-MANIDEM (surréaliste !).
8ème réunion du Bureau du CD	1er février 97 à Yaoundé (hôtel Mansel)	• Compléter le Bureau du CD selon les critères géo-ethno-politiques dictés par Ntumazah : Entrée en force des déçus du IIème Congrès Unitaire.	• Comment l'UPC pourra-t-elle mener la bataille électorale sans le nerf de la guerre, l'argent ? Cri d'alarme du Trésorier Général !

		• Organisation des élections des commissions. • Guide-Circulaire présenté par le SNO. Le Président Ntumazah refuse d'y apposer sa signature.	
9ème réunion du bureau du C.D	16 février 97 à Yaoundé chez Abel Teyang	• Problèmes financiers. De la légalité de l'UPC. • De l'organisation des élections. • Des commissions (suite)	Pressions des autorités RDPC sur l'UPC sous le couvert de l'octroi de la "légalité par négociation"
10ème réunion du bureau du C.D.	1er mars 1997 à Douala chez Samuel Mack-kit	• Note circulaire aux organismes du Parti concernant l'organisation des "primaires" à la base. • Les cartes de l'UPC imprimées en France seraient arrivées... sous la seule responsabilité du Président Ntumazah.	• Ndeh Ntumazah absent. • La note-circulaire organisant les primaires à la base ne sera jamais signée par le Président Ntumazah (?) .le Trésorier Général désappointé.

11ème réunion du bureau du C.D.	8 mars 1997 à Yaoundé chez Basile Louka	• Le procès-verbal de dissolution de l'UPC-MANIDEM est remis au bureau • Dossier contentieux examiné...	En l'absence du Président Ntumazah, Mme Ngapeth, 2è vice présidente préside la réunion. • Absence de Michel Ndoh
---------------------------------	---	--	---

12ème réunion du bureau du C.D.	6 avril 1997 à Bonabéri-Douala chez Ntumazah	Le grand scandale des investitures. Il n'y a presque pas eu de "primaires" : - le cas du Nyong-Ekellé où Ntumazah et Mayi Matip imposent Mme Ngapeth contre l'avis de la base (Makak)	• Réunion initialement prévue à Yaoundé chez Elouga Beng. • Ici commence la débâcle de l'UPC aux élections législatives.
13ème réunion du bureau C.D (informelle)	12 avril 1997 à la permanence provisoire	• Contestation des investitures et tentatives de correction • Listes parallèles de Toko Mangan	• Malgré ses dénégations, Toko Mangan s'annonce comme le torpilleur n°1 des listes de l'UPC aux législatives.
14ème réunion du bureau C.D.	14 juin 1997 à Bonatone - Douala	Appel précipité d'une session du Comité Directeur. • Refus de concertation du bureau sur les législatives	• Absence de Michel Ndoh (SG) et de Moukoko Priso (SNO). Première réunion post-électorale : aucune évaluation. Pas d'autocritique.
Session ordinaire du Comité Directeur	5-6 juillet 97 à Douala . foyer Njo Njo	Ordre du jour : 1- Bilan des activités du 18 janvier au 4 juillet 97 2- Divers	• Crise à la Direction et au sein de l'UPC : tentative de coup d'Etat visant à détruire les acquis et les décisions du IIème Congrès Unitaire de septembre 96 à Yaoundé.

**RESOLUTION PORTANT SUR LA
DESIGNATION D'UN PORTE-PAROLE DES
UPECISTES DE L'OUEST AUPRES DE LA
DIRECTION DE L'UPC**

Réunis ce jour 26 octobre 1996 au foyer évangélique de Bafoussam en réunion inter-section provinciale de l'UPC de l'Ouest, les militants de l'UPC des sections de l'Ouest ont débattu et adopté la résolution ci-après :

■ Considérant que l'UPC s'est réunie en son 2ème Congrès unitaire les 13, 14 et 15 septembre 1996, et qu'à l'issue de celui-ci plusieurs résolutions ont été adoptées dans le but de mettre fin aux divisions et autres maux qui ont longtemps miné le mouvement ;

■ Considérant que les Upécistes réunis à ce Congrès ont mis sur pied un secrétariat politique de façon peu orthodoxe, puisque celui-ci ne reflète pas la physionomie sociologique et la géopolitique du pays ;

■ Considérant les manoeuvres d'exclusion des délégués en provenance de la province de l'Ouest des commissions d'organisation du Congrès Unitaire des 13, 14, et 15 septembre 1996, ceci en les maintenant longtemps devant les commissions de validation et d'enregistrement pendant que les négociations et les compromis se déroulaient dans les hôtels les plus luxueux de la capitale ;

■ Considérant l'absence de l'Ouest dans la sécurité du Congrès, car les éléments de sécurité mis en place n'étaient que la milice des lobbies bien connus entretenus par le camarade Président Ndeh Ntumazah et les adeptes du **"Comité Révolutionnaire"** selon Ndeh Ntumazah lui-même dans son livre intitulé la **"Vérité sur le Comité Révolutionnaire"** et qu'ils restent non interpellés jusqu'à ce jour ;

■ Que certains de ces gars de la sécurité, qui n'ont jamais milité au sein de l'UPC étaient venus non pas pour la sécurité des délégués, mais pour frustrer les délégués non adeptes de leurs lobbies ;

■ Considérant les propos malveillants du camarade Ndeh Ntumazah dans son discours d'ouverture du congrès Unitaire des 13, 14 et 15 septembre 1996 à l'égard de certaines sections de l'Ouest, propos qui ont porté fruits à la cause de leurs lobbies, car les sections ainsi incriminées se sont vues éliminées de la liste des élections représentées au Congrès et leurs délégués chassés dans le but d'écarter un éventuel rival imaginaire au poste de Président de l'UPC que l'Ouest pourrait présenter contre lui , (Ndeh Ntumazah) ;

■ Considérant que le secrétariat politique de l'UPC, mouvement pour lequel beaucoup de fils de la Province de l'Ouest sont tombés, traumatisés et atomisés, sur seize membres dans ledit secrétariat, pour un **"qu'en dira-t-on"** propos avancés par un membre bien connu des deux lobbies, un fils de l'Ouest est admis dans le **"groupe de seize ou plus"** ;

■ Considérant qu'à ces titres, il y a eu frustrations et mépris à l'endroit de la Province de l'Ouest, et qu'au surplus

de leurs actions avant, pendant et après le Congrès, le Président de l'UPC s'est attribué le pouvoir de coopter certaines personnes, de donner des dénominations anti-statutaires à ces personnes, de provoquer la vacance de la direction de l'UPC (Comité Directeur) sans consultation préalable, sans se conformer aux textes du mouvement ;

■ Que les militants de la Province de l'Ouest s'indignent des comportements de destructions perpétrés contre eux par celui-là même qui a été **entretenu, soutenu, défendu et choisi** par les fils de la Province de l'Ouest ;

■ Au vu de tout ce qui précède, les militants de la province de l'Ouest se veulent un droit de regard, en leur qualité **d'ayant-droits** sur tout ce qui engagerait l'UPC, et ceci à tous les niveaux, et décident ce qui suit :

Les militants de l'UPC, de la province de l'ouest donnent MANDAT aux camarades :

■ Tchoumba Ngouankeu Isaac (CNI N° 120/0014/91 délivrée le 22 janvier 1991 à Douala, Boîte postale 1852, Téléphone 39 82 08 Douala).

■ Mbah Nicolas alias Ntang Nicodème (CNI N°012/908/95 délivrée le 11 juillet 1995 à Bansoa-Penka Michel BP 36 Bafoussam).

à les représenter en lieu et place dans toutes les négociations nationales et internationales, dans tous les cadres de prise de décisions extra-statutaires qui engageraient la vie de l'UPC ;

■ En outre , tout contact informel, toute tournée informelle que pourrait entreprendre un dirigeant, un

groupe de dirigeant de l'UPC dans la province de l'ouest, auprès d'une structure de l'UPC ou auprès d'un responsable local de l'UPC devront être consentis par ces MANDATAIRES.

■ En conséquence, il sera constitué autour de ces deux MANDATAIRES, un groupe de camarades militants de l'UPC qui pourront les suppléer en cas d'empêchement par un ou plusieurs camarades dudit groupe en leur délivrant un MANDAT dûment signé.

■ Par conséquent, toutes dispositions contraires à cette décision et recommandations seront considérés par les auteurs comme une **provocation et un mépris manifeste et caractérisé** auxquels les Upécistes de l'ouest ne ménageraient aucun effort pour manifester leur **indignation**.

Fait à Bafoussam, le 26 octobre 1996

Le Praesidium de séance

Président de séance :	Hon. Naoussi Anatole
Co-président de séance :	Ntang Nicodème
Secrétaire de séance :	Nzonda Benoît

D.A. 5.

SUR LE GUIDE-CIRCULAIRE

1- La préparation et le déroulement même du 2ème Congrès Unitaire de septembre 1996 avaient clairement montré (ou confirmé) que l'organisation de l'UPC laissait à désirer, surtout si l'on en juge conformément aux normes upécistes traditionnelles.

Le fait même qu'on n'ait pas pu désigner le Comité Directeur au Congrès reflétait ce désordre organisationnel.

Par ailleurs, le fait même que Toko Mangan ait pu réussir sa fraude monstre (déclarer 950 délégués de la section de Douala-centre dont il s'autoproclame Président à vie) montrait que le désordre en question et la fraude érigée en norme, se nourrissaient mutuellement. Il fallait lutter contre tout cela. Mais si tous au bureau semblaient vouloir de cette lutte, beaucoup en réalité n'en voulaient pas.

2- Dès la deuxième réunion du bureau du Comité Directeur, le 05 octobre 1996, il fut demandé au Secrétaire National à l'Organisation (SNO) d'envoyer une circulaire aux sections leur enjoignant de démarrer le travail.

Je réfléchissais à la meilleure manière d'engager la tâche énorme de réorganisation du Parti, conformément aux nouveaux statuts que le 2ème Congrès Unitaire venait d'adopter. Je ne voulais pas précipiter les choses.

C'est pourquoi l'idée directive fut la suivante : partout, on devait faire l'inventaire de tous les comités de

base (CB) et mettre à jour les Comités Centraux (CC) existants.

A partir de ce travail qui devait prendre au moins deux mois, nous mettrions au point les règles de structuration des sections communales, des sections départementales et des sections régionales. J'ai informé les sections que j'ai pu visiter de cela.

3-Au mois de novembre, j'ai commencé à réfléchir sur la question de l'organisation des élections nouvelles. Courant décembre, le projet fut rédigé et présenté à une réunion. Quand le bureau de C.D. a eu à connaître de ce projet une première fois, beaucoup de membres ont estimé, non sans quelques raisons, que le texte devait être multiplié et leur être soumis. D'autres étaient déjà contre le projet sans le dire. Le texte fut donc multiplié et remis lors d'une réunion, la deuxième réunion, je le lus tout de même encore lors d'une troisième réunion, il fut donc examiné et, en gros, l'idée même de la forme circulaire adoptée ; c'était en janvier, avant la session du Comité Directeur des 18-19 janvier 1997.

A cette date, la cabale montée par Daniel Moukouri était déjà publiquement engagée.

4- Mais le bureau du Comité Directeur avait décidé que le SNO présente au C.D. un projet de résolution demandant au bureau du C.D. de sortir une circulaire pour organiser les sections; d'où la dénomination de **"Guide-Circulaire"**.

5- A la réunion du bureau du C.D. du 11/1/1997, le SNO proposa que le texte soit cosigné par le président, le Secrétaire Général et Secrétaire National à l'Organisation. Plusieurs personnes approuvèrent. Mais le Président argua

que trois signatures n'étaient pas nécessaires, que deux (SG et SNO) suffisaient. On insista ; il insista aussi de son côté.

6- Au C.D. des 18-19 janvier, le SNO présenta le projet de résolution prévu : chahut de quelques partisans de Daniel Moukouri.

7- Ensuite, le SNO mit le texte au propre. Il téléphona spécialement au Président en revenant sur la triple signature. Le Président redit sa position, comme de bonne foi ! C'est ainsi que le Guide sortit avec deux signatures (SG et SNO).

8- Après quoi, Ntumazah entre dans la cabale de Moukouri et consorts.

9- Quelles sont les raisons de la cabale ?
Qui a peur du Guide-Circulaire ?

On ne veut pas que l'on organise l'UPC, et surtout pour développer le clientélisme.

Douala, le 27 septembre 1997...

Moukoko Priso

D.A. 6.

**L'EPISODE DE LA CANDIDATURE DU
SECRETAIRE GENERAL
DE L'UPC AUX LEGISLATIVES DE MAI 1997**

Depuis la tenue du 2ème Congrès Unitaire de l'UPC qui a affirmé que notre Mouvement entend désormais être présent à toutes les échéances électorales en perspective, tous les militants attendaient à l'occasion des législatives la confirmation de cette volonté du Congrès.

Lors de sa session extraordinaire les 18 et 19 janvier 1997, le Comité Directeur a confirmé cette volonté en créant une structure d'investiture, la Commission Nationale d'Investiture qui devait finaliser la procédure d'investiture à laquelle la base était associée à sa phase initiale. C'est dans ce climat que les camarades de la Sanaga Maritime à Edéa, à Massok, à Ndom ont vivement souhaité voir le Secrétaire Général conduire la liste des candidats de son Parti dans sa circonscription d'origine.

Le 6 avril 1997 lors de la séance d'investiture tenue au domicile du Président National Ndeh Ntumazah, j'ai été investi pour conduire la liste de la Sanaga Maritime qui comprenait en plus du Secrétaire Général, deux autres membres : les camarades Moukouri Daniel et Makang Ma Mbock.

Le lendemain de l'investiture, le camarade Moukouri qui est Secrétaire Général adjoint est venu m'informer que le Président Ntumazah l'a chargé de me signaler qu'il a décidé de mettre sur notre liste le camarade Soman Etienne à la

place de Makang Ma Mbock qu'on accuse d'être un élément à la solde de Kodock. Moukouri s'est par ailleurs proposé d'emporter à la préfecture d'Edéa pour les déposer et verser les 50 000 F de caution individuelle que nous lui avons remis.

Tout semblait se passer sans problème jusqu'au jour où Moukouri est passé me voir au siège pour me dire qu'il était entrain de se rendre à Edéa où il semble qu'il y aurait quelque chose d'anormal. Mais à son retour en fin d'après-midi, alors que je l'attendais en compagnie du camarade Victor Kanga, il nous dit qu'il s'agit d'une fausse alerte.

Dans la matinée qui suivait, alors que j'étais avec Moukouri, Soman entre, avec l'air complètement abattu, et nous dit que la veille il a été à la préfecture d'Edéa et on lui a dit que notre liste avait des problèmes. Cette déclaration qui contredisait le rapport de la veille de Moukouri met ce dernier dans l'embarras. Il propose alors à Soman de partir pour Edéa rencontrer le Préfet. Je propose qu'on y aille tous les trois. C'est alors que Moukouri me demande de les attendre un moment, car ils doivent voir rapidement un ami à Bonanjo avant de venir me chercher. On était vers 11 heures.

J'ai attendu vainement leur retour jusqu'à 13 heures: moment où j'ai décidé de me rendre à Edéa même sans eux. Accompagné du camarade Malagal (l'un des responsables de notre sécurité) j'arrive à la préfecture d'Edéa à 15h 15. Je me fais annoncer chez le Préfet. Et pendant que j'attends le retour de la secrétaire préfectorale pour savoir la suite de ma demande d'audience, s'amènent Moukouri et Soman et qui me disent qu'ils sortent de chez le Préfet qui leur aurait dit qu'il ne peut pas me recevoir puisqu'il a discuté avec eux sur

notre liste : ils me suggèrent donc de repartir pour qu'ils me fassent le compte rendu de leur discussion en cours de route.

Alors qu'on était dehors, j'entends la secrétaire du Préfet qui m'appelle pour me dire que M. le Préfet veut me recevoir.

Le Préfet m'exprime la joie qu'il a de me recevoir pour la première fois à son bureau alors qu'il entendait seulement parler de moi depuis mon retour au pays en 1991.

Au sujet de notre liste, il me dit qu'il y a des problèmes comme la non-légalisation des signatures, le fait que Moukouri et moi qui résidons à Douala ne sommes pas inscrits sur les listes électorales de la Sanaga Maritime et le fait que Moukouri a envoyé non pas une copie d'acte de naissance de moins de trois mois, mais une photocopie de copie d'acte de naissance de 1968.

Des reproches qui nous étaient faits, seule notre non figuration sur les listes électorales de la Sanaga Maritime avait valeur de critique imputable à l'administration, à la différence des deux autres dont la responsabilité incombait au camarade Moukouri qui s'était par exemple refusé à faire légaliser les signatures en prétendant que la préfecture d'Edéa n'exigeait pas cette formalité.

Tout montre aujourd'hui que les négligences n'étaient pas gratuites. Elles ouvraient la voie à l'entrée en scène du ministre Toko Mangan, 3ème vice-président de l'UPC à qui le Président Ndeh Ntumazah venait de déléguer les pleins pouvoirs pour gérer les listes des candidats de l'UPC auprès du ministère de l'administration territoriale.

Quand je reverrai le Préfet quelques jours plus tard après avoir tenté de remédier aux critiques qui nous étaient initialement faites, c'est de sa bouche que j'apprendrai que mon problème est devenu beaucoup plus sérieux puisque mon Parti a introduit une deuxième liste de candidats en Sanaga Maritime d'où mon nom est éliminé.

Le Préfet m'informe que la deuxième liste maintenant conduite par Soman Etienne était d'abord signée au nom de l'UPC par le 3ème vice-président Toko Mangan. Mais devant les réticences de l'administration qui faisait remarquer que la liste qui m'investissait était signée du Président National du Parti lui-même, on a ramené cette 2ème liste après, portant en plus cette fois, la signature du Président Ndeh Ntumazah, ce qui faisait tomber les réticences que l'administration exprimait auparavant.

Le Préfet me faisait comprendre alors que seule une prompte annulation de la 2ème liste par le Président Ndeh Ntumazah lui-même pouvait permettre la remise en valeur de la première liste que je conduisais.

Après mon entrevue avec le Préfet d'Edéa, j'apprends que Ntumazah est récemment arrivé à Yaoundé. Je décide d'aller le rencontrer dans le but de tirer au clair la question de ma candidature.

Je me suis rendu à son hôtel accompagné du camarade Louka Basile, Secrétaire à la Formation Politique et à l'Education Politique. Le Président Ndeh Ntumazah m'explique qu'on a effectivement envoyé une délégation le voir à Bamenda à minuit. On s'est borné à lui dire que ma liste est rejetée parce qu'on me reprochait d'avoir une double nationalité (nationalité suisse en l'occurrence), et que si

l'UPC ne renonce pas à être présente en Sanaga Maritime, il faut que la deuxième liste soit présentée le lendemain au MINAT, dernier jour de dépôt des candidatures. Il se serait donc senti obligé dans ces conditions d'y apposer sa signature. Et il a ajouté que c'est à son arrivée à Yaoundé qu'il s'est rendu compte qu'on ne lui avait pas dit toute la vérité à propos de cette affaire.

Quand je demande au Président Ntumazah d'annuler alors cette 2ème liste maintenant qu'il est plus informé sur ce qui se passe, et surtout que d'après le Préfet d'Edéa une telle annulation relancerait la liste initiale, je reçois la surprenante réponse suivante :

" je ne veux pas annuler la 2ème liste parce que si je le faisais, je montrerais par là que je n'ai plus confiance au ministre Toko Mangan".

Les choses deviennent encore plus claires quand on sait que les comploteurs du Parti dans cette affaire ont su convaincre le pouvoir et l'administration RDPC de s'y impliquer suffisamment car leur cause était commune. Tout indiquait qu'en Sanaga Maritime rien ne pouvait empêcher le succès électoral de la liste UPC conduite par le Secrétaire Général.

Non seulement le Parti au pouvoir gagnait quelques sièges si c'est une autre liste qui porte les couleurs du Parti des martyrs en Sanaga Maritime, mais surtout l'élection du Secrétaire Général Ndoh Michel comme député le prédispose comme chef du groupe parlementaire de l'UPC, ce qui rendrait difficile les perspectives de retrouvailles pour négocier en coulisse la participation de l'UPC du Congrès de Yaoundé au pouvoir RDPC.

Voilà pourquoi la délégation qui s'est rendue chez Ntumazah en pleine nuit alors que Bamenda était sous couvre-feu, a bénéficié de toutes les facilités administratives tout au long de son itinéraire.

Secrétaire Général

Maître Michel Ndoh

D.A. 7.

**LISTE (non exhaustive) DES IRREGULARITES
ET CAS DE FRAUDES LES PLUS
FLAGRANTS, QUI ONT EMAILLE LE
SCRUTIN EN MOUNGO SUD**

Nous donnerons d'abord les irrégularités d'ordre général AVANT le 17 mai, puis ce qui s'est passé le 17 mai, par circonscription administrative du Moungo Sud.

**A/ QUELQUES CAS D'IRREGULARITES
AVANT LE SCRUTIN**

A1. La distribution des cartes d'électeurs s'est faite dans des conditions d'irrégularité générale : une grosse quantité de citoyens en âge de voter (20 ans et plus) n'ont pas reçu de cartes.

Plusieurs autres ne les ont eues qu'à quelques jours du 17 mai.

Ce problème a été posé plusieurs fois aux autorités administratives : 2 fois au sous-préfet de Mbanga. Mais sans succès. Il est clair que cela a pesé lourdement sur la régularité du scrutin, puisque de l'avis général, les cartes ont été essentiellement distribuées aux seuls citoyens considérés comme "sûrs" par le RDPC.

A2. De nombreux citoyens "sûrs" pour le RDPC détenaient plusieurs cartes ; le nombre allant parfois jusqu'à une dizaine

pour une seule personne, comme ont montré des cas le 17 mai.

A3. Il a été impossible d'obtenir, dans les délais légaux (5 jours au moins avant le scrutin comme le prescrit l'article 96 de la loi électorale), la liste des bureaux de vote du Moungo Sud. Malgré une visite au sous-préfet de Dibombari par exemple et une demande en ce sens, il nous a été répondu qu'il était impossible de nous donner ne serait-ce que le nombre de bureaux, au motif que " le MINAT pouvait modifier les propositions de bureaux du sous-préfet".

Cette situation empêchait les partis en lice de désigner correctement leurs divers représentants dans les Commissions Locales de Vote, chose qui sera exploitée contre les partis (sauf le RDPC) au matin du 17 mai, pour refuser l'accès de leurs représentants pourtant mandatés (cas de Kounang, Banseng, et autres).

A4. Le comportement du gouvernement et ses amis à l'égard de l'UPC présidée par Ntumazah, quant à sa participation aux élections, a fait en sorte que, en violation de l'article 40 (1) de la loi électorale, aucun représentant de notre Parti n'a été convoqué à la Commission Départementale de Supervision au titre du Moungo sud, circonscription du Moungo où notre Parti présentait une liste.

A5. L'article 42 de la loi électorale a été violé, dans la mesure où aucun registre n'a été tenu dans aucune sous-préfecture du Moungo-Sud pour y inscrire les réclamations relatives aux listes électorales et aux cartes d'électeurs, comme le prescrit cet article. Et pourtant, ces questions revenaient sans cesse de la part des populations plusieurs mois avant les élections.

A6. La publication, par le journal "Cameroon Tribune" qui, aux yeux de l'opinion, et de fait, fait office de " Journal Officiel" de la République, d'une "liste officielle des candidats", ne comportant pas notre liste, le refus superfétatoire de ce journal de publier le moindre rectificatif par la suite, tout cela a sans conteste participé à l'entreprise de fraude contre nous, dans la mesure où cela a créé dans l'électorat le sentiment que cette liste pouvait peut-être ne plus être en compétition.

A7. Le chef du district d'Abo (Bonalea) a allègrement violé la "neutralité" qui devait être la sienne dans la campagne, en se laissant embarquer sans retenue dans les caravanes du RDPC comme un simple supporter de ce parti : le 13 mai, nous l'avons surpris à Bwapaki dans cette compagnie et, alors que les meetings des deux listes se tenaient à quelques dizaines de mètres de distances(sans incident), il n'a même pas eu la simple courtoisie de venir saluer le nôtre en 10 secondes et s'est cantonné dans le rôle d'agent électoral du RDPC.

A8. Les listes RDPC étaient non-conformes à l'article 75 de la loi électorale. En effet, la première version comprenait les six noms de Tiani, Maka, Anoke, Ngah, Njoh et Mme Ngoula. Mais après que toutes les listes aient été déposées, le matériel électoral confectionné en conséquence et publié, affiché dans toute la circonscription, à la stupéfaction générale, les populations ont vu une nouvelle liste composée de Tiani, Maka, Anoke, Ngah, Njoh, Ngom Priso et Mme Ngoula . Or, il est formellement interdit de changer une liste après son dépôt et son acceptation par le Préfet.

CONCLUSION PROVISOIRE :

Ces irrégularités, toutes seules, nous semblent déjà suffisantes pour justifier notre demande d'annulation de ces élections dans le Moungo-sud.

Mais, le 17 mai, sont venus s'y ajouter les faits suivants :

B. QUELQUES CAS DE FRAUDES ET IRREGULARITES SURVENUS LE 17 MAI

B1. District d'Abo (Bonaléa)

B1.1. Bureau de Bangseng

a) Le village de Bangseng, canton Abo-nord, ne compte , de mémoire de camerounais, jamais plus de 30 (trente) personnes en âge de voter . Même en y ajoutant les "élites extérieures" qui pourraient venir voter au village ce jour-là, ce serait un bon petit miracle de trouver 50 votants à Bangseng. Or, il a été annoncé quelque chose comme 496 (quatre cent quatre vingt seize) inscrits à Bangseng pour ce scrutin.

b) Aucun représentant d'aucune liste (sauf le RDPC) n'a été admis dans la salle, dès le début des opérations de vote. Personne, sauf le RDPC, n'a donc contrôlé l'urne avant le début des votes. Nous verrons plus loin que ce refus des représentants des listes des autres partis préparait le terrain à une autre opération en fin de journée.

Le dépouillement a été fait après que l'urne ait été transportée à Bonaléa, au bureau du chef de district. Naturellement.

aucun représentant des partis autres que le RDPC (en tous cas, pas nous), n'a pu y assister. Or, il faut savoir que quelques jours avant le vote (le 9 mai), le chef de district avait réuni des présidents de bureaux de vote pour leur expliquer qu'il fallait transporter les urnes en bloc à Bonaléa pour faire le dépouillement dans son bureau. Malgré l'avis contraire d'au moins quelques-uns des présidents, il n'avait pas renoncé à son projet illégal. L'élimination des représentants des listes de plusieurs partis visait donc, trivialement, à créer les conditions pour une utilisation frauduleuse de l'article 106, contrairement au 105, de la loi.

c) Des menaces physiques, au fusil, ont été opérées par les forces de l'ordre, sur la personne de notre candidat, M. Richard Nkalle Nkoti, alors qu'il voulait juste s'assurer que les bulletins de notre liste avaient effectivement été proposés (comme ceux des autres listes) aux électeurs. Le président du bureau de vote a alors refusé l'accès du bureau y compris à un huissier de justice mandaté pour constater les faits et fraudes, sous prétexte que, "sur ordre du chef de district, personne n'entrait dans le bureau".

B1.2. Bureau de Kounang

a) Le scrutin a commencé ici en l'absence des représentants des partis autres que le RDPC. Personne n'a donc vérifié l'urne au début !

b) A l'ouverture du scrutin, il n'y avait pas de bulletins de notre liste (UPC présidée par Ndeh Ntumazah). A la suite des

protestations de notre représentant par ailleurs refusé dans la salle illégalement par le président (cf. A3), les bulletins ont été apportés ; mais le vote avait déjà commencé.

c) Kounang est un petit village qui, de mémoire de citoyens, ne compte pas 30 (trente) personnes en âge de voter. Même en y ajoutant d'éventuelles "élites extérieures" venues voter au village ce jour, trouver 50 électeurs à Kounang relèverait de l'affabulation. Or, il a été annoncé 488 (quatre vingt huit) inscrits à Kounang pour ce scrutin !

d) Un huissier de justice a formellement constaté la chose suivante : les 127 personnes ayant voté au moment où il arrivait sur place, ont effectivement voté dans l'ordre de leur inscription sur la liste dont disposait la Commission Locale de vote. Or, la probabilité d'une telle coïncidence, que les électeurs, au nombre de 127 viennent voter dans l'ordre (en tous cas sans qu'un seul des suivants ne s'intercale entre deux des 127 premiers de la liste), est NULLE: que cela se produise est aussi miraculeux que de retrouver le Mont Cameroun au centre de Maroua, le 22 mai 1997!

On est donc assez fondé à s'interroger, et à émettre l'hypothèse que quelque chose avait été préfabriqué dans ce bureau, avec volonté conséquente de fraude.

B1.3. Bureau de Kotto A

a) Alors que le scrutin avait commencé le matin dans des conditions à peu près normales, vers 13 heures - 14 heures, un ordre est venu des autorités administratives (le sous-préfet selon les uns dans ce bureau) de RETIRER tous les bulletins de l'UPC présidée par Ntumazah.

b) Le scrutin s'est donc ensuite poursuivi sans les bulletins de notre liste, jusqu'à la clôture. Nous sommes passés dans ce bureau vers 17h 30 le 17 mai.

c) Il en a été de même pour les bulletins du parti dénommé "Manidem".

B1.4 Bureau de Kotto B

Les bulletins de l'UPC-Ntumazah, ainsi que ceux du parti UNDP ont été retirés du choix des électeurs, là aussi sur ordre venu de Mbanga comme pour le bureau de Kotto A, et après un début à peu près normal du vote.

B1.5 Bureau de Penda Mboko Village

a) Il n'y a pas eu de bulletins de la liste UPC Ntumazah, puisqu'ils ont été retirés de ce bureau dans les mêmes conditions que pour les deux bureaux précédents.

b) Sur 487 électeurs inscrits ici, seuls 109 ont pu voter, les autres n'ayant jamais reçu de carte d'électeur (voir A1 ci-dessous)

B1.6. Bureau de Souza Moundani

a) Plusieurs électeurs ont été surpris avec plusieurs cartes (de 2 à 11) dans les salles 3 et 4 à Moundani.

b) Des électeurs ont été dispersés alors que, conformément à l'article 105 de la loi électorale, ils souhaitent assister au dépouillement.

c) Des brutalités ont été exercées par les gendarmes, sans aucune raison, sur M. Missé Soné Moïse, un des responsables de notre parti.

B2. Arrondissement de Dibombari

B2.1. Bureaux de Bomono

a) Une véritable chasse aux représentants de notre liste a eu lieu dans ces bureaux, sur ordre disait-on, du sous-préfet de Dibombari.

b) Des militants du RDPC, dans certains bureaux, imposaient carrément au vu et au su des commissions locales de vote, aux électeurs de voter RDPC, sans que les présidents des commissions disent le moindre mot.

B2.2. Bureau de Ngodi

Le chef de village de Ngodi, M. Ekollo Moundi Alexandre, ancien député RDPC, a purement et simplement occupé le bureau avec ses enfants, au cri de "pas d'opposition ici" ; puis ils ont procédé à un bourrage en règle de l'urne, avec des bulletins RDPC.

Le résultat est que, le RDPC est crédité de 60 voix à lui seul, alors que tout le village n'a pas plus de 30 électeurs, et que tous les habitants n'ont pas eu leur carte électorale, comme cela a été la règle à travers l'arrondissement de Dibombari en dehors des gens "sûrs" pour le RDPC.

B3. Arrondissement de Mbanga

B3.1. Bureaux de la Ville de Mbanga

a) Le scrutin a débuté à peu près normalement le matin, avec les bulletins de tous les partis. Puis il est apparu que, beaucoup d'électeurs ne sachant pas lire demandaient sans cesse "wusaï dan book weti two sticks de ?" (allusion aux deux "bâtons" barres distinguant les bulletins de la liste UPC-Ntumazah de ceux de M. Kodock). Devant ces signes annonciateurs d'un bon résultat pour ne pas dire d'une victoire certaine de la liste UPC-Ntumazah, le sous-préfet de Mbanga, alerté par les agents du RDPC, a fait le tour de tous les bureaux de Mbanga, et a demandé de retirer tous les bulletins de notre liste de la compétition. Au bureau du Quartier 3C, cela s'est passé en présence de notre candidat Gaston Moutia.

Le sous-préfet de Mbanga a ensuite répété le même coup à Mombo et dans la zone de Penda Mboko qui (cette dernière) relève pourtant du district de Bonaléa.

b) Interrogé, dans son bureau de la sous-préfecture, par nos candidats, en l'absence du sous-préfet parti faire son coup du retrait de nos bulletins, l'adjoint d'arrondissement de Mbanga a expliqué que la liste UPC-Ntumazah ne figurait pas sur "la liste officielle" des partis en compétition. A la question de savoir d'où venaient alors les bulletins de vote de cette liste si ce n'est du MINAT via l'imprimerie nationale. Et pourquoi avoir attendu une à deux heures après le début des opérations de vote ? L'adjoint du sous-préfet a répondu par des explications embarrassées et quelque peu vaseuses. Quant aux présidents de bureaux de vote (par exemple) Quartier 6A et B, Gendarmerie A et B, ils ont refusé de donner la moindre réponse, se réfugiant derrière "les autorités".

B4. District de Mombo

B4.1. Bureaux de Mombo (école publique)

- a) Dans aucun de ces bureaux, il n'y avait de bulletins UPC-Ntumazah. Les électeurs n'ont donc pas eu à choisir comme ils auraient souhaité.
- b) La liste des partis en lice, établie par les autorités (locales ? nationales ?) ne comprenait pas l'UPC- Ntumazah.
- c) Autre irrégularité grossière : dans ces bureaux, la liste MDP proposée aux électeurs, était celle prévue pour le Mounjo-nord !!

B5. Arrondissement de Penja-Njombe

B5.1. Bureaux de Njombe

Dans plusieurs bureaux de Njombe, il n'y avait pas de bulletins de la liste UPC- Ntumazah.

S'il y en a eu dans le bureau situé dans les locaux de l'IRA, ce n'était pas le cas partout ailleurs. En même temps, cette présence, loin de disculper les autorités administratives locales, aggrave leur cas, puisque cela tend à prouver qu'elles ont eu une volonté manifeste de nuire, et que cela n'avait rien à voir avec une quelconque faute commise, au terme de la loi, par notre liste, faute du reste qu'on se serait fait fort de rendre publique avec brouhaha.

B5.2. Bureaux de Penja

a) Les autorités et leurs alliés du RDPC ont voulu démarrer les opérations de vote sans les bulletins de notre liste. Seule la réaction calme mais ferme et déterminée de nos représentants a fait changer les choses dans quelques bureaux. Partout où nos représentants n'ont pas réussi à faire triompher leur point de vue, la fraude a donc été admise au vu et au su des présidents.

b) Un groupe de 18 (dix-huit) jeunes venus de Douala est arrivé à Penja le 16 mai vers 23 heures. Rapidement identifiés par la population, ils ont été maîtrisés, et la gendarmerie les a neutralisés. Ils ont rapidement avoué être venus pour voter à Penja : sept d'entre eux ont été vus dans la cour de la brigade de Penja et l'un d'eux nous a déclaré qu'ils devaient être payés sur place par la tête de liste d'un parti, connu comme "un richard de Penja".

Au vu de tous ces cas notoires d'irrégularités, de violation manifeste de la loi N° 91/02 du 16 décembre 1991 modifiée, et de fraude incontestable, et conformément à l'article 120 de la dite loi.

Nous demandons à la Cour Suprême du Cameroun , l'annulation des élections législatives du 17 mai 1997 dans la circonscription du Moungo-sud.

*Fait à Mbanga, le 20 mai 1997
Au nom de la liste UPC-Ntumazah
Moukoko Priso Paul (tête de liste)*

D.A. 8

HOMMAGE DE L'UPC A LA MEMOIRE DU CAMARADE EUGENE WONYU

*Par Michel Ndoh
Secrétaire Général de l'UPC*

Mesdames, Messieurs, chers amis et chers camarades,

L'extinction à la suite d'une longue maladie de notre camarade Eugène Wonyu est une perte considérable pour notre mouvement, l'Union des Populations du Cameroun.

Par ce décès, nous perdons un témoin de la phase exaltante de la lutte de libération nationale et des premières années de l'expérience néo-coloniale, période où, plein de fougue pour l'action, il mit hardiment la main dans la pâte dans le sillage notamment du père fondateur de l'UPC, Ruben Um Nyobé, avant de tenter de faire route avec les responsables imposés du jeune Cameroun indépendant.

Il était de ce point de vue une mémoire vivante, utile pour la formation des nouvelles générations qui ont peu de matériaux pour une bonne connaissance de cette époque dès lors que le programme officiel de l'enseignement de l'histoire sur ordre d'Ahidjo, ignorait sciemment cette époque exaltante de notre histoire nationale.

Par ce décès, nous perdons un patriote, un militant, un animateur chevronné de la lutte des masses qui est resté foncièrement attaché aux idéaux d'indépendance, de démocratie, de bien-être de notre peuple dont il avait la

conviction que seule une UPC régénérée, responsable et rassemblant ses enfants dispersés, avait vocation de traduire dans un programme crédible de changement visant l'édification d'une grande nation africaine.

Certaines personnes rigolent quant on parle de l'engagement nationaliste du camarade Wonyu, sous prétexte de son flirt éphémère avec l'UC d'Ahidjo, flirt qui lui valut la gloire de ministre météore d'information et la déchéance irrémédiable sans perspective de retour en grâce, signe qu'on décelait en lui un vrai Upéciste impénitent, en dépit des apparences.

Il avait montré qu'il était un vrai Upéciste en optant au lendemain de son BEPC, de sacrifier la carrière d'enseignant administratif au profit de son embarquement dans la caravane nationaliste sur conseil du fondateur de l'UPC. Il n'a pas hésité d'exécuter à l'époque des missions périlleuses, comme ce transport de Yaoundé à Douala, par avion, des documents compromettants mais combien précieux, alors que la chasse aux Upécistes faisait rage en pleins événements de Mai 1955.

Il avait encore montré qu'il restait un Upéciste exalté à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance où il prit sur lui de faire défiler les manifestants à Douala pour marquer bruyamment que l'UPC restait vivace.

Au cours des trois décennies de son chemin de croix et de son calvaire à la suite de sa déchéance, il a pensé aux futures générations d'Upécistes et de Camerounais en préparant ses mémoires, travail auquel nous devons sa première publication importante présentée comme "**Témoignage à l'aube de l'indépendance**" et qui devait être suivi de

"plaider pour le Héros-Martyr Um Nyobé".

Avec le retour du multipartisme et de la réhabilitation de l'UPC, Wonyu a été aux premières loges aux côtés du Prince Dicka Akwa comme Délégué National à l'Education et à la Culture au sein du Bureau Exécutif Provisoire.

Au moment où il nous quitte, il nous a laissé une dernière publication parue sous le nom de **"Entre la déception et l'espoir ?"** à la veille du 2ème Congrès Unitaire et qui est en quelque sorte son testament politique.

Dans cet ouvrage, le camarade Eugène Wonyu dénonce sans détour le mal camerounais :

"Sauf des Camerounais nés il y a 10 ans, tous ceux qui y vivent depuis 1916 à ce jour savent que le mal camerounais c'est la France, quelle que soit son étiquette ou sa casquette au pouvoir".

Il montre que malgré le drame d'habiter un pays "où les hommes et les femmes ont perdu le sens de l'honneur, vendu leur âme au dieu argent, renoncé à réfléchir non seulement sur ce qu'ils sont véritablement mais même sur ce qu'ils font", il garde espoir, espoir sur la jeunesse : *"J'ai espoir dans les 50% des Camerounais de moins de 30 ans. Accepteront-ils, résignés et réduits à mendier que ceux-là dont les pères n'ont jamais accepté que leur pays soit libre continuent à les narguer et à couvrir de honte les enfants du pays des crevettes ?"*.

Il rappelle aux vieux Upécistes qui se disent déçus qu'ils n'ont pas travaillé pour rien, car : *"à chaque époque où l'on évoquera l'indépendance et la réunification du Cameroun, le nom de leur Parti UPC paraîtra en lettres d'or."*

qu'ils aient travaillé dans l'ombre ou en public. Mais l'UPC qui réglera définitivement le problème camerounais n'est pas celle qui signe des alliances sous la table parce qu'on a faim ou qu'on veut arranger un problème de détournement. Ce n'est pas cette UPC là. Mais c'est celle qui a une mémoire, et qui respecte à la lettre cette mémoire là."

Avec ces mots d'exhortation à l'espoir, tu nous réconfortes, camarade Eugène Wonyu.

Nous sommes résolus à poursuivre le noble combat upéciste malgré les difficultés du contexte présent. Tu nous y encourages encore par cette réflexion :

" Le combattant préparé à donner les coups doit s'attendre à en recevoir aussi. Et depuis 1948 quels coups l'UPC n'a-t-elle pas reçus ? A chaque fois elle a plié et n'a jamais rompu. Chaque fois que l'ennemi a cru lui avoir assené un coup fatal, elle a su se relever, se régénérer et reprendre le combat".

De tels propos en ce moment, on ne les trouve que dans la bouche des vrais Upécistes. Camarade Eugène Wonyu, c'est le cœur serré que tous les Upécistes venus ici te disent fraternellement :

"Repose en paix".

Douala, le 9 août 1997

D.A. 9.

UPC
1998 : ANNEE DU CINQUANTENAIRE

- Janvier :** Journées "L'Histoire jugera"
15 janvier 1971
Bafoussam
- Février:** Journées de la "Longue marche
vers l'Unité Nationale"
11 février 1961
Buéa
Kumba
Bamenda
- Mars :** Journées "A l'Ecole des Cadres"
15 mars 1966
Obala
Mbalmayo
Saa
- Avril :** Journées de la "Naissance "
10 avril 1948 - 16 avril 1964
Douala
- Mai :** Journées des "Martyrs"
22 - 30 mai 1955
Bafoussam
Mbanga
Douala - Edea

- Juin :** Journées "**Femmes Combattantes et Liberté**" 22 juin 1948
Douala
- Juillet :** Journées des "**Droits de la personne**"
13 juillet 1955
Garoua
- Août :** Journées des "**Travailleurs Camerounais**" 7 août 1944
Bafia - Ebolowa
- Septembre :** Journées du "**Mpodol africain**"
13 septembre 1958
Eseka - Boumnyebel
- Octobre :** Journées des "**Défis du futur**"
21 octobre 1946 RDA
Bertoua
- Novembre :** Journées de la "**Jeunesse militante**"
3 novembre 1960
Foumban - Maroua
- Décembre :** Journées "**Internationales**"
17 décembre 1952
Um Nyobé à New-York
Yaoundé

**DA -10 HISTORIQUE DE L'UNIFICATION DE L'UPC
A L'AGE DE LA " DEMOCRATIE AVANCEE"
(1990 - 1997)**

1990	UPC	CAMEROUN
Janvier	• En 1987 s'est créé le Front Démocratique Camerounais (FDC) composé de quatre formations politiques : l'UPC dite "originelle" de Ndeh Ntumazah, le Democratic Party, le Parti Socialiste Camerounais et l'Organisation Camerounaise de Lutte pour la Démocratie (OCLD). Toujours de l'Etranger, il faut signaler le rôle du Comité de coordination pour le pluralisme politique au Cameroun avec pour coordinateur Dr Bakang Tonjè et des personnalités telles que Mongo Beti, Abel Eyinga.	• 3* Un groupe de patriotes se réunit chez Me Yondo Black, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats. Appel de la "coordination nationale pour la démocratie et la multipartisme". • 23* Arrestation de Yondo Black, Anicet Ekanè et autres pour "atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat" c'est-à-dire pour le fait de vouloir créer un parti politique.
Mars		• 16* Ni John Fru Ndi, libraire à Bamenda dépose une demande de légalisation d'un parti politique.

		• 28* Marche Rdpciste contre le "multipartisme précipité". En tête : J.J. Ekindi, Luc Loé... • 30* Ouverture au Tribunal militaire de Yaoundé de l'affaire Yondo Black et autres pour "subversion".
Avril		• 4* Me Pierre Boubda, membre du barreau camerounais est abattu à Bafoussam par un policier. • 5* Verdict du tribunal militaire dans l'affaire Yondo Black: Yondo Black ; reconnu coupable de subversion : trois ans d'emprisonnement ferme pour subversion et outrage au chef de l'Etat. • Ekanè Anicet : 4 ans d'emprisonnement ferme pour subversion et outrage au Chef de l'Etat. • Charles René Djon Djon : deux ans de prison avec sursis pendant cinq ans.

		• Bwanga Rudolphe : deux ans avec sursis. Six des dix prévenus présents au tribunal ont été purement et simplement relaxés. Le onzième prévenu, le pharmacien Jean-Michel Tekam, Secrétaire Général du FDC, a été condamné par défaut à cinq ans de prison ferme pour subversion et outrage au Président de la République.
Mai		• 26* Après la réunion constitutive du Parti de Fru Ndi, une marche pacifique est entreprise à travers les rues de Bamenda. Bilan : six morts. Les journalistes de la CRTV (Antoine-Marie Ngono et Zacharie Ngniman) parleront de personnes "piétinées" par balles
Juin		28-30* 1er congrès ordinaire du RDPC. Paul Biya abolit la législation d'exception.
Juillet	Une session du Comité Central décide de rassembler tous les upécistes dès que les conditions le permettraient	• 9* Les avocats se mettent en grève illimitée après la nouvelle loi sur leur profession.

		• 23* Mboua Massok, militant de base de la section RDPC du Wouri, décide d'organiser "une marche d'approbation et d'encouragement" du Renouveau originel. Il sera mis sous les verrous.
Octobre	• 14- Le Comité Central de l'UPC (en exil) annonce la démission et le ralliement au Président Biya de Gouo Woungly Massaga dit Commandant Kissamba, alias Commandant Gama.	• 26* Création de la Coordination Nationale des Partis de l'Opposition et des Associations (CNPOA). Première structure de rassemblement de l'opposition interne. Me Yondo Black y jouera un rôle essentiel..
Novembre	• 23- Déclaration des 50 réunis au château du prince Dika Akwa Nya Bonambela. Il s'agit de relancer l'UPC dans la nouvelle légalité.	• 8* Décret N° 901459 portant création du Comité National des droits de l'homme et des libertés.
Décembre	• 21- l'UPC du château met sur pied un Comité Directeur Provisoire de 120 membres et un Bureau exécutif de 23 membres 23- Woungly Massaga est au Cameroun	• 19* Série de lois sur la liberté de communication sociale, relative aux Partis politiques, aux réunions et manifestations publiques, au maintien de l'ordre etc....

1991	UPC	CAMEROUN
Janvier	• 14- Dika Akwa adresse au gouverneur du Littoral une demande de création d'un Parti politique dénommé Union des populations du Cameroun (UPC). • 15- Ema Ottu tente de ressusciter le Bureau National Provisoire (BNP) dont il est le premier Secrétaire Provisoire. Comme Mayi Matip, il vient de démissionner du RDPC.	• 1* Célestin Monga adresse une lettre ouverte à Paul Biya : " La démocratie truquée". (in Le Messenger) • 7* Inculpation de Célestin Monga et Pius Njawé pour outrage au chef de l'Etat, aux députés et aux magistrats. • 17* Monga et Njawé condamnés par le Tribunal de 1ère instance de Douala, à six mois d'emprisonnement avec sursis pendant trois ans.
Février	• 12- Andze Tsoungui, ministre RDPC de l'Administration Territoriale (MINAT) reconnaît l'UPC du Prince Dika, (l'UPC du château). Deuxième "légalisation" néocoloniale de l'UPC après le décret du Premier ministre Ahidjo (25 février 1960) abrogeant le décret français du 13 juillet 1955.	

Mars	• 3- Les "upécistes de France"proposent la mise sur pied d'une Conférence Nationale de Réconciliation. La base prône l'unité des Upécistes. L'unité est-elle objectivement possible ? • 5- Le MINAT rejette le dossier de régularisation de l'UPC présenté par le BNP d'Ema Ottu. • 14-18- Le vice-président Tchoumba Ngouankeu reproche à son prince de Président (Dika Akwa) ses "méthodes royales" et son opportunisme pro-RDPC. 23- Le sous-préfet de Yaoundé 1er interdit la réunion de la commission Nationale de réconciliation des Upécistes.	
Avril		• 17-18-19* Manifestations pacifiques pour la "libération totale et inconditionnelle des détenus politiques : Mboua Massok et autres. Début de "l'opération <i>Villes Mortes</i>". Grève Générale. Douala paralysé. L'armée dans les rues.

Mai		• 6* L'armée saute sur l'Université de Yaoundé. Viols et assassinats. Le "Parlement" traqué. 6 mai = journée de l'Etudiant Martyr. • 18* Création du Syndicat National Autonome de l'Enseignement Secondaire (SNAES). Nkegni Robert, Président du Bureau Provisoire.
Juin	• Le Comité Central de l'UPC (en exil) intervient : "Michel Ndoh calme le jeu".	• La Coordination de l'Opposition lance un ultimatum à Paul Biya pour la tenue de la Conférence Nationale Souveraine. • 17* Décès de l'ancien ministre Victor Kanga, "victime du devoir" sous Ahidjo. • 25* Pour avoir respecté la consigne "d'opération villes mortes" à Yaoundé, cinq commerçants sont arrêtés et jugés sans aucune base légale. • 27* Paul Biya annonce devant les députés, le pardon et la réhabilitation des fils du Cameroun qui ont rendu service à la nation.

		• Grotesque amalgame des bourreaux et des victimes (Um Nyobè - Ouandié- Ahidjo...)
Juillet	• 13 - Dr Siméon Kuissu, • 24- Moukoko Priso • 31- Michel Ndoh, Dr Samuel Mack-kit	• 1er* Senfo Tonkam, leader étudiant, est condamné à Yaoundé avec sursis. • 13* Le MINAT dissout six associations des Droits de l'Homme, membres de la Coordination de l'Opposition (cap Liberté, OCDH, HRM etc...) "pour s'être écarté de leur objet" . Sindjoun Pokam, philosophe "terroriste" est interpellé et gardé à vue, soupçonné d'appartenir à une "tribu qui veut prendre le pouvoir par la force et renverser le Président Biya". 15* L'armée se déchaîne contre les manifestants protestant contre la décision de dissolution des six associations par le MINAT . 24*La Coordination de l'Opposition adresse un mémorandum à Paul Biya, Président de la République.

Août	• 27- Appel pour la tenue d'une Conférence Nationale de Réconciliation des upécistes (CNRU) pour les 7 et 8 septembre 1991 à Bafoussam. • Paul Biya, programme une tournée à Bafoussam pour le 6 septembre. La CNRU se tiendra à Eséka.	• 4* Incendie à l'immeuble Stamatiadès • 8-9* L'hôtel Arcade du groupe Kadji Defosso échappe à un incendie. Les "commandos Delta" et "Action directe" avaient déjà menacé de détruire les biens du grand homme d'affaires bamileke qui militait alors pour un "dialogue pouvoir-opposition". • 10-11* Naissance au sein de la Coordination de l'Opposition d'un Directoire composé de sept Partis politiques et de trois personnalités issues des associations. • 31* Fin de la tournée de Paul Biya dans le Grand Nord. Divorce consommé avec le Cameroun réel et profond.
------	--	--

Septembre	• 7-8- Conférence Nationale de Réconciliation (Eséka) (concession Mayi Matip) 1500 délégués. Mise sur pied d'un Comité	
-----------	--	--

	National Préparatoire (CNP) de 90 membres. Et un groupe tripartite de coordination politique de 16 membres (GCP). Décision est prise de tenir le congrès unitaire à Bafoussam.	
Octobre	National Préparatoire (CNP) de 90 membres. Et un groupe tripartite de coordination politique de 16 membres (GCP). Décision est prise de tenir le congrès unitaire à Bafoussam.	• 6* Révolte de la communauté Douala contre les assassinats de ses fils, lors des obsèques du jeune Coco Ebonguè abattu à bout portant par un policier en civil. Des violences : lynchage et destructions. • 11* Paul Biya annonce les élections législatives anticipées. • 23 Samuel Eboua (UNDP), JJ Ekindi (MP), Charles Tchoungang (OCDH), Gustave Essaka (DIC) et Anicet Ekanè (UPC) sont incarcérés dans les locaux de la gendarmerie du port de Douala, et seront bastonnés nus.

		• 26* Le "oui, mais " de la Coordination de l'Opposition à la rencontre dite Tripartite du Premier ministre. • 30* Présence "rocambolesque" des leaders de l'opposition (Eboua, Fru Ndi, Ngayap...) au Palais des congrès pour la Tripartite. (Pouvoir - Opposition - Personnalités de la société civile.)
Novembre		• 5* Résolution de la Coordination de l'opposition sanctionnant le boycott des assises tripartites initiées par le gouvernement. • 13* Déclaration de la tripartite signée par 40 Partis politiques sur 47 légalisés. La tripartite mettra fin à l'Opération Villes Mortes". • 17* Déclaration de coordination condamnant " les traitres de la tripartite" et annonçant une trêve des "villes mortes" du 1er décembre 91 au 3 janvier 1992. Cette réunion de constat d'échec de la coordination était présidée par Same Mbongo. • Populations essoufflées.

Décembre	• 3- retour d'exil du Dr Bakang Tonjè. • 5- Retour d'exil de Ndeh Ntumazah. • 8 - Ntumazah assiste à une réunion du CNP à Bafoussam. • 19-22* Congrès unitaire à Bafoussam (Bamoungoum) d'où sortiront un Comité Directeur de 96 membres, un Bureau politique de 31 membres. Michel Ndoh, Président ; Siméon Kuissu, Secrétaire Général. * 27-31* Congrès unitaire à Nkongsamba. Ndeh Ntumazah bat Dika Akwa et devient Président. Augustin-Frédéric Kodock acclamé Secrétaire Général après le retrait forcé de la candidature de Sendé Jean-Paul.	• 7* Ce qui reste de la coordination de l'opposition décide de boycotter les législatives de 92. • 23-24* Deux adolescents sont abattus par balles à Douala • Arrestations des leaders politiques et d'opinion.
----------	---	---

1992	UPC	CAMEROUN
Janvier	• 25- Première commission de l'unité mise sur pied par une session du Comité Directeur de l'UPC de Bafoussam, composée de 7 membres : Kamsi Innocent, Massongo Barnabé, Makembe Ntolo Adolphe, Boumnyemb Prisca, Boum Jean-Pierre, Fotchou André.	• 3* Arrestation des militants des Droits de l'Homme dont Jean-Michel Nintcheu et Emmanuel Wato pour distribution des tracts appelant au boycott des législatives annoncées.
Février		• Naissance à Nkongsamba de l'ARC/CNS : Alliance pour le Redressement du Cameroun par la Conférence Nationale Souveraine. Structure influente de fait, l'ARC/CNS ne sera pas reconnue en droit par le pouvoir. Elle sera présidée jusqu'en juillet 92 par Fru Ndi, après par Michel Ndoh.
Mars	• (L'UPC) alliée du RDPC aura 18 sièges	• 1er* Elections législatives anticipées : RDPC : 88 sièges ; UNDP : 68 sièges ; MDR : 6 sièges..

Avril	Deuxième commission de l'unité de 5 membres issus de l'UPC de Bafoussam. Cette commission rencontre séparément Kodock et Ntumazah. Ces derniers conseilleront aux camarades de Michel Ndoh de venir s'inscrire dans l'UPC de Nkongsamba, la seule légale.	• Nouveau gouvernement pléthorique de 38 membres.
Mai	• 4- Ateba Yené démissionne de l'UPC pour le SDF.	5* Ange Tokam Guiadem, leader étudiante, sera torturée et humiliée à travers le campus par douze gendarmes en furie. Elle sera mise en liberté le 11 mai sans qu'aucune accusation soit portée contre elle.
Juillet	Quelques Partisans de l'Unité à tout prix, les "transcourants" claquent la porte du Comité Directeur de l'UPC de Bafoussam pour rejoindre la mouvance Ntumazah. (Kamsi Innocent, Siméon Kuissu, Fotchou André, Mouen Gaspard...)	
Août	• 8-9- un Comité Directeur élargi de l'UPC de Bafoussam crée l'UPC-MANIDEM Déclaration solennelle sur l'unité.	• 25* Biya annonce les Présidentielles anticipées pour le 11 octobre 1992 (avant le vote de la loi électorale).
Août	• 18- Dossier UPC-MANIDEM déposé au MINAT .	• 27* M. Garga Haman "pêcheur de baleines" démissionne du gouvernement.

Septembre	5- Kodock réunit "son" Comité Directeur où Hogbe est investi candidat UPC aux Présidentielles contre le gré du "Secrétaire Général". Kodock suspend Ntumazah, Tchoumba et Mayi Matip ; et place Bobo Hayatou Président de "son" UPC. • 17-18-19- Congrès extraordinaire à Yaoundé : Kodock est exclu de l'UPC. Kodock et trois autres signent une alliance de gouvernement avec le RDPC et appellent à voter Paul Biya.	• 2* Biya en tournée dans l'Adamaoua. • 3* Mgr Yves Plumey, évêque de Ngaoundéré, chef-lieu de l'Adamaoua, froidement assassiné dans sa résidence. • 15* Au siège de l'UFDC, Michel Ndoh, Président de l'ARC/CNS présente à la presse le candidat de l'ARC/CNS : Ni John Fru Ndi.
Octobre	• 10- Hogbe Nlend retourne en France.	• 11* Elections Présidentielles anticipées. • 12-13* Actes de vandalisme des militants RDPC indigènes de la province du Sud contre les Bamileke et autres "anglophones".

		• 21* Victorin Hameni Bieleu, directeur de campagne de Fru Ndi, déclare au nom de l'Union pour le Changement, la victoire du "candidat du Changement". Fru Ndi : 38,57% Paul Biya : 36,86% Bello Bouba : 18,73% La Cour Suprême arrête les résultats suivants : Paul Biya : 39,976% Fru Ndi : 35,968% Bello Bouba : 19,218% Ndam Djoya : 3,622% Jean-Jacques Ekindi : 0,793% Ema Ottu : 0,423% Troubles et violences dans les bastions de l'opposition.
Novembre	• 19- Trois mois après le dépôt du dossier UPC-MANIDEM au MINAT , Anicet Ekanè va chez le gouverneur du Littoral pour un constat effectif d'existence légale de l'UPC-MANIDEM. • 27- Les 4 postes de ministres offerts à Kodock seront attribués à ses frères basa'a.	• 3* Paul Biya prête serment comme Président de la République du Cameroun pour 5 ans. Pour prévenir l'insurrection générale, Biya instaure l'état d'urgence dans le Nord-Ouest et assigne Fru Ndi en résidence surveillée. Pendant trois mois. • 27* Biya forme son gouvernement.
Décembre	• 16- ordonnance de la Chambre administrative de la Cour Suprême constatant l'existence légale de l'UPC-MANIDEM.	

1993	UPC	CAMEROUN
Janvier	• 13- Oma Betow est largement élu Président du groupe parlementaire UPC. Contre la volonté de Kodock. • 30- Bobo Hayatou convoque une session du Comité Directeur pour arrêter les folles dérives d'un "Secrétaire Général" nommé Kodock.	• Première baisse drastique des salaires des agents de la fonction publique. Aggravation du marasme économique. • Le peuple du Changement est encore sous le choc de la "victoire volée". Vote houleux des sept membres du Comité exécutif de l'Union pour le Changement.
Mars	• Le MINAT met en selle Kodock pour revendiquer le sigle UPC prétendument protégé par l'OAPI (Organisation Africaine pour la Protection Industrielle)	
Avril		• 2* Séverin Tchounkeu, directeur de publication du Journal "Expression Nouvelle" et David Nouwou, auteur de l'article "fraude douanière : trafic de poisson au port de Douala," sont condamnés à 6 mois d'emprisonnement ferme. • 6* Déclaration du 6 avril : Fiasco de Fru Ndi convoquant la Conférence Nationale Souveraine.

Mai		• Abdoulaye Ahmadou, chef traditionnel (lamido de Rey Bouba) lance 300 hommes armés contre les habitants de Mbang Rey en rébellion légitime. Le lamido est en connivence étroite avec le chef du RDPC.
Juin	27- Les députés UPC Ruben Bilong Fakam Tchoumba et Etienne Soman sont exclus de l'Assemblée Nationale . accusés par Kodock de "haute trahison".	
Août		• Appel à la grève générale. Tout le monde suit le mouvement sauf les fonctionnaires au profit desquels la grève a été déclenchée en vue de l'amélioration de leur pouvoir d'achat.
Septembre	13- A l'occasion d'une réunion du Bureau politique de l'UPC-MANIDEM, les partisans du changement de nom (MANIDEM au lieu de UPC-MANIDEM) montent au créneau.	• 8* Arrestation du Dr Dja Kwa, coordonateur provincial du SDF pour le Littoral. Il sera libéré (le 10) après les manifestations des médecins et autres sympathisants SDF.

Octobre	• 2-4- Congrès UPC du sous-groupe Ntumazah à Bafoussam. Ntumazah reste Président et Yondo Marcel devient Secrétaire exécutif.	
Novembre		• 24* Deuxième baisse drastique des salaires dans la fonction publique : ■ Menaces des couches populaires contre toute velléité d'appel à la grève des fonctionnaires. ■ Le SNAES présidé par Nkengné Robert lance un mot d'ordre de grève.
Décembre		• 2* Nkengné Robert interpellé par le gouverneur du Littoral. • 8* La police saute sur la CSTC. • 30* L'Union pour le Changement renonce à la revendication de la "victoire volée".

1994	UPC	CAMEROUN
Janvier	• 2-4- Congrès UPC du sous-groupe Ntumazah à Bafoussam. Ntumazah reste Président et Yondo Marcel devient Secrétaire exécutif.	• 3* Grève Générale du personnel magistrat et non magistrat de toutes les juridictions. • 7* Arrestation de Ndzana Seme, directeur de publication du "<i>Nouvel Indépendant</i>". Pour avoir révélé, entre autres choses, les propos tribalistes et fascistes d'un Joseph Owona : "<i>Un Bamileke à Etoudi ? Jamais !</i>" • 12* dévaluation à 100% du francs CFA. • Mort accidentelle des étudiants sur la route de Soa. Naissance du Front des Alliés pour le Changement (FAC).
Février	• 4- Le Tribunal de Grande Instance de Douala donne raison à Kodock contre l'UPC-MANIDEM sur la protection du sigle UPC.	

	6- Crise d'identité dans l'UPC-MANIDEM. Le groupe d'Ekanè, est déterminé à changer le nom du Parti.	
Mars	• 9- Le MANIDEM (Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie) d'Anicet Ekanè, est légalisé.	Le Comité des Droits de l'Homme des Nations-Unies déplore le grand nombre de cas de détentions illégales, de tortures, de sentences de mort et d'exécutions extrajudiciaires signalés au Cameroun (Cf. Acte International relatif aux Droits Civils et Politiques : PIDCP).
Avril	• 7- Le Mouvement National de Paul Mbanga, est légalisé.	
Juillet	• 21- Massoua II Bernard quitte le gouvernement et est remplacé par un autre "upéciste du Nkam", Toko Mangan Esaïe. • 28- Certificat de non-appel rendant définitive l'ordonnance du 16 décembre 1992 reconnaissant l'existence légale de l'UPC- MANIDEM.	• Remaniement ministériel. • Remaniement ministériel. 30* Le ministre Hamadou Mustapha (UNDP) est attaqué à coups de pierres à son arrivée à Maroua, par d'autres membres de l'UNDP qui lui reprocheraient de rester dans le gouvernement de Biya. Trente membres de l'UNDP seront incarcérés dont Hamadou Adjì, Président de la section locale UNDP.

Août	• 9- Le MANIDEM (Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie) d'Anicet Ekanè, est légalisé.	• 29* Les Etats généraux de la Communication. Les quelques bonnes résolutions resteront lettres mortes.
Novembre	• 7- Déclaration commune signée de Ndeh Ntumazah et Bobo Hayatou créant une Commission de l'unité dont le Président est Jean Nguenga.	

1995	UPC	CAMEROUN
Janvier		• 21* Le Comité Central de l'UNDP conduit par Bello Bouba Maïgari, exclut les ministres Moustapha et Tchiroma.
Avril		23* Le Père jésuite Engelbert Mveng assassiné.
Mai		22-27* Les Etats Généraux de l'Education Nationale. Une mascarade.
Juin	Mort de Dika Akwa.	

Août	• 11-15- Congrès UPC-MANIDEM à Douala. Ultime tentative des Partisans de Paul Mbanga de transformer "UPC-MANIDEM" en Mouvement National Kamerunais (MNK). • 18- Les dirigeants du groupe Ntumazah et ceux du groupe dit "orthodoxe" signent la Proclamation Commune sur l'Unité des Upécistes.	
Septembre	• 13- Dépôt du rapport final de la Commission Nguenga sur l'unité.	• Le SCNC tente d'organiser dans les provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, un référendum sur la question de l'indépendance. Des arrestations.
Octobre		• 7* 1er congrès extraordinaire du RDPC.
Novembre		29* Tentative de fusion de trois Partis politiques aux leaders bamileke. CPC (congrès Panafricain du Cameroun) du Dr Djoumbi Sango CL (Convention Libérale) du Dr P.F. Ngayap SDP (Social Democratic Party) de Claude Tchepanou.

1996	UPC	CAMEROUN
Janvier	• L'UPC de Kodock gagne 4 communes sur 336 (Makak., Bonjock, Matomb et Ngog Mapoubi). Kodock, aux abois, tire sur le MINAT qui le lui rend bien. • 26-27-28- Une session du Comité Directeur de l'UPC-MANIDEM adopte la résolution sur les "tâches de rassemblement des forces populaires en 1996". Aux camarades de toutes les sensibilités seront adressés des "propositions de l'UPC-MANIDEM pour l'unité des upécistes".	• 18* Promulgation de la nouvelle Constitution . • 21* Elections municipales : grande victoire SDF dans les grandes villes. ■ Sous l'accusation de troubles à l'ordre public, six membres du SDF sont arrêtés à Mbanga. Ils ne seront mis en liberté provisoire qu'en août 1996.
Février	• 1er- Lors d'une Conférence de presse, 10 députés sur 17 exigent le départ du "camarade Secrétaire Général" et appellent à la mise sur pied d'un congrès unitaire.	• 10* Marche de protestation des Sawa contre l'élection dans 4 mairies de Douala des maires Bamileke SDF. • 24* André Kekuine (SG) et Jean-Louis Mbialeu (SNO) suspendus de leurs fonctions dans l'UFDC. • 27* Paul Biya nomme neuf délégués du gouvernement qui ont pouvoir sur les maires élus.

Mars		• 1* Jean Fochivé (SESI) limogé. • Manifestations de protestations contre la nomination des délégués du gouvernement. • Des dizaines d'arrestations des membres et sympathisants SDF.
Avril	• 17- Woungly Massaga se désolidarise de Kodock et en appelle à l'unité de tous les upécistes. • 27-Kodock et son Comité Directeur prononcent l'exclusion de six camarades dont Oma Betow, Bityeki et Toko Mangan.	• 12* Mot d'ordre de grève des enseignants lancé par le SNAES.
Mai	• 11- Une session élargie du Comité Directeur (avec les députés opposés à Kodock) décide de convoquer le IIème congrès unitaire pour les 13, 14 et 15 septembre 1996.	• 25* Décès à Paris de Paul Soppo Priso. • grève et mouvement de contestation à l'Université de Yaoundé (refus des nouveaux droits, notamment pour accéder à la bibliothèque)

Juin	• 11- Après une action intentée par le ministre d'Etat Kodock, Patrice Ndedi Penda, directeur du Journal "Galaxie", est condamné à deux ans d'emprisonnement ferme. Reconnu coupable de diffamation, outrage aux corps constitués et propagation de fausses nouvelles. Bien qu'un mandat d'arrêt ait été délivré à l'audience, il n'a pas été écroué.	• L'avocat Joseph Lavoisier Tsapy, maire SDF de Bafoussam est enlevé par les membres des forces de sécurité. Il sera détenu pendant 7 jours. • Multiples arrestations arbitraires. • 10* La milice "autodéfense" du recteur Jean Messi, sème la terreur au campus. Plus de 200 étudiants sont arrêtés. • 115* Déclaration des chefs traditionnels "Sawa" soutenus par certains de ses "élites", contre les Bamileke considérés comme la "section étrangère" au Cameroun.
Juillet	• 13- Session extraordinaire du Comité Directeur élargi à toutes les tendances. La base va imposer l'UPC-MANIDEM comme coparticipant (et non observateur). A défaut de faire co-présider la séance par Ndeh Ntumazah et Michel Ndoh.	

Juillet	• 13- Session extraordinaire du Comité Directeur élargi à toutes les tendances. La base va imposer l'UPC-MANIDEM comme coparticipant (et non observateur). A défaut de faire co-présider la séance par Ndeh Ntumazah et Michel Ndoh.	
Août	• 17-18- Un Comité Directeur de Kodock convoque un congrès extraordinaire à Makak pour les 6-8 septembre 1996. • Pour Kodock, le congrès des 13, 14, 15 septembre 1996 à Yaoundé serait "l'intronisation de l'illégalité". 19- Ndeh Ntumazah écrit au Comité Directeur de l'UPC-MANIDEM : <i>"...Nous vous demandons en conséquence de prendre en compte le risque de nullité soulevé ci-dessus, qui n'est pas une vue de l'esprit, mais un danger réel... C'est pourquoi, nous vous proposons de bien vouloir ramener la date de votre session extraordinaire de dissolution au 07 septembre 1996 au plus tard."</i>	• Après un conflit meurtrier entre les villages de Bambui et de Fungie (Nord-Ouest), les gendarmes interviennent au palais du Fon de Bambui et font au moins trois morts.

Septembre	• 13-14-15-16- II^e congrès unitaire de l'UPC tenu au palais des congrès à Yaoundé : le plus grand événement politique des cinq dernières années au Cameroun. (13.000 personnes)	• 6-7* Le Conseil National du SNAES tenu à Yaoundé, décide d'une grève à la rentrée scolaire. Le ministre de l'Education Nationale (Mbella Mbappé) vient d'affecter disciplinairement des centaines d'enseignants dans les coins les plus reculés de la République.
Octobre		• 3- La Cour d'Appel de Douala condamne Alain Christian Eyoun Nganguè et Pius Njawé, respectivement à un an et six mois de prison ferme pour "outrage par injure fait au Président de la République ainsi qu'aux membres de l'Assemblée Nationale". • 29* Pius Njawé est arrêté et incarcéré à la prison de New-Bell
Novembre	Dr BAKANG TONJE , candidat à l'investiture pour les élections présidentielles	• 15* La Cour Suprême ordonne la libération Provisoire de Pius Njawé.
Décembre		• 11* 4^eme Convention du SDF. • 17- 18-19* 2^eme congrès ordinaire du RDPC . Paul Biya expose sa conception du rassemblement en ces termes : <i>"Qui sont-ils ? Des ambitieux qui retrouvent sur le tard une virginité démocratique, des démagogues qui n'ont rien construit, des spécialistes de la dif-famation, de la désinformation, de l'agitation (qui veulent) précipiter notre pays dans le désordre"</i>.

1997	UPC	CAMEROUN
Janvier	* 18-19- Session extraordinaire du Comité Directeur à Yaoundé.	• 10* Un regroupement des leaders de l'op- position décide, à Nkongsamba, d'une des- cente sur le terrain, et discute sur une "plate - forme de gouvernement de transi- tion". • 15* Le député Albert Dzungang adresse sa démission au Comité Central du RDPC. • 22* Paul Biya accorde des avan- tages financiers substantiels aux magistrats.
Février		• 27* Abdoulaye Math, Président National du Mouvement pour la Défense des Droits de l'homme et des libertés (MDDHL), est arrêté et par la suite, inculpé d'escroquerie et de vente de produits pharmaceu- tiques sans autorisation. • Andze Tsoungui (MINAT) révèle : <i>"Les litiges internes aux Partis poli- tiques sont du ressort de la justice"</i>
Mars		• 4* Convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée Nationale. • 27* La Cour Suprême ordonne la mise en liberté provisoire du jour- naliste Eyoum Nganguè incarcéré à la prison de New-Bell depuis le 22 janvier 1997.

		• 27-31* Attaques menées contre les postes de police, les bâtiments civils et militaires dans plusieurs villes du Nord-Ouest. Couvre-feu au Nord-Ouest - Arrestations - Tortures - Des morts.
Avril		• 20* Démission du Pr. Titus Edzoa du gouvernement et déclaration de sa candidature à l'élection présidentielle. • Un mot d'ordre de grève appelant à un dialogue avec le premier ministre, lancé par quatre syndicats (TAC: Teachers Trade Union , CATTU : Cameroon Teachers Trade Union, SNEPMA : Syndicat National de l'Enseignement Primaire, Maternel,, Normal et SNAES : Syndicat National Autonome de l'enseignement secondaire.) • Un autre mot d'ordre plus dur (préavis de grève expirant le 2 mai 1997) fut lancé par le FESER et signé Jongwané Dipoko.

Mai	• 7- trois listes UPC aux législatives : UPC-K, UPC-N, UPC tout court. • 9- A la une du Journal "Le Messenger": <i>" Ntumazah et Cie dans le giron du pouvoir "</i>.	• 2* Des dirigeants des syndicats d'enseignants (Ze Joseph,, Bikoko Jean-Marc, Phouet Foé Maurice Angelo) rencontrent le premier ministre Musonge, et acceptent l'offre en argent de ce dernier. • 12* Lors de la campagne des législatives, plusieurs membres et sympathisants de l'UNDP, dont le député Nana Koulagna, ont été attaqués par la milice du lamido de Rey Bouba. Des morts et des accusations de meurtre. • 17-18* Elections législatives "à la camerounaise du Renouveau". • 26* Le ministre Augustin Kontchou affirme dans "Cameroon Tribune que le RDPC "national" doit " être présent" partout et coûte que coûte. Et le ministre "zéro-mort" prophétise : " au total pour le RDPC, ce serait 116". Et ça a été 116 députés, sacré Kontchou !
------------	---	---

Juin		• 1-2* Raids nocturnes des forces de sécurité dans les quartiers populaires de Douala. • 3* Raid sur l'imprimerie de Jean-Michel Nitchou (membre du NEC du SDF) . Brice Nitchou et 4 employés seront arrêtés et inculpés d'incitation à la révolte" et de "tentative de renversement des institutions par la force". • 6* Proclamation des résultats des législatives par la Cour Suprême. Manifestations pacifiques. 13 sympathisants-militants SDF seront arrêtés, dont Alhadji Sani, coordinateur provincial du SDF dans le Centre. 21* Mort à Paris de Victor Ayissi Mvondo, candidat déclaré à l'élection présidentielle d'octobre 1997
Juillet	• 5-6- Tentative de coup d'Etat au Bureau du Comité Directeur de l'UPC	• 3* Pr Titus Edzoa est arrêté et incarcéré à la prison de Nkodengui. Il est accusé de détournements de fonds publics. Il sera transféré au siège de la gendarmerie.

		• 16* Décès d'Henri Bandolo, journaliste et ancien ministre de Biya. • 20* Mise sur pied du Comité pour la Libération du Citoyen Titus Edzoa (Président Mongo Beti).
Août	• 30- Session extraordinaire du Comité Directeur (introuvable !). Ordre du jour : élection présidentielle. - Objectif : investir un candidat UPC fantôme qui se désisterait à temps pour le candidat naturel du RDPC.	• 3* élections législatives partielles dans trois circonscriptions (Ndé, Mayo Rey, Mayo Banyo). • 20* 13 Partis politiques de l'opposition (groupe de Nkongsamba) enregistrent le premier candidat à la candidature unique pour la Présidentielle : Samuel Eboua. • 25* Conférence de presse des députés de l'opposition parlementaire. 29* Benoît Assiga, 2ème vice-président de la CSTC exclu.

Septembre	• 12- Le Professeur H.M. Hogbe Nlend revient au pays et déclare : <i>"Nous à l'UPC, nous irons à l'élection présidentielle."</i> Il se fait huer : <i>"On t'a envoyé, traître ?"; "Au nom de quelle UPC, parlez-vous, cher Henri ?"</i> • 15-16- Une pseudo-session du Comité" directeur investit -en son absence- Hogbe Nlend candidat aux élections Présidentielles. • Woungly Massaga qualifie cette réunion de <i>"véritable festival tribal dirigé par des agents notoires du régime."</i> 18*-Conférence de presse des dirigeants légitimes autour du Secrétaire Général	3-4* Trois responsables du SNAES sont • suspendus pour corruption et haute trahison : Jean -Marc Bikoko (Secrétaire Général) , Bernard Bankal (trésorier National) et Phouet Foe Maurice (Secrétaire aux affaires extérieures). • 5* Louis Sombès, Secrétaire Général de la CSTC dénonce : <i>"Une campagne de déstabilisation de la CSTC en vue de diviser les travailleurs et les préparer à l'avènement d'une autre Centrale syndicale"</i>. • 6* L'UNDP appelle à boycotter l'élection présidentielle . • 7* Le SANES et SNEPMA fusionnent en un syndicat unique : le SNAEF (syndicat National autonome de l'Education et de la Formation.) Jean-Marc Bikoko, Secrétaire Général, Ze Joseph , Secrétaire Général-Adjoint chargé de l'enseignement maternel et primaire. • 8* Décès de François Sengat Kuoh dit " le Sphinx".
------------------	---	---

	Michel Ndoh . <i>"l'UPC n'a pas de candidat à élection Présidentielle du 12 octobre 1997 ... Nous appelons , en conséquence, les populations à ne pas servir de faire-valoir à Monsieur Paul Biya et donc de boycotter activement cette élection".</i>	• 9* Promulgation par le Chef de l'Etat, de la nouvelle loi fixant les conditions d'élection et de suppléance à la présidence de la République. • 10* Au domicile de Garga Hamman Adji (leader de l'ADD) douze partis investissent Samuel Eboa candidat unique de l'opposition à la Présidentielle. Cette réunion était présidée par Mme Effimba Belle du LDA (Libéral Democratic Alliance) 12* Biya signe le décret convoquant le corps électoral pour la Présidentielle. ■ Déclaration conjointe SDF - UNDP- UDC " Pas d'élections sans bonnes lois " ■ Abel Eyinga, Président de La Nationale, est pour le boycott actif. 12-13* Un " Congrès extraordinaire " de la Confédération Syndicale des Travailleurs du Cameroun (CSTC) met sur pied un bureau provisoire où le Secrétaire Général, Louis Sombès a été remplacé par René Liyong
--	---	--

• . Les partisans de Benoît Essiga prétendent que Louis Sombès " se sert du mouvement syndical à ses propres fins ". Pour Bakot Ndjock Emmanuel (Président), Louis Sombès (SG) et Mohammed Ngarman (trésorier), " *les résolutions de ce pseudo-congrès sont nulles et nul effet...*

• *C'est une autre manoeuvre de déstabilisation "*.

14* Le Cardinal Christian Tumi au Journal *Le Messenger* : " *Je ne suis pas candidat à l'élection présidentielle du 12 octobre 1997 (...) Je suis prêtre de l'Eglise catholique romaine (...) On est entrain de priver le peuple camerounais de sa Souveraineté. "*

• 16* Message radiotélévisé du Président Paul Biya : " *..Répondant à votre appel, j'ai décidé de me porter de nouveau candidat à la présidence de la République... "*.

1997	UPC	CAMEROUN
Septembre (suite)		• 16* Amnesty International rend public un rapport de 39 pages, sous le titre : <i>"Cameroun : mépris flagrants des droits de l'homme"</i> IFES (fondation internationale pour les systèmes électoraux) a aussi rendu public un rapport accablant d'une centaine de pages sur les législatives du 17 mai 1997 : fraudes monstrueuses et corruptions. • 17* Le Parti socialiste français exprime sa <i>"très vive préoccupation devant l'évolution de la situation politique au Cameroun ... Au regard de l'expérience des précédentes consultations (...) tout doit être mis en œuvre pour garantir l'équité de la prochaine élection présidentielle et la participation de l'ensemble des forces politiques camerounaises."</i> • 17* Du fond de sa cellule, Titus Edzoa lance un cri de détresse : <i>"Pour me disqualifier de la course à l'élection présidentielle, le pouvoir en place m'a assigné en résidence surveillée avant de me conduire à la prison centrale de Nkodengui sous le prétexte d'une enquête judiciaire dont les conditions ont été manipulées. Dans l'illégalité absolue je suis séquestré depuis le 22 juillet dans une cellule du secrétariat d'Etat à la défense, dans les conditions les plus inhumaines."</i> • 20* A l'occasion d'une fête organisée par les notabilités beti pour leur fils devenu ministre de la Santé avec pour mission de faire oublier son prédécesseur, Titus Edzoa, Charles Etoundi,

ministre malgré lui , dévoile : *"Je suis ministre aujourd'hui par la grâce d'un décret. Ma vie a peu changé, ainsi que celle de ma petite famille. Mais, je ne m'accommode toujours pas de ces honneurs subits, éphémères et artificiels. Vous me connaissez et vous savez donc qui je suis. En réalité, si on avait demandé mon avis, au sujet de cette cérémonie dans laquelle une petite personne comme moi a du mal à réaliser que c'est elle la vedette, je ne sais pas si j'aurais accepté de venir. Si au moment de me nommer ministre, le chef de l'Etat avait demandé mon avis; comme je ne peux pas lui dire non, à vrai dire, je ne sais ce que je lui aurais répondu."*

- 22* Pierre Guidoni, responsable du Parti socialiste français aux affaires étrangères, déclare : *"Le Parti socialiste demande que cette élection soit reportée, afin que les conditions d'équité du scrutin soient assurées par la mise en place de structures qui soient consensuelles."*
- 23* L'américain James Rubin se livre : *"...Nous regrettons également que les principaux partis d'opposition aient décidé de boycotter l'élection présidentielle. Certes, c'est entièrement leur droit, mais un boycott ne renforcera pas la démocratie au Cameroun ."*
- 24* Le français Yves Doutriaux, porte-parole adjoint du ministre des affaires étrangères , affirme : *"la décision des partis politiques de ne pas participer au prochain scrutin présidentiel ne semble pas favoriser un fonctionnement harmonieux du système démocratique".*
- Victorin Hameni Bieleu renforce le camp du boycott actif : *" J'ai décidé de me retirer de la course à la présidentielle."*

		• Le prince Zounedou Njoya, Coordinateur Général de l'UDC, démissionne du Parti de Ndam Njoya (UDC). • 24-30* Les autorités de Yaoundé, à travers l'hebdomadaire "Jeune Afrique", laissent accroire que le Cameroun serait menacé par deux fronts animés par le capitaine Guerandi Mbara : le FROLINAC (Front de Libération Nationale du Cameroun) et le Front de Libération du peuple Camerounais (FLPC). Guerandi qui vit au Burkina-Faso est l'un des initiateurs du "Mouvement J'Ose" qui tenta de renverser le régime Biya, le 6 avril 1984.
--	--	--

Septembre (suite)		• 27* Ouverture morose de la campagne électorale. Abel Eyinga écrit : <i>" En fait de campagne électorale, il s'agit en réalité de l'Etat en campagne pour Paul Biya et contre les huit figurants ... tout le monde sait qu'aucun ne risque d'être proclamé élu par le RDPC-MINAT et installé comme Président par le RDPC-Cour Suprême."</i> • 30* Dr Kafundh Abath, coordinateur provincial de l'Est, démissionne du SDF. Il fait allusion à une certaine option militaire qu'aurait prise le NEC. Ce qui est fermement démenti par le Secrétaire Général du SDF, Tazoacha Asongang. Fru Ndi précise : <i>Le SDF, bien que ne voulant pas la guerre, n'a pas peur de la guerre."</i>
Octobre		• 2* Paul Biya lance sa campagne par la province de l'Extrême-Nord : <i>" J'ai choisi de venir à Maroua pour marquer l'importance que j'attache à la paix intérieure "</i>.

		■ 4* Le Tribunal de Grande Instance de Yaoundé (Président : Mekobé) déclare titus Edzoa et Thierry Atangana coupables de détournements de deniers publics, et les condamne à 15 ans d'emprisonnement ferme, 350 millions de francs d'amendes, et confiscation de tous les biens. Le collectif de la défense s'est retiré avant les débats. ■ La Conférence de presse organisée par le Parti des ouvriers et des paysans camerounais (POPC), parti qui devait investir le candidat T. Edzoa a été interdite par le sous-préfet de Yaoundé III. • (Le sous-préfet de Yaoundé V interdit le meeting appelé par l'opposition parlementaire pour expliquer le boycott. ■ Samuel Eboua, pour " sauver le Cameroun " propose un Comité National du Dialogue (CND) où leaders de l'opposition et personnalités de la vie civile rencontreraient Paul Biya, à Etoudi le vendredi 10 octobre 1997. • 8* Les Présidents du SDF, de l'UNDP et de l'UDC donnent un point de presse au siège National de l'UNDP. Pour eux, le boycott signifie " villes mortes, villages morts, pieds morts ". • 9* Hubert Kamgang de l'UPA (Union des Populations d'Afrique) retire sa candidature de la " farce présidentielle ", après qu'il ait fait passer " les idées importantes de la révolution panafricaine.
--	--	--

		• 11* Pour avoir fait campagne pour le boycott, Me Robert Mbedi Mbedi, avocat et membre du Comité Central de l'UNDP, Président de la section départementale de la Sanaga-Maritime, est arrêté. • Autour de minuit, Barbara Etoa et Philip Bawe de la CRTV présentent un faux tract avec les signatures contrefaites de John Fru Ndi, Bello Bouba Maïgari et Ndam Njoya, prétendant le mot d'ordre de boycott levé.
--	--	---

Octobre (suite)	10- Pr. Hogbe Nlend, candidat UPC à la Présidentielle déclare au <i>Cameroon Tribune</i> : <i>"Je représente la principale force d'alternance au Cameroun. Les autres se sont mis hors-jeu(-..) Je considère que l'UPC est la première force de l'opposition dans le pays... La dernière expression populaire dit que c'est moi qui suis la principale force de l'opposition. Je me considère donc comme le chef de l'opposition au Cameroun à l'heure actuelle "</i>. • 21- Esaïe Toko Mangan saisit la Cour Suprême pour retirer la requête du candidat Hogbe Nlend en vue d'annuler le scrutin dans la Sanaga Maritime et le Nyong-et-Kellé	• 12* Scrutin présidentiel . boycott sans violences. • 13* Militant SDF pour le boycott, M. Kwaté Félix est arrêté et sur ordre du Préfet, transféré à la prison Centrale d'Ebolowa pour "une durée de 15 jours renouvelables". • 14* A RFI, le Cardinal Christian Tumi, déclare : <i>"J'ai boycotté parce que ça ne vaut pas la peine de voter. Les résultats sont déjà connus... Autant retourner au Parti unique...Et nous supplions, n'est-ce pas, ceux qui gouvernent, s'ils veulent la paix dans ce pays, parce qu'on ne sait jamais ce qui peut arriver demain, qu'ils essaient, quand même, de respecter les droits fondamentaux des gens."</i>
--------------------	---	---

	• 24-Déclaration de Michel Ndoh, Secrétaire Général : <i>"M. Biya et son Parti ont voulu avoir le pouvoir absolu, par tous les moyens et ils l'ont pris. Ils doivent désormais l'assurer seuls, absolument seuls. Les vrais démocrates, resteront donc résolument dans l'opposition"</i> * 29- Le dirigeant Moukoko Priso (SNO) confie dans L'Expression à propos du candidat Hogbe Nlend : <i>... Et ce serait très ridicule qu'avec 2% quelqu'un se pose en leader de l'opposition... Je pense que ne serait-ce que parce qu'on a le même type de formation, c'est-à-dire qu'il a fait et fait les maths, moi j'ai fait et fais les maths... Peut-être qu'il la fait par dérision, cela arrive aussi, car quelque fois on veut faire un peu de la dérision et on dit ce qu'on veut. Nos amis français disent que tout ce qui est excessif est dérisoire.</i>	• 19* Pour les trois leaders de l'opposition, parlementaire boycottante, le taux réel d'abstention serait de près de 80%. Aussi appellent-ils à manifester contre "l'assassinat de la démocratie" : ainsi, le jour de la proclamation des résultats sera " Jour de la Honte", et le jour de la prestation de serment sera "Journée de deuil de la démocratie au Cameroun". • Eboussi Boulaga explique dans Le Messager : " le boycott est une expression de lassitude et de désaffection vis-à-vis de l'exercice futile et dérisoire qu'est devenue l'élection... Même sans mot d'ordre de l'opposition, une abstention massive était possible." • Mgr Philippe Stevens, évêque de Maroua - Mokolo, témoigne sur l'honneur, que les militaires ont cruellement torturé de paisibles citoyens, pour avoir boycotté la présidentielle. (Cf. L'Effort Camerounais N°83)
--	--	---

		• 121* La Cour Suprême siégeant comme Conseil Constitutionnel, déclare tous les recours (4) irrecevables ou non fondés. • 23* La Cour Suprême présidée par Alexis Dipanda Mouelle, proclame les résultats des Présidentielles du 12 octobre 1997 . • Taux officiel de participation :81,35 Paul Biya (RDPC) : 92,54 Henri Hogbe Nlend (UPC) : 2,5 Samuel Eboua (MDP) : Albert Dzongang (PPD) Joachim Tabi Owono (AMEC) Antoine Depadoué Ndemanou (RDPA) Gustave Essaka (DIC) • L'ONG "Conscience Africaine", membre du Réseau Africain pour la Démocratie à la Base, appuyée par le Centre International contre la Censure, Article 19, a produit un rapport sur la couverture de la campagne présidentielle par les médias publics en situation de monopole et à 90% inféodés aux intérêts du RDPC et de Paul Biya.. • 27* Dakollé Daïssala, ministre d'Etat chargé des P&T et Président du MDR déclare à <i>L'Expression</i> : "<i>Le RDPC est aujourd'hui un ogre qui dévore en priorité ses alliés.</i>"
--	--	--

Novembre	• 7- Dans une Conférence de presse, Hogbe Nlend se livre : <i>"J'ai pris part à cette élection avec pour objectif de réaliser l'unité de l'UPC afin d'exposer la pensée politique de notre Parti... Nous avons affaire au Cameroun à une opposition stérile, à la limite de la bêtise. Je connais bien Bello, Fru Ndi et Ndam Njoya. Nous avons plusieurs fois discuté, mais jamais nous n'avons dialogué . Ce sont des gens qui ne sont pas aptes au dialogue. S'ils l'étaient, ils s'entendraient entre eux..Pour nous qui avons été à l'école, nous savons ce que c'est que le dialogue ... Nous sommes prêts pour les discussions, car il faut absolument cohabiter. Il faut préciser que nous le ferons publiquement et rationnellement, car quand l'UPC négocie, le peuple camerounais saura que l'UPC a négocié."</i>	• 3* Prestation de serment de Paul Biya, un office religieux d'action de grâce en l'honneur de Paul Biya, est organisé à la cathédrale Notre Dame des Victoires de Yaoundé. En l'absence de l'archevêque, Mgr Jean Zoa. Cette journée a été déclarée fériée au milieu de la matinée (9h30). A l'exception de Yondo Marcel du MLJC, tous les députés de l'opposition parlementaire ont boycotté la cérémonie. L'office a été célébré par l'abbé François- Xavier Amara... Mgrs Ntep d'Eseka, Tonye Bakot d'Edéa et Owono Mimboé. • 10* Les députés SDF réunis au siège de leur Parti à Yaoundé, déclarent : <i>"Nous, députés SDF, affirmons que nous ne pouvons en aucun cas participer à un gouvernement avec le RDPC sans l'aval de notre Parti."</i> • 28* dans un entretien à RFI, ni John Fru Ndi dit non au "gouvernement d'union" et précise : <i>"Un militant du SDF (qui) y va, sait d'avance qu'il se met hors du Parti... M. Biya et ses amis font ce qu'ils font juste pour obtenir les crédits de la part des bailleurs de fonds, qui vont échouer dans leurs poches."</i> • 30* Une délégation du RDPC a rencontré des responsables du SDF à l'hôtel Mont Fébé de Yaoundé. Un autre rendez-vous est pris pour le 14 décembre 1997.
-----------------	--	---

Décembre	• 11- Hogbe Nlend au Cameroon Tribune : <i>" l'UPC, à cause de ses divisions n'a pas été officiellement invitée à des négociations avec le pouvoir pour entrer au gouvernement. Mon entrée au gouvernement n'est donc pas une représentation officielle de l'UPC au sein du gouvernement (...) .De plus, le fait que je suis le seul Upéciste membre du gouvernement devrait signifier que le pouvoir va laisser l'UPC avancer vers son unité renforcée par ma campagne présidentielle".</i> • 13- Pseudo-session du Comité Directeur à la Maison des Jeunes et des Cultures (MJC) à Douala. Après les attaques et les insultes de Hogbe à l'égard du Président Ntumazah, ce dernier suspend la session, qui néanmoins continuera avec des coups de gucule et des coups de poings. • 15- Ntumazah déclare : <i>" l'UPC n'est pas au gouvernement".</i>	• 1er* 2ème congrès de la CSTC (prévu les 28 et 29 novembre). • Deux factions rivales en compétition : les partisans de Sombès d'une part, et ceux de M. Bakot Ndjock Emmanuel ligüés à ceux de M. Essiga, d'autre part. • Deux bureaux rivaux : qui a intérêt que la confédération syndicale des travailleurs du Cameroun (CSTC) implose ? • 7* Formation du gouvernement Musonge II qui comprend 50 membres. Biya rassure les sortants : <i>" Je tiens à rassurer ceux qui sortent du gouvernement qu'ils ne seront pas oubliés".</i> • 14* Deuxième rencontre RDPC-SDF à Mbankolo. Fru Ndi de retour d'un périple afro-européen : <i>"Monsieur Bello Bouba vient de faire la démonstration magistrale qu'il n'était qu'un membre du RDPC déguisé en opposant."</i> • Cependant dans les "attentes du SDF", il est suggéré d'élargir : <i>"le débat à l'opposition et à toute personne physique ou morale agréées d'accord-parties par le RDPC et le SDF".</i>
-----------------	--	---

Le BANDITISME POLITIQUE à L'ère du RENOUVEAU CAMEROUNAIS

UPC : Brève Histoire de l'Unification

« En me jetant dans l'arène des passions les plus outrées, je ne me faisais point d'illusions quant à l'issue de cette bataille de positionnement où des hommes de conviction, d'honneur et de parole, se mêlaient aux hommes sans foi ni loi, où des fieffés salauds s'érigeaient en héros, où enfin, des coups de poings tenaient lieu de derniers arguments de dialogue des partisans d'un sophiste démagogue pour qui, le monde politique serait à la fois gouverné par les chiffres et ses propres désirs ».

Victor Kanga (Avant-propos).

« Des échéances cruciales pointent à l'horizon, avec notamment l'Europe et son unité monétaire. Comme d'habitude depuis la fin du Moyen-âge européen, l'Afrique payera une bonne part de la facture. Car c'est un fait avéré : depuis cette époque et la Traite des Nègres, jamais l'Europe n'a été d'accord avec elle-même, sans que ce soit, tôt ou tard, sur le dos de l'Afrique ».

Moukoko Priso (texte 26).

Victor Kanga est docteur en philosophie de l'Université de Paris X - Nanterre où il fut chargé de cours. Depuis plus de deux décennies, il assume sa tâche d'enseignant dans les lycées de la République du Cameroun (Bafoussam, Buéa, Douala...).

A l'issue des travaux de l'historique 11ème Congrès Unitaire des 13, 14, 15 et 16 septembre 1996 à Yaoundé, il entre au Bureau du Comité Directeur de l'UPC en qualité de Délégué à la Recherche de l'Histoire de l'UPC.